JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
6^e Législature

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

REPONSES DES MINISTRES

SOMMAIRE

1. Questions écrites (p. 3137).
2. Réponses des ministres aux questions écrites (p. 3173).
 - Premier ministre (p. 3173).
 - Affaires étrangères (p. 3173).
 - Agriculture (p. 3175).
 - Anciens combattants (p. 3183).
 - Budget (p. 3194).
 - Commerce et artisanat (p. 3186).
 - Culture et communication (p. 3187).
 - Défense (p. 3188).
 - Départements et territoires d'outre-mer (p. 3191).
 - Education (p. 3191).
 - Environnement et cadre de vie (p. 3193).
 - Industrie (p. 3195).
 - Intérieur (p. 3198).
 - Justice (p. 3199).
 - Postes et télécommunications et télédiffusion (p. 3204).
 - Recherche (p. 3205).
 - Santé et sécurité sociale (p. 3206).
 - Transports (p. 3223).
 - Travail et participation (p. 3224).
 - Univerités (p. 3229).

3. Questions écrites pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse (p. 3231).
4. Liste de rappel des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires (p. 3231).
5. Rectificatifs (p. 3232).

QUESTIONS ECRITES

Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Tarn).

33868. — 28 juillet 1980. — Mme Adrienne Horvath attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de l'entreprise Tricots C. T., à Noailhac (Tarn), à la suite du dépôt de bilan effectué le 27 mai dernier. A cette date, l'entreprise avait pourtant un carnet de commandes satisfaisant. Le personnel comprend mal qu'on n'étudie pas plus sérieusement une offre faite par une entreprise de Toulouse qui préserverait mieux l'emploi alors qu'on semble s'orienter vers l'élimination pure et simple de cette entreprise et le licenciement de ses salariés. En conséquence, elle lui demande d'intervenir pour éviter toute décision définitive et donner une nouvelle chance à cette entreprise et à son personnel.

Procédure pénale (réglementation).

33869. — 28 juillet 1980. — M. Marcel Houël demande à M. le ministre de la justice de lui faire savoir la définition exacte de la notion de « délai imparl » au sens de l'article 590 du code de procédure pénale dans le cas précis d'un condamné pénal, et

cela dans deux cas de figure : 1° en cas de pourvoi en cassation simple ; 2° dans le cas où il s'agit d'un condamné pénal qui, dans un premier temps, a vu son pourvoi en cassation rejeté et, dans un deuxième temps, a obtenu que celui-ci soit rabattu.

Architecture (agréés en architecture : Limousin).

33870. — 28 juillet 1980. — M. Jacques Jouve attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation et les perspectives de carrière des collaborateurs d'architectes en Limousin. Ils sont de plus en plus touchés par le chômage. Depuis trois ans, sur Limoges, 24 p. 100 d'entre eux ont été licenciés. De nombreux travaux d'Etat, de collectivités, d'organismes administratifs échappent aux cabinets d'architectes du Limousin et sont confiés à des cabinets extra-muros sans que ceux-ci ne soient tenus d'ouvrir des agences dans la région. Ainsi, pour une qualité de services équivalente, le choix de bureaux non implantés en Limousin conduit à une expropriation du volume de travail préjudiciable pour la région et rendant encore plus précaire les perspectives d'avenir des collaborateurs d'architectes limousins. La loi sur l'architecture n° 77-2 du 3 janvier 1977 a ouvert les portes aux « agréés en architecture ». Cependant, de nombreux obstacles restreignent les possibilités d'ouverture au droit d'agrément pour les collaborateurs d'architectes. Il est extrêmement difficile, dans les conditions actuelles, pour ces collaborateurs salariés de faire Promoca (organisme de formation professionnelle et de promotion humaine pour tous les collaborateurs salariés des cabinets d'architectes) puisque cela signifie pour eux 960 heures de formation sur trois ans en plus du travail d'agence. Cela est d'autant plus difficile pour les employés du Limousin, puisque leurs écoles sont situées à Bordeaux, Paris, Clermont-Ferrand. Enfin, le coût de la formation, 10 000 F par an, est particulièrement dissuasif. Il lui demande donc quelles mesures concrètes il compte prendre pour inciter à la localisation du volume de travail en architecture en Limousin. Il lui demande, en outre, ce qu'il compte faire pour faciliter l'ouverture au droit d'agrément pour les collaborateurs d'architectes et pour faciliter les conditions d'accès des collaborateurs d'architectes limousins aux formations Promoca.

Eau et assainissement (ordures et déchets : Haute-Vienne).

33871. — 28 juillet 1980. — M. Jacques Jouve attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les très graves difficultés auxquelles est confronté le syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères (Sictom) de la région de Bessines-sur-Gartempe (Haute-Vienne). Ce syndicat a décidé d'ouvrir une dotation aux amortissements en prévision du renouvellement de matériel ou de travaux d'immobilisation, compte tenu du taux élevé des emprunts. Cependant, la constitution d'une telle réserve ne va pas sans présenter de gros inconvénients puisque son montant subit une constante dégradation en volume du fait de l'inflation des prix. La législation en vigueur interdit aux Sictom de placer le montant de la dotation, leur étant ainsi toute possibilité de se prémunir contre les risques tenant à l'érosion monétaire. Cela peut conduire à de graves difficultés de trésorerie, compte tenu de l'importance des masses d'argent nécessaires à la dotation aux amortissements. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour permettre aux Sictom de placer les fonds alloués à la dotation aux amortissements afin de couvrir à terme contre les risques de fluctuation des prix à la consommation.

Transports routiers (entreprises : Landes).

33872. — 28 juillet 1980. — M. Pierre Juquin attire l'attention de M. le Premier ministre sur un cas très grave d'atteintes aux libertés et aux droits syndicaux dans une entreprise de transports, les Etablissements Mora, de Dax. Un chauffeur routier, après dix ans de présence dans cette entreprise, a été désigné comme délégué syndical et élu membre du comité d'entreprise. Ayant eu à dénoncer des fraudes diverses commises par cette entreprise et des dépassements d'horaires de travail, ce travailleur s'est vu infliger successivement mises à pied (dix-sept en six mois), déclassement, puis licenciement, lequel a été refusé, à deux reprises, par l'inspecteur du travail qui a estimé que les sanctions infligées étaient sans commune mesure avec les griefs reprochés. Malgré deux jugements prononçant la réintégration sous astreinte de 200 francs par jour de retard, l'employeur persiste depuis l'automne 1979 dans sa décision de licenciement. Ce chef d'entreprise, qui bafoue ouvertement le droit au travail et les décisions de justice, a malheureusement trouvé un soutien regrettable dans la décision du ministre des

transports qui a annulé la décision de l'inspecteur du travail des transports. Il lui demande ce qu'il compte faire pour mettre un terme à une atteinte inadmissible aux libertés et permettre au droit et à la justice de l'emporter dans cette affaire.

Cours d'eau (aménagement).

33873. — 28 juillet 1980. — M. Maxime Kalinsky rappelle à M. le Premier ministre sa question écrite numéro 26135 du 18 février 1980 relative à l'aménagement de la vallée de la Seine et de l'Yerres à laquelle il ne lui a pas encore répondu comme le lui impose pourtant le règlement de l'Assemblée nationale. Il lui demande de bien vouloir répondre à cette question.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

33874. — 28 juillet 1980. — M. Adrien Zeller demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'il n'estime pas nécessaire d'accroître les effectifs d'ouvriers professionnels des travaux publics afin que, dans le cadre des compétences de son ministère, l'ensemble des travaux puissent être menés par un personnel qualifié.

Produits manufacturés (entreprises : Val-de-Marne).

33875. — 28 juillet 1980. — M. Maxime Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de l'entreprise Sucmanu, à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), où la direction envisage la fermeture des ateliers pour le 31 octobre 1980 entraînant le licenciement de 41 salariés. Cette société qui est spécialisée dans la fabrication d'équipements de manutention destinés aux abattoirs industriels a racheté 67 p. 100 du capital de la société Marchand-Meunier dont les activités ont lieu à Loudéac (Côtes-du-Nord) créant la société Sucmanu et Marchand. Depuis le début du projet de cette fusion des garanties avaient été données par la direction que les deux ateliers seraient complémentaires avec une diversification de production, pensant alors regrouper leur siège social, leur bureau d'études et leur fabrique de gros matériel sur un terrain plus grand et dans des locaux plus modernes, à Villeneuve-le-Roi, qui ouvrirait de ce fait des perspectives d'embauche. Or, dans le même temps, l'entreprise Sucmanu obtenait de la D.A.T.A.R. en juillet 1979 une prime de développement régional pour l'extension de son établissement à Loudéac et en novembre 1979 une prime de délocalisation qui l'amenaient à fermer les ateliers de Villeneuve-le-Roi. Ainsi les aides de l'Etat, c'est-à-dire les fonds publics, servent à démanteler l'outil de production et à licencier du personnel dans le seul but de développer les profits. En effet, rien d'autre n'explique ce projet de fermeture. Les bilans successifs de la société sur vingt-cinq années font apparaître la réalisation de bénéfices importants, la Sucmanu tient actuellement une bonne place sur le marché national, et le carnet de commandes est confortable. De plus, il existe des possibilités d'une extension de l'implantation actuelle et de l'amélioration de l'outil de production. Aussi tout laisse à penser, et les faits le montrent, que les opérations envisagées, avec le soutien gouvernemental, relèvent de manœuvres ayant pour objectif une centralisation au niveau du groupe Sucmanu-Marchand. En effet, ce dernier vient de déclarer le 2 juin 1980 la constitution d'une société à Loudéac, dénommée « Kauffer », ayant les mêmes activités que celles existant actuellement aux ateliers de Villeneuve-le-Roi et qui concurrencent donc directement la société Sucmanu-Marchand. Ces manœuvres de la nouvelle société ont été reconnues comme telles par l'inspection du travail qui a refusé les licenciements demandés pour raisons économiques. En conséquence, il lui demande : 1° s'il entend s'opposer à ce projet de fermeture des ateliers de Villeneuve-le-Roi et au licenciement des 41 salariés ; 2° quelles mesures il prend pour le maintien et l'extension des unités de production et de stockage existant à Villeneuve-le-Roi afin que l'argent public ne serve qu'à développer les investissements qu'il conviendrait de réaliser aux ateliers Sucmanu de Villeneuve-le-Roi.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (examens, concours et diplômes).

33876. — 28 juillet 1980. — Mme Chantal Leblanc s'élève vigoureusement contre la récente décision de Mme le ministre des universités visant à imposer aux recteurs de nouvelles restrictions quant à leurs habilitations à délivrer des diplômes nationaux des 2^e et 3^e cycles. Au mépris de l'avis donné par le C.N.E.S.E.R.,

de nouvelles coupes sont d'ores et déjà prévues dans les diplômes existants ; la quasi-totalité des nouvelles demandes étant quant à elles purement et simplement rejetées. Sont frappées des universités comme Villetaneuse, Nanterre, Limoges, Rouen, Saint-Étienne, Caen, Besançon, Brest, Chambéry, Avignon et des disciplines telles que les sciences de l'éducation, la psychologie, la sociologie, les langues vivantes autres que l'anglais. Cette décision est gravement dommageable à l'ensemble des étudiants. De plus, ces suppressions imposées de façon autoritaire pourraient une nouvelle fois servir de prétexte à de nouvelles réductions de moyens et de postes. En conséquence, elle lui demande de revenir sur cette décision et exige la sauvegarde des formations, notamment l'habilitation de tous les enseignements ayant fait l'objet d'un avis favorable du C.N.S.E.R.

Agriculture : ministère (personnel : Ardennes).

33877. — 28 juillet 1980. — **M. Alain Léger** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les récentes directives de son ministère et ses conséquences, notamment sur les conditions de travail du personnel de la D.D.A. des Ardennes. Les remboursements des frais de déplacement des agents sont devenus incertains suite à ces décisions : 1° le reliquat des frais engagés fin 1979 ne sera payé que vers septembre 1980, soit quelque neuf à onze mois après leur engagement ; 2° la masse globale des crédits prévus pour le remboursement des frais de déplacement en 1980 est réduite de 30 à 35 p. 100 par rapport à 1979 ; 3° il est attribué neuf voitures de service (dont quatre déjà existantes) à la D.D.A. des Ardennes en vue d'assurer les déplacements et l'utilisation des voitures personnelles est à proscrire vu les aléas de remboursement. Il proteste contre ces décisions préjudiciables aux agents de la D.D.A., aux collectivités locales et au service public lui-même. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin d'assurer le paiement immédiat des dettes du ministère et les crédits de fonctionnement nécessaires à un travail normal.

Circulation routière (sécurité).

33878. — 28 juillet 1980. — **M. Daniel Le Meur** rappelle à **M. le ministre des transports** l'opposition massive des motards aux nouveaux permis A1, A2, A3 et leurs revendications en matière de sécurité routière. La fédération française des motards en colère et l'association de défense de l'enseignement de la conduite automobile ont montré, dans un document d'information, les dangers potentiels qui affectent les nouveaux permis. La F.F.M.C. a fait des propositions pour que les permis moto apportent une véritable éducation à ceux qui souhaitent se servir de ce moyen de locomotion. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que, conformément aux exigences de sécurité, les motards soient associés à une réflexion générale sur les problèmes que rencontrent les deux-roues. Cette réflexion, menée en concertation, pourrait déboucher sur des mesures concrètes : mise en place de réseaux permis assurant réellement la sécurité, adaptation du réseau routier et autoroutier à la sécurité des motos (bandes plastifiées, rainurage, gravier, points noirs, etc.).

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

33879. — 28 juillet 1980. — **M. Louis Malsonnat** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des personnes pour lesquelles se pose le problème de la couverture des soins de stérilité de couples désirant avoir des enfants. En effet, il a été souligné à plusieurs reprises à **M. le ministre** cette situation sans que, pour l'instant, il y ait été apporté de réponse. Cependant, il semble que, en toute équité, si quelques progrès ont pu être faits dans le domaine d'un meilleur contrôle des naissances, l'organisation et la couverture des soins devraient également être pris en compte lorsqu'il s'agit de solliciter la stérilité des couples désirant avoir des enfants. Or, dans cette situation, un certain nombre de personnes rencontrent des difficultés pour obtenir des caisses d'assurance maladie une prise en charge normale des soins que nécessite leur volonté d'avoir un enfant. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de fait et faire assurer un remboursement normal des frais engagés par les personnes intéressées.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

33880. — 28 juillet 1980. — **M. Gilbert Millet** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation suivante : l'organisation et l'application de l'hygiène et de la sécurité, du comité d'hygiène et de sécurité, de la médecine du travail et de la médecine préventive dans les hôpitaux sont régies

par des textes spécifiques à ces établissements dont les principales références sont l'arrêté du 29 juin 1960, l'arrêté du 22 décembre 1966, le décret n° 67-228 du 15 mars 1967, les circulaires du 18 juillet 1962 et du 1^{er} avril 1963. Cette situation et ces textes sont en contradiction, et en deçà, avec certaines dispositions d'ordre général applicables pour l'ensemble des travailleurs en France : tout particulièrement avec les nouvelles dispositions du code du travail sur l'hygiène, la sécurité et les services de contrôle (articles 231-I à L. 631-I sans application dans les hôpitaux publics) ; le décret du 20 mars 1979 sur la médecine du travail ; les normes et directives européennes sur la protection des travailleurs aux radiations nucléaires ; le décret n° 77-132 du 29 novembre 1977 sur la protection des travailleurs des entreprises extérieures travaillant dans un établissement (concessions privées qui se sont très développées dans les hôpitaux publics, notamment dans les secteurs de l'alimentation et du nettoyage). Dans le cadre de l'austérité touchant les hôpitaux, cet état de fait a de très graves conséquences sur la santé et les libertés syndicales des hospitaliers. Plus de 550 000 hospitaliers sont donc écartés de mesures générales du code du travail. Il lui demande de préciser les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Budget : ministère (personnel).

33881. — 28 juillet 1980. — **M. Robert Montdargent** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des inspecteurs stagiaires à l'école nationale des services du Trésor. A l'issue de la scolarité les élèves dont la note moyenne est inférieure à 10 sur 20 sont, soit admis à redoubler, soit reversés en catégorie « B » pour les internes, soit licenciés pour les externes ou versés en catégorie « B ». Le licenciement entraîne obligatoirement reversement des traitements perçus, soit environ 54 000 francs. Les stagiaires de l'E. N. S. T. pensent que ces solutions ne sont pas satisfaisantes et réclament des négociations entre la direction de la comptabilité publique et les organisations syndicales de l'école. **M. Robert Montdargent** demande à **M. le ministre du budget** quelles dispositions il compte prendre afin que cette négociation se déroule entre les parties intéressées.

Construction aéronautiques (entreprises : Indre).

33882. — 28 juillet 1980. — **M. Robert Montdargent** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des travailleurs licenciés en septembre 1976, lors de la fermeture du centre de la S. N. I. A. S. Déols et en chômage total depuis cette date. La direction de la S. N. I. A. S. vient enfin de faire des propositions d'emploi qui ont pour caractéristiques d'être à plusieurs centaines de kilomètres de leur domicile, de comporter une déqualification importante et un niveau de salaire très faible, d'être assorties de contrats à durée déterminée, de ne pas prendre en compte leur ancienneté à la S. N. I. A. S. qui varie entre quinze et vingt ans. Il apparaît inconcevable qu'une société nationale telle que la S. N. I. A. S. puisse remettre ainsi en cause les droits acquis, n'avoir aucune considération pour la situation familiale de ces travailleurs alors que de réelles possibilités de reclassement existent sur le plan local, tant à Châteauroux qu'à l'usine de l'aérospatiale de Bourges où des embauches ont lieu actuellement dans les mêmes catégories que celles où se trouvent les travailleurs licenciés. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour que ces travailleurs licenciés puissent être définitivement réintégrés sur le plan local avec reconnaissance de leur qualification et de leur ancienneté, et que soit étudié le projet de réactivation de la S. N. I. A. S. Déols conformément aux propositions syndicales.

Permis de conduire (service national des examens du permis de conduire : Seine-Saint-Denis).

33883. — 28 juillet 1980. — **M. Maurice Niles** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'organisation du service national des examens du permis de conduire en Seine-Saint-Denis. Ce département souffre d'un manque d'inspecteurs. Cette insuffisance est fortement préjudiciable aux candidats au permis de conduire et aux professionnels chargés d'assurer leur formation. 263 établissements employant un certain nombre de moniteurs font régulièrement appel au service national des examens et le nombre de candidats nécessiterait 25 inspecteurs. La Seine-Saint-Denis n'en compte seulement que 13, soit un inspecteur pour 400 demandes. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour annuler la circulaire de mai 1977 qui tend à instituer un mécanisme visant à limiter discrétionnairement le nombre de candidats que chaque auto-école peut présenter à l'examen ; 2° pour augmenter les effectifs des inspecteurs au permis de conduire dans un département qui se trouve particulièrement défavorisé par rapport à l'ensemble de la région parisienne.

*Permis de conduire (service national
des examens du permis de conduire : Seine-Saint-Denis).*

33884. — 28 juillet 1980. — **M. Maurice Niles** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'organisation du service national des examens du permis de conduire en Seine-Saint-Denis. Ce département souffre d'un manque d'inspecteurs. Cette insuffisance est fortement préjudiciable aux candidats au permis de conduire et aux professionnels chargés d'assurer leur formation. 263 établissements employant un certain nombre de moniteurs font régulièrement appel au service national des examens et le nombre de candidats nécessiterait 25 inspecteurs. La Seine-Saint-Denis n'en compte seulement que 19, soit un inspecteur pour 400 demandes. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour annuler la circulaire de mai 1977 qui tend à instituer un mécanisme visant à limiter discrétionnairement le nombre de candidats que chaque auto-école peut présenter à l'examen ; 2° pour augmenter les effectifs des inspecteurs au permis de conduire dans un département qui se trouve particulièrement défavorisé par rapport à l'ensemble de la région parisienne.

Machines-outils (entreprises : Seine-Saint-Denis).

33885. — 28 juillet 1980. — **M. Louis Odru** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de l'entreprise Dufour (machine-outil) à Montreuil. 700 travailleurs n'ont pas perçu leur salaire parce que des banques nationalisées et privées ont coupé les crédits à l'entreprise. 700 emplois sont menacés dans un secteur industriel de base, essentiel pour l'indépendance économique de la Nation. La balance du commerce extérieur est déficitaire parce que la France importe plus qu'elle n'exporte, alors que toutes les machines-outils pourraient être produites en France, deux sur trois sont produites à l'étranger : en Allemagne de l'Ouest, aux Etats-Unis, en Italie, au Japon. Ces dernières années, avec l'appui du Gouvernement français, de nombreuses entreprises de la machine-outil ont été liquidées au profit de l'étranger. Il est temps d'arrêter ce gâchis, il est temps d'arrêter la désindustrialisation de la région parisienne. C'est pourquoi il lui demande instamment que tout soit mis en œuvre pour assurer immédiatement la paie au personnel et le maintien de tous les emplois.

Travail (travail temporaire).

33886. — 28 juillet 1980. — **M. Louis Odru** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'article L. 1247 du code du travail qui prévoit que les salariés liés par un contrat de travail temporaire sont régis, en ce qui concerne les conditions d'exécution du travail pendant la durée des missions, par les mesures législatives, réglementaires et conventionnelles qui sont applicables au lieu de travail. Cela vaut notamment pour le repos hebdomadaire et les jours fériés. L'interprétation de cette disposition a été confirmée par une lettre émanant du ministre d'Etat chargé des affaires sociales, en date du 11 octobre 1972 qui précise que les salariés intérimaires « doivent bénéficier du repos des jours fériés dans les mêmes conditions que le personnel appartenant aux entreprises dans lesquelles ils sont envoyés en mission et, le cas échéant, ne pas subir de diminution de leur rémunération en cas de chômage pour fête légale dans lesdites entreprises ». La Cour de cassation sociale, pour un jugement en date du 15 mars 1978, la société Nuta Interim C/ Guigen, a d'autre part considéré que « ces interruptions de travail imposées au salarié qui était resté à la disposition de l'entreprise, ne pouvaient avoir eu pour effet de diminuer sa rémunération telle qu'elle avait été convenue lors de son engagement et que les jours de chômage qu'il avait dû subir devaient être indemnisés en étant payés comme un temps de travail effectif, avec les indemnités de déplacement auxquelles celui-ci lui donnait droit, de la même manière qu'ils l'étaient à l'ensemble du personnel de l'entreprise utilisatrice ». Or, il s'avère que les entreprises de travail temporaire contestent cette interprétation. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire respecter l'indemnisation des jours fériés et si la convention collective nationale applicable à l'établissement utilisateur prévoit des majorations de salaires pour le travail du dimanche et pour le travail de nuit, et si le salarié de l'entreprise de travail temporaire bénéficie, lui aussi, de ces majorations.

*Enseignement supérieur et postbaccalauréat
(bibliothèques universitaires : Paris).*

33887. — 28 juillet 1980. — **M. Jack Ralite** proteste auprès de **Mme le ministre des universités** contre l'insuffisance des moyens mis à la disposition de la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine. Faute de crédits, elle ne pourra, en effet, procéder

cette année à aucune acquisition et devra réduire le nombre de ses abonnements. Les carences qui vont s'accumuler, si un redressement financier n'est pas apporté, risquent de n'être jamais comblées. Ce serait là un préjudice grave porté à cet instrument de travail important du patrimoine qui joue un rôle fondamental vis-à-vis de la recherche, universitaire ou non, et répond aux besoins actuels d'une meilleure connaissance de l'époque contemporaine. Alors que la B.D.I.C. connaît une augmentation considérable et constante de son public, que sa vocation nationale et internationale est évidente, cette situation est inadmissible. Dans ces conditions, il lui demande de répondre immédiatement aux besoins exprimés par la B.D.I.C. tant au plan des acquisitions qu'au plan du personnel.

*Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires
(paiement des pensions).*

33888. — 28 juillet 1980. — **M. Roland Renard** rappelle à **M. le Premier ministre** que le nombre des retraités de l'Etat qui continuent à avancer de l'argent gratuitement à l'Etat reste très important (1 153 000 retraités de quarante-huit départements dont quatre d'outre-mer ne connaissent pas encore la mensualisation promise et repoussée chaque année par le Gouvernement). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la mensualisation soit opérée intégralement sur tout le territoire et si celle-ci est inscrite dans les prévisions de la loi de finances pour 1981.

*Environnement et cadre de vie : ministère
(administration centrale).*

33889. — 23 juillet 1980. — **M. Roland Renard** rappelle à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** les craintes qu'il avait déjà émises lors de la discussion de la loi de finances pour 1980, à propos des menaces de démantèlement de l'Institut géographique national. Or, sous prétexte d'adaptation à de nouvelles techniques et de promotion de certains corps de personnel, le ministère de l'environnement et du cadre de vie procède en réalité à un démantèlement accéléré de l'Institut, par la suppression du corps des géomètres, par la remise au secteur privé d'une partie importante des activités. Cette prétendue adaptation de l'Institut géographique national aboutirait donc à la liquidation d'un outil technique important et à terme au licenciement d'un grand nombre d'agents. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder et développer l'Institut géographique national, dont la qualité du travail effectué est reconnue bien au-delà de nos frontières, et ceci dans l'intérêt des personnels et du pays.

*Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux
(collectivités locales : cotisations).*

33890. — 28 juillet 1980. — **M. Roland Renard** fait part à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de l'inquiétude et de l'opposition des affiliés à la C.N.R.A.C.L., suite à sa décision de diminuer la cotisation des administrations. Cette mesure, adoptée dans des conditions autoritaires, constitue une nouvelle attaque grave contre la couverture sociale des salariés. Elle ne manquera pas d'avoir comme effet une grave augmentation sur le salaire différé de ces personnels. Elle menacera la situation des retraités des services de santé et des collectivités locales et compromettra la satisfaction de revendications urgentes telles que l'âge de la retraite avancé, dans des professions particulièrement pénibles et à majorité féminine ; le calcul de la retraite sur 2,5 p. 100 des salaires ; la pension de réversion à 75 p. 100 ; le minimum garanti égal au salaire de début ; la péréquation intégrale ; l'intégration des primes et indemnités ayant le caractère de complément de salaire dans le traitement indiciaire. En conséquence il lui demande de revenir sur sa décision.

Hôtellerie et restauration (restaurants : Paris).

33891. — 28 juillet 1980. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la menace de fermeture du restaurant de la tour Eiffel. Cette décision aboutirait à priver d'emploi 182 salariés et à priver la clientèle de ce moment d'un service auquel elle est attachée. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher cette fermeture et au minimum rechercher par consultation et négociation que soient assurées les garanties indispensables aux salariés.

*Enseignement supérieur et postbaccalauréat
(établissements : Val-de-Marne).*

33892. — 28 juillet 1980. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la grave atteinte au potentiel universitaire que constituerait toute mesure de démantèlement de l'université de Paris-VIII-Vincennes. Acquis des luttes de 1933,

l'université de Vincennes a fait largement ses preuves et a atteint une renommée scientifique et pédagogique qui dépasse la région parisienne et notre pays. Elle offre, sous une forme particulièrement positive, à des milliers de non-bacheliers ayant déjà exercé une activité professionnelle la possibilité d'entreprendre des études supérieures. Depuis douze ans des milliers de salariés ont pu ainsi approfondir leurs connaissances et élever leur qualification. La décision du transfert à Saint-Denis, qui priverait l'université de ses services sociaux : crèche, maternelle, restaurant, association sportive, d'une partie de ses filières, qui risquerait d'amputer l'établissement de son personnel auxiliaire, d'une partie de ses étudiants et enseignants, constitue un véritable démantèlement — 20 000 m² sont prévus à Saint-Denis alors que l'université Paris-VIII-Vincennes dispose avec les bâtiments annexes de 48 000 m². C'est pour quoi de nombreuses personnalités scientifiques se sont émues de cette décision. Les bâtiments en construction à Saint-Denis sont notoirement insuffisants pour y reloger Paris-VIII en respectant l'intégralité de ses effectifs, de ses enseignements. La démolition des bâtiments en parfait état de l'I.U.T. de Saint-Denis constitue un intolérable gâchis et va à l'encontre du développement des formations technologiques supérieures en Seine-Saint-Denis comme dans toute la région parisienne. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures propres à garantir à la rentrée de 1980 l'accueil par Paris-VIII de tous les étudiants désireux de s'inscrire dans l'intégralité des formations existantes, ce qui suppose les locaux suffisants, soit par la rénovation et l'aménagement des locaux actuels, soit par obtention de nouveaux locaux qui peuvent et doivent être trouvés à Paris même, et de prendre des mesures permettant aux autres universités de la région parisienne d'accueillir en plus grand nombre des étudiants salariés non bacheliers. Il lui demande par ailleurs le respect intégral des installations scolaires de Saint-Denis (L.E.P. Lénine et lycée Paul-Eluard) et l'obtention de locaux et enseignements d'I.U.T. notamment réclamés par Paris-VIII.

Budget : ministère (personnel).

33293. — 28 juillet 1980. — M. Pierre Forgues attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des chefs de centre des impôts. Créé par décret n° 68-1237 du 30 décembre 1968, l'emploi de chef de centre des impôts constitue un élément essentiel de la réorganisation des services de base de la direction générale des impôts. Or, à ce jour, bien que le dossier qui doit permettre d'établir le grade et le statut de cet emploi dans la hiérarchie des agents de la direction générale des impôts ait été déposé depuis 1974 au bureau du personnel du ministère des finances — actuellement du budget — et repris sous une nouvelle forme en 1979, 782 chefs de centre des impôts actuellement en fonctions en France s'étonnent que leur fonction n'ait pas encore été harmonisée à ce jour avec celle des receveurs principaux des impôts, malgré les promesses répétées qui leur ont été faites. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de régler définitivement ce problème et de faire droit à la légitime revendication des chefs de centre des impôts : avoir un statut.

Sécurité sociale (cotisations).

33894. — 28 juillet 1980. — M. Charles Millon attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences de la nouvelle convention sur les charges personnelles des médecins qui choisissent de pratiquer des honoraires libres tout en restant conventionnés. Les caisses ne payant plus une partie des cotisations, leur cotisation de retraite complémentaire obligatoire triplera par rapport à celle des médecins du premier secteur tandis que leur cotisation d'assurance maladie portant sur la totalité du revenu net sans plafonnement devient très lourde. Or le médecin est un assuré social qui n'a pas d'indemnité journalière, n'use pas du petit risque et lorsqu'il a un gros risque n'acquiesce pas les honoraires du médecin ; par ailleurs, la consommation d'assurance maladie du médecin est particulièrement faible. Enfin, en matière fiscale le médecin conventionné du secteur libre perd tous les avantages accordés aux médecins du premier secteur et, dès lors, se retrouve pratiquement dans la même situation que le médecin hors convention. Dans ces conditions et pour cette catégorie, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de modifier certains points de la convention et, en particulier, d'instituer un plafonnement comparable au moins à celui qui existe pour les non-salariés non agricoles et qui est calculé dans la limite de quatre fois le plafond de sécurité sociale.

Successions et libéralités (légalisation).

33895. — 28 juillet 1980. — M. Charles Millon expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que, lors des successions, la notion de salaire diffère, telle qu'elle existe dans l'agriculture, permet aux enfants qui travaillent sans salaire dans l'affaire familiale de se prévaloir de droits personnels sur l'exploitation. Dans le cadre de la charte du commerce et de l'artisanat, il lui demande s'il n'envisage pas la création d'un salaire différé applicable dans les secteurs du commerce et de l'artisanat.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (commerçants et industriels : calcul des pensions).

33696. — 28 juillet 1980. — M. Charles Millon expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat qu'à l'heure actuelle, les enfants d'artisans ayant travaillé avec leurs parents peuvent, comme les enfants d'agriculteurs, faire valoir pour leur retraite le temps passé dans l'affaire familiale comme aides familiaux. Dans l'optique de la charte du commerce et de l'artisanat, il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre le bénéfice de cette disposition aux enfants de commerçants.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

33897. — 28 juillet 1980. — M. Frédéric Dugoujon demande à M. le ministre de l'éducation dans quelle mesure la majoration de l'indemnité représentative de logement dont bénéficient les institutrices et institutrices chefs de famille ne pourrait être accordée aux enseignants qui accueillent à leur foyer un ascendant reconnu comme personne à charge au sens de la législation fiscale.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

33898. — 28 juillet 1980. — M. Frédéric Dugoujon demande à M. le ministre de l'intérieur dans quelle mesure la majoration de l'indemnité représentative de logement dont bénéficient les institutrices et institutrices chefs de famille ne pourrait être accordée aux enseignants qui accueillent à leur foyer un ascendant reconnu comme personne à charge au sens de la législation fiscale.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

33899. — 28 juillet 1980. — M. Pierre Bas attire l'attention de M. le ministre du budget sur un point de législation fiscale ressentie comme fondamentalement injuste par les personnes handicapées. Un invalide, bénéficiant d'une demi-part supplémentaire pour le calcul de l'impôt sur le revenu, perd cet avantage lorsqu'il se marie. Or, le conjoint invalide représente une charge pour l'autre, quel que soit le montant des revenus du couple. Bien qu'il soit marié, il continue à rencontrer des problèmes de tous ordres : problèmes de tierce-personne, de transport, de logement, etc. Il lui demande quelles mesures il a l'intention de prendre pour corriger cette situation.

Justice : ministère (personnel).

33900. — 28 juillet 1980. — M. Marcel Bigeard attire l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation des fonctionnaires des cours et tribunaux. Ils bénéficient d'une indemnité complémentaire pour travaux supplémentaires qui diminue régulièrement. Cette diminution est de 32 p. 100 par rapport à 1978, compte tenu de l'augmentation des traitements. M. le garde des sceaux a fait connaître au début de l'année, tant aux secrétaires généraux du syndicat autonome des fonctionnaires des cours et tribunaux qu'aux divers parlementaires qui l'ont interrogé, que le but de la chancellerie était, pour 1980, de retrouver, en francs constants, le niveau de 1978 et, pour 1981, de substituer à cette indemnité une indemnité proportionnelle au traitement. Il lui demande pour quels motifs ces engagements n'ont pas été tenus à ce jour et quelles mesures il entend prendre pour que les fonctionnaires des cours et tribunaux soient indemnisés du préjudice qu'ils subissent, alors que les fonctionnaires des conseils de prud'hommes perçoivent une indemnité spéciale d'un montant bien supérieur.

Collectivités locales (etus locaux).

33901. — 28 juillet 1980. — M. Emmanuel Hamel rappelle à l'attention de M. le ministre de l'intérieur la qualité de la formation assurée lors des cours et stages effectués sous l'égide de l'Union féminine civique et sociale, association d'éducation permanente,

reconnue d'utilité publique, ayant déployé depuis de longues années des efforts efficaces pour la formation des élus municipales. Il lui demande s'il a été informé du souhait de l'Union féminine civique et sociale, et notamment de sa fédération du Rhône et de la région Rhône-Alpes, d'être agréée comme organisme de formation des élus locaux, en application des dispositions du projet de loi concernant le développement des responsabilités des collectivités locales, et notamment de celle prévoyant que les communes pourront allouer sur leur budget, aux membres du conseil municipal, des indemnités pour rembourser les frais qu'ils ont exposés, le cas échéant, pour suivre des stages dans les organismes publics de formation figurant sur une liste arrêtée par l'autorité supérieure.

Retraites complémentaires (fonctionnaires et agents publics).

33902. — 28 juillet 1980. — M. Emmanuel Hamel rappelle à l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique) le souhait de la Confédération générale du travail-Force ouvrière, et notamment de son syndicat national des agents non titulaires du génie rural des eaux et forêts, que soit mis un terme à la disparité des retraites des fonctionnaires titulaires et, d'autre part, des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales qui partent en retraite à soixante-cinq ans et dont la pension ne représente, suivant leur grade et leur ancienneté, que 60 à 80 p. 100 de celle versée à un fonctionnaire titulaire représentant les mêmes caractéristiques de carrière. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas devoir préparer un projet de loi prévoyant une réforme du régime des retraites des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales, afin de faire cesser l'écart précité entre leur retraite et celle des fonctionnaires titulaires ; 2° quelles réflexions lui suggère la proposition d'une réforme de l'irrécusable qui permettrait aux agents non titulaires de choisir une retraite calculée par annuités ou par points, cette réforme ne devant pas entraîner pour les finances publiques de charge supplémentaire s'il était prévu que les cotisations des futurs bénéficiaires seraient proportionnelles au montant de la pension qu'ils voudraient se constituer, dans le souci compréhensible de la rapprocher au maximum de celle des fonctionnaires titulaires de grade, de carrière et d'ancienneté équivalents.

Postes et télécommunications (courrier).

33903. — 28 juillet 1980. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur l'inquiétude compréhensible des chefs d'entreprise, après l'annonce d'un projet de surtaxe du courrier acheminé dans les vingt-quatre heures, qui peut être assimilé, à première vue, à une nouvelle augmentation, celle-là déguisée, du coût du courrier et donc une charge supplémentaire pour les entreprises, dans un nombre croissant doit affronter une concurrence étrangère de plus en plus vive. Il lui demande si ce projet de surtarif du courrier à livrer dans les vingt-quatre heures ne lui paraît pas devoir être réexaminé, compte tenu du dommage qu'il pourrait créer à la réputation de rapidité de la poste française et de son incidence sur les prix de revient des entreprises soumises à la concurrence étrangère.

Drogue (lutte et prévention).

33904. — 28 juillet 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères de lui donner toutes informations sur le « Groupe Pompidou » (date de création, composition, but...), ainsi que sur la réunion qui s'est tenue à Stockholm les 12 et 13 novembre 1979.

Communautés européennes (commerce extracommunautaire).

33905. — 28 juillet 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il peut faire le point de la nouvelle réglementation anti-dumping et anti-subsidiation dans la Communauté, ainsi que des avantages qu'elle comporte par rapport aux anciennes dispositions. La France peut-elle espérer en retirer d'heureuses conséquences, et dans quels domaines.

Politique extérieure (Koweït).

33906. — 28 juillet 1980. — Une société ouest-allemande a été chargée de réaliser au Koweït une fontaine musicale tout à fait prestigieuse, pour la somme non moins prestigieuse de six millions de dollars. M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre du commerce extérieur si des entreprises françaises ont été consultées et les motifs possibles pour lesquels leurs offres n'ont pas été retenues.

Politique extérieure (Suisse).

33907. — 28 juillet 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la défense s'il a connaissance du fait que la Suisse envisage de s'équiper du système missile « Rapier », d'origine britannique. Il souhaiterait savoir si la France a été consultée pour ce marché et si la Suisse a indiqué les motifs de sa préférence éventuelle.

Anciens combattants et victimes de guerre (politique en faveur des anciens combattants et victimes de guerre).

33908. — 28 juillet 1980. — M. Robert-Félix Fabre appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la situation particulière des anciens militaires ayant appartenu à l'armée des Alpes en 1940. La bataille des Alpes, en 1940, a été une bataille défensive victorieuse après laquelle l'armée des Alpes avait conservé intacts son moral et ses moyens. Néanmoins, la qualité de combattant n'a pas été reconnue aux anciens militaires qui ont pris part à la bataille. Acceptée par respect pour les admirables sacrifices consentis, en 1914-1918, par la génération précédente, cette situation est devenue insupportable depuis que, par circonstances nouvelles, les mérites et les droits d'autres catégories d'anciens militaires ont été légitimement reconnus. En raison de la brièveté de la bataille, aucune des unités de l'armée des Alpes de 1940 ne remplit les conditions fixées par l'article R. 224 du code des pensions militaires et d'invalidité et des victimes de guerre qui définit la qualité de combattant d'après le nombre des jours de combat, augmenté des bonifications prévues par l'article A. 134-2 de ce code. L'arrêté du 23 mai 1969 (Journal officiel du 8 juin 1969), signé conjointement par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre et par le ministre des armées, a établi la liste des grandes unités (corps d'armée, division, secteur fortifié) auxquelles ces bonifications sont accordées ; il a placé sur un même pied tous les éléments d'un même corps, alors qu'ils ont mené, lorsqu'ils étaient engagés, des actions de combat très différentes par le nombre, la durée et l'intensité, en raison du caractère défensif de la bataille et du compartimentage du terrain montagneux sur lequel elle s'est déroulée. L'équité n'a pas été complètement rétablie par les décisions qui ont reconnu la qualité de combattant aux titulaires de citation, ayant formé un recours selon les règles précisées par l'article R. 227 : des camarades de combat, dont les mérites ne peuvent être dissociés, ont ressenti la part d'injustice que peut comporter une récompense ponctuelle, d'autant plus intense que la bonification individuelle accordée aux intéressés dépassant celle qui est prévue par l'article A. 134-1, 2°, une procédure d'extension du nombre des bénéficiaires, appuyée sur les actions de combat, ne semble plus devoir rencontrer d'obstacle. Il lui demande, par conséquent, si, compte tenu de ces précédents, des autres données relatives aux survivants de l'armée des Alpes et à la bataille des Alpes, ainsi que de celles qui concernent d'autres catégories d'anciens militaires, l'ouverture de cette procédure peut être envisagée.

Chômage : indemnisation (allocations).

33909. — 28 juillet 1980. — M. Henri Bayard appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la discrimination qui existe entre les maîtres et maîtresses d'internat, d'une part, et les surveillants et surveillantes d'externat, d'autre part. En cas de perte d'emploi, les maîtres et maîtresses d'internat ne peuvent prétendre à aucune indemnité de licenciement si, au terme de trois années de fonction, ils ou elles n'ont pas acquis au moins un titre ou grade de l'enseignement supérieur. En revanche, les textes sont beaucoup moins restrictifs à l'égard des surveillants et surveillantes d'externat qui bénéficient de cette allocation, en cas de licenciement après trois années de fonction, même s'ils ou elles n'ont — pendant cette période — acquis aucun titre ou grade sanctionnant des études supérieures. Ne comprenant pas cette différence de traitement que rien ne justifie, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour mettre — dans les meilleurs délais — un terme à cette trop flagrante injustice.

Plus-values : imposition (activités professionnelles).

33910. — 28 juillet 1980. — M. Albert Brochard expose à M. le ministre du budget que les dispositions de l'article 6-11 de la loi de finances rectificative pour 1979 (loi n° 79-1102 du 21 décembre 1979) ont pour effet de rendre imposables les plus-values dégagées lors de la cession par des personnes physiques des droits sociaux qu'elles détiennent dans des sociétés relevant des articles 2 et 8 ter du code général des impôts, puisque, en vertu

audit article 6-II ces droits « sont considérés, notamment pour l'application des articles 38, 69 quater et 93 dudit code, comme des éléments d'actif affectés à l'exercice de la profession. Au cas de cession par un père à son gendre d'une partie des parts sociales qu'il détient dans une société en nom collectif constituée entre eux, l'exonération de tout impôt sur la plus-value dégagée par la cession de ces parts doit pouvoir être invoquée sur la base des dispositions de l'article 41 du code général des impôts, étant donné la continuation de l'exploitation dans le cadre familial. Il lui demande de bien vouloir indiquer s'il existe des particularités d'application des dispositions de l'article 41 du code général des impôts au cas de cession de parts sociales de société en nom collectif conduisant à dégager des plus-values nouvellement imposables.

Voirie (routes: Allier).

33911. — 28 juillet 1980. — M. Gabriel Péronnet demande à M. le ministre des transports de faire connaître l'état actuel du projet de déviation de la R.N. 7 à Varennes-sur-Allier. Une telle réalisation devient en effet de plus en plus urgente.

Crimes, délits et contraventions (assassinats).

33912. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Pierre Pierre-Eloch s'indigne auprès de M. le Premier ministre que des tueurs aient pu facilement s'introduire sur notre territoire pour y assassiner en plein jour deux Français innocents, un policier et une femme. Il s'inquiète des complicités dont ils ont pu bénéficier. Combien de temps encore des terroristes bénéficieront-ils de franchises quasi-diplomatiques sur le sol national? Il lui demande instamment que le Gouvernement prenne enfin les mesures indispensables pour assurer la sécurité des citoyens de notre pays et des réfugiés politiques qui ont choisi la France comme terre d'asile.

Formation professionnelle et promotion sociale (établissements).

33913. — 28 juillet 1980. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le Premier ministre que la formation professionnelle pour adulte, et la formation continue sont une des créations originales marquantes, une des « conquêtes » de la V^e République. Or, on vient d'annoncer des réductions de 40 voire 50 p. 100 des heures stagiaires, dans les centres préparatoires aux formations professionnelles. L'application d'une telle mesure serait catastrophique, et, risquerait même d'entraîner la fermeture des centres. En effet, une telle réduction des heures rémunérées, qu'elle se traduise par la disparition d'un cycle de formation, ou par la diminution de chacun des cycles, entraînerait un tel déséquilibre budgétaire, que la seule solution à envisager serait la fermeture pure et simple des centres. La suppression de trente stagiaires (au seul centre de Nantes, pour ne citer que cet exemple) occasionnerait une perte sèche de 300 000 francs, sans compter la diminution éventuelle de la subvention de fonctionnement. Cette mesure, si elle était appliquée conduirait à mettre en chômage, pour la Loire-Atlantique, 125 stagiaires (65 pour le centre de Nantes, 60 pour l'I.E.R.O. de Varades!). A cela s'ajouterait la mise en chômage des salariés des centres. Et, aussi, il faut noter la perte qui résulterait des équipements devenus inutilisables, du fait de ces mesures. Il attire donc son attention sur cette situation dont la gravité ne peut lui échapper.

Transports: ministère (personnel).

33914. — 28 juillet 1980. — M. Michel Crépeau attire l'attention de M. le ministre des transports sur les conséquences du manque de dispositions législatives et réglementaires concernant l'ancienneté acquise par les chercheurs de l'I.S.T.P.M. au moment de leur titularisation. L'ancienneté acquise dans le précédent grade n'est alors pas maintenue. Certains ayant eu la chance d'être titularisés peu après ou le jour même d'un changement d'échelon ont eu une perte d'ancienneté faible ou nulle. Ce n'est pas le cas d'un certain nombre d'autres, plus particulièrement de ceux qui pouvaient prétendre au grade de maître de recherches (il faut alors justifier de quatre années d'ancienneté dans le quatrième échelon de chargé de recherches). Parmi eux, et en dehors de toute valeur personnelle, certains ont subi de fortes pertes d'ancienneté, jusqu'à quatre ans et huit mois (cinquante-six mois). Ils doivent en outre réacquiescer les quatre années d'ancienneté dans le dernier échelon de chargé de recherches, avant de prétendre à nouveau au grade de maître de recherches. Il lui demande ce qu'il compte faire pour apporter une solution à ce problème et s'il ne lui semble pas nécessaire que les injustices ainsi commises soient réparées.

Transports maritimes (compagnies).

33915. — 28 juillet 1980. — M. Michel Crépeau attire l'attention de M. le ministre des transports sur le fait que depuis début juin « Le Belouga » de la compagnie Navigation fruitière est immobilisé à Marseille et que l'équipage qui continue d'accomplir ses tâches n'a reçu aucun salaire depuis le 18 avril. Il doit donc être trouvé au plus tôt une solution à cette affaire. Par ailleurs, il semble que des tractations soient en cours pour céder à l'étranger « Le Belouga » et son sister-ship « Le Marsouin » avec menace de voir naviguer ces navires sous pavillon de complaisance. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre pour régler cette situation dans le sens des intérêts français et de ceux de l'équipage.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

33916. — 28 juillet 1980. — M. Charles Millon expose à M. le ministre de l'éducation que longtemps l'indemnité représentative de logement, et plus particulièrement la contribution de la majorité du quart, fut réservée exclusivement aux instituteurs. A plusieurs reprises, et par souci d'équité, les syndicats d'enseignants ont réclamé l'extension du bénéfice de cette mesure à l'ensemble des institutrices mariées et des institutrices non mariées ayant un ou plusieurs enfants à charge. L'an passé, le ministère annonçait que si le décret relatif à cette indemnité n'était pas modifié, une circulaire demanderait aux préfets et trésoriers payeurs généraux de ne plus s'opposer à l'octroi de la majoration en cause aux institutrices mariées avec ou sans enfants à charge ainsi qu'aux institutrices non mariées avec un ou plusieurs enfants à charge, étant entendu que les ménages d'instituteurs ne pourraient bénéficier d'une seule majoration. Dans ces conditions, il lui demande si l'extension de cette mesure à l'ensemble des institutrices mariées et des institutrices non mariées ayant un ou des enfants à charge est réalisée dans la pratique sur le plan national. Il lui demande, en outre, si la modification du décret du 21 mars 1922 relatif à cette indemnité n'est pas envisagée.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion: enseignement secondaire).

33917. — 28 juillet 1980. — M. Jean Fontaine signale à l'attention de M. le ministre de l'éducation la situation en personnel administratif des lycées et collèges de Saint-Louis à la Réunion, qui, si elle n'est pas nettement améliorée, sera la cause de grave difficultés dans le fonctionnement de ces établissements à la prochaine rentrée scolaire. En effet, la comparaison entre la dotation théorique et la dotation réelle fait apparaître les déficits ci-après analysés: un intérim universitaire; douze agents de service; onze maîtres d'internat; trois surveillants d'études; un laborantin; trois catégories C.D. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour permettre un fonctionnement normal de ces établissements scolaires.

Etablissements d'hospitalisation (de soins et de cure (cliniques et établissements privés)).

33918. — 28 juillet 1980. — M. Michel Aurillac demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, pour quel motif les établissements d'hospitalisation privés ont vu leur augmentation de prix de journée de 1980 sur 1979 limitée à 8,70 p. 100 alors que les établissements d'hospitalisation publics, malgré la rigueur des contrôles qui leur ont été appliqués ont été autorisés à pratiquer des majorations largement supérieures allant de 13 à 53 p. 100 pour les seuls hôpitaux de la région centre. La participation des établissements d'hospitalisation privés au service public de la santé dans le cadre de la carte sanitaire ne paraît pas justifier une discrimination que le Gouvernement avait d'ailleurs jugée anormale. Cette discrimination a d'ailleurs des conséquences sur le niveau de salaire du personnel soignant des établissements privés qui est désormais inférieur à celui du même personnel des établissements publics et entraîne en outre au niveau des comptes d'exploitation des cliniques une dégradation qui peut aller jusqu'au déficit.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

33919. — 28 juillet 1980. — M. Michel Aurillac attire l'attention de M. le Premier ministre sur la grande émotion qui s'est emparée du monde agricole à la suite de la publication du rapport du conseil national des impôts et des commentaires abondants qu'elle a suscités dans tous les moyens d'information. Les agriculteurs voient leur revenu diminuer régulièrement du fait de la relative

et stagnation des prix à la production qui n'atteignent pas dans la pratique le niveau des prix d'objectifs ou des prix d'interventions déterminés par la réglementation communautaire et de la hausse comprise entre 15 et 30 p. 100 des coûts de production. Ils redoutent et s'indignent d'une information qui donne à l'opinion publique l'impression que les difficultés financières de l'Etat auraient leur source dans une évasion fiscale évaluée à trois milliards de francs par le conseil national des impôts qui représentent à peine 0,7 p. 100 des recettes fiscales de l'Etat et 0,5 p. 100 des recettes fiscales globales de l'Etat et des collectivités locales. Dans ces conditions, ne serait-il pas souhaitable que le Gouvernement rappelle avec toute la publicité désirable que le rapport du conseil national des impôts n'est qu'un document d'information dont la valeur doit être appréciée par rapport à l'ensemble des données du problème qui devraient être portées à la connaissance de l'opinion publique. L'installation le 9 mai dernier par M. le ministre du budget et M. le ministre de l'agriculture, du comité d'études sur la fiscalité agricole comprenant des représentants de l'administration et de la profession, donne désormais le moyen au Gouvernement de rétablir la réalité des faits et notamment de montrer que la fiscalité agricole a tendance à se rapprocher de la fiscalité générale, sous le double effet de l'actualisation des revenus forfaitaires et du passage d'un nombre plus élevé d'agriculteurs aux régimes de la T.V.A. et du bénéfice réel.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

33920. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les distorsions de concurrence qui existent entre les entreprises qui actuellement, bénéficient ou non du droit à déduction de la T.V.A., en fonction du produit pétrolier qu'elles emploient comme source d'énergie dans l'exercice de leur activité professionnelle. En effet, bien que la T.V.A. ne soit pas, en principe, récupérable, en l'état actuel de la législation, par l'utilisateur final, même si ce dernier emploie ces produits pour des raisons professionnelles, une exception à cette restriction est faite cependant pour les fuels-oils lourds, les fractions légères et les butanes ou propane commerciaux. Il en résulte d'importantes disparités de charges d'exploitation entre les sociétés appartenant à une même profession selon le combustible producteur d'énergie ou de chaleur qu'elles utilisent et une inégalité anormale dans la compétition économique qui favorise généralement les plus grandes entreprises, souvent à même d'avoir des installations fonctionnant au fuel lourd. Il lui demande si, pour favoriser le développement d'une concurrence saine et égale pour tous, quelle que soit sa taille, il ne serait pas opportun d'étendre la déduction de la T.V.A. pour tous les produits pétroliers constituant une source de chaleur ou d'énergie dans les branches d'activités concernées par l'application de cette taxe.

Electricité et gaz (distribution de l'électricité).

33921. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la fréquence de plus en plus grande des coupures de courant. Depuis plusieurs mois, celles-ci surviennent régulièrement et, quelle que soit la durée de ces ruptures, elles perturbent gravement le fonctionnement des entreprises, lesquelles, lorsqu'elles ne sont pas contraintes d'arrêter totalement leur activité, doivent supporter des charges supplémentaires d'exploitation. Il lui signale que ces incidents suscitent un mécontentement croissant chez les industriels et commerçants et lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer une distribution normale et régulière du courant électrique à ces usagers.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (allocations aux grands invalides).

33922. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les problèmes que soulève le calcul du montant des pensions attribuées aux grands invalides et victimes de la guerre au titre de l'allocation spéciale n° 9, en vertu de l'article L. 35 bis du code des pensions militaires. En effet, l'évaluation du montant des paiements susceptibles d'être effectués tient compte, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1961, du revenu qui peut être tiré du capital dévolu par les pensionnés, et notamment du montant des intérêts qui sont versés sur les livrets A et B des caisses d'épargne. Il lui demande si les dispositions favorables dont bénéficient déjà les livrets A de placement en matière fiscale ne peuvent pas être étendues dans la détermination du montant des allocations spéciales.

Permis de conduire (Service national des examens du permis de conduire : Limousin).

33923. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les difficultés rencontrées dans le Limousin, par les personnes désireuses de se présenter à l'examen préalable à l'obtention du permis A 3 qui est requis pour la conduite des motocycles de plus de 450 centimètres cubes. En effet, il n'existe, dans cette région, aucun examinateur chargé de faire subir les épreuves adaptées à cette catégorie de véhicules. Il lui demande si des nominations sont prévues dans un proche avenir pour remédier à une situation qui contraint les candidats limousins à se déplacer loin de chez eux pour être contrôlés sur leurs aptitudes.

Sécurité sociale (travailleurs saisonniers).

33924. — 28 juillet 1980. — M. Jean Bonhomme expose à M. le Premier ministre les difficultés rencontrées par les agriculteurs dans l'utilisation saisonnière de la main-d'œuvre scolaire et étudiante. Cette utilisation se heurte en effet aux contraintes administratives entraînées par l'affiliation à un régime de protection sociale de jeunes travaillant sur une exploitation agricole pour une période courte et incertaine. Il lui demande s'il ne serait pas préférable d'en revenir à un système forfaitaire qui permettrait souplesse et efficacité dans l'utilisation d'une main-d'œuvre épisodique qui est en passe de ne plus pouvoir être employée en raison des difficultés administratives auxquelles elle donne lieu.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

33925. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Charles Cavallé rappelle à M. le ministre du budget que le décret du 29 décembre 1969, modifié par le décret du 13 juin 1969, prévoit expressément que les mutilés et invalides civils ou militaires peuvent bénéficier de l'exonération de la redevance de télévision sous réserve qu'ils réunissent trois conditions simultanées. Le demandeur doit, tout d'abord, être atteint d'une incapacité au taux de 100 p. 100 ou être titulaire d'une pension d'invalidité de 2^e catégorie ou de 3^e catégorie de la sécurité sociale. Il ne doit pas, en outre, être imposable sur le revenu et, enfin, il doit vivre soit seul, soit avec son conjoint et ses enfants, soit encore avec une tierce personne chargée d'une assistance permanente. Si ce texte ne soulève pas de problèmes particuliers pour les salariés ou pour les personnes qui sont placées sous le régime général de la sécurité sociale, son application devient plus difficile lorsque les redevables sont des exploitants agricoles. En effet, ces derniers peuvent seulement se voir reconnaître une incapacité d'exercer la profession d'exploitant agricole (loi du 25 janvier 1961) ou une incapacité des deux tiers (loi du 27 décembre 1975). Contrairement donc au régime général de protection des adultes handicapés, il n'existe pas pour les exploitants agricoles plusieurs catégories d'invalidité possibles. Aussi, faute d'interprétation de la loi du 27 décembre 1975, les services de la redevance radio-télévision n'accordent pas l'exonération de cette taxe aux agriculteurs titulaires d'une pension d'invalidité. Il est manifeste pourtant qu'un certain nombre d'entre eux pourraient légitimement bénéficier de cet avantage et c'est la raison pour laquelle il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

33926. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Charles Cavallé rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion que le décret du 29 décembre 1969, modifié par le décret du 13 juin 1969, prévoit expressément que les mutilés et invalides civils ou militaires peuvent bénéficier de l'exonération de la redevance de télévision sous réserve qu'ils réunissent trois conditions simultanées. Le demandeur doit, tout d'abord, être atteint d'une incapacité au taux de 100 p. 100 ou être titulaire d'une pension d'invalidité de 2^e catégorie ou de 3^e catégorie de la sécurité sociale. Il ne doit pas, en outre, être imposable sur le revenu et, enfin, il doit vivre soit seul, soit avec son conjoint et ses enfants, soit encore avec une tierce personne chargée d'une assistance permanente. Si ce texte ne soulève pas de problèmes particuliers pour les salariés ou pour les personnes qui sont placées sous le régime général de la sécurité sociale, son application devient plus difficile lorsque les redevables sont des exploitants agricoles. En effet, ces derniers peuvent seulement se voir reconnaître une incapacité d'exercer la profession d'exploitant agricole (loi du 25 janvier 1961) ou une incapacité des deux tiers (loi du 27 décembre 1975). Contrairement

rement donc au régime général de protection des adultes handicapés, il n'existe pas pour les exploitants agricoles plusieurs catégories d'invalidité possibles. Aussi, faute d'interprétation de la loi du 27 décembre 1975, les services de la redevance radio-télévision n'accordent pas l'exonération de cette taxe aux agriculteurs titulaires d'une pension d'invalidité. Il est manifeste pourtant qu'un certain nombre d'entre eux pourraient légitimement bénéficier de cet avantage et c'est la raison pour laquelle il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Élevage (ovins).

33927. — 28 juillet 1980. — M. Gérard Chasseguet expose à M. le ministre de l'agriculture que la mise en application du règlement communautaire sur la viande ovine, adopté après maintes difficultés à la fin du mois de mai, s'avère avoir des conséquences catastrophiques sur le revenu des éleveurs. En effet, les prix de vente, d'une part, n'atteignent pas l'augmentation des coûts de production et, d'autre part, demeurent en francs courants à des niveaux nettement inférieurs à ceux des années 1978 et 1979. Ainsi, les groupements de producteurs payaient à la production les carcasses d'agneaux de la catégorie la plus courante (U3) 23,30 francs le kilo en mai 1978, 24,85 francs le kilo en mai 1979 et 21,80 francs le kilo au début du mois de juin 1980. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser la date et la nature des mesures qu'il envisage de prendre afin de maintenir à un niveau décent le revenu des éleveurs.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs indépendants : pension de réversion).

33928. — 28 juillet 1980. — M. Jean Falala rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les articles 38 et suivants de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 permettent désormais à tous les conjoints divorcés non remariés, quel que soit le cas de divorce, de bénéficier de la pension de réversion à laquelle un assuré est susceptible d'ouvrir droit à son décès. Lorsque l'assuré s'est remarié, cette pension est partagée entre le conjoint survivant et le ou les précédents conjoints divorcés non remariés au prorata de la durée respective de chaque mariage. Les articles de la loi en cause concernent plusieurs régimes de protection sociale mais il semble que pour les régimes vieillesse des travailleurs non salariés des professions non agricoles seul soit concerné le régime d'allocations vieillesse des professions libérales. Il lui demande si le régime artisanal et le régime des commerçants sont visés par les dispositions précitées ou s'ils en sont exclus. Si les mesures en cause ne leur sont pas applicables il souhaiterait savoir si celles-ci peuvent être étendues à ces deux régimes soit à la suite de l'intervention d'une nouvelle disposition législative, soit par un décret pris en application de la loi du 17 juillet 1978.

Plus-values : imposition (législation).

33929. — 28 juillet 1980. — M. Jacques Feron appelle l'attention de M. le ministre du budget sur deux dispositions figurant dans l'instruction du 6 juin 1979 (8 M-6-79) relative à l'imposition des plus-values. Le paragraphe 1 de cette instruction fait état, pour l'évaluation des droits de mutation à titre gratuit, de la prise en compte des insuffisances d'évaluation réparées par l'administration dans le délai de répétition. Par ailleurs, le paragraphe 2 prévoit que « dans la mesure où le service est fondé à réduire les valeurs déclarées lorsqu'il apparaît qu'elles sont excessives, il y a lieu d'admettre, corrélativement, que les contribuables peuvent retenir une valeur vénale supérieure à celle initialement déclarée, sous réserve qu'ils démontrent que l'insuffisance n'avait pas pour objet d'éluider les droits de mutation ». Il est précisé que cette preuve est établie lorsque la valeur des biens reçus par donation n'atteint pas le seuil d'exigibilité des droits de mutation. Bien que les précisions apportées par les deux paragraphes précités concernent des situations différentes, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si le délai envisagé au paragraphe 1 peut s'appliquer dans le cas ci-dessus évoqué faisant l'objet du paragraphe 2.

Élevage (ovins).

33930. — 28 juillet 1980. — M. Henri de Gastines expose à M. le ministre de l'agriculture que la dégradation des cours de la viande de mouton qui s'est amorcée depuis quelques mois a abouti à une baisse des prix, à la fin du mois de juin dans l'Ouest de la France, de 14 p. 100 pour les agneaux, référence R 3 (19,5 kg à 22,5 kg chaud) par rapport à la fin du mois de juin 1979. Dans le même

temps, les cours de production ont augmenté de façon considérable. A titre d'exemple, le Pinea est passé de l'indice 280,1 en 1978 à 316,1 en 1979, soit une hausse de plus de 12,8 p. 100 alors que pendant cette même période les cours du mouton n'avaient progressé que de 4 p. 100. Les informations qui ont été publiées à la suite des accords qui sont intervenus entre les partenaires de la C.E.E. donnent à penser que le Gouvernement français aurait accepté des conditions qui conduiraient à un prix de règlement pour les éleveurs français de 29,17 francs le kilo de carcasse d'agneau en 1981. Si cette information était confirmée, il faut être conscient qu'elle conduirait inévitablement les producteurs de mouton à la ruine au seul bénéfice de nos partenaires anglais qui auraient alors atteint leur objectif, à savoir être autorisés à s'approvisionner en viande de mouton au cours mondial sur les territoires de leurs anciennes colonies sans avoir à effectuer de reversement au Feoga tout en continuant à bénéficier par ailleurs des avantages que leur procure leur adhésion au Marché commun, notamment l'ouverture d'un marché commercial considérable pour leurs productions manufacturées. La faveur qui serait ainsi octroyée par ses partenaires à la Grande-Bretagne serait d'autant plus incompréhensible qu'au même moment celle-ci va assurer l'autonomie de son approvisionnement en pétrole grâce à ses gisements de la mer du Nord et se trouver de ce fait dans une situation économique privilégiée par rapport aux autres membres de la Communauté. Il lui demande si les informations auxquelles il est fait référence ci-dessus sont exactes et dans l'affirmative quelles sont les dispositions qu'il envisage de prendre pour éviter la ruine des producteurs français de viande ovine.

Circulation routière (poids lourds).

33931. — 28 juillet 1980. — M. Charles Haby rappelle à M. le ministre des transports l'article R. 78/238-1 du code de la route et l'arrêté ministériel du 19 février 1973 qui mentionnent la vérification de l'appareil de contrôle de vitesse sur les véhicules de plus de 3,5 tonnes. C'est ainsi que les gendarmes d'une brigade moto viennent de verbaliser un camionneur pour non production du P.V. particulier concernant la vérification du chronotachygraphe. Or, il apparaît que les véhicules concernés sont généralement vérifiés par le service des mines du ministère de l'industrie. Ce contrôle fit l'objet d'un P.V. général qui n'est pas sensé préciser la vérification opérée sur le chronotachygraphe. L'ingénieur subdivisionnaire du service des mines de Colmar relève : « Le contrôle est effectué lors des visites techniques du véhicule prévues par le code de la route et l'absence de remarques à ce titre sur le P.V. de visite sanctionne un bon état de fonctionnement de l'appareil. » Cette instance ajoute : « L'arrêté du 19 février 1973 ne prévoit pas que ce contrôle doit donner lieu à la délivrance d'un P.V. particulier. » Il se trouve que le verbalisé a été cité devant le tribunal de police alors que son véhicule et les accessoires étaient conformes aux dispositions du code de la route ce qui fut attesté par un organisme de contrôle. Si le propriétaire ne possédait pas le certificat ponctuel relatif au chronotachygraphe c'est parce que cet organisme n'avait pas les moyens de l'établir. Il lui demande alors de vouloir bien indiquer les mesures envisagées pour mettre fin à ce genre de tracasseries.

Plus-values : imposition (activités professionnelles).

33932. — 28 juillet 1980. — M. Didier Julla appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les dispositions des articles 39 duodecimes et suivants du C.G.L qui déterminent le régime général des plus-values ou moins-values professionnelles. Les plus-values provenant de la cession d'éléments d'actif par des commerçants ou industriels dont le chiffre d'affaires excède les limites du forfait, sont taxables quelle que soit la durée de détention. L'absence d'intention spéculative n'entraîne pas d'exonération. L'imposition des plus-values à long terme est faite à un taux spécifique et uniforme de 15 p. 100. Lorsqu'il s'agit par exemple de vente de fonds de commerce acquis depuis des dizaines d'années, la plus-value est appliquée à la différence entre le prix de vente et le prix de revient sans qu'il soit tenu compte des effets de l'érosion monétaire. De ce fait la taxation ne s'applique généralement pas à une plus-value réelle car souvent, le prix de vente, même s'il est nominalement supérieur au prix d'achat, représente en réalité une valeur moindre. Il y a là une incontestable anomalie et une situation parfaitement inéquitable. C'est pourquoi, il lui demande que les dispositions en cause fassent l'objet d'une étude afin de déterminer dans quelles conditions une plus-value plus juste pourrait être imposée. Il serait pour cela nécessaire de revaloriser le prix de revient, revalorisation tenant compte de l'érosion monétaire annuelle à compter de la date d'achat du bien soumis à plus-value.

*Patrimoine esthétique, archéologique et historique
(monuments historiques : Paris).*

33933. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre-Charles Krieg** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur l'état d'abandon dans lequel est laissé l'hôtel Donon, sis 8, rue Elzévir, à Paris (2^e). Il lui signale que la commission du vieux Paris réunie voici quelques jours à l'hôtel de ville a émis à l'unanimité un vœu par lequel, « considérant l'intérêt de ce précieux vestige du Paris du XVI^e siècle, la qualité de son architecture et le caractère exceptionnel de son grand comble, elle estime que l'hôtel déjà inscrit à l'inventaire supplémentaire devrait être classé dans sa totalité (façades, combles, plafond peint du XVI^e siècle, escaliers et caves) ». Se joignant à ce vœu qu'il approuve entièrement, il lui demande donc de prendre sans délai cette mesure de classement, seule susceptible de sauver la magnifique édifice qu'est l'hôtel Donon, et d'entreprendre dans les plus brefs délais les travaux de restauration qui s'imposent.

Taxe sur la valeur ajoutée (spectacles).

33934. — 28 juillet 1980. — **M. Marc Lauriol** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 290 quater du code général des impôts prévoit que les exploitants d'établissements de spectacles comportant un prix d'entrée doivent délivrer un billet à chaque spectateur avant l'accès à la salle de spectacle. S'agissant du cas particulier des discothèques, il arrive fréquemment que les exploitants réclament à l'entrée aux clients, non pas à proprement parler un droit d'entrée leur permettant simplement de se livrer à la danse, mais une somme intégrant le prix d'une consommation délivrée gratuitement à l'intérieur contre remise d'un « ticket de consommation ». Dans ce cas précis, les services fiscaux considèrent que les exploitants doivent se soumettre aux obligations de l'article 290 quater précité. Les difficultés d'application de ce texte ont fait l'objet de nombreux litiges et ont été portées à sa connaissance en 1979 par les professionnels qui, conscients de la nécessité d'un contrôle fiscal, ont suggéré l'utilisation d'une machine enregistreuse qui remplacerait la billetterie réglementaire. L'analyse de l'amendement numéro 42 de **M. de Bourgoing**, sénateur, qui est à l'origine du II de l'article 17 de la loi de finances pour 1980, prévoit dans son exposé des motifs une solution très comparable à celle exposée. En effet, **M. de Bourgoing** a précisément proposé « dans un but de simplification la formule suivante : que les exploitants de discothèques et de cafés-dansants puissent adopter l'un des deux systèmes ci-après : soit percevoir un prix d'entrée entraînant la délivrance d'un billet (qui ne serait, bien entendu, plus soumis au droit de timbre), soit inclure le prix d'entrée dans celui de la consommation, mais alors un ticket de caisse enregistreuse comportant notamment le prix de la prestation devrait être remis aux clients. » Compte tenu des travaux parlementaires et des discussions avec les services techniques, il semble bien que l'on se trouve en présence d'une « option » entre le système de billetterie de l'article 290 quater du code général des impôts et celui de la nouvelle formule issue de l'article 17 de la loi de finances pour 1980 : le ticket prélevé sur une caisse enregistreuse. Il lui demande de bien vouloir lui confirmer cette manière de voir, étant précisé qu'une interprétation différente aboutirait à imposer à une catégorie particulière de contribuables des servitudes rigoureuses auxquelles d'autres activités comparables échapperaient.

Urbanisme (permis de construire : Charente-Maritime).

33935. — 28 juillet 1980. — **M. Jean de Lipkowski** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que des personnes ont acheté en 1962 un terrain situé dans une commune dans l'île d'Oléron (Charente-Maritime) avec l'intention d'y édifier une maison pour leur retraite qui doit intervenir à la fin de l'année 1980. Cette parcelle alors constructible a figuré comme telle dans le plan d'urbanisme de l'île d'Oléron datant de 1968. Les intéressés qui résident dans la région parisienne n'ont été informés qu'en 1978 de l'existence d'un nouveau P.O.S. publié le 13 mai 1974 qui a rendu leur terrain inconstructible. Bien que ce terrain soit desservi en eau et électricité par les réseaux publics, il a été classé en zone ND « comme espace boisé à conserver » bien qu'il soit déjà environné de maisons. Les propriétaires concernés ont évidemment subi un préjudice grave du fait de cette situation. Ils ont fait diverses interventions en vue d'obtenir un dédommagement. En réponse à l'une de ces interventions faite auprès du ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire (direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme), le chef du service de l'urbanisme répondait par lettre du 5 avril 1978 en disant qu'il avait le regret de confirmer qu'aux termes de la législation actuellement en vigueur, il n'était pas possible de revenir sur la décision qui frappait ce terrain et

que, par ailleurs, la réglementation n'avait prévu aucune indemnité compensatoire. Il ajoutait « conscient de ce délicat problème que vous soulevez, l'administration étudie les solutions susceptibles de le résoudre équitablement ». A titre d'information, il était également dit que la seule possibilité qui permettrait aux propriétaires de construire éventuellement dans cette commune serait que les dispositions de l'article L. 130-2 du code de l'urbanisme puissent s'appliquer à ce cas, la commune pouvant offrir un terrain à bâtir en échange du terrain classé en espace boisé à conserver mais à condition évidemment qu'elle ait un terrain disponible. La commune contactée faisait savoir en janvier dernier qu'elle ne disposait d'aucun terrain en zone constructible. Compte tenu de l'existence probable de nombreuses situations semblables, il lui demande quelles solutions il envisage pour tenir compte du préjudice subi par les propriétaires de tels terrains en lui rappelant la phrase figurant dans la lettre précitée du 5 mai 1973 disant que « l'administration étudie les solutions susceptibles de résoudre équitablement ce délicat problème ».

Education physique et sportive (personnel).

33936. — 28 juillet 1980. — **M. Jean-François Mancel** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur les conclusions du groupe de travail chargé d'étudier une réforme de la formation des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive. Il souhaiterait connaître quelles sont les modifications que le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, sera susceptible d'apporter au statut des professeurs adjoints en regard aux propositions faites par le groupe de travail.

Impôts locaux (impôts directs).

33937. — 28 juillet 1980. — **M. Robert Poujade** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir réexaminer les modalités de la mise en recouvrement des impôts directs perçus au profit des collectivités et établissements publics locaux. En effet les avis d'imposition actuels globalisant les impositions au profit des communes, départements, groupements et établissements publics régionaux ne permettent pas à chaque contribuable de mesurer exactement l'effort demandé par ces différentes collectivités. Certes, ces avis d'imposition comportent, pour chaque taxe des colonnes distinctes réservées à l'indication des taux et montants des cotisations levées par chaque collectivité ou organisme bénéficiaire, mais l'expérience quotidienne démontre que, en dehors des spécialistes de la fiscalité locales, les contribuables — dans leur immense majorité — ne prennent en considération que le montant total des cotisations à payer à la caisse du comptable du Trésor chargé du recouvrement et qu'ils attribuent volontiers la responsabilité de ce prélèvement global sur leurs revenus au seul conseil municipal. Il lui demande donc, ainsi que le suggérerait d'ailleurs la commission de développement des responsabilités locales, l'envoi d'avertissements distincts, de couleur différente pour chaque collectivité bénéficiaire. Tout en ayant conscience du coût du fonctionnement supplémentaire qu'impliquerait une telle mesure, coût dont l'emploi des moyens informatiques maintenant bien développés dans les services extérieurs de la direction générale des impôts atténuerait l'ampleur, une telle clarification permettrait à chacun d'apprécier plus justement la part respective des différentes collectivités dans sa charge fiscale globale, ce qui ne peut que favoriser le souhait des élus et du Gouvernement de développer les responsabilités locales et l'information du citoyen.

Assurance maladie maternité (cotisations).

33938. — 28 juillet 1980. — **M. Jean de Préaumont** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale a prévu l'institution d'une cotisation d'assurance maladie précomptée sur les retraites. Le décret n° 80-298 du 24 avril 1980 a fixé cette cotisation à 1 p. 100 des avantages de retraite servis par les organismes du régime général de sécurité sociale des salariés. Par ailleurs, un précompte de 2 p. 100 est effectué sur les retraites complémentaires. Une exonération de cette cotisation est prévue en faveur des personnes appartenant à un foyer fiscal dont les ressources entraînent exonération de l'impôt sur le revenu. Il lui expose à cet égard la situation d'un foyer fiscal dans lequel le mari est retraité du régime général de sécurité sociale, l'épouse bénéficiant elle-même d'une retraite du régime général et d'une autre retraite du régime des non-salariés. C'est au titre de cette dernière retraite qu'elle perçoit les prestations maladie. Les ressources de ce ménage sont modestes ; il est néanmoins soumis à l'impôt sur le revenu. L'épouse acquitte déjà une cotisation sur sa retraite de non-salarié, cotisation dont le

montant est de 11 p. 100. Il serait inéquitable que lui soit également précomptée une retenue de 1 p. 100 sur sa retraite du régime général alors qu'elle ne bénéficie d'aucune prestation maladie à ce titre. Il lui demande de lui apporter des précisions sur les conditions d'application de la loi précitée du 28 décembre 1979 lorsqu'il s'agit de situations analogues à celle qu'il vient de lui exposer.

Postes et télécommunications (courrier).

33939. — 28 juillet 1980. — M. Jean Valleix demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion si une troisième vitesse pour le courrier, annoncée par la presse, est bien envisagée par ses services. Dans l'affirmative, il le prie de lui faire connaître : les raisons pour lesquelles le service public est incapable d'assurer le service pour lequel il est payé par les clients ; si l'on tend vers le service dit : « lettre à acheminement garanti », ce qui supposerait que les autres ne le soient pas ; si cette situation résulte de la mise en place de structures de technologie avancée, des grèves de ses services ou d'entreprises publiques dont ils dépendent, ou de tout autre motif. Le problème est d'autant plus d'actualité que les retards dans le courrier sont depuis plusieurs mois un fait trop fréquent qui porte préjudice à l'économie nationale déjà frappée par la crise et ce, malgré le dévouement de la plus grande partie du personnel.

Assurance maladie maternité (bénéficiaires : Bas-Rhin).

33940. — 28 juillet 1980. — M. François Grussenmeyer appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation faite récemment dans le nord de l'Alsace aux travailleurs frontaliers français chauffeurs d'autocars qui conduisent les ouvriers français aux usines allemandes, travaillent pendant la journée dans l'entreprise allemande et reconduisent le soir pour le compte d'une entreprise française les ouvriers jusqu'à leur domicile. Quoique leur emploi principal se situe en République fédérale allemande, étant donné leur travail près de l'entreprise de transport et leur domicile en France, ces travailleurs à la suite d'une décision de la caisse primaire d'assurance maladie de Haguenau relèvent désormais des caisses françaises pour l'ensemble de leur deux activités. Selon cette caisse cette décision résulte de l'application d'un règlement communautaire qui d'ailleurs existe depuis plusieurs années. Cette situation est applicable à une cinquantaine de personnes qui relèvent du ressort de la caisse primaire d'assurance maladie de Haguenau et qui ont donc été exclues du régime de couverture sociale allemande pour relever de la législation française dans ce domaine. L'affaire est aggravée par le fait qu'il n'existe aucune disposition permettant le recouvrement des cotisations auprès des patrons allemands. Les ouvriers en cause doivent donc réclamer auprès de leurs entreprises allemandes toutes les cotisations exigées par le régime français. Ce sont les travailleurs qui devront verser lesdites cotisations à la caisse d'assurance maladie de Haguenau. Les employeurs allemands sont hostiles aux nouvelles dispositions qui viennent d'intervenir et pour éviter des complications qui les gênent ils envisagent tout simplement de licencier les ouvriers qui se trouvent dans la situation ainsi décrite. Il semble d'ailleurs que l'article 17 du règlement communautaire auquel se réfère la caisse primaire d'assurance maladie permette des dérogations aux conditions posées par l'article 14 du même texte sur lequel ladite caisse appuie ses exigences. La situation qui vient d'être exposée est appliquée par la seule caisse primaire d'assurance maladie de Haguenau et non dans l'ensemble du département du Bas-Rhin. Il est évidemment impossible de demander à un ouvrier français d'établir chaque trimestre un bordereau de cotisations pour les sommes qu'il aurait récupérées à ce titre auprès de son employeur allemand et de faire fonction d'agent comptable pour le compte de l'U.R.S.S.A.F. Il lui demande avec insistance que les mesures prises par la caisse primaire d'assurance maladie de Haguenau soient purement et simplement annulées.

Enseignement secondaire (manuels et fournitures).

33941. — 28 juillet 1980. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre de l'éducation ce qui suit : il a pris connaissance du livre scolaire destiné à la classe de 3^e pour l'étude de l'histoire, la géographie, l'économie, l'éducation civique, toutes disciplines confondues — comme c'est drôle — et intitulé « Espaces et Civilisations » et édité par la Librairie B... Il lit à la page 128 : « Les jeunes Réunionnais comme les immigrés du tiers monde occupent des emplois sous-qualifiés aux P.T.T., dans les hôpitaux ou dans l'industrie automobile. » Cette observation est indigne de ses rédacteurs par le sens général donné aux propos et le

sentiment raciste qu'elle sous-entend. D'autant qu'elle ne correspond pas à la réalité puisque la migration a toujours été mise en œuvre en vue d'une promotion de ses jeunes compatriotes qui ne trouvent pas du travail sur place. Plus loin, à la page 129, il lit : « Les cannes coupées à la machette sont laissées quelques temps à sécher sur le champ. Où sont situées les plantations de cannes ? Elles évitent les hauts reliefs et les plaines littorales. » Cette énonciation est dénuée de fondement et frise l'erreur grossière. M. le ministre de l'éducation peut-il indiquer si ses services ont donné l'aval à de telles sornettes dont le but de nuire est évident et qui déshonore ses auteurs. Il serait urgent que parmi les conseillers techniques qui l'entourent il en ait un qui soit un peu plus averti de la réalité des départements d'outre-mer. A l'évidence, ce ne serait pas un luxe.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (paiement des pensions).

33942. — 28 juillet 1980. — M. Antoine Rufenacht appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la réponse parue au Journal officiel du 16 juin 1980, à la question écrite n° 29611 concernant le paiement mensuel des retraites. Il lui demande s'il existe un plan de mensualisation par département et quels sont les critères retenus par l'administration pour décider chaque année des départements qui seront mensualisés.

Impôt sur le revenu (définition du revenu imposable).

33943. — 28 juillet 1980. — M. Paul Balmigère attire l'attention de M. le ministre du budget sur le paragraphe 1, alinéa 1, de l'article 156 du code général des impôts ainsi rédigé : « Toutefois n'est pas autorisée l'imputation : 1° des déficits provenant d'exploitations agricoles lorsque le total des revenus nets d'autres sources dont dispose le contribuable excède 40 000 francs ; ces déficits peuvent cependant être admis en déduction des bénéfices de même nature des années précédentes jusqu'à la cinquième inclusivement ». Cette disposition a été introduite dans le code général des impôts par le décret n° 65-1062 du 3 décembre 1965, loi n° 64-1273 du 23 décembre 1964, article 11-1 et 12. En effet, le plafond de ressources de 40 000 francs n'ayant jamais été relevé entre 1965 et 1979, la disposition a perdu toute justification en 1980. L'exemple d'un retraité du régime général — par ailleurs exploitant agricole — qui, sans variation d'indice, après liquidation de sa retraite, a vu le montant imposable de celle-ci par le seul jeu de l'inflation évoluer de la façon suivante : 1971 : montant imposable brut : 17 900 francs ; 1973 : montant imposable brut : 25 214 francs ; 1978 : montant imposable brut : 55 967 francs ; montre combien l'inflation accélérée de ces dernières années rend nécessaire une relente de cette disposition, de porter la somme de 40 000 francs inchangée depuis quinze ans à une somme correspondant à l'évolution des traitements, retraites et revenus depuis cette date de départ.

Entreprises (aides et prêts).

33944. — 28 juillet 1980. — Mme Myriam Barbera attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation des entreprises face aux mesures d'encadrement du crédit. Elle lui indique que nombre de P.M.E. ne peuvent obtenir auprès des banques l'escompte de leurs effets de commerce. Cette situation entraîne des difficultés de trésorerie qui freinent le développement économique, bloquent les possibilités d'embauche et poussent certaines sociétés sur la voie de la faillite. Des freins de même nature semblent exister pour les sociétés qui désirent exporter. Ceci se traduit par le paradoxe suivant : une entreprise qui possède un carnet de commandes rempli et des créances à court terme sur des clients notoirement solvables va être acculée à la fermeture, grossissant ainsi le nombre des demandeurs d'emplois. La contradiction est ici flagrante entre la réalité et la prétention affichée par le Gouvernement de promouvoir le développement des P.M.E. qui se voient en fait asphyxiées par la politique du Gouvernement au service des grands monopoles. Elle lui demande la levée des mesures d'encadrement du crédit afin de permettre un développement de l'activité économique à la mesure des potentialités de l'appareil productif de notre pays.

Matériels électriques et électroniques (entreprises : Haute-Garonne).

33945. — 28 juillet 1980. — Mme Myriam Barbera expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine la situation des ouvrières de l'entreprise Motorola à Toulouse (Haute-Garonne), qui forment la masse du personnel le moins qualifié de l'entreprise et dont la promotion est inexistante. Ainsi, sur 1 184 femmes pour 1 939 salariés, on compte 836 opératrices et seulement 8 ouvrières professionnelles,

41 techniciens sur 152 et 7 cadres sur 193. Une seule femme a été promue sur 176 ayant suivi une formation en 1979. L'inégalité des salaires est un fait dans cette entreprise et ceci à tous les niveaux professionnels. Le salaire moyen mensuel des femmes est inférieur de 2 034 francs dans la catégorie ingénieurs et cadres ; 724 francs dans la catégorie Etam ; 683 francs dans la catégorie ouvriers ; un tiers des femmes de cette entreprise (400) perçoit moins de 3 000 francs mensuels. De plus, le travail en équipes (2 x 8) n'est pas accompagné par les moyens d'accueil correspondants pour la petite enfance, ce qui sépare les mères et les pères de leurs enfants en bas âge pour la semaine, ceux-ci devant être le plus souvent confiés à des nourrices, et pose d'autres gros problèmes pour les enfants d'âge scolaire. Elle lui indique que dans cette entreprise les brimades sont fréquentes, notamment celles visant les femmes. Elles vont de remarques comme « la volaille, c'est l'heure de rentrer » à des pressions professionnelles basées sur la vie privée. Les primes sont accordées selon le bon vouloir de la direction et il est étonnant que les délégué(e)s syndicaux et les militant(e)s communistes soient au plus bas de l'échelle. Elle lui demande quelles dispositions elle entend prendre pour faire progresser l'égalité pour les femmes de cette entreprise et la condition des familles dont les parents y travaillent en commun. Notamment, quelles mesures elle prend pour aboutir à l'égalité des salaires, pour améliorer les moyens d'accueil de l'enfance, assurer la promotion et la formation des employés, et obtenir que la dignité humaine soit respectée dans cette entreprise.

Matériels ferroviaires (entreprises : Eure).

33946. — 28 juillet 1980. — M. Daniel Boulay attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation de l'entreprise Carel et Fouche, spécialisée dans la construction de matériel ferroviaire. Depuis plusieurs années, la situation de cette entreprise est préoccupante à plus d'un titre. En effet, après avoir vendu l'usine de Petite-Synthe, puis la cité de Gaillon, les maisons, « la Garçonnière » au Mans, le siège social de Paris, c'est maintenant l'usine de Gaillon qui est mise en vente. Et toujours pour la même raison, se fournir en argent frais pour équilibrer la trésorerie. Que signifie le démontage des machines et de l'outillage des ateliers du Mans pour être transférés à Gaillon, puisque cette usine est mise en vente avec biens et actifs ? Depuis 1978, il a posé de nombreuses questions écrites à M. le Premier ministre, à M. le ministre du travail et à M. le ministre des transports. Toutes les réponses reçues font état d'un optimisme que dément la situation actuelle. Cependant M. le ministre des transports, dans ses déclarations et notamment au comité d'expansion économique du département de la Sarthe, a affirmé à maintes reprises qu'il n'y aurait pas de problèmes d'emplois à l'usine du Mans. Or actuellement, un grand nombre d'ouvriers sont occupés à des travaux d'entretien ou de démontage du matériel, faute d'un plan de charge suffisant. Dans ces conditions, il lui demande de lui indiquer dans les plus brefs délais les mesures qu'il compte mettre en œuvre pour garantir aux travailleurs de Carel et Fouche le plein emploi.

Enseignement secondaire (constructions scolaires).

33947. — 28 juillet 1980. — M. Jacques Brunhes demande à M. le ministre de l'éducation si le décret 80-402 du 5 juin 1980 en ses articles 1^{er} et 9^o répond à l'intention du Gouvernement de laisser aux collectivités locales la maîtrise d'ouvrage de la construction des collèges de l'enseignement public.

Banques et établissements financiers (Crédit foncier de France).

33948. — 28 juillet 1980. — M. Roger Combrisson signale à M. le ministre de l'économie que les frais demandés par le Crédit foncier de France pour un transfert de contrat de prêt en cas de mutation de propriété entre vifs portant sur l'immeuble objet du contrat étaient de 50 francs avant juin 1980 (25 francs en cas de décès). Par décision interne du Crédit foncier, ces frais sont passés respectivement à 500 francs et 250 francs depuis le début juin 1980. Il lui demande si cette augmentation de 900 p. 100 est conforme à la politique des prix de son ministère.

Formation professionnelle et promotion sociale (association pour la formation professionnelle des adultes : Somme).

33949. — 28 juillet 1980. — M. Michel Couillet attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation actuelle de l'association pour la formation des adultes, à Amiens (80). Les crédits insuffisants, accordés en 1980 seraient inférieurs de 28 p. 100 à ceux de 1979. Cette situation entraîne des conséquences graves tant pour les professeurs que pour assurer une formation

de qualité. De plus cette situation se traduit également par des suppressions de postes dans certains centres. De ce fait, le personnel de l'A. F. P. A. connaît des surcharges de travail et exerce sa profession dans de très mauvaises conditions (manque d'entretien des locaux, vétusté de certaines machines et outillage). En conséquence, il lui demande de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour pallier cette insuffisance de crédit et qu'il soit tenu compte de ces besoins supplémentaires dans le budget 1981.

Chasse (réglementation : Somme).

33950. — 28 juillet 1980. — M. Michel Couillet attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'ouverture tardive de la chasse en plaine dans le département de la Somme fixée au 5 octobre 1980. Cependant, la fédération des chasseurs de la Somme réunie en assemblée générale le 14 juin dernier avait à une très large majorité retenu la proposition de son président : la date du 14 septembre. Les chasseurs de la Somme soucieux de sauvegarder la chasse banale et traditionnelle de leur région tout en préservant le cheptel « gibier » de leur région protestent contre cette décision. En effet, à cette date, la plaine est dénudée et le gibier ne dispose plus des cultures refuge qui lui servent généralement de protection. C'est pourquoi les chasseurs de son département proposent que la date d'ouverture soit avancée au 28 septembre 1980. En conséquence, il lui demande de retenir cette proposition et de fixer effectivement la date d'ouverture de la chasse dans la Somme au dimanche 28 septembre 1980.

Défense. ministère (personnel).

33951. — 28 juillet 1980. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation d'un habitant de sa circonscription détaché au contrôle des fréquences (8^e R. T.) à Surasmes, en qualité d'opérateur radio depuis le 1^{er} janvier 1979. L'intéressé a été déplacé de ses services à compter du 7 juillet 1980 au M. A. G. A. T. comme agent de gestion pour non-habilitation au contrôle des fréquences. Cette non-habilitation ne lui a pas été explicitée. L'intéressé a été détaché du S. D. E. C. E. comme agent des transmissions et d'électronique, ce qui correspondait à sa qualification professionnelle. Sa compétence a toujours été appréciée comme en témoigne son dossier d'annotation. Dans ces conditions on peut s'indigner sur les motifs relatifs à ce déplacement, alors que le nouveau poste attribué ne correspondait en rien avec sa qualification professionnelle. Il semble que nous sommes en présence d'un acte caractérisé d'interdit professionnel. Ce n'est pas la première fois que l'intéressé est frappé dans sa dignité de citoyen pour opinion politique. Déjà son détachement au contrôle des fréquences avait été une raison de sa non-habilitation au S. D. E. C. E. ; il faisait suite à une mutation de fait condamnée d'ailleurs par le tribunal administratif de Nancy. Elle lui demande donc de lui faire connaître les raisons de la non-habilitation qui frappe une nouvelle fois l'intéressé.

Produits en caoutchouc (entreprises).

33952. — 28 juillet 1980. — M. Dominique Frelaut attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les conséquences préjudiciables à l'intérêt national de la vente de la société Kléber-Colombes à la firme ouest-allemande Continental. Avec ses 9 000 salariés, Kléber-Colombes représente 13 p. 100 du marché français des pneumatiques, est devenu le deuxième manufacturier européen de pneus d'avions et a conservé son rang de premier producteur européen de pneus agricoles. Non seulement, Kléber-Colombes a acquis une place impurtante dans le marché des pneumatiques mais ce groupe dispose également d'une bonne place dans l'industrie du caoutchouc, notamment dans la fabrication de bandes transporteuses, de courroies, de tuyaux, puisqu'elle réalise dans cette branche 40 p. 100 de son chiffre d'affaires. Le bradage de Kléber-Colombes à une firme ouest-allemande représente une menace pour les 9 000 salariés et une mise en cause de l'indépendance nationale puisque les exportations de Kléber-Colombes ont représenté 38,4 p. 100 de ses ventes totales en 1979. Cette question est d'autant plus préoccupante que le déficit de nos échanges extérieurs enregistré avec la R. F. A. l'an passé a été de 11 milliards de francs. Notre dépendance vis-à-vis de ce pays risque donc de s'en trouver encore aggravée. Par ailleurs, il faut savoir que l'approvisionnement de l'armée de l'air en pneumatiques se fait actuellement à raison de 50 p. 100 auprès de Kléber-Colombes. Il serait donc grave de conséquences que l'approvisionnement de pneumatiques pour l'armée de l'air française dépende d'un pays étranger. La décision de Michelin, actionnaire principal de Kléber-Colombes avec 48 p. 100 du capital, de céder ses parts à un groupe ouest-allemand est d'autant plus paradoxale que récemment le directeur général de

Kléber-Colombes annonçait le relour à l'équilibre financier de l'entreprise au second semestre 1981. D'ailleurs, pour le premier trimestre de cette année, le chiffre d'affaires était en progression de 17 p. 100 sur celui de 1979. Soucieux de défendre l'intérêt national et au nom du groupe communiste à l'Assemblée nationale, il lui demande de prendre une décision allant dans ce sens, c'est-à-dire la recherche d'une solution qui soit française comme le fut celle du problème du poids lourd avec l'accord Renault-Berliet, ce qui permettrait à Kléber-Colombes de rester une société française et cela dans l'intérêt de l'indépendance et de l'économie nationales.

Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Nord).

33953. — 28 juillet 1980. — M. Marceau Gauthier attire expressément l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation actuelle de la société Filés de Fourmies, susceptible d'aggraver le vide économique existant et très marquant dans la région de Fourmies. Vide qui se précise aujourd'hui et qui apparaît voulu par le désengagement d'un géant chimique du textile aux Filés de Fourmies : Rhône-Poulenc. Il porte à sa connaissance que, à la suite d'une étude, il s'avère que la perte d'emplois de façon régulière, dans la région de Fourmies a commencé à Fourmies même en 1973 avec la fermeture des Etablissements Bouly : 524 salariés rentrant de congés payés, dont 90 p. 100 de femmes, se sont trouvés sans emploi. Il pourrait citer la liste très longue des établissements industriels disparus depuis cette date dans les communes d'Anor, Avesnes-sur-Helpe, Fourmies, Glageon, Ohain, Sains-du-Nord, Trelon, Wignehies. Il pourrait citer la liste, également très longue, des artisans exerçant dans ces communes qui ont dû cesser leur activité à cause du chômage. Il pourrait également faire une étude sur les entreprises n'ayant pas licencié pour raison économique, mais n'ayant pas remplacé les départs volontaires ou les mises à la retraite, les licenciements individuels ou la non-reprise des militaires libérés du service. Une évidence indéniable apparaît maintenant : l'Avesnois-sud est aussi touché dans son emploi que le Valenciennois. Et cette situation économique risque de s'aggraver par la décision qui prendra très prochainement la société Filés de Fourmies. En effet, des déficits d'exploitation croissants constatés au bilan 1979 ont mis fin aux ressources en capitaux propres. La société, qui a été admise au bénéfice de la suspension provisoire des poursuites, dispose d'un délai de trois mois pour un plan de redressement économique et financier. Il apprend que ce plan de redressement comporte déjà, et cela sera prononcé dans les jours qui viennent, le licenciement nominal de six cadres, onze employés, onze agents de maîtrise, quarante ouvriers. En outre les contrats à durée déterminée ne seront pas renouvelés, cinquante-trois personnes sont ainsi concernées. C'est donc l'emploi de quelque 800 salariés répartis dans les communes d'Avesnelles, Fourmies, Glageon, Sains-du-Nord, Wignehies ainsi que La Capelle, dans le département de l'Aisne, qui est en suspens. Les salariés du textile Filés de Fourmies : ouvriers, agents de maîtrise, employés et cadres n'acceptent pas cette réalité : d'un côté, plus de profits, de l'autre, chômage et misère. Devant la gravité des faits qui risquent de se produire, il lui demande avec insistance de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour maintenir l'activité des Filés de Fourmies dans son ensemble.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (pensions de veuves de guerre).

33954. — 28 juillet 1980. — Mme Adrienne Horvath attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants en ce qui concerne les veuves de résidents espagnols en France. En effet, de nombreux espagnols se sont engagés dans les rangs de la Résistance française ; certains, au cours de combat contre l'ennemi allemand, y ont laissé leur vie et sont morts en héros pour l'indépendance de la France. Vivent encore en France ou en Espagne des veuves de ces combattants. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin que ces veuves puissent bénéficier des avantages de réversion de pension de veuve de guerre.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale : Nord).

33955. — 28 juillet 1980. — M. Jean Jarosz attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le projet formé par M. T..., 14, route Nationale, à Louvignies-Quesnoy (Nord), concernant la création d'un atelier protégé dans la région de Valenciennes. Ledit projet a été formulé par l'intéressé auprès des services du ministre le 30 octobre 1978. Cet atelier viendrait compléter les infrastructures existantes et, plus particulièrement, offrirait des emplois à des personnes handicapées physiques. Emplois

qui font défaut dans la région. En effet, les vingt-huit centres d'aide par le travail et les trois ateliers protégés en activité dans la région Nord-Pas-de-Calais concernent surtout les handicapés mentaux. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour favoriser la réalisation du projet de M. T...

Etrangers (naturalisation).

33956. — 28 juillet 1980. — M. Paul Laurent attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la partialité de l'article 110 du code de la nationalité française qui prévoit que « les décisions défavorables prises en matière de naturalisation ou de réintégration n'expriment pas de motif ». Il constate, en effet, que de nombreux dossiers de personnes remplissant apparemment toutes les conditions morales et sociales sont repoussés sans qu'il soit possible d'en connaître la raison. Il pense que cette pratique est injustifiable et lui demande d'intervenir contre l'iniquité de cet article.

Enseignement secondaire (personnel).

33957. — 28 juillet 1980. — Mme Chantal Leblanc s'étonne auprès de M. le ministre de l'éducation du déclassement des adjoints d'enseignement documentalistes. Ces fonctionnaires, qui sont recrutés sur la base d'une licence d'enseignement, restent rémunérés dans l'échelle indiciaire des adjoints d'enseignement non chargés d'enseignement, et cela malgré la circulaire du 17 février 1977 qui affirme d'une manière décisive leur activité pédagogique. Elle lui demande quelles mesures il compte mettre en œuvre — après la décision qui paraît définitive de ne point promulguer un statut spécifique, et cela malgré un engagement formel — pour remédier à ce déclassement inadmissible d'une catégorie de fonctionnaires qui, depuis vingt ans, espèrent une reconnaissance de leur participation à l'œuvre éducative et enseignante.

Postes et télécommunications (téléphone : Pas-de-Calais).

33958. — 28 juillet 1980. — M. Joseph Legrand appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur le retard de pénétration du téléphone dans le département du Pas-de-Calais (45,6 p. 100 en 1980, contre 85 p. 100 au niveau national). Il lui demande s'il peut lui préciser les programmes financiers d'investissements pour atteindre le taux de pénétration du téléphone dans le Pas-de-Calais.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

33959. — 28 juillet 1980. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre des transports sur la nécessité d'étendre aux handicapés les dispositions de la loi de 1950 accordant le billet de congés payés annuel en faveur des bénéficiaires de certaines prestations de sécurité sociale ; pension, retraite, allocation aux vieux travailleurs salariés, allocation de réversion, secours viager, etc. Pour la plupart, les handicapés sont des anciens salariés. D'autre part, pour les bénéficiaires d'une allocation « handicapés adultes », ce sont les caisses d'allocations familiales qui leur versent leurs allocations. L'extension de la loi de 1950 aux handicapés supprimerait donc l'injustice dont ils sont l'objet. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour étendre aux handicapés le bénéfice du billet annuel de congés payés.

Assurance vieillesse : généralités (politique en faveur des retraités).

33960. — 28 juillet 1980. — M. Joseph Legrand demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale où en est l'étude des dispositions publiées par la presse en avril 1980, en particulier pour les futurs retraités, de choisir la caisse de liquidation de leur retraite, du choix du paiement mensuel ou trimestriel des rentes d'accidents du travail, de la mise en place d'un centre de renseignements en matière de sécurité sociale par téléphone.

Automobiles et cycles (entreprises : Nord).

33961. — 28 juillet 1980. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur le mécontentement du personnel de la société Sterckeman de Seclin (Nord) à la suite de la décision prise par la direction de procéder à 143 licenciements, dont l'une des causes est l'importation de caravanes étrangères sur le marché français. En 1974, une restructuration de cette

activité contrôlée par le Crédit lyonnais (80 p. 100) et la société Trigano (20 p. 100) avait entraîné la suppression de 200 emplois et la disparition de l'usine de Provin (Nord). Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., appuyés par le personnel, proposent : 1° la réduction massive des importations de caravanes ; 2° la réduction de la durée du travail de quarante à trente-deux heures par semaine, ce seul changement maintiendrait le personnel en activité ; 3° la compensation de la perte de huit heures des salaires pourrait être prise en compte jusqu'à 70 p. 100 par une convention des organismes A.S.S.E.D.I.C.-direction départementale du travail. Pour les 30 p. 100 restants par le fonds national de solidarité relevant des cotisations patronales, ce qui évidemment coûterait moins cher que les conséquences économiques et sociales dues à des licenciements et sauvegarderait une production nationale et régionale. A noter que les agences pour l'emploi de Seclin et de Carvin comptent plus de 3 000 demandeurs d'emploi. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour maintenir l'activité de la deuxième société française de fabrication de caravanes et éviter ces licenciements.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : paiement des pensions).

33962. — 28 juillet 1980. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la nécessité d'étendre à tous les retraités et veuves du régime minier le paiement mensuel des retraites. Ce mode de paiement existe depuis toujours à la caisse autonome pour les retraités des départements de Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin. Il s'étonne donc que le ministre de tutelle s'oppose à la demande de tous les syndicats, approuvés par le conseil d'administration du régime minier. En conséquence, il lui demande si enfin il compte très rapidement étendre le paiement mensuel des retraites dans la sécurité sociale minière.

Métaux (entreprises : Seine-Maritime).

33963. — 28 juillet 1980. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les perspectives d'activité de l'établissement de Saint-Etienne-du-Rouvray de l'entreprise Evéritube. Suite à un récent comité central d'entreprise, la direction générale a fait part de son intention de réduire ses capacités de production en France. Une telle mesure se traduirait par la suppression de 105 emplois alors que le marché des « canalisations » est un marché en expansion et alors que Evéritube ne fait fonctionner ses capacités de production qu'à 75 p. 100. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le maintien et l'essor d'une activité qui répond aux besoins du pays.

Bâtiment et travaux publics (entreprises : Isère).

33964. — 28 juillet 1980. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le Premier ministre sur les licenciements annoncés dans une importante entreprise du bâtiment à Grenoble, l'entreprise Pascal, qui indique, par ailleurs, que, sauf fait nouveau, elle devra supprimer 255 emplois d'ici à la fin de l'année. Cette situation illustre les difficultés que rencontrent actuellement les entreprises du bâtiment, compte tenu du nombre insuffisant de chantiers et de programmes qui sont lancés dans cette région. Compte tenu de cette situation et des difficultés actuelles dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, il demande : 1° quelles sont les dispositions qu'il compte prendre afin que ce secteur fasse l'objet des mesures de relance ; 2° les dispositions qu'il compte prendre afin qu'elles permettent le maintien des emplois dans l'entreprise dont il est question ; 3° certains nombres de dispositions légales n'ayant pas été respectées, quelles sont les mesures qui seront prises à cet effet.

Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Isère).

33965. — 28 juillet 1980. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de l'entreprise Dauphilaïne-Sebillotte, à la suite du dépôt de bilan et de la mise en règlement judiciaire de cette unité. En effet, ce dépôt de bilan, qui a été annoncé au comité d'entreprise avant qu'il ait eu lieu, aboutit au licenciement de 45 personnes qui travaillent dans cette entreprise de confection sur les 53 emplois qu'elle compte. Dans cette affaire, il n'a fallu que trois ou quatre jours au syndicat pour décider que cette entreprise n'était pas viable, alors que, du point de vue de l'ensemble des personnels intéressés, il est tout à fait

possible de maintenir les emplois et l'activité de Dauphilaïne-Sebillotte. Il lui demande donc que toute la lumière soit faite sur ces licenciements annoncés de façon tout à fait expéditive et les mesures qu'il compte prendre afin de permettre le maintien des emplois dans cette entreprise.

Formation professionnelle et promotion sociale (stages : Rhône-Alpes).

33966. — 28 juillet 1980. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le problème de la rémunération des stagiaires et du congé formation. En effet, qui dépend des agréments pris par les préfets de région au titre de la rémunération des stagiaires et du congé formation. En effet, le montant des moyens mis à la disposition de la région Rhône-Alpes pour 1980 et 1981 a conduit à un projet inattendu et injustifié du retrait de l'agrément de nombreux stages de formation continue. La conséquence immédiate de ce retrait serait de supprimer à de nombreux travailleurs, spécialement de niveaux IV et III, la possibilité d'une formation. Ces suppressions de crédits affectent également de façon dramatique la vie des centres de formation concernés par l'équilibre de ces filières dont l'équilibre financier et pédagogique sera remis en cause et peut-être définitivement compromis. Il demande donc à M. le ministre quelles mesures il compte prendre afin que ces dispositions, d'autant plus injustifiées qu'elles frappent en priorité des formations liées à des réseaux d'employeurs sociaux, éducatifs et culturels qui assurent l'emploi des stagiaires à leur sortie de formation, puissent être annulées et que les agréments concernés soient reconduits. Il l'interroge également sur les moyens qu'il compte mettre à la disposition de la région Rhône-Alpes dans ce domaine.

Tourisme et loisirs (stations de vacances).

33967. — 28 juillet 1980. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation des petites et moyennes localités qui font actuellement des efforts importants pour promouvoir un tourisme adapté à toute une clientèle de moyens modestes. Malgré les investissements réalisés, elles ne remplissent pas toujours toutes les conditions pour faire partie des stations classées, notamment en ce qui concerne le nombre d'hôtels. Il y aurait cependant un très grand intérêt à ce que ces communes puissent développer cette activité touristique pour revitaliser leur économie et il est souhaitable qu'elles puissent bénéficier des aides réservées aux localités touristiques. Beaucoup de ces communes se regroupent dans les stations vertes et villages de vacances. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'harmoniser les critères à partir desquels est réparti le F. A. L. pour les stations classées et les stations vertes, puisque ces localités ne peuvent, en l'état actuel des choses, bénéficier de ces crédits.

Postes et télécommunications (timbres).

33968. — 28 juillet 1980. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la demande, qui a été faite depuis déjà plusieurs années, en commémoration de la première ascension du mont Aliguille. Ce pic, qui domine toute la région du Trièves, est classé dans la liste des « Sept merveilles du Dauphiné ». C'est en 1492, soit près de cinq cents ans, qu'a été réalisée la première ascension. Les organismes de tourisme dauphinois attachent une grande importance à cette émission. Il lui demande donc à quelle période il pense pouvoir éditer un timbre commémoratif de cet événement historique.

Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Isère).

33969. — 28 juillet 1980. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de l'entreprise Jamet où un plan de restructuration prévoyant un certain nombre de licenciements a été annoncé. En effet, cette entreprise qui avait été vendue en 1975 au groupe Seb emploie actuellement 500 personnes dont une très forte proportion de femmes. Dans cette affaire, la direction se retranche derrière des méventes subles dans la dernière période. Compte tenu de la situation du textile déjà fortement frappé dans l'agglomération grenobloise par un certain nombre de fermetures d'entreprises, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les emplois puissent être préservés chez Jamet et les dispositions qu'il compte adopter afin que la situation des entreprises du secteur textile en France fasse l'objet des mesures nécessaires.

Enseignement secondaire (établissements : Bouches-du-Rhône).

33970. — 28 juillet 1980. — M. René Rieubon expose à M. le ministre de l'éducation qu'un professeur certifié du lycée P.-Langevin à Martignes n'a pu obtenir de M. le recteur communication écrite des appréciations et des notes administratives qui ont fait proposées au niveau de l'établissement pour sa notation personnelle. M. le recteur a fait savoir à ce professeur que sa demande n'était pas contestée, mais qu'elle était transmise à M. le ministre de l'éducation. La liberté d'accès aux documents administratifs n'étant pas respectée comme le prévoit la loi, il lui demande de bien vouloir faire respecter les textes dans cette affaire.

Enseignement secondaire (établissements : Bouches-du-Rhône).

33971. — 28 juillet 1980. — M. René Rieubon expose à M. le ministre de l'éducation qu'un professeur de lycée à Salon-de-Provence a été sanctionné dans ses notes par M. le recteur de son académie pour avoir, en tant que parent d'élèves, participé à une manifestation dans un autre établissement que le sien. Il lui demande si les textes et les règlements régissant le statut des personnels enseignants permettent qu'une sanction soit appliquée à un enseignant sur sa notation alors que les faits reprochés à l'intéressé sont matérialisés par sa participation en tant que parent d'élèves à une manifestation organisée par une A.P.E. dans un autre établissement.

Élevage (veaux).

33972. — 28 juillet 1980. — M. André Soury attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés que rencontrent actuellement les éleveurs de veaux. Ces derniers mois, les cours du veau de boucherie se sont effondrés, et les prix payés aux producteurs sont inférieurs à ceux de l'an dernier à la même époque, ce qui entraîne pour eux, compte tenu de l'évolution des coûts de production, une baisse de revenu de l'ordre de 15 p. 100. Les producteurs de veaux, qui sont sous contrat d'intégration, voient leurs problèmes aggravés par la décision des centrales d'achats tenues par les firmes intégrantes de faire la grève des achats des veaux de huit jours et risquent de se trouver confrontés rapidement à de graves problèmes de trésorerie. Le problème qui est posé au travers de cette crise est celui de l'intégration concentrée autour de quelques firmes fabriquant l'aliment du bétail et qui décident selon leurs perspectives de profit les mises en production, entraînant de graves perturbations du marché. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation désastreuse, et s'il n'estime pas nécessaire : 1° de faire intervenir immédiatement l'Onivep pour dégager les marchés jusqu'à ce que les cours remontent à un niveau suffisant pour assurer un prix rémunérateur aux producteurs de veau de boucherie ; 2° d'accorder des aides aux éleveurs de veau, notamment par l'intermédiaire du Crédit agricole afin de leur permettre de faire face à leurs échéances financières ; 3° de mettre en place une réelle organisation du marché des veaux de boucherie qui permette de garantir un prix minimum correspondant aux coûts de production et d'éviter ainsi que de pareilles crises ne se reproduisent à l'avenir ; 4° de développer la production non intégrée, par des aides spécifiques, permettant de créer un contre-poids efficace face à l'intégration dominée par les firmes de l'aliment du bétail.

Professions et activités sociales (aides familiales : Saône-et-Loire).

33973. — 28 juillet 1980. — M. Théo Viel-Massat attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des travailleuses familiales dans le département de Saône-et-Loire. Dans le cadre de la convention collective du 2 mars 1970, régissant les travailleuses familiales, les fédérations d'employeurs de cette catégorie de personnel, ainsi que leurs organisations syndicales, signent, sur le plan national, avec visa des autorités de tutelle, tous avenants nécessaires au maintien du statut des travailleuses familiales à parité avec celui des autres travailleurs sociaux équivalents de la sécurité sociale. Cependant les ressources dégagées par les organismes financeurs : caisse d'allocations familiales, caisse nationale d'allocations familiales, caisse nationale d'assurance maladie, caisse de mutualité sociale agricole, pour les prises en charge des interventions des travailleuses familiales dans les familles prennent de plus en plus de retard par rapport au prix de revient réel résultant d'une stricte application de la convention et des avenants. Cette situation risquerait d'aboutir à terme à une réduction des effectifs des travailleuses familiales (quatre-vingts travailleuses pour le département de Saône-et-Loire en ce qui concerne les associations urbaines). Par ailleurs le nombre des travailleuses familiales employées en Saône-et-Loire est encore insuffisant par rapport aux

besoins de base de la population, besoins qui sont en rapport avec l'augmentation actuellement constatée des cas de maternités normales et pathologiques (en augmentation de 25 p. 100 en 1979). Dans ces conditions, il ne saurait être question de diminuer le nombre des travailleuses familiales du département. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de garantir la poursuite des interventions des travailleuses familiales dans ce département.

Gendarmerie (personnel).

33974. — 28 juillet 1980. — M. René Visse attire l'attention de M. le ministre de la défense sur le problème du casernement des gendarmes. A la suite de la réforme du financement de l'aide à la construction, les sociétés H.L.M. ne disposent plus de dotations pour construire des logements destinés aux gendarmes. En conséquence, il lui demande de préciser les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à cette situation.

Professions et activités sociales (aides familiales).

33975. — 28 juillet 1980. — M. Claude Coulels appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'insuffisance du nombre des travailleuses familiales assurant l'aide à domicile aux mères de famille en situation de maladie, convalescence, maternité ou de toute autre indisponibilité temporaire. Elles sont actuellement 7 000, alors que les plans successifs avaient prévu de porter leur nombre à plus de 20 000. Leur financement, de plus, est assuré pour l'essentiel par les organismes de sécurité sociale et a un caractère facultatif. Il lui signale le rôle particulièrement important des travailleuses familiales dont les services sont très appréciés des mères de famille et la place qu'elles pourraient tenir dans le cadre de la politique familiale. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre afin de remédier à cette situation et notamment s'il n'envisage pas d'augmenter nettement leur nombre et de renforcer leur financement en y faisant davantage participer l'Etat.

Agriculture (structures agricoles).

33976. — 28 juillet 1980. — M. Gérard Longuet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés de remboursement des communes où il existe des carrières souterraines et des gisements de pierre de taille sur la majeure partie du territoire. Normalement le gisement appartient au propriétaire du terrain qui le recouvre, mais la plupart du temps les propriétaires du sol cèdent le droit d'exploiter le sous-sol à des carriers. En outre, le gisement et sauf disposition contraire, les vides sont censés retourner au vendeur après extraction de la pierre, or, dans la pratique, ils sont souvent considérés comme définitivement acquis au cessionnaire du tréfonds. Les documents cadastraux ne comportant aucune indication relative au sous-sol, le bureau des hypothèques est incomplètement renseigné puisqu'il n'enregistre que les cessions portant sur des droits réels. En matière de remboursement et lors du transfert de propriété qui sanctionne l'opération, les parcelles anciennes cessent d'exister juridiquement et les droits réels qui s'y rattachent ne peuvent être reportés sur les nouveaux lots que par des mentions expresse, complètes et précises quant à leur nature, leur objet et leurs titulaires. Par ailleurs, la loi oblige à réattribuer à leurs propriétaires différents types de terrains dont l'utilisation ou la vocation ne sont pas essentiellement agricoles, sauf accord contraire de ceux-ci et rectification de limites ; la jurisprudence ne laisse aux rectifications de limites qu'un champ très restreint tandis que les accords doivent être exprès et écrits. Dans ces conditions, toute tentative de remboursement est entravée par les difficultés inhérentes à la multiplicité des propriétaires et aux diverses règles applicables d'autant que le remboursement ne porte que sur la surface et non sur le sous-sol. Il lui demande donc de préciser la position de l'administration à l'égard des remboursements portant sur les communes dont le territoire est ainsi exploité et les solutions préconisées en l'espèce.

Impôts et taxes (taxe à l'essieu).

33977. — 28 juillet 1980. — M. Louis Besson signale à l'attention de M. le ministre du budget que la complexité de la réglementation de la taxe à l'essieu ne permet pas aux entreprises de transport de toujours déterminer avec exactitude si leurs véhicules sont passibles de la taxe à l'essieu ou de la vignette du fait de l'existence de nombreux cas limites présentés notamment par les ensembles articulés. Il lui demande donc s'il ne lui paraît pas possible d'envisager une simplification de la réglementation de la taxe à l'essieu.

Enseignement secondaire (personnel).

33978. — 28 juillet 1980. — M. Paul Duraffour attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur certaines difficultés auxquelles donne lieu la procédure de nomination aux fonctions de principal de collège d'enseignement secondaire en application de l'article 16 du décret n° 69-494 du 30 mai 1969. D'une part, la liste d'aptitude à l'exercice de cette fonction n'est pas établie selon un barème de classement des candidats; d'autre part, un certain nombre de candidats qui exercent déjà ces fonctions à titre d'intérim depuis plusieurs années et qui figuraient pourtant en bonne place sur la liste d'aptitude n'ont pas été nommés. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement n'estimerait pas opportun: 1° de rétablir l'existence d'un barème de classement des candidats sur la liste d'aptitude, barème qui pourrait être élaboré par une concertation avec les organisations syndicales représentatives de ces personnels; 2° de prévoir la nomination hors contingent à la rentrée scolaire de 1980, sur les postes qu'ils occupent en qualité d'intérimaire depuis plusieurs années, des candidats inscrits sur la liste d'aptitude et dont la nomination n'a pas été prononcée, étant entendu que des mesures analogues sont déjà intervenues en 1973 et 1975 sur la base du décret n° 73-552 du 28 juin 1973.

Boissons et alcools (vins et viticulture).

33979. — 28 juillet 1980. — M. Joseph Vidal appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le manque de protection des viticulteurs français soumis pour plusieurs raisons à la concurrence déloyale de vins en provenance notamment d'Italie. Alors que les vins rouges et rosés produits en Allemagne fédérale sont protégés par des mesures spéciales tenant compte de la dérive de la lire par rapport au deulschmark, au contraire l'ouverture du marché français de vin de table à l'Italie est favorisée par le retard dans l'application du taux du franc vert au vin français. De plus le correctif monétaire des dérivés entre les monnaies françaises et italiennes est réalisé à contresens subventionnant l'importateur et pénalisant l'exportateur... Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner à nos viticulteurs méridionaux aujourd'hui durement pénalisés les mêmes protections que celles signalées ci-dessus pour la R. F. A. et parues au *Journal officiel des Communautés européennes* du 19 juin 1980.

Etrangers (réfugiés).

33980. — 28 juillet 1980. — M. Claude Wilquin demande à M. le ministre des affaires étrangères, les raisons qui ont motivé le refus d'octroi du droit d'asile à quatre réfugiés afghans qui avaient fui Kaboul, et qui s'étaient vu refoulés de Bangkok et Frankfurt.

Pain, pâtisserie et confiserie (santé publique).

33981. — 28 juillet 1980. — M. Claude Wilquin attire l'attention de M. le ministre de la santé sur la composition d'un produit, dénommé fluogum; il apparaîtrait selon le dossier toxicologique de ce produit, qu'entrerait dans sa composition du xylitol, substance dont l'emploi est vivement déconseillé par le conseil supérieur d'hygiène publique. Il lui demande par conséquent s'il est exact que le dossier révèle la présence de cette substance dangereuse dans la composition du fluogum.

Urbanisme (plans d'occupation des sols).

33982. — 28 juillet 1980. — M. Jean Foyer expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie les conséquences engendrées par la mise en application des plans d'occupation des sols dans les agglomérations importantes. Ces documents d'urbanisme ayant pour objet de déterminer les droits de construire, ont entraîné une rarefaction certaine des terrains. Des sociétés ayant des liquidités paraissent acheter tous les terrains à vendre afin de spéculer sur les augmentations futures des prix et placent ainsi les organismes construisant des logements sociaux dans l'impossibilité de se procurer les logements nécessaires. Sans doute, en divers cas, l'expropriation pour cause d'utilité publique paraît-elle offrir un remède nouveau à cette situation mais c'est là une procédure lourde dont on ne peut raisonnablement envisager l'application pour la réalisation de tous les programmes de logements sociaux locatifs et encore moins pour la réalisation de toutes les opérations d'accession à la propriété. Il lui demande quelle mesure le Gouvernement envisage de prendre ou de proposer pour remédier à la situation exposée ci-dessus.

Tabacs et allumettes (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes).

33983. — 28 juillet 1980. — M. Michel Aurillac attire l'attention de M. le ministre du budget sur la décision sans précédent de chômage technique prise par la direction de la Seita concernant les manufactures de Châteauroux, Lille et Tonneins. La mévente des cigarettes « Gitanes », invoquée à l'appui de cette décision, si elle en est la seule cause, est de nature à provoquer de graves inquiétudes dans le personnel, qui ne voit pas quelles mesures de redressement peuvent, à court et moyen terme, conforter le plan de charge des manufactures, en remédiant à la mauvaise répartition entre elles de ce plan. La décision de chômage technique prise quelques jours après le vote définitif de la loi créant la nouvelle société, bien qu'elle ne puisse être imputée à la gestion d'une direction et d'un conseil d'administration qui n'ont pas encore été nommés et n'ont pu évidemment faire leur preuve, est considérée par les travailleurs des manufactures comme le signe avant-coureur de nouvelles difficultés de gestion auxquelles le récent statut ne permettra pas de faire face. Il lui demande de faire connaître au plus tôt les mesures qui seront prises pour assurer le redressement de la Seita et notamment le contenu du contrat d'entreprise qui déterminera les relations entre la Seita et l'Etat.

Armée (armements et équipements).

33984. — 28 juillet 1980. — M. Jean Crenn rappelle à M. le ministre de la défense, à l'occasion du lancement du sous-marin nucléaire *Le Tonant*, à l'île Longue, que le nom du fameux sous-marin *Rubis* devait être attribué au premier sous-marin d'attaque, à la suite d'une décision ministérielle signée de M. Pierre Messmer, datant de 1965, mais que celui-ci avait été lancé sous un autre nom. Ce sous-marin, qui fut l'un des tout premiers à rallier spontanément la France libre, accompagna au cours de la guerre 1939-1945 une trentaine de missions pour la plupart périlleuses, opérations conduites pratiquement avec le même équipage durant toute la guerre. Premier bâtiment décoré de la croix de la Libération, n'ayant « jamais cessé une seule heure de servir la France » selon la formule même du général de Gaulle. Une telle disponibilité, une telle continuité dans l'effort, une telle persistance dans le succès ne sont pas si courantes dans notre histoire navale qu'on puisse sans inconvénient en négliger l'exemple. A cet égard le nom d'un bateau porte un pouvoir certain, raapplant aux marins appelés à combattre sous son pavillon les vertus nécessaires, et c'est par là que les enseignements se transmettent de génération en génération. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable de faire porter le nom de *Rubis* au prochain sous-marin nucléaire.

Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : politique économique et sociale).

33985. — 28 juillet 1980. — M. Michel Debré attire l'attention de M. le Premier ministre sur les graves retards qu'apportent à la reconstruction de l'industrie sucrière à la Réunion et au développement de nouvelles sources d'énergie, grâce aux installations envisagées, les délais de versement des aides officielles promises pour le succès de ces opérations dont l'intérêt est considérable pour la prospérité de l'île et l'emploi. Il lui demande, sachant qu'il a pleine conscience de l'importance de cette grande affaire, s'il est possible de donner les instructions nécessaires aux services et, pour ce qui concerne les aides européennes, les recommandations indispensables, afin que se réalise dans le temps prévu cette modernisation, jugée de toutes parts conforme à l'intérêt général du département.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : agriculture).

33986. — 28 juillet 1980. — M. Michel Debré expose à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que le département de la Réunion a connu, grâce notamment à l'action combinée du Crédit agricole et de la Safer, une orientation de réforme foncière qui a déjà abouti à placer 1 850 allocataires sur 12 000 hectares de surface utile (alors que la surface utile de toute l'île est évaluée à 60 000 hectares), représentant 13 p. 100 de la production de sucre et 95 p. 100 de la production de géranium; sans oublier la construction de centaines de logements qui ont amélioré l'habitat rural; que c'est avec un très profond regret que l'on constate une sorte de volonté d'arrêter cette orientation dont il faudrait au contraire encourager le développement; qu'en effet le refus opposé à modifier les prêts fonciers toujours fixés comme en 1965 à 100 000 francs maximum, alors que la somme de

300 000 francs constitue un chiffre tout à fait raisonnable ; qu'également l'exigence d'un apport personnel risque d'arrêter une expérience qui a permis une transformation sociale des plus heureuses. Il lui demande, en conséquence, les motifs de cette modification politique et s'il ne paraît pas utile, au contraire, de prendre les dispositions qui s'imposent pour permettre la poursuite de la réforme.

Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : formation professionnelle et promotion sociale).

33987. — 28 juillet 1980. — M. Michel Debré rappelle à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) qu'un engagement avait été pris de doter l'école d'électriciens de la Réunion, sise au port de la Pointe des Galets, d'un statut qui lui assurerait une situation stable, avec l'accord d'Electricité de France et de l'Education nationale ; que malgré les promesses ministérielles répétées aucun progrès ne paraît avoir été réalisé et que, de ce fait, l'avenir de l'école paraît compromis, alors qu'elle présente un très utile élément de formation professionnelle et de promotion. Il lui demande, en conséquence, s'il entend prendre les initiatives nécessaires pour sauver, puis pour développer cette école.

Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : produits agricoles et alimentaires).

33988. — 28 juillet 1980. — M. Michel Debré fait observer à M. le ministre de l'agriculture que, conformément à ses dires, et contrairement aux allégations de la Commission économique européenne, le prélèvement hautement contestable sur les importations de maïs à la Réunion n'est plus supprimé, du fait que la suppression envisagée ne porte que sur le maïs en provenance de pays A.C.P. qui ne peuvent en exporter, qu'il devient donc urgent de supprimer le prélèvement sur le maïs d'où qu'il vienne ; demande en conséquence quelles démarches ont été accomplies et pourquoi il faut un temps si long pour obtenir satisfaction, alors que des demandes moins justifiées, telles que celle de l'Italie, sont satisfaites depuis longtemps. Il lui demande, en outre, si durant cet été la diplomatie va demander à Bruxelles de résoudre cette affaire ou si, une nouvelle fois, la décision sera remise aux calendes grecques aux dépens d'un département dont la commission économique européenne paraît ignorer les difficultés.

Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : produits agricoles et alimentaires).

33989. — 28 juillet 1980. — M. Michel Debré fait observer à M. le ministre des affaires étrangères que, conformément à ses dires, et contrairement aux allégations de la Commission économique européenne, le prélèvement hautement contestable sur les importations de maïs à la Réunion n'est plus supprimé, du fait que la suppression envisagée ne porte que sur le maïs en provenance de pays A.C.P. qui ne peuvent en exporter, qu'il devient donc urgent de supprimer le prélèvement sur le maïs d'où qu'il vienne ; demande en conséquence quelles démarches ont été accomplies et pourquoi il faut un temps si long pour obtenir satisfaction, alors que des demandes moins justifiées, telles que celle de l'Italie, sont satisfaites depuis longtemps. Il lui demande, en outre, si durant cet été la diplomatie va demander à Bruxelles de résoudre cette affaire ou si, une nouvelle fois, la décision sera remise aux calendes grecques aux dépens d'un département dont la commission économique européenne paraît ignorer les difficultés.

Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : produits agricoles et alimentaires).

33990. — 28 juillet 1980. — M. Michel Debré fait observer à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que, conformément à ses dires, et contrairement aux allégations de la Commission économique européenne, le prélèvement hautement contestable sur les importations de maïs à la Réunion n'est plus supprimé, du fait que la suppression envisagée ne porte que sur le maïs en provenance de pays A.C.P. qui ne peuvent en exporter, qu'il devient urgent de supprimer le prélèvement sur le maïs d'où qu'il vienne ; demande en conséquence quelles démarches ont été accomplies et pourquoi il faut un temps si long pour obtenir satisfaction, alors que des demandes moins justifiées, telles que celle de l'Italie, sont satisfaites depuis longtemps ; demande, en outre, si durant cet été la diplomatie va demander à Bruxelles de résoudre cette affaire ou si, une nouvelle fois, la décision sera remise aux calendes grecques, aux dépens d'un département dont la Commission économique européenne paraît ignorer les difficultés.

Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : transports).

33991. — 28 juillet 1980. — M. Michel Debré rappelle à M. le ministre des transports les promesses répétées, orales et écrites, les affirmations et confirmations aux termes desquelles la ville de Saint-Denis ne serait pas exclue du bénéfice de la taxe dite de versement de transports dont bénéficient les villes métropolitaines de même importance ; il lui demande, alors que toutes les formalités, non sans peine, ont été achevées depuis plusieurs mois, pour quelles raisons le Gouvernement n'applique pas la loi.

Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : transports).

33992. — 28 juillet 1980. — M. Michel Debré rappelle à M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) les promesses répétées, orales et écrites, les affirmations et confirmations aux termes desquelles la ville de Saint-Denis ne serait pas exclue du bénéfice de la taxe dite de versement de transports dont bénéficient les villes métropolitaines de même importance ; il lui demande, alors que toutes les formalités, non sans peine, ont été achevées depuis plusieurs mois, pour quelles raisons le Gouvernement n'applique pas la loi.

Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : agriculture).

33993. — 28 juillet 1980. — M. Michel Debré expose à M. le ministre de l'agriculture que le département de la Réunion a connu, grâce notamment à l'action combinée du Crédit agricole et de la Safer, une orientation de réforme foncière qui a déjà abouti à placer 1 850 allocataires sur 12 000 hectares de surface utile (alors que la surface utile de toute l'île est évaluée à 60 000 hectares), représentant 13 p. 100 de la production de sucre et 95 p. 100 de la production de géranium ; sans oublier la construction de centaines de logements qui ont amélioré l'habitat rural ; que c'est avec un très profond regret que l'on constate une sorte de volonté d'arrêter cette orientation dont il faudrait au contraire encourager le développement ; qu'en effet le refus opposé à modifier les prêts fonciers toujours fixés comme en 1965 à 100 000 francs maximum alors que la somme de 300 000 francs constitue un chiffre tout à fait raisonnable ; qu'également l'exigence d'un apport personnel risque d'arrêter une expérience qui a permis une transformation sociale des plus heureuses ; il demande en conséquence les motifs de cette modification politique et s'il ne paraît pas utile, au contraire, de prendre les dispositions qui s'imposent pour permettre la poursuite de la réforme.

Enseignement
(orientation scolaire et professionnelle : Val-d'Oise).

33994. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Pierre Delalande attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'intérêt que présenterait la création de classes optionnelles artistiques qui permettraient aux enfants les plus doués dans ce domaine de poursuivre leur formation. Beaucoup d'enfants en effet, ont des difficultés à mener de front leur scolarité et leur activité artistique et cette dernière est trop souvent délaissée, ce qui apparaît regrettable pour les enfants qui ont des aptitudes. A cet égard, des expériences ont été tentées à Paris, notamment, et les résultats semblent avoir été satisfaisants grâce à un aménagement judicieux des horaires de cours. Aussi, lui demande-t-il d'étudier en liaison avec M. le ministre de la culture et de la communication la possibilité de créer, en Val-d'Oise une école à mi-temps option musique, à l'exemple de ce qui a pu être réalisé dans le domaine sportif.

Associations et mouvements (moyens financiers).

33995. — 28 juillet 1980. — M. Antoine Gissinger attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation des associations gestionnaires de services d'intérêt public, associations nationales ou locales qui œuvrent dans tous les domaines de la vie associative : santé, action sociale, formation, culture, sports, entraide. Ces associations relevant de la loi de 1901 emploient près de 700 000 salariés et sont confrontées à des difficultés budgétaires. En effet, le budget 1980 n'a fait que reconduire en francs courants les subventions de l'année précédente et les dispositions annoncées pour le budget 1981 risquent de réduire encore leurs ressources. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour permettre une adaptation rapide de l'évolution des ressources à celles des charges afin d'éviter des mesures de licenciement et par voie de conséquence la dégradation des services rendus à la population.

Minéraux (entreprises : Alsace).

33996. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les comptes de l'exercice 1979 des mines domaniales de potasse d'Alsace. L'examen du bilan fait apparaître des pertes cumulées supérieures à 300 millions de francs. Ces pertes qui sont en augmentation régulière et dépassent le capital social des M. D. P. A. ne sont pas imputables à des carences de gestion de l'entreprise mais à des phénomènes extérieurs. Il lui demande s'il n'estime pas possible, par une dotation complémentaire, de diminuer, voire d'annuler les pertes accumulées depuis de nombreuses années et permettre par ce biais au personnel de pouvoir bénéficier des fruits de l'expansion de l'entreprise.

Politique extérieure (U. R. S. S.).

33997. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le récent incident qui s'est élevé entre les autorités soviétiques et notre ambassadeur en U. R. S. S. à l'occasion du projet de discours soumis à ces autorités à la veille de la célébration du 14 juillet. Il trouve particulièrement choquant qu'un diplomate ait été ainsi censuré. Il considère cela comme d'autant plus navrant que la France n'a cessé de multiplier les gestes et les déclarations « d'ouverture » à l'égard de l'Union soviétique. Il lui demande, en conséquence, les intentions du Gouvernement face à l'attitude de l'U. R. S. S. à l'égard de notre ambassadeur.

Examens, concours et diplômes (réglementation).

33998. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la délivrance des diplômes par unités capitalisables. Il désire connaître les résultats des expériences faites au cours des années 1978-1979 et 1979-1980 et leur répartition par région et par métier. Il aimerait également connaître les perspectives d'extension de ce système à d'autres niveaux que celui du C. A. P. Il serait, enfin, heureux d'avoir un aperçu sur le placement des diplômés actuels (titulaires de diplômes par unités capitalisables).

Habillement, cuirs et textiles (commerce extérieur).

33999. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre du commerce extérieur** sur le régime du commerce international du textile et de l'habillement. Au plan de la C. E. E., il existe depuis 1973 des contingents fixes d'abord au niveau communautaire puis répartis en contingents nationaux. Parallèlement, il existait jusqu'au 1^{er} juillet 1980, un système de surveillance de l'ensemble des marchandises en libre pratique qui ne pouvaient circuler dans la C. E. E. qu'après délivrance de la licence du Marché commun. Or, par décision de la commission de la C. E. E. du 20 décembre 1979, cette surveillance n'est plus systématique mais dépendra cas par cas d'une autorisation préalable de la commission. Cette décision risque de remettre en cause le contingentement national de ces produits et donc de compromettre l'avenir de notre industrie textile et de l'habillement. Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il compte prendre pour permettre la mise sous surveillance des produits concernés. Il désire également savoir les suites réservées à la demande de la France de maintenir les autorisations pour l'ensemble des articles d'habillement et de textile faisant l'objet de contingents.

Assurance maladie maternité (bénéficiaires).

34000. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des travailleurs frontaliers alsaciens et lorrains occupés en R. F. A. en ce qui concerne le remboursement des prestations maladie-maternité par la sécurité sociale. Ces frontaliers cotisent auprès des caisses allemandes à un taux élevé pour des prestations qui leur seraient servies à 100 p. 100 en Allemagne alors qu'ils ne peuvent prétendre, par application des règlements 1408/71 et 574/72 modifiés de la C. E. E., qu'à des prestations du régime général avec ticket modérateur. Cette situation les défavorise en raison du taux élevé des cotisations et des prestations servies, par rapport à leurs collègues de travail en Allemagne ou à ceux occupés en France. Or, d'après le document n° 1259 du 18 décembre 1975 du ministère du travail, les frontaliers travaillant dans les mines de la Sarre peuvent bénéficier depuis le 5 mars 1976 du régime spécial minier. De plus, il semblerait que les caisses de maladie allemandes

seraient prêtes à appliquer une procédure semblable pour les autres frontaliers si les services correspondant français établissaient les formulaires adéquats en vue d'assurer le remboursement financier entre la France et la R. F. A. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas prendre des mesures analogues à celles prises à l'égard des frontaliers travaillant en Sarre.

Assurance maladie maternité (cotisations).

34001. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre-Charles Krieg** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la loi du 28 décembre 1979 a rendu obligatoire une cotisation de 2 p. 100 sur les arrérages versés tant par la sécurité sociale que par les caisses de retraites complémentaires. Il lui demande en conséquence quelle est très exactement la situation d'un retraité qui : a exercé à titre principal une activité libérale et, de ce fait, a cotisé d'une part à sa caisse de retraite vieillesse et d'autre part pour les prestations maladie à la R. A. M. ; a eu une petite activité salariée en qualité de professeur dans sa spécialité, activité pour laquelle il n'a jamais cotisé au titre de la garantie de maladie du fait de son activité principale. De ce chef cependant il perçoit une minime retraite complémentaire venant s'ajouter à celles qu'il perçoit de la caisse des professions libérales et de la sécurité sociale. La question qui se pose est celle de savoir si — étant donné qu'il n'a jamais reçu la moindre prestation maladie de la sécurité sociale — il doit néanmoins supporter la cotisation de 2 p. 100 sur la retraite qui lui est versée par cet organisme ainsi que sur sa retraite complémentaire.

Circulation routière (poids lourds).

34002. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre-Charles Krieg** rappelle à **M. le ministre des transports** qu'à plusieurs reprises il lui a demandé — comme d'ailleurs à ses prédécesseurs — de mettre fin à la tolérance qui permet aux chauffeurs de poids lourds de circuler sur les routes et autoroutes à une vitesse supérieure à celle prévue par la réglementation en vigueur et ce au moyen de la publication chaque année d'un arrêté dérogatoire. Jusqu'à présent il n'a jamais été entendu, mais il constate que le comité des transports du VIII^e Plan partage son sentiment, puisque parmi les recommandations qu'il a faites dans un rapport qui vient d'être publié, il vise en particulier le sanctionnement du non-respect des limitations de vitesse. Or, il est pour le moins curieux de constater que ce non-respect est encouragé par les pouvoirs publics qui, au lieu de faire respecter la loi et les règlements pris en la matière, incitent eux-mêmes à les violer ainsi qu'il a été rappelé ci-avant. Devant la véritable catastrophe nationale que représentent chaque année les accidents de la route et en constatant que de nombreux poids lourds y sont impliqués, il apparaît que le laxisme qui prévaut actuellement doit sans aucun retard prendre fin et tout au contraire la réglementation en vigueur doit être appliquée intégralement et sans faiblesse. Il lui demande s'il est possible d'espérer que 1980 verra enfin les autorités s'engager dans cette voie.

Culture et communication : ministère (services extérieurs).

34003. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre-Charles Krieg** rappelle à **M. le Premier ministre** que l'article 22 de la loi de finances pour 1976 a porté création du centre national des lettres dont le budget est alimenté d'une part par une redevance de 0,20 p. 100 sur l'édition des ouvrages de librairie et d'autre part une redevance de 3 p. 100 sur les travaux de reprographie. Il souhaiterait connaître le détail des sommes ainsi perçues par le centre national des lettres pour chacune des années 1977, 1978 et 1979, souhaitant avoir un décompte séparé de chacune des deux redevances ainsi que la ventilation de l'utilisation des sommes ainsi recueillies.

Commerce et artisanat (politique en faveur du commerce et de l'artisanat).

34004. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre Lataillade** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation des « petits commerçants » dont beaucoup sont actuellement contraints de fermer leur magasin, ce qui a pour effet de priver des milliers de communes rurales, surtout, de toute vie commerciale. La relève dans le commerce indépendant est suffisamment menacée d'autant que le droit d'enregistrement est toujours fixé à 17,60 p. 100. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que la loi d'orientation du commerce soit appliquée dans son intégralité et que, par ailleurs, les commerces alimentaires à petites marges bénéficiaires, qui sont le prolongement de l'agriculture, puissent bénéficier de crédits spéciaux d'investissement ou un taux bonifié.

Taxis (chauffeurs : Moselle).

34005. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le Premier ministre que le syndicat départemental des artisans taxis de la Moselle souhaite que les arrêtés préfectoraux déterminant les conditions d'accès à la profession aboutissent à l'obtention d'un certificat de capacité et que soit créée dans tous les départements une commission professionnelle consultative chargée d'examiner l'organisation de la profession de chauffeur de taxis. Compte tenu du grand intérêt de cette réclamation et de l'urgence qu'il y a à donner satisfaction à une profession qui est particulièrement frappée par l'augmentation du prix du carburant, il souhaiterait qu'il veuille bien le tenir informé des suites qu'il est susceptible de donner aux revendications formulées par le syndicat départemental des artisans taxis de la Moselle.

Départements (personnel : Moselle).

34006. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'intérieur que le personnel du centre départemental d'expérimentation fruitière de Laquenexy est actuellement privé de tout statut juridique. Ce personnel est en effet payé depuis plusieurs décennies par le centre qui dispose d'un budget annexe au budget du département de la Moselle. Toutefois, aucune décision explicite n'a été prise pour décider de la création des emplois sus-évoqués. Compte tenu de ce que le personnel du centre a toujours été, de fait, employé par le département pour une mission de service public au profit du département, il souhaiterait savoir si, dans le cadre d'une titularisation dans des emplois départementaux, il ne serait pas possible de valider les années passées par les employés au service du centre.

Départements (personnel : Moselle).

34007. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'intérieur que le personnel du centre départemental d'expérimentation fruitière de Laquenexy est actuellement privé de véritable statut bien qu'étant employé par le centre, qui est un établissement dépendant directement du département de la Moselle et dont la gestion financière relève d'un budget annexe au budget départemental. Compte tenu des spécificités du centre de Laquenexy, il souhaiterait qu'il veuille bien lui indiquer s'il ne serait pas possible d'envisager la création d'un statut *sui generis* au sein du cadre départemental (corps spécial de fonctionnaires départementaux), afin de permettre dans de bonnes conditions l'intégration du personnel concerné.

Départements (personnel : Moselle).

34008. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le personnel du centre départemental d'expérimentation fruitière de Laquenexy est actuellement privé de tout statut juridique. Ce personnel est en effet payé depuis plusieurs décennies par le centre qui dispose d'un budget annexe au budget du département de la Moselle. Toutefois, aucune décision explicite n'a été prise pour décider de la création des emplois sus-évoqués. Compte tenu de ce que le personnel du centre a toujours été, de fait, employé par le département pour une mission de service public au profit du département, il souhaiterait savoir si, dans le cadre d'une titularisation dans des emplois départementaux, il ne serait pas possible de valider les années passées par les employés au service du centre.

Marchés publics (paiement : Gironde).

34009. — 28 juillet 1980. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la remise en cause des engagements pris par son gouvernement tout au long des discussions et du vote du budget 1980. En effet, on assiste, émanant notamment des ministères de l'intérieur, de la défense, de l'éducation et des transports, à des retards considérables dans la passation des commandes publiques, mais aussi à un blocage systématique de toutes les autorisations de programme en investissements nouveaux, de la mise en fabrication et du lancement d'études. Cette politique contribue à aggraver les difficultés des entreprises à la recherche de nouveaux marchés, détériorant par là même la situation de l'emploi. A ces problèmes viennent s'ajouter les lenteurs apportées au paiement des sommes dues par l'Etat en raison du manque de personnel dans les services extérieurs du ministère de l'économie. En outre, il est tout aussi anormal que les vacances d'emploi de fonctionnaires

ne soient que partiellement comblées (en moyenne et par ministère, 80 p. 100) ainsi que celles des agents sur contrat, d'auxiliaires et d'ouvriers (en moyenne et par ministère 50 p. 100); les conséquences de ces désengagements de l'Etat sont particulièrement désastreuses pour l'agglomération bordelaise et s'il n'y était porté remède rapidement les priorités définies par la communauté urbaine de Bordeaux seraient gravement menacées. Dans le secteur de l'enseignement, l'établissement communautaire a dû consentir à l'Etat une avance de crédits afin que soit achevé dans les délais prévus, le L. E. P. de Bordeaux-Saint-Louis alors que sont toujours attendues la programmation et la réalisation des lycées de Pessac, de la rive droite, du Médoc, ainsi que des collèges de Pessac, Talence et Parempuyre. Et ce qui concerne le secteur de l'assainissement, la réalisation du plan quinquennal sur le territoire communautaire décidé avec l'aval de la D. D. E. serait sérieusement compromise. Aussi, il lui demande si, pour des raisons à l'évidence électorales, il entend maintenir une telle situation.

Enseignement secondaire (examens, concours et diplômes).

34010. — 28 juillet 1980. — M. Edmond Alphandery expose à M. le ministre de l'éducation que les articles 5 et 6 du décret n° 62-1173 du 22 septembre 1962 modifié relatif au baccalauréat de l'enseignement du second degré disposent, d'une manière générale, que les notes obtenues à l'épreuve d'éducation physique n'entrent dans le décompte des points que pour la partie de ces notes supérieures à 10 et, d'autre part, que les candidats handicapés physiques peuvent, soit être dispensés de cette épreuve, soit demander à participer à une épreuve d'éducation physique sportive spéciale. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager une autre formule supplémentaire d'option permettant aux handicapés qui n'auraient pas demandé à subir l'épreuve physique et sportive spéciale de présenter une autre épreuve dans une matière de leur choix dont les notes seraient prises en considération dans les mêmes conditions que celle d'éducation physique et sportive.

Handicapés (carte d'invalidité).

34011. — 28 juillet 1980. — M. Edmond Alphandery expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la carte d'invalidité portant la mention : « Station debout pénible » peut être attribuée, soit en application de l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale à titre définitif pour une durée déterminée, soit en application de l'arrêté du 30 juillet 1979, uniquement pour une durée déterminée. Il en résulte que, chaque fois qu'il y a lieu à renouvellement, les titulaires de cette carte doivent se soumettre à une nouvelle expertise médicale dont la répétition peut parfois être ressentie par les intéressés comme présentant un caractère gênant, voire vexatoire. Il lui demande s'il ne serait pas possible de substituer, dans les seuls cas de renouvellement, à l'expertise médicale une déclaration sur l'honneur selon laquelle l'infirmité n'aurait pas évolué dans un sens favorable depuis la précédente attribution.

Impôts locaux (taxe d'habitation et taxes foncières).

34012. — 28 juillet 1980. — M. Edmond Alphandery attire l'attention de M. le ministre du budget sur l'application de l'article 26 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 qui offre aux communes la possibilité de majorer la valeur locative cadastrale des terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un P. O. S. Or de nombreuses communes rurales qui ne sont pas soumises à une pression urbaine trop forte mais qui souhaitent cependant organiser leur croissance utilisent la procédure de la Z. E. P. (zone d'environnement protégé) et non celle du P. O. S., plus contraignante et trop détaillée. Ces communes ne pourront donc pas majorer la valeur locative des terrains constructibles. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de modifier les dispositions de l'article 26 de la loi du 10 janvier 1980 afin d'éviter que les communes rurales ne soient pénalisées.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs indépendants : cotisations).

34013. — 28 juillet 1980. — M. Edmond Alphandery attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur le poids considérable des cotisations d'assurance vieillesse imposées aux entreprises artisanales et commerciales de création récente; en effet, au bout de deux années de fonctionnement, le cumul des cotisations provisoires et de la régularisation des cotisations antérieures assises sur le revenu d'une même année — revenu très supérieur, si l'entreprise s'est développée, à celui de l'année de la création — aboutit à des charges difficilement supportables,

d'autant plus que ce phénomène se conjugue avec l'augmentation des taux. Il lui demande donc si, afin de favoriser le développement des entreprises artisanales et commerciales nouvelles, il n'envisagerait pas de proposer, en liaison avec son collègue de la santé et de la sécurité sociale, des mesures d'allègement qui pourraient prendre la forme soit d'un taux réduit de cotisation pour les premières années d'exercice, soit d'une dispense de cotisation aux assurances complémentaires et invalidité-décès.

Assurance maladie maternité (cotisations).

34014. — 28 juillet 1980. — M. Edmond Alphandery rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, jusqu'à présent, les travailleurs qui exerçaient à titre principal une activité non salariale non agricole et, à titre accessoire, une activité salariée ne cotisaient que dans le régime d'assurance maladie des non-salariés et, en conséquence, ne pouvaient bénéficier des prestations du régime général des salariés. Désormais, les intéressés devront acquiescer des cotisations dans les deux régimes maladie. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'estime pas que ces travailleurs devraient pouvoir prétendre, le cas échéant, aux indemnités journalières du régime général des salariés, s'ils remplissent les conditions de durée d'activité ou de cotisation exigées dans ce dernier régime.

Commerce et artisanat (prix et concurrence).

34015. — 28 juillet 1980. — M. Hubert Bassot expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que le phénomène de « paracommercialisme » lui paraît revêtir une ampleur de plus en plus considérable. Les pouvoirs publics ont pourtant exprimé à plusieurs reprises leur volonté de combattre toutes les formes de concurrence déloyale que peuvent subir les commerçants exerçant leur activité dans le cadre des obligations légales ; c'est ainsi que le Premier ministre a lui-même pris à ce sujet une circulaire du 10 mars 1979. Soulignant la nécessité que ses services mènent une lutte intransigeante contre un phénomène nuisible à tous égards, il lui demande de bien vouloir lui préciser dans quelles conditions s'applique cette circulaire.

Crimes, délits et contraventions (sécurité des biens et des personnes).

34016. — 28 juillet 1980. — M. Eugène Berest rappelle à M. le ministre de la justice que, lors de la discussion de la loi n° 77-5 du 3 janvier 1977, garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction, il s'était opposé à l'adoption d'un amendement de la commission des lois prévoyant l'indemnisation des collaborateurs bénévoles. En revanche, il s'était engagé à déposer ultérieurement un projet de loi dont l'économie devait permettre d'indemniser les personnes qui se sont portées au secours d'individus dont la vie ou l'intégrité se trouvaient mises en péril du fait d'une infraction, ainsi que celles qui ont apporté spontanément leur concours à l'exécution du service de la police judiciaire. Il lui demande donc ce qu'il advient de ce projet de loi.

Enseignement secondaire (personnel).

34017. — 28 juillet 1980. — M. Eugène Berest expose à M. le ministre de l'éducation que les différents résultats des concours de recrutement organisés au niveau national, en particulier C.A.P.E.S. et agrégation, sont affichés à Paris en ce qui concerne aussi bien l'admissibilité que l'admission définitive. Aucune communication n'est faite aux candidats de province qui ont préparé ces concours dans les diverses universités. Ces derniers doivent donc, soit déléguer un ami pour prendre connaissance des résultats, soit téléphoner dans les services du ministère lesquels ne peuvent, cela va de soi, répondre à ce moment à toutes les demandes qui leur sont formulées. Il lui demande s'il ne pense pas qu'à l'époque des ordinateurs et de l'informatique, les résultats des concours pourraient être immédiatement communiqués aux établissements d'enseignement supérieur qui ont assuré leur préparation, dans le cas où des candidats sont admissibles ou reçus.

Banques et établissements financiers (épargne logement).

34018. — 28 juillet 1980. — M. Jean Briane appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur le fait qu'un grand nombre de plans d'épargne-logement viennent à échéance. Selon des informations figurant notamment dans la presse spécialisée, il semblerait

que de nombreux titulaires de plans d'épargne-logement rencontrent des difficultés pour obtenir leur prêt principal, certains d'entre eux s'étant vu demander un délai de six mois pour traiter leur dossier de prêt, d'autres ayant été sollicités pour souscrire un plan d'épargne sur quinze ans, alors qu'ils sollicitaient un prêt sur dix ans. Dans cette perspective, il lui demande de lui indiquer s'il n'envisage pas une action d'information, rappelant que l'obtention d'un prêt principal est un droit et que le bénéficiaire est libre de choisir la durée de son prêt entre deux ans et quinze ans.

Logement (politique du logement).

34019. — 28 juillet 1980. — M. Jean Briane expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que, d'après certaines informations, un texte de projet de loi relatif à « l'étiquetage des logements » par la réalisation d'un label de qualité serait actuellement en préparation. Il lui demande s'il peut dès maintenant préciser la nature, les perspectives et les échéances de ce projet.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

34020. — 28 juillet 1980. — M. Guy-Pierre Cabanel expose à M. le ministre du budget qu'en vertu de l'article 261-4-8° du code général des impôts, sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée « les expertises ayant trait à l'évaluation des indemnités d'assurances ainsi que les expertises judiciaires ». Il lui demande si, compte tenu des termes généraux employés dans ce texte, qui semble exonérer tous les travaux d'expertise, l'exonération de T.V.A. bénéficie à l'expert et au sous-traitant lorsque l'expertise est totalement confiée par l'expert à un tiers sous-traitant.

Pharmacie (pharmacie vétérinaire).

34021. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Marie Daillet attire l'attention de M. le Premier ministre sur les conditions d'application de certaines dispositions de la loi n° 75-209 du 29 mai 1975 concernant la pharmacie vétérinaire. L'article 617-14, alinéa 5, du code de la santé publique, dans la rédaction prévue par l'article 2 de ladite loi, prévoit qu'à l'échéance de la quatrième année suivant la promulgation de la loi le Gouvernement présentera au Parlement un rapport précisant dans quelles conditions sera réalisée la reconversion des personnes physiques ou morales visées par ledit article, et, en particulier, les moyens mis en œuvre pour le reclassement des cadres et salariés employés dans les activités concernées. La date limite ainsi prévue était le 30 mai 1979. D'autre part, le régime transitoire autorisant l'exercice de la profession, est échu le 30 mai 1980. Or le rapport qui devait être présenté avant le 30 mai 1979 n'a pas encore été remis, malgré certaines indications d'après lesquelles il devait l'être fin mai 1980. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que ce rapport sera remis au Parlement dans les plus brefs délais et s'il a l'intention d'accepter une prolongation du régime transitoire pour une durée de deux ans, ainsi que le demandent les organismes professionnels.

Sécurité sociale (prestations).

34022. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Marie Daillet expose à M. le ministre du travail le cas d'un salarié qui n'a pas de ressources depuis que, sans travail depuis plusieurs semaines, il est tombé malade et ne touche ni indemnités de chômage ni allocations de logement. Il n'est d'ailleurs assuré contre les risques de maladie que comme conjoint. La sécurité sociale déclare ne rien pouvoir lui verser car il n'était pas en règle. Devant un cas de ce genre, n'y aurait-il pas lieu d'assouplir les conditions d'attribution d'indemnités journalières, ainsi que l'indemnisation du chômage.

Sécurité sociale (prestations).

34023. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Marie Daillet expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale le cas d'un salarié qui n'a pas de ressources depuis que, sans travail depuis plusieurs semaines, il est tombé malade et ne touche ni indemnités de chômage, ni allocation de logement. Il n'est d'ailleurs assuré contre les risques de maladie que comme conjoint. La sécurité sociale déclare ne rien pouvoir lui verser car il n'était pas en règle. Devant un cas de ce genre, n'y aurait-il pas lieu d'assouplir les conditions d'attribution d'indemnités journalières, ainsi que l'indemnisation du chômage.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

34024. — 28 juillet 1980. — M. Georges Delfosse demande à M. le ministre du budget : 1° sous quelle ligne du tableau modèle 2033 intitulé « Compte d'exploitation débit » doit être mentionné le montant de la redevance versée à la S.A.C.E.M. par un commerçant imposé au régime du réel normal; celui de la cotisation annuelle réclamée par un centre de gestion agréé. 2° si chacune des dites charges, dès l'instant où son montant toutes taxes comprises est supérieur à 300 francs, doit faire l'objet d'une déclaration spéciale dans le courant du mois de janvier de chaque année, par application des dispositions de l'article 240 C.G.I.

Commerce et artisanat (législation).

34025. — 28 juillet 1980. — M. Georges Delfosse demande à M. le ministre du budget s'il ne lui semble pas opportun d'envisager prochainement un relèvement sensible de la limite actuellement fixée à mille francs en dessous de laquelle les transactions effectuées entre commerçants, notamment pour la livraison de marchandises, peuvent valablement être réglées en espèces.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

34026. — 28 juillet 1980. — M. Georges Delfosse expose à M. le ministre du budget la situation suivante : une société à responsabilité limitée a fait l'objet d'une vérification fiscale qui s'est soldée par des redressements de faible importance. Il se trouve que la comptable, croyant que cette déclaration n'intéressait que les sociétés anonymes, n'a pas souscrit la déclaration 2067 (relevé des frais généraux). M. le vérificateur, conformément aux dispositions du code général des impôts, a réintégré dans les bénéfices de la société les frais en question et les a imposés entre les mains des associés comme bénéfices distribués. Ces réintégrations et les impositions qui s'ensuivent vont mettre la société dans l'obligation de déposer son bilan et entraîner la saisie et la vente des biens des associés. Les frais généraux dont il s'agit, n'ayant été contestés ni dans leur principe, ni dans leur montant par le vérificateur, il lui demande si la sanction n'est pas hors de proportion avec la faute purement formelle qui a été commise par la société.

Professions et activités paramédicales (masseurs kinésithérapeutes).

34027. — 28 juillet 1980. — M. Emmanuel Hamel attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la prolifération d'établissements qui, sous les noms variés d'instituts, de centres ou d'autres dénominations plus ou moins fantaisistes, s'annoncent, par voie publicitaire, comme pratiquant les activités de massages et de rééducation. Or, l'article L. 487 du code de la santé publique dispose que : « Nul ne peut exercer la profession de masseur kinésithérapeute, c'est-à-dire pratiquer le massage et la gymnastique médicale, s'il n'est Français et muni du diplôme d'Etat de masseur kinésithérapeute institué par l'article L. 488 du présent titre. » D'autre part, l'article L. 489 du même code dispose que : « Seules les personnes munies du diplôme d'Etat de masseur kinésithérapeute peuvent porter les titres de masseur kinésithérapeute, de gymnaste médical ou de masseur. » Il semblerait que ces organismes divers fonctionnent généralement en contrevention de ces articles du code de la santé publique. Cette situation est de nature à porter préjudice aux masseurs titulaires du diplôme d'Etat ainsi qu'aux consommateurs qui s'adressent, sans le savoir, à des personnes ne possédant pas toujours la qualification professionnelle requise. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour faire correctement respecter les dispositions du code de la santé publique précitées.

Impôts et taxes (taxe à l'essieu).

34028. — 28 juillet 1980. — M. Emmanuel Hamel signale à l'attention de M. le ministre du budget que la complexité de la réglementation de la taxe à l'essieu ne permet pas aux entreprises de transport de toujours déterminer avec exactitude si leurs véhicules sont passibles de la taxe à l'essieu ou de la vignette du fait de l'existence de nombreux cas limites présentés notamment par les ensembles articulés. Il lui demande donc s'il ne lui paraît pas possible d'envisager une simplification de la réglementation de la taxe à l'essieu.

Langues et cultures régionales (alsacien).

34029. — 28 juillet 1980. — M. Emile Koehl demande à M. le ministre de l'éducation s'il a l'intention de signer la deuxième charte culturelle de la région Alsace puisqu'il a aussi signé en mars 1978 la charte culturelle de la Bretagne qui a été votée par le conseil régional de la Bretagne le 24 janvier 1978. Il souhaiterait que le texte de la nouvelle charte alsacienne ne se limite pas à une déclaration de principe sur le bilinguisme, mais comporte des engagements concrets notamment quant au développement de l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires et à l'accueil des enfants en alsacien dans les maternelles.

Enseignement préscolaire et élémentaire (programmes : Alsace).

34030. — 28 juillet 1980. — M. Emile Koehl attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'enseignement de l'allemand dans les établissements scolaires d'Alsace. Une étude récente (revue trimestrielle de l'I.N.S.E.E., n° 4, 1979. Chiffres pour l'Alsace. Connaissance déclarée du dialecte et de l'allemand. Enquête sur le mode de vie en Alsace réalisée entre février et juillet 1979) a démontré que 90 p. 100 des ménages habitant en Alsace considèrent que la connaissance de l'allemand est utile. Plus de huit parents sur dix sont favorables à l'enseignement de l'allemand à l'école primaire. La généralisation de cet enseignement prévue par la circulaire ministérielle du 30 mars 1976 se heurte essentiellement au problème de la qualification des maîtres. Il lui demande de bien vouloir : 1° lui faire connaître son point de vue quant au degré d'application de la méthode audiovisuelle Holderrith; 2° lui préciser les mesures qu'il compte prendre pour améliorer les possibilités de formation des instituteurs qui dispensent cet enseignement; 3° lui faire savoir s'il lui paraît souhaitable de nommer un inspecteur départemental spécialisé en allemand chargé de coordonner l'action entreprise dans ce domaine et participant notamment aux travaux de l'équipe de recherche et d'animation pédagogique (sous-commission allemand) en concertation avec les partenaires intéressés.

Médiateur (attribution).

34031. — 28 juillet 1980. — M. Emile Koehl attire l'attention de M. le Premier ministre sur la nécessité d'accroître les moyens en matériel et en personnel du médiateur pour lui permettre d'exercer efficacement ses attributions. L'institution de la médiation, créée par une loi du 3 janvier 1973, est un observatoire irremplaçable pour connaître l'administré, ses aspirations, ses besoins et pour assurer l'adaptation des mesures administratives à la réalité quotidienne. Ses pouvoirs ont été considérablement renforcés par une loi du 24 décembre 1976. Le nombre de dossiers traités par le médiateur a presque triplé en six ans, passant de 1 400 en 1974 à 4 500 en 1979. Il lui demande de bien vouloir, d'une part, lui exposer brièvement son point de vue quant aux résultats obtenus par le médiateur, d'autre part, lui faire savoir s'il compte renforcer les moyens de cette institution particulièrement utile tant pour les administrés que pour les pouvoirs publics.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

34032. — 28 juillet 1980. — M. Yves Le Cabellec rappelle à M. le ministre du budget que, dans l'état actuel de la législation, une entreprise n'est pas autorisée à déduire du montant de ses bénéfices, pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu, le montant de la provision pour congés payés qui figure obligatoirement sur son bilan. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait conforme à l'équité de modifier cette législation, étant fait observer qu'il serait peut-être possible de tenir compte de la réduction de recettes qui en résulterait en étalant sur deux, trois ou quatre ans la mise en application d'une nouvelle disposition autorisant la déduction de la provision pour congés payés.

Enseignement secondaire (examens, concours et diplômes).

34033. — 28 juillet 1980. — M. Joseph-Henri Maujourn du Gasset demande à M. le ministre de l'éducation quelles formalités il faut remplir pour entrer en possession des compositions d'un examen « enseignement technique ».

Service national (appelés).

34034. — 28 juillet 1980. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre de la défense** s'il existe une possibilité pour un jeune ayant déjà la pratique en matière artisanale, d'obtenir pendant son service national, une qualification professionnelle reconnue.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Paris).

34035. — 28 juillet 1980. — **M. Georges Mesmin** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** que, par une convention passée en 1951, entre le ministre de l'éducation nationale et le collège Stanislas, était créée l'école préparatoire Stanislas-Externat, annexée au lycée Saint-Louis. Aux termes de cette convention et du bail qui lui était annexé, le collège mettait à la disposition du lycée Saint-Louis divers locaux « destinés à l'installation de nouvelles classes préparatoires » ; le lycée fournissait le personnel enseignant et d'encadrement des élèves. Par un avenant au bail, en date de 1973, l'Etat a été amené à payer un loyer. Dans une note du 30 novembre 1977, la Cour des comptes a appelé l'attention sur le fait que les familles des élèves des classes préparatoires aux grandes écoles du lycée d'Etat Saint-Louis à Paris fonctionnant dans les locaux du collège Stanislas étaient tenues de verser audit collège des « frais spéciaux » de scolarité — 1 000 francs environ par trimestre — ce qui était difficilement compatible avec le principe de gratuité de l'enseignement public. A la suite de cette observation, le ministère s'est préoccupé de donner satisfaction à la Cour en envisageant le rattachement de ces classes au collège Stanislas par un contrat d'association de la loi de 1959. Il s'inquiète de ce processus de régularisation qui consisterait à remettre au collège Stanislas plus de 500 élèves répartis en treize classes préparatoires aux grandes écoles. La Cour des comptes n'ayant pas mis en cause le statut public de l'établissement, mais au contraire souhaité son renforcement, on serait à l'antipode de ses intentions. Par ailleurs, même si cette proposition recueillait l'assentiment du cocontractant de l'Etat dans cette affaire, il serait surprenant que le ministère mit fin prématurément au bail signé en 1973 à la demande expresse du ministre de l'époque. Surtout, il serait regrettable que dans un souci, certes légitime, de résoudre un problème mineur de régularité, on aboutisse à mettre un terme à l'existence trentenaire d'un établissement au statut *sui generis* intelligent, qui a donné, semble-t-il satisfaction à tous les intéressés : au lycée Saint-Louis qui n'a pas de locaux suffisants pour ses classes préparatoires (en particulier pour H. E. C.) ; aux professeurs qui ont trouvé un excellent climat pédagogique et humain ; aux parents d'élèves qui constatent les bons résultats des concours d'entrée aux grandes écoles. Il souhaite qu'en tout état de cause, les investissements humains et matériels engagés par l'Etat ne l'aient pas été en pure perte et pense qu'il vaut la peine de favoriser cette expérience exceptionnelle où les secteurs public et privé se rejoignent dans un esprit d'heureux équilibre ; en présence de certaines imperfections il serait sans doute préférable de ne pas opérer un choix brutal dont les prémices sont incertaines, mais plutôt d'y porter remède en permettant par exemple au lycée Saint-Louis, locataire des locaux de l'école préparatoire Stanislas, d'exercer plus effectivement encore le droit de recrutement complémentaire que lui reconnaît la convention initiale entre les deux établissements et qu'il suffirait de préciser à nouveau dans un esprit de coopération bien comprise. C'est pourquoi il lui demande s'il n'est pas possible que soit étudiée une solution donnant satisfaction à la Cour des comptes sans amputer le service public et priver le lycée Saint-Louis de classes préparatoires qui contribuent à sa réputation, qu'à défaut, la situation actuelle soit au moins prolongée jusqu'à l'expiration du bail en cours.

Baux (baux d'habitation).

34036. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre Monfrais** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur l'application du droit de préemption du locataire, tel qu'il résulte de l'article 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975, modifié par l'article 6 de la loi n° 80-1 du 4 janvier 1980, et du décret n° 77-742 du 30 juin 1977. Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir s'il y a division, lorsque le propriétaire d'un immeuble, occupé par un ou plusieurs locataires, trouve un acquéreur pour l'ensemble de l'immeuble, étant précisé : 1° que dans un cas, le propriétaire de cet immeuble a fait établir et publier un état descriptif de division ; 2° que, dans l'autre cas, le propriétaire est une indivision successorale qui n'entend pas procéder au partage et qu'il existe un état descriptif de division publié.

*Commerce et artisanat**(politique en faveur du commerce et de l'artisanat).*

34037. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre Monfrais** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les difficultés rencontrées par les commerçants lors de l'établissement de factures aux collectivités locales, difficultés dues, notamment, à l'obligation qui leur est faite de ressortir chaque taux de T. V. A. pour chaque article vendu. Il lui demande si la tolérance, selon laquelle certains achats sur facture pouvaient être commandés par les collectivités publiques, c'est-à-dire Etat, collectivités locales et établissements publics, sans qu'il soit obligatoirement fait mention ni du taux, ni du montant de la T. V. A., pourrait être rétablie afin d'alléger quelque peu certaines formalités administratives.

Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité).

34038. — 28 juillet 1980. — **M. Francisque Perrut** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les difficultés croissantes provoquées pour les industries de l'habillement par les importations massives en provenance des pays à bas salaires. Devant les inconvénients consécutifs à l'application, au 1^{er} juillet 1980, de la libre pratique de la circulation des marchandises au sein du Marché commun, il semble indispensable et vital pour les industries françaises que la commission de la C.E.E. donne une réponse positive à l'ensemble des demandes de surveillance faites par la France. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager une réunion prochaine d'une table ronde entre les ministères concernés et les industriels des textiles et de l'habillement afin de procéder à un examen approfondi de la situation de ces industries et de poser les conditions de leur évolution dans l'avenir.

*Départements et territoires d'outre-mer**(départements d'outre-mer : justice).*

34039. — 28 juillet 1980. — **M. Victor Sabté** demande à **M. le Premier ministre** si le décret n° 80-368 du 21 mai 1980, fixant le taux des vacances allouées aux conseillers prud'hommes, qui a pris effet à compter du 15 janvier 1980 pour la France métropolitaine, sera appliqué aux départements d'outre-mer et à quel moment il compte prendre le décret correspondant.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

34040. — 28 juillet 1980. — **M. Jean-Louis Schneider** expose à **M. le ministre du budget** qu'en vertu de l'article 156-11 (1° bis et 1° quater) du code général des impôts, les contribuables sont autorisés à retrancher de leur revenu global, pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu, les trois catégories de dépenses suivantes : intérêts afférents aux dix premières annuités des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction ou les grosses réparations d'un logement ; dépenses de ravalement ; dépenses destinées à économiser l'énergie utilisée pour le chauffage. Le total des charges admises en déduction ne peut excéder 7 000 francs par an, cette somme étant augmentée de 1 000 francs par personne à charge. Il lui fait observer que l'institution d'un plafond commun de déduction concernant ces trois catégories de dépenses interdit aux contribuables qui ont dû emprunter pour acquérir ou faire construire leur habitation principale toute possibilité de déduire les dépenses destinées à économiser l'énergie. Cette législation aboutit à réclamer moins d'impôt, toutes choses égales par ailleurs, aux contribuables qui, disposant d'importants moyens financiers, n'ont pas été obligés d'emprunter pour se loger. Il lui demande s'il n'estime pas contraire à l'équité que les contribuables étant en mesure d'acquérir une maison ou un appartement pour se loger, ou ayant reçu celui-ci en héritage, puissent bénéficier d'une déduction fiscale s'ils font des économies d'énergie, alors que ceux dont les seules ressources sont constituées par le produit de leur travail, et qui sont obligés de s'endetter gravement pour acheter la même maison ou le même appartement, ne peuvent bénéficier du même avantage et s'il n'envisage pas de proposer au Parlement une modification de ces dispositions à l'occasion du projet de loi de finances pour 1981.

*Circulation routière**(dépistage préventif de l'alcoolémie : Moselle).*

34041. — 28 juillet 1980. — **M. Jean Sellinger** demande à **M. le ministre de la justice** s'il estime opportun que des contrôles systématiques du degré d'alcoolémie des automobilistes soient ordonnés à l'occasion — intentionnellement choisie, semble-t-il — d'une fête traditionnellement séculaire comme le carnaval de Sarregue-

mines. Il souhaite connaître l'importance des forces de gendarmerie, le nombre des alcootests utilisés, le chiffre des tests positifs et le coût total de l'opération menée le 16 février 1980. Il s'interroge sur l'efficacité d'un tel déploiement de forces qui a bloqué les sorties du chef-lieu d'arrondissement, représentant une opération relevant plus du spectacle que du contrôle de police, alors que de nombreux bals publics demandaient protection. Enfin, l'action menée à l'Insu du commissaire de police territorialement compétent était connue de la population deux jours avant d'être engagée. Sans mettre en cause la nécessaire lutte contre l'abus de consommation d'alcool par les automobilistes, il demande que ne se renouvellent pas de telles décisions, perçues par les élus locaux, les responsables de la vie associative et la population tout entière comme étant destinées à briser les initiatives locales d'animation.

Assurance vieillesse : généralités (majorations des pensions).

34042. — 28 juillet 1980. — M. Maurice Tissandier appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le cas des retraités qui perçoivent une pension de retraite accompagnée d'une majoration pour conjoint. Il lui fait remarquer que si la pension de retraite est revalorisée périodiquement, il n'en est pas de même de la majoration pour conjoint dont le montant est bloqué à 1 000 francs par trimestre depuis le 1^{er} juillet 1976. Il lui demande de vouloir bien lui expliquer les motifs de cet état de fait, qui est très préjudiciable aux retraités, à cause de la hausse continue du coût de la vie.

Bourses et allocations d'études (bourses du second degré).

34043. — 28 juillet 1980. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le nouveau montant des bourses du second degré. Une circulaire publiée au *Bulletin officiel* de l'éducation, le 10 juillet 1980, indique que, pour l'année 1980-1981, le taux de la part de bourse est fixé à 168,30 F, soit la même somme que l'an dernier. La stagnation du taux des bourses, qui est en fait une diminution en francs constants, compte tenu d'une inflation qui a atteint sur les douze derniers mois 13,7 p. 100, est un nouveau coup de frein porté à l'aide directe aux familles. D'autant plus que le nombre de bénéficiaires a été en baisse de 5,5 p. 100 entre 1977-1978 et 1978-1979. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte envisager pour remédier à cette situation.

Education : ministère (budget).

34044. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir demande à M. le ministre de l'éducation s'il est exact que la ligne budgétaire relative aux bourses nationales d'études du second degré sera pour la prochaine année scolaire en très faible progression par rapport à l'année précédente. Il lui demande par ailleurs de bien vouloir préciser les taux d'augmentation d'une année sur l'autre du montant des crédits affectés à ces bourses, cela depuis cinq ans.

Politique extérieure (Afrique).

34045. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion que l'union africaine des P. T. T. vient de se réunir à Dakar. Il semble que les représentants des quinze pays présents ont débattu d'un projet de réseau de télécommunications par satellite à l'échelle du continent africain. Il lui demande si la France était représentée à cette réunion et si les relations existant entre le secrétariat d'Etat et l'union africaine des P. T. T. permettent de penser que notre pays apportera une aide à l'étude de ce projet. Il lui demande d'autre part selon quelles modalités le fonds européen de développement a accordé une subvention pour l'étude d'un tel projet.

Communautés européennes (politique extérieure commune).

34046. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir demande à M. le ministre des affaires étrangères quels éléments nouveaux sont intervenus au cours des dernières semaines pouvant expliquer que le conseil des ministres de la Communauté européenne a jugé opportun ou en tout cas possible que les négociations entre la Communauté européenne et le Comecoon reprennent. Il lui demande quels avaient été, au moment de la décision de suspension de ces négociations, les motifs ayant fondé une telle décision.

Politique extérieure (U. R. S. S.).

34047. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il dispose d'informations sérieuses permettant d'établir que par des accords entre les Etats-Unis et l'Argentine les livraisons de céréales américaines à l'Union soviétique ont pu continuer, nonobstant l'annonce faite par le président Carter de mesures d'embargo au début de l'année 1980.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

34048. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'application de la réforme de l'internat. Le projet de décret d'application doit aboutir à plusieurs arrêtés concernant les modalités du concours et dressant la liste des spécialités accessibles exclusivement par l'internat qualifiant. Les spécialités sont classées en diplômes d'études spécialisées (D. E. S.) et diplômes d'études spécialisées complémentaires (D. E. S. C.). Il lui fait remarquer que la rééducation fonctionnelle ne figure pas dans la liste des D. E. S. qui a été arrêtée. Or la rééducation fonctionnelle est une spécialité existant en France depuis plus de quinze ans et pratiquée de façon exclusive par de nombreux spécialistes. Il lui demande en conséquence quelle est son intention en ce qui concerne cette spécialité et s'il projetait de modifier l'état actuel de classement de cette spécialité.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

34049. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir attire l'attention de Mme le ministre des universités sur l'application de la réforme de l'internat. Le projet de décret d'application doit aboutir à plusieurs arrêtés concernant les modalités du concours et dressant la liste des spécialités accessibles exclusivement par l'internat qualifiant. Les spécialités sont classées en diplômes d'études spécialisées (D. E. S.) et diplômes d'études spécialisées complémentaires (D. E. S. C.). Il lui fait remarquer que la rééducation fonctionnelle ne figure pas dans la liste des D. E. S. qui a été arrêtée. Or la rééducation fonctionnelle est une spécialité existant en France depuis plus de quinze ans et pratiquée de façon exclusive par de nombreux spécialistes. Il lui demande en conséquence quelle est son intention en ce qui concerne cette spécialité et si elle projette de modifier l'état actuel de classement de cette spécialité.

Banques et établissements financiers (chèques).

34050. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur le développement croissant de la concurrence entre les grands établissements bancaires s'accompagnant de l'augmentation sensible du nombre des comptes et par voie de conséquence du moyen de paiement que représente le chèque. Il s'ensuit naturellement un accroissement du nombre d'accidents de paiements, de chèques volés ou de chèques falsifiés. Les petits commerçants moins que les grands établissements commerciaux ne peuvent se garantir contre de tels accidents. Il lui demande si des mesures sont à l'étude permettant la généralisation des moyens de garantie, du type de la carte de garantie avec photo infalsifiable, utilisée par certains établissements, ou tous autres moyens ne faisant pas subir aux petits commerçants les conséquences de la non-prise en charge par le réseau bancaire des risques afférents aux ventes qu'ils effectuent.

Energie (économies d'énergie).

34051. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les difficultés d'application qui lui ont été signalées pour la mise en œuvre des mesures de subvention de 400 F par T. E. P. économisée. Il semble en effet que diverses institutions, telles que banques ou grandes sociétés pétrolières soient les fédérateurs obligatoires agréant les entreprises spécialisées dans l'installation d'économiseurs d'énergie, et que ces institutions retiennent le quart de la somme de 400 francs. Il lui demande s'il s'agit là d'une pratique généralisée et autorisée, et si l'agence pour les économies d'énergie consolide cette pratique comme nécessaire pour la bonne mise en œuvre des mesures bénéfiques d'inclinaison aux économies d'énergie.

Douanes (fonctionnement).

34052. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir demande à M. le ministre du commerce extérieur s'il est exact que les chiffres d'échanges commerciaux dans le sens métropole D. O. M. T. O. M. sont comptabilisés dans les statistiques douanières d'exportations.

Travail (travail temporaire).

34053. — 28 juillet 1980. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur la situation dans laquelle se trouvent les petites et moyennes entreprises de travail temporaire du fait de l'application sans délai des dispositions légales relatives au dépôt de caution obligatoire, pour toutes les sociétés de travail temporaire. Le décret d'application n° 79-1157 qui fixe cette obligation de dépôt obligatoire sert de fondement à une circulaire récente de la Banque de France aux établissements bancaires demandant la radiation des comptes bancaires des petites et moyennes entreprises de travail temporaire qui ne se seraient pas encore conformées à cette obligation. Or, pour nombre de ces entreprises, l'absence d'étalement dans le temps et de possibilité d'exécution par étapes de ce dépôt de caution fait courir un risque important pour leur pérennité. C'est pourquoi, il lui demande si un délai et une application par étapes pour cette mise en conformité avec une obligation légale utile ne pourraient être étudiés d'urgence.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

34054. — 28 juillet 1980. — **M. Jean de Fréaumont** expose à **M. le ministre du budget** que le programme d'action prioritaire n° 16 inscrit au VII^e Plan a décidé une aide en faveur de la vie associative. Au titre de cette aide, est prévue la création de centres d'information sociale et de centres de support technique. Selon la circulaire du 17 mars 1978, commune au ministère de la santé et de la sécurité sociale et au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, les centres de support technique ont pour vocation d'offrir aux associations les moyens matériels et techniques nécessaires parmi lesquels figure au premier plan « l'impression de documents ». Tout en se félicitant de l'essor donné à la vie associative, les professionnels de l'imprimerie, instruits par les expériences pratiques qu'ils ont vécues récemment, voudraient obtenir l'assurance que les centres de support technique en cause, créés sous l'égide de l'Etat et des collectivités locales, et donc aux frais du contribuable, n'auront pas pour effet immédiat de faire une concurrence déloyale aux entreprises privées du fait, notamment, de la méconnaissance de leurs obligations fiscales. Plus précisément, selon la circulaire interministérielle précitée du 17 mars 1978, la meilleure structure envisageable pour ces centres de support technique est de constituer une association ad hoc qui « présente en outre l'avantage de se prêter plus facilement à un plurifinancement au niveau local... ». Or, si les associations et organismes sans but lucratif sont exonérés de T.V.A. par les articles 261-7-1^{er} et 261-49^{er} du code général des impôts pour leurs prestations internes, il est de règle que les prestations et ventes faites par ces organismes à des tiers doivent normalement supporter la même T.V.A. que les entreprises privées pour la même nature de ventes ou de prestations. Le « plurifinancement » dont il est question dans la circulaire interministérielle du 17 mars 1978 impliquant nécessairement la couverture des frais engagés par l'association support technique, donc des recettes pour cette association, en contrepartie des services ou productions objet du centre, il lui demande : 1° quelle garantie il peut donner que les associations constituées en centre de support technique acquittent effectivement la T.V.A. sur les travaux ainsi réalisés pour le compte des associations bénéficiaires des prestations du centre et, à sa connaissance, combien d'associations ainsi constituées en centre de support technique sont prises en compte par son administration à titre de redevable de la T.V.A. ; 2° si, dans l'hypothèse où les mêmes services (impression de documents notamment) sont réalisés par une collectivité locale pour le compte des associations du lieu, la T.V.A. est effectivement versée par la collectivité locale, conformément à la loi de finances rectificative pour 1978, et plus particulièrement si l'imprimerie intégrée à la collectivité locale ne fonctionne pas dans le cadre d'une règle municipale, selon quelle règle précise de la comptabilité publique, la T.V.A. due par la collectivité locale à cet égard se trouve enregistrée en vue de son versement au Trésor.

Assurance maladie maternité (cotisations).

34055. — 28 juillet 1980. — **M. Germain Sprauer** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les modalités d'assujettissement des retraités de la caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés aux cotisations d'assurance maladie. En effet, dans le cadre de la généralisation de cet assujettissement qui constitue un des éléments du programme de redressement financier de la sécurité sociale, tous les retraités subissent une retenue effectuée sur le montant de leur retraite, exception faite de ceux qui sont non imposés ou qui bénéficient de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Or, il y a de nombreux cas de retraités, et notamment en Alsace, qui bien que bénéficiant d'un avantage de la caisse régionale d'assurance

vieillesse, ne sont pas assurés auprès du régime général d'assurance maladie et n'occasionnent donc pas de frais à ce régime. D'autres encore sont même obligés de cotiser à leur régime propre d'assurance maladie tout en subissant une retenue en faveur du régime général. Il lui demande si, au-delà de cet effort de solidarité nationale que nécessite l'assainissement du régime général de la sécurité sociale, il est légitime de faire appel à la contribution des retraités non bénéficiaires du régime général dans la mesure où ceux-ci doivent participer à l'équilibre de leur propre régime d'assurance maladie.

Budget : ministère (personnel).

34056. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre Welsenhorn** expose à **M. le ministre du budget** que les frais de déplacement alloués aux géomètres du service du cadastre ainsi qu'aux contrôleurs des impôts sous forme d'indemnité kilométrique sont loin de suivre l'évolution du coût du carburant. Il lui demande s'il n'envisage pas, afin de rattraper les hausses répétées dans ce domaine, d'accorder aux fonctionnaires concernés une indemnité compensatrice et souhaite que les frais de déplacement évoqués ci-dessus soient, à l'avenir, accrus dans les proportions équivalentes aux hausses subies par les prix de l'essence.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

34057. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre Welsenhorn** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'une femme de nationalité helvétique ayant épousé un Français a vécu en France tout le temps qu'a duré son mariage et réside à nouveau en Suisse depuis le décès de son mari. L'intéressée perçoit une pension personnelle de vieillesse d'un montant très modique. Du fait de sa citoyenneté helvétique, elle ne peut toutefois prétendre à une pension de réversion du fait de son mari. Cette discrimination apparaît comme très regrettable car il est incontestable que ses droits à cet avantage de réversion sont égaux à ceux d'une épouse de nationalité française. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il ne lui paraît pas équitable de reviser les règles actuellement appliquées dans ce domaine, en permettant aux veuves concernées de bénéficier d'une pension de réversion à la constitution de laquelle elles ont participé.

Baux (baux d'habitation).

34058. — 28 juillet 1980. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les dépôts de garantie que doivent fournir les prétendants à la location d'immeubles d'habitation. Dans la pratique, les dépôts exigés atteignent parfois des sommes importantes pouvant aller jusqu'à trois fois le montant du loyer mensuel. Or ces sommes ne sont pas productives d'intérêts. En effet, lors de la restitution par le propriétaire de la caution, la somme initiale a perdu de sa valeur, compte tenu du coût de la vie et de la dévaluation de la monnaie. Par contre, le propriétaire dispose de cet argent pendant toute la période de location et peut le faire fructifier comme bon lui semble. Cela est préjudiciable aux locataires. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui faire connaître la réglementation exacte en matière de dépôts de garantie et les solutions qu'il envisage afin de permettre une indexation de ces dépôts.

Enseignement agricole (établissements : Hérault).

34059. — 28 juillet 1980. — **Mme Myriam Barbars** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation du lycée agricole de Montpellier. Elle s'étonne que, contrairement à la demande formulée par les parents, une seconde classe de première T.A.G. n'ait pas été créée au risque de voir des élèves exclus du lycée de Montpellier. De plus, il semble que par manque d'enseignants titulaires, des matières aussi fondamentales que la physique et la chimie en première et terminale soient enseignées par du personnel contractuel pour un salaire à peine équivalent au Smic. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que des moyens soient mis à la disposition de l'enseignement agricole public et du lycée de Montpellier en particulier, afin que soit mis un terme à de telles situations.

Logement (H.L.M. : Nord - Pas-de-Calais).

34060. — 28 juillet 1980. — **M. Jean-Jacques Barthe** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les conséquences néfastes de la loi de 1977 portant réforme du financement du logement, et cela en particulier dans la région du Nord-Pas-de-Calais : des bénéfices non garantis dans l'avenir pour un certain nombre de familles ; l'aggravation de la charge logement

pour les autres ; les difficultés accrues pour les candidats à l'accès ; une efficacité douteuse pour les organismes d'H.L.M. qui, dans leur grande majorité, hésitent à poursuivre leur effort de construction et à conventionner le patrimoine existant. Cela entraîne des difficultés supplémentaires pour le secteur du bâtiment et des travaux publics dans cette région et remet en cause le droit à un logement correct pour nombre de familles. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que, dans l'immédiat, une aide de l'Etat puisse être accordée aux offices publics d'H. L. M. de la région du Nord-Pas-de-Calais. Cette aide leur permettrait d'effectuer les réparations et l'entretien indispensables sans recourir au conventionnement et aux augmentations répétées des loyers.

Enseignement préscolaire et élémentaire (écoles normales : Hauts-de-Seine).

34061. — 28 juillet 1980. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse et des sports sur la situation de l'enseignement d'éducation physique et sportive à l'école normale d'Antony. En effet, deux enseignants d'E.P.S. ont été nommés dans cette école, et y ont pris leurs fonctions en mai 1980. Mais, au début du mois de juin, ils ont été informés par télex que leurs postes étaient supprimés parce que leur financement n'avait pas été prévu. Entre-temps, les postes qu'ils occupaient précédemment avaient été pourvus. La légèreté de telles méthodes porte un sérieux préjudice aux enseignants concernés qui ont droit au respect. Par ailleurs, ces deux postes créés à Antony faisaient partie des quinze postes d'enseignants d'E.P.S. créés récemment puis supprimés, alors qu'en regard des textes réglementaires, c'est la création de 150 postes qui s'avère aujourd'hui nécessaire. Aussi, il lui demande quelles mesures il entend prendre afin d'assurer, dès la rentrée, à Antony comme dans toutes les écoles normales, un enseignement d'éducation physique et sportive conforme à l'enjeu que représente pour la jeunesse du pays la formation en éducation physique et sportive des instituteurs.

Enseignement secondaire (programmes : Doubs).

34062. — 28 juillet 1980. — M. Jacques Brunhes rappelle à M. le ministre de l'éducation que la circulaire ministérielle du 16 juillet 1979 concernant l'organisation de séquences éducatives en entreprise pour les élèves de L.E.P. prévoit « le suivi des élèves sur le terrain », c'est-à-dire le contrôle par l'ensemble des professeurs de l'équipe pédagogique du travail de l'élève dans l'entreprise. Or, aux usines Peugeot à Sochaux, la direction de l'entreprise, hormis une visite qualifiée de « touristique » par les professeurs, a refusé l'entrée de l'entreprise aux enseignants. L'inspecteur d'académie du Doubs a reconnu, mais aussi, hélas, accepté le fait en déclarant : « En conclusion, je pense que les stages organisés aux usines Peugeot se sont déroulés dans de bonnes conditions... On peut regretter, bien sûr, que les membres de l'équipe pédagogique n'aient pu être associés au suivi des élèves sur le terrain. Mais je pense qu'il convenait, dans un premier temps, d'accepter les conditions fixées par l'entreprise afin de préserver l'avenir et d'infléchir si possible par la suite les positions prises. » Il lui demande, face à une telle attitude de l'entreprise, mais aussi une telle démission de l'autorité académique, quelles mesures il compte prendre pour que les jeunes de L.E.P. ne soient pas confiés sans contrôle aux employeurs.

S.N.C.F. (lignes).

34063. — 28 juillet 1980. — M. Jacques Chamnade attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation anormale qui est celle du service de car assurant la liaison Ussel-Bort depuis la fermeture de la ligne S.N.C.F. entre ces deux villes. Ce car qui part tous les jours (sauf dimanche) d'Ussel, à 17 h 05, appartient à une compagnie privée, ce qui conduit les voyageurs S.N.C.F., à qui a été délivré un billet à destination de Bort, à partir de leur lieu de résidence, à payer à nouveau le trajet Ussel-Bort. Le dimanche, le car, dont le départ d'Ussel s'effectue à 18 h 10, est régi par la S.N.C.F. et ce double règlement ne s'effectue pas. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas suggérer à la S.N.C.F. : 1° d'assurer tous les jours la circulation d'un car S.N.C.F. et, ainsi, supprimer le double paiement actuel ; 2° d'assurer le départ de cette liaison tous les jours, à 17 h 05, y compris le dimanche.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Seine-Maritime).

34064. — 28 juillet 1980. — M. André Duroménil attire l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation de l'U.T. du Havre caractérisée par une altération du fonctionnement pédagogique et administratif depuis trois ans. Il lui rappelle qu'à

la rentrée 1977 le refus de nommer le directeur, qui avait pourtant reçu l'avis favorable du conseil, l'éviction du conseil d'administration des représentants du Sivom de l'agglomération havraise, des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. l'avaient amené à signaler le caractère autoritaire et arbitraire de mesures contraires à l'intérêt de l'U.T. et en opposition avec ses statuts. Ces craintes se révèlent, au fil des mois, de plus en plus fondées, et les divers personnels de cet établissement ne cessent d'attirer publiquement l'attention sur la dégradation des conditions de vie et de travail à l'U.T. Saisi de cette affaire, le conseil de l'université de Rouen-Haute-Normandie avait décidé la mise en place d'une commission d'information. Cette décision a été suspendue par M. le recteur d'académie de Haute-Normandie. Le non-respect des professeurs, l'autoritarisme semblent être devenus des caractéristiques de la vie interne de cet établissement. De plus en plus nombreux sont les enseignants qui refusent une telle dégradation de leurs conditions de travail ; de plus en plus nombreuses sont les personnalités locales qui émettent des réserves et qui s'élèvent contre les pratiques contraires à la bonne réputation de l'U.T. Il constate que cette situation va dans le sens de la remise en cause de la loi d'orientation de 1968, alors que les U.T. sont déjà des établissements dérogatoires. Il lui demande donc quelles mesures elle compte prendre pour que soit rétabli à l'U.T. du Havre le respect des règles universitaires, à commencer par les statuts de l'établissement, pour qu'enseignants et étudiants puissent y travailler normalement, pour qu'il retrouve la sérénité qui était la sienne avant la rentrée 1977, pour le plus grand bien de l'université en général, des professeurs et des étudiants en particulier.

Communes (personnel : Bouches-du-Rhône).

34065. — 28 juillet 1980. — M. Edmond Garcin attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur un arrêté de M. le préfet des Bouches-du-Rhône annulant une délibération prise le 28 mars 1980 par le conseil municipal de Bouc-Bel-Air. Cette délibération visait le versement au personnel communal d'une prime annuelle correspondant à un treizième mois de salaire. Cette décision de simple justice allait dans le sens de la satisfaction d'une revendication légitime et urgente des personnels communaux. Il lui fait observer que plusieurs administrations de l'Etat, et notamment le ministère du budget et celui de l'économie, versent des primes et des indemnités annuelles dépassant largement le traitement mensuel de leurs agents. Dans ces conditions, on ne peut invoquer, comme le fait le préfet des Bouches-du-Rhône, l'article L. 413-7 du code des communes pour annuler la décision des élus de Bouc-Bel-Air. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui fournir des explications sur ce cas précis et de lui faire savoir quelles dispositions il compte prendre pour faire respecter les décisions du conseil municipal de Bouc-Bel-Air en faveur des employés municipaux.

Produits chimiques et parochimiques (entreprises : Alpes-de-Haute-Provence).

34066. — 28 juillet 1980. — M. Pierre Girardot attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur le rachat du secteur de la chimie lourde de l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Auban par la société nationale Elf-Aquitaine et les conséquences sur l'avenir de l'usine et de son personnel. S'agissant d'une grande entreprise, dont l'effectif était naguère de 2 200 personnes et qui est encore de 1 800, la responsabilité du Gouvernement est engagée. Il lui demande donc d'intervenir pour que le comité central d'entreprise Rhône-Poulenc et le comité d'établissement soient réunis et informés complètement sur les raisons de ce transfert, conformément à la législation, pour que des garanties sérieuses soient données sur le maintien et le développement du potentiel de l'usine par des investissements nouveaux et l'embauche d'une cinquième équipe et pour que la décision soit reportée à l'automne, après une réflexion excluant toute hâte pouvant entraîner des conséquences graves.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

34067. — 28 juillet 1980. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur un problème fiscal qui lui paraît important. En effet, une personne, veuve avec un enfant mineur à la suite du décès de son mari, s'est trouvée bénéficiaire du versement d'une partie du capital décès prévu (élément non imposable). Le solde de ce capital a été transformé en rente éducative, en faveur de son enfant, payable par trimestre échu. Or, cette rente éducative est imposable, alors que cet avantage a été acquis par des cotisations prélevées sur les salaires du conjoint déjà soumis en leur temps à l'impôt sur le revenu. Il lui souligne la

situation ainsi créée sur le plan fiscal pour les veuves de condition modeste. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions son ministère entend prendre pour remédier à cet état de fait qui pénalise les personnes seules avec un ou plusieurs enfants à charge.

*Enseignement supérieur et postbaccalauréat
(examens, concours et diplômes : Auvergne).*

34068. — 28 juillet 1980. — **M. André Lajoie** proteste solennellement auprès de **Mme le ministre des universités** contre la récente décision ministérielle de supprimer toute une série d'habilitations du second et du troisième cycle universitaire. Pour l'université de Clermont-Ferrand qui recouvre les quatre départements de la région Auvergne : Allier, Cantal, Puy-de-Dôme et Haute-Loire, huit diplômes ne devraient plus être délivrés par l'université de Clermont II à compter de la prochaine rentrée universitaire. L'enseignement supérieur à Clermont-Ferrand sera ainsi amputé de trois licences ou maîtrises (Linguistique, psychologie et biologie des organismes, de quatre diplômes d'études approfondies (D.E.A.) de troisième cycle (protistologie, mathématiques-informatique, physique-électronique et mesures physiques appliquées à la chimie) ainsi que d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S. de psychologie pratique). Plusieurs centaines d'étudiants vont donc être contraints à s'exiler pour poursuivre les études entreprises, à condition qu'ils trouvent place dans les universités qui resteront habilitées dans ces domaines. Les conséquences de ces mesures sont particulièrement néfastes pour une région comme l'Auvergne. Une telle politique vise à calquer notre système universitaire sur celui existant aux Etats-Unis, où de grandes universités sont réservées à une élite et des universités subalternes reçoivent les autres étudiants. Les mesures prises pour l'université de Clermont-Ferrand et d'autres universités de province vont dans ce sens et ne font qu'aggraver la ségrégation scolaire et universitaire au détriment des enfants de travailleurs et couches sociales modestes. Il lui demande instamment d'annuler les mesures prises notamment pour l'université de Clermont-Ferrand et au contraire de développer les moyens mis à la disposition de cette université pour mener cette tâche à bien, notamment en augmentant les effectifs d'enseignants, et les crédits d'investissements tant à Clermont que pour l'I. U. T. de Montluçon ou d'autres filières pourraient être mises en place afin de répondre mieux aux besoins.

*Enseignement supérieur et postbaccalauréat
(Conservatoire national des arts et métiers).*

34069. — 28 juillet 1980. — **M. Jack Ralite** expose à **Mme le ministre des universités** que depuis 1963, le Conservatoire national des arts et métiers a engagé des actions de diffusion de ses cours sur le réseau national de radiodiffusion et télévision (2^e chaîne). Le développement de ces actions a conduit à la création, en octobre 1973, de l'institut audiovisuel, seul organisme universitaire pouvant produire et diffuser directement sur antenne. Cet institut a largement contribué, tant en assurant la production et la diffusion d'un magazine scientifique sur F.R. 3 qu'en fournissant toutes sortes de documents pédagogiques pour le Conservatoire national des arts et métiers lui-même, aux tâches de formation, de recherche et de diffusion des sciences et techniques qu'assure traditionnellement le Conservatoire national des arts et métiers en direction de larges secteurs de la population. Or, depuis 1977, les directeurs successivement nommés par le ministre des universités à la tête du Conservatoire national des arts et métiers se sont employés à bloquer et à réduire les activités de l'institut audiovisuel, notamment en interrompant la diffusion des cours sur le réseau des centres associés, sans qu'aucune étude ni réforme n'ait été tenue, et en interrompant de même la production et la diffusion du magazine scientifique. Ces mesures arbitraires s'inscrivent dans une longue série d'attaques contre le potentiel et le rôle spécifique du Conservatoire national des arts et métiers. Elles viennent de franchir un nouveau degré de gravité, avec la fermeture de l'institut audiovisuel sous couvert « d'inventaire » qui entraîne, pour les vingt-six employés de cet institut rémunérés sur crédit de vacation, la perte de leur emploi le 7 juillet. Le directeur se dérobe à une véritable discussion avec les syndicats représentatifs des personnels, qui ont appelé ceux-ci à une grève unanimement observée. On est en droit de se demander à quelles directives et à quelles fins obéit le directeur du Conservatoire national des arts et métiers, que cherche le pouvoir à travers ces mesures, en vertu de quels objectifs de contrôle idéologique et de soumission aux milieux d'affaires il aappréte à redéployer les moyens audiovisuels du Conservatoire national des arts et métiers. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures elle compte prendre : pour assurer la réouverture et la reprise de toutes les activités de l'institut audiovisuel ; pour garantir

l'emploi de tout le personnel employé pour cet institut, pour donner au Conservatoire national des arts et métiers les moyens matériels et institutionnels d'accomplir toujours mieux sa tâche de haute formation scientifique conformément aux aspirations et aux besoins de ses auditeurs issus d'un large éventail socioprofessionnel et dans le cadre du service public.

Environnement et cadre de vie : ministère (services extérieurs).

34070. — 28 juillet 1980. — **M. Roland Renard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur une communication qu'il aurait faite au conseil des ministres du 16 avril 1980 et concernant la transformation des 1 208 subdivisions territoriales de l'équipement en agences de l'équipement et du cadre de vie. Déjà certaines de ces agences seraient créées dans plusieurs départements (Essonne, Gironde, Hauts-de-Seine). Il lui demande en conséquence : 1^o si les organismes paritaires du ministère ont été consultés, tant au niveau central qu'au niveau local sur cette réorganisation des services ; 2^o si les agences seront un service du ministère ou bien un établissement public, ou un organisme d'une autre nature juridique ; en ce sens, les agences ne sont-elles pas la préfiguration des établissements intercommunaux que le Gouvernement envisage en application de la réforme des collectivités locales, qui n'est pas votée par le Parlement. Le Gouvernement n'anticipe-t-il pas en prenant des mesures administratives sur les décisions du Parlement lui enlevant dans les faits ses prérogatives ; qu'elles seront exactement leurs missions ; ne s'agit-il pas d'une « détechnicisation » des missions de l'administration de l'équipement de sa transformation en administration de mission ; 4^o enfin quel sera le statut des agents qui travailleront dans ces agences.

*Produits chimiques et parachimiques
(entreprises : Bouches-du-Rhône).*

34071. — 23 juillet 1980. — **M. René Rieubon** rappelle à **M. le Premier ministre** l'accord conclu entre la Société nationale Elf-Aquitaine et la société Rhône-Poulenc. Au terme de cet accord, la société Rhône-Poulenc cède sa chimie de base au groupe Elf-Aquitaine. Dans le cadre de cet accord, la société Naphchimie est transformée en une coopérative dans laquelle Rhône-Poulenc conserve 50 p. 100 des parts tandis que la société française B.P., filiale de la British Petroleum porte ses parts de 42,8 p. 100 à 50 p. 100. A partir de cet accord une restructuration très importante va être opérée dans les unités de production et leurs services annexes de la société Rhône-Poulenc, jusqu'ici majoritaire à 57,2 p. 100 de la société Naphchimie à Lavéra. Il est annoncé, par ailleurs, que l'effectif Rhône-Poulenc passera après cet accord de 70 000 personnes à 63 000 personnes sur le plan national. Le chiffre d'affaires de cette société sera amputée de 5 milliards 400 millions de francs. L'annonce de cet accord et les commentaires de la presse d'information et de la presse économique, ont créé une profonde émotion et une grande inquiétude au sein du personnel de Naphchimie et des populations de Martigues et sa région. Ces inquiétudes portent en particulier sur la garantie des emplois, problème d'autant plus sensible dans la région que Solmer vient d'autre part d'annoncer une réduction d'effectif de 500 personnes d'ici à dix-huit mois, tout en conservant le même niveau de production. Il lui demande : 1^o s'il peut assurer que la nouvelle organisation de la plate-forme pétrochimique de Lavéra n'entraînera pas des réductions d'effectifs sous une forme ou sous une autre ; 2^o si les avantages et garanties sur le plan des carrières du personnel, sur les acquis sociaux, seront assurés quelle que soit la forme définitive dans laquelle la nouvelle société va fonctionner ; 3^o si, compte tenu de la présence d'Elf-Aquitaine dans le nouveau groupe, il n'entend pas organiser une concertation avec les représentants du personnel de Naphchimie, ainsi qu'avec les élus, représentants des populations concernées.

Assurance invalidité décès (pensions).

34072. — 28 juillet 1980. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** ce qui suit : pour obtenir une pension d'invalidité au titre de la sécurité sociale, il faut justifier 120 jours ou 1 030 heures de travail salarié ou assimilé au cours de l'année précédant la constatation médicale d'invalidité. Il lui demande de lui faire connaître s'il est envisagé d'alléger cette condition d'ouverture des droits sur celle qui est admise en matière de prestations familiales à savoir justifier de 90 jours de travail salarié ou assimilé.

Politique extérieure (visites de personnalités étrangères).

34073. — 28 juillet 1980. — **M. Philippe Marchand** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que deux attentats aient pu se produire en une semaine, à Paris, contre deux personnalités du Proche-Orient. A cette occasion, il lui rappelle les termes de sa question écrite du 25 février dernier soulignant le danger que représente la prolifération de personnes armées gravitant autour de certaines personnalités étrangères. Déplorant qu'un fonctionnaire de police ait trouvé la mort dans ces circonstances, il lui demande s'il ne juge pas utile de s'assurer que les méthodes de protection classiques sont bien adaptées aux nouvelles formes de terrorisme et s'il compte prendre des mesures pour que des contrôles soient effectués afin de vérifier que tout porteur d'armes est titulaire des autorisations nécessaires.

Commerce extérieur (réglementation des échanges).

34074. — 28 juillet 1980. — **M. Henri Ferretti** demande à **M. le ministre de l'économie** si les mesures de simplification concernant la réglementation des échanges prises par le conseil des ministres du mercredi 25 juin 1980, permettent aux travailleurs frontaliers de déposer à l'étranger des avoirs dépassant leurs besoins personnels et domestiques immédiats à condition que ces dépôts aient lieu dans le pays où ils travaillent.

Impôt sur le revenu (contrôle et contentieux).

34075. — 28 juillet 1980. — **M. Henri Ginoux** rappelle à **M. le ministre du budget** les termes de sa question écrite n° 29384 parue au *Journal officiel*, questions du 14 avril 1980, page 1501 : « **M. Henri Ginoux** expose à **M. le ministre du budget** que, en vertu des dispositions de l'article 3-1-2, troisième alinéa, de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 portant extension des garanties de procédure accordées aux contribuables, les notifications de redressements comportant une rectification d'office des déclarations de revenus doivent être visées par un inspecteur principal et que l'usage s'est établi, depuis lors, d'adresser aux contribuables concernés un original et une copie de la notification des bases d'imposition effectuée dans le cadre de la procédure ci-dessus. Il lui demande de bien vouloir lui confirmer que le visa de l'inspecteur principal doit figurer aussi bien sur l'original renvoyé à l'administration avec les observations ou l'acquiescement du contribuable que sur la copie conservée par ce dernier, faute de quoi le vice de forme que constitue l'absence de visa pourrait être régularisé par le service expéditeur sur le document original qui lui est retourné. »

Equipement ménager (prix et concurrence).

34076. — 28 juillet 1980. — **M. Francisque Perrut** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les conséquences que risquent d'avoir sur le secteur du petit et moyen commerce en électroménager certaines pratiques de concurrence abusive actuellement employées par de grands distributeurs. Le vaste réseau de petite distribution d'électroménager qui existe à l'heure actuelle est générateur de progrès et d'amélioration de la vie quotidienne et contribue à fixer les populations de zones rurales en même temps qu'il maintient l'emploi ; il risque pourtant d'être démantelé s'il n'est pas mis un terme aux pratiques telles que « prix d'appel, vente à perte, para-commercialisme, ouverture le dimanche ». Il lui demande quelles mesures il entend adopter afin de préserver l'existence d'un secteur économique à la fois sensible et indispensable.

Impôts et taxes (taxe à l'essieu).

34077. — 28 juillet 1980. — **M. Francisque Perrut** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les difficultés et les iniquités dont semble faire l'objet la réglementation relative à la taxe à l'essieu pour les véhicules articulés. Il apparaît, en effet, que cette taxe à l'essieu, bien supérieure à la taxe différentielle, ne donne pas lieu à réduction en cas de circulation sur autoroute, comme le prévoit la réglementation en vigueur, dans le cas où les véhicules sont volontairement et sur choix de l'entreprise assujettis à cette taxe. Par ailleurs, des contraventions sont dressées aux véhicules tractant une semi-remorque à trois essieux et portant le signe distinctif des véhicules assujettis à la taxe à l'essieu. Une telle interprétation des textes par l'administration, outre

qu'elle semble peu équitable, constitue une ingérence dans l'exploitation du parc de semi-remorques des entreprises de transports et gêne leur gestion. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre afin de préciser le sens exact de la réglementation dans le sens d'une plus grande équité.

Professions et activités paramédicales (masseurs kinésithérapeutes).

34078. — 28 juillet 1980. — **M. Francisque Perrut** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le discrédit que risque de porter à la profession de « masseur kinésithérapeute » la multiplication d'instituts, centres esthétiques et autres établissements à vocation extra-médicale. Au regard de la loi du 30 avril 1949 inscrite au code de santé publique au titre III (chap. 1 et 3), qui régit la profession de masseur kinésithérapeute, la publicité de tels établissements est interdite et les techniques de massage et rééducation sont de la seule compétence de la profession. Il lui demande donc quelles mesures il envisage de prendre afin de mettre un terme à cette publicité abusive et à cette ambiguïté préjudiciable à l'honorabilité d'une profession à vocation médicale.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

34079. — 28 juillet 1980. — **M. Claude-Gérard Marcus** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** s'il envisage d'intervenir auprès de la sécurité sociale pour faire rembourser certains appareils permettant aux diabétiques de mesurer eux-mêmes leur taux de sucre sanguin. Il existe en effet deux types de bandelettes permettant, avec une goutte de sang, de mesurer le taux de glycémie et, avec certaines machines complémentaires, de lire plus simplement le résultat. Il semble qu'aucun de ces éléments ne soit remboursé par la sécurité sociale, alors qu'ils sont appréciés par les diabétiques.

Hôtellerie et restauration (baux commerciaux).

34080. — 28 juillet 1980. — **M. Robert Blisson** s'étonne auprès de **M. le ministre du budget** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 26290 publiée au *Journal officiel* des questions de l'Assemblée nationale du 25 février 1980 (p. 657). Cinq mois s'étant écoulés depuis la parution de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. Il lui demande, en conséquence, s'il résulte obligatoirement de l'article 504 du code général des impôts que tous les immeubles loués à usage de café, café-restaurant ou débit de boissons doivent l'être par bail authentique notarié.

Justice : ministère (personnel).

34081. — 28 juillet 1980. — **M. Jacques Cressard** rappelle à **M. le ministre de la justice** que les fonctionnaires des cours et tribunaux bénéficient d'une indemnité complémentaire pour travaux supplémentaires qui diminue régulièrement. Cette diminution est de 32 p. 100 par rapport à 1978 compte tenu de l'augmentation des traitements. **M. le ministre de la justice** a fait connaître au début de l'année, tant aux secrétaires généraux du syndicat autonome des fonctionnaires des cours et tribunaux qu'aux divers parlementaires qui l'ont interrogé, que le but de la chancellerie était, pour 1980, de retrouver, en francs constants, le niveau de 1978 et, pour 1981, de substituer à cette indemnité une indemnité proportionnelle au traitement. Il lui demande pour quels motifs ces engagements n'ont pas été tenus à ce jour et quelles mesures il entend prendre pour que les fonctionnaires des cours et tribunaux soient indemnisés du préjudice qu'ils subissent.

Elevage (abeilles).

34082. — 28 juillet 1980. — **M. Arthur Dehaine** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les organisations agricoles françaises ont fait des propositions durant les années 1978 et 1979 afin de modifier les dispositions de l'arrêté du 5 janvier 1957 relatif à la lutte contre les maladies contagieuses des abeilles. Les mesures proposées seraient fort utiles dans la lutte contre la varroose, cette grave maladie qui, à court terme, risque de détruire nombre de ruchers français et de porter un préjudice considérable à l'apiculture et plus généralement à l'agriculture de notre pays. Il lui demande les raisons pour lesquelles le nouvel arrêté envisagé n'a pas encore été publié. Il souhaiterait savoir dans quel délai il paraîtra.

*Etudes, conseils et assistance
(centres de gestion et associations non agréés).*

34083. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre Gascher** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des centres de gestion non agréés tels qu'ils ont été définis par une note technique du ministère de développement industriel et scientifique en date du 28 avril 1971. Il semblerait que ces centres, sous forme d'associations loi 1901, fassent l'objet de poursuites pour service illégal de la profession d'expert comptable et de comptable agréé. Par une réponse à une question écrite d'un parlementaire (*Journal officiel* du 22 juillet 1972), le ministre de l'économie et des finances a indiqué que « les experts comptables et les comptables agréés ne possèdent pas l'exclusivité de l'organisation de la tenue et du contrôle des comptabilités des entreprises » et que « les entreprises peuvent se grouper en vue d'employer en commun du personnel salarié, chargé de tenir leurs comptabilités ». Il lui demande quelle doit être la forme juridique qui doit servir de cadre au groupement d'artisans et commerçants dont il est fait référence dans la réponse du 22 juillet 1972.

Handicapés (établissements).

34084. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les maisons d'accueil spécialisées (M. A. S.). Celles-ci sont destinées à accueillir des adultes gravement handicapés au titre de l'article 46 de la loi d'orientation du 30 juin 1975. Il semblerait qu'à l'heure actuelle les projets de créations de M. A. S. ainsi que les agréments soient bloqués. Il désirerait connaître les perspectives de création de M. A. S. ainsi que les possibilités d'obtention d'agrément pour les demandes en cours.

*Produits agricoles et alimentaires
(industries agricoles et alimentaires).*

34095. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation du secteur agro-alimentaire. Il apparaît en effet que dans ce domaine l'Allemagne, pays pourtant moins favorisé que la France, a totalisé en 1978 un chiffre d'affaires de 270 milliards de francs alors que le même secteur en France n'atteignait que 220 milliards de francs. Par ailleurs, les exportations agro-alimentaires allemandes en France augmentent deux fois plus vite que les ventes françaises en Allemagne, si bien que le solde de ces échanges, encore créditeur en faveur de la France, risque de faire place à un déficit. De plus, sur les autres marchés européens, l'Allemagne grignote progressivement la part que détenaient les produits français. Or il est certain que la France, première puissance agricole d'Europe, est à même d'occuper une place prépondérante dans le secteur agro-alimentaire. Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il envisage de prendre afin d'assurer un développement rapide de ce secteur, compte tenu du potentiel de base dont dispose notre pays dans le domaine agricole.

*Pétrole et produits raffinés
(taxe intérieure sur les produits pétroliers).*

34086. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des transporteurs routiers. Il lui demande s'il ne serait pas possible de leur accorder la détaxation des carburants, mesure susceptible d'aller dans le sens de l'harmonisation de la législation communautaire.

Impôt sur le revenu (charges déductibles : Alsace).

34087. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les récentes secousses sismiques qui viennent de secouer l'Alsace du Sud. Les sinistres résultant de ce genre d'événement ne sont pas couverts par les compagnies d'assurances. Il lui demande si les intéressés effectuant des travaux de réfection ne pourraient pas bénéficier d'un dégrèvement fiscal comme c'est par exemple le cas pour le ravalement des façades.

Enseignement (personnel).

34088. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les stages de formation proposés aux enseignants. Ceux-ci doivent s'absenter par demi-journée ou journées entières pour des stages qui sont étalés

sur un ou plusieurs mois. Cette façon de dispenser cette formation constitue une gêne dans les établissements scolaires. Il lui demande si de tels stages ne pourraient pas être organisés en dehors des heures de cours.

*Anciens combattants et victimes de guerre
(carte du combattant).*

34089. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur la situation des combattants internés en Suisse pendant la dernière guerre. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour répondre aux vœux des associations d'anciens combattants (congrès de Lyon, 30-31 mai et 1^{er} juin 1980, motion n° 6), à savoir : la prise en considération pour l'attribution de la carte du combattant aux combattants de 1939-1940, de leur période d'internement en Suisse, à condition que leur unité ait été reconnue combattante au moment de leur passage en Suisse.

Automobiles et cycles (commerce extérieur).

34090. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de l'industrie automobile française par rapport aux importations japonaises. L'industrie japonaise, productive et compétitive, est passée de 1,3 p. 100 de la production mondiale en 1960 à 18 p. 100 en 1980 et exporte 55 p. 100 de sa production. En Europe, ses exportations ont pu être limitées à 6 p. 100 du marché avec des différences notables selon que les pays sont ou non constructeurs. En France, la part japonaise représente actuellement 3,57 p. 100 du marché contre 2,2 p. 100 en mai 1979. Il semble que les pouvoirs publics aient voulu s'opposer au franchissement de la barre des 3 p. 100. Il lui demande, en conséquence, les mesures qui ont été ou qui vont être prises pour limiter les importations japonaises.

Handicapés (établissements).

34091. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur un récent rapport de l'inspection générale des affaires sociales selon lequel près de 4 000 handicapés physiques de moins de soixante ans vivent encore dans des hospices plus ou moins vétustes. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour permettre à ces handicapés de vivre dans de meilleures conditions soit dans le cadre de foyers d'accueil, soit par la création de services d'auxiliaires de vie permettant le maintien à domicile.

Handicapés (établissements).

34092. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'application de l'article 47 de la loi d'orientation sur les handicapés du 30 juin 1975. Le décret n° 80-264 du 1^{er} avril 1980 prévoit en son article 13 la création de centres de moyen séjour. Il désirerait connaître les perspectives de création de tels établissements ainsi que les moyens financiers que les pouvoirs publics entendent engager pour l'application pratique du décret susvisé.

Agriculture (politique agricole).

34093. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que la commission du comité économique européen vient de débloquent au titre de la première tranche 1980 du F. E. O. G. A. Orientation, un crédit de 107 millions d'unités de compte. La France a obtenu 43 424 350 francs pour l'amélioration des structures agricoles, 12 782 134 francs au titre des crédits spéciaux zone méditerranéenne et 49 300 000 francs pour l'action commune relative à l'amélioration de certaines zones rurales. Il lui demande quelle répartition des crédits en cause est envisagée par région.

Jeunesse, sports et loisirs : ministère (personnel).

34094. — 28 juillet 1980. — **M. Antoine Gissingner** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la situation des conseillers techniques sportifs, agents de l'Etat mis à la disposition des fédérations sportives et qui sont toujours sans statut. Celui-ci pourrait être élaboré à partir de la base juridique constituée par l'article 11 de la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975. Les intéressés ont un recrutement uniforme à partir des titulaires d'un brevet d'Etat d'éducateur sportif deuxième degré depuis

le 1^{er} janvier 1980 et bénéficient d'une formation complémentaire et continue mise en place au cours de la dernière année. Par ailleurs, ils bénéficient d'une indemnité de fonction attribuée par circulaire ministérielle du 16 mars 1979 « pour compenser le travail effectué hors des horaires normaux et la nécessité d'utiliser en permanence le véhicule personnel pour les besoins du service de la jeunesse et des sports ». Les éléments ainsi rappelés permettraient de mettre au point le statut qu'ils attendent. Il conviendrait d'ailleurs de tenir compte en ce qui concerne leur situation du fait que le conseiller technique, cadre itinérant du sport français, dans ses fonctions d'animation, de liaison et de promotion du sport associatif, ne dispose mensuellement, pour couverture de ses frais de déplacement, repas et hébergement, que de 500 francs pour un conseiller technique régional (deux à sept départements à couvrir) et de 250 francs pour un conseiller technique départemental. Cette somme ne couvre même pas la moitié de ses besoins pour assumer sa tâche avec efficacité. Il lui demande que des moyens décents de travail et un statut d'emploi contractuel de l'Etat soient attribués aux cadres techniques de la jeunesse et des sports.

Chômage : indemnisation (allocation de garantie de ressources).

34095. — 28 juillet 1980. — M. Jacques Godfrain demande à M. le ministre du travail et de la participation si un salarié rémunéré pendant plusieurs années par son épouse dans une entreprise commerciale, payant à ce titre des cotisations Assedic, Urssaf, caisse commerciale, peut obtenir la possibilité de bénéficier de la garantie de ressources à soixante ans.

Justice : ministère (personnel).

34096. — 28 juillet 1980. — M. Guy Guermeur rappelle à M. le ministre de la justice que les fonctionnaires des cours et tribunaux bénéficient d'une indemnité complémentaire pour travaux supplémentaires qui diminue régulièrement. Cette diminution est de 32 p. 100 par rapport à 1978 compte tenu de l'augmentation des traitements. Il a fait connaître au début de l'année tant aux secrétaires généraux du syndicat autonome des fonctionnaires des cours et tribunaux qu'aux divers parlementaires qui l'ont interrogé que le but de la chancellerie était, pour 1980, de retrouver, en francs constants, le niveau de 1978 et, pour 1981, de substituer à cette indemnité une indemnité proportionnelle au traitement. Il lui demande pour quels motifs ces engagements n'ont pas été tenus à ce jour et quelles mesures il entend prendre pour que les fonctionnaires des cours et tribunaux soient indemnisés du préjudice qu'ils subissent, alors que les fonctionnaires des conseils de prud'hommes perçoivent une indemnité spéciale d'un montant bien supérieur.

Politique extérieure (Côte-d'Ivoire).

34097. — 28 juillet 1980. — M. Pierre Latallade attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'annonce publique faite en 1976 par M. le Président de la République de la création d'un lycée français à Abidjan. A l'heure où l'on ne cesse d'affirmer la nécessité de l'extension des actions culturelles et de l'ouverture sur les cultures étrangères, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que cesse le décalage existant entre les promesses faites et les dispositions prises pour la mise en place à la rentrée 1980 d'un projet pédagogique limité.

Français (Français de l'étranger).

34098. — 28 juillet 1980. — M. Pierre Latallade attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des étudiants en médecine français de Côte-d'Ivoire. La validité de plein droit en France des études faites à Abidjan n'étant plus envisageable à compter de 1983, chaque étudiant s'appropriait à revenir en France avant octobre 1982. Or, le 13 janvier 1980, les étudiants en médecine ont été informés de différentes mesures ressenties comme profondément injustes, notamment parce qu'elles ne comportent aucun délai et qu'elles atteignent des jeunes de familles modestes. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour que ne soient pas pénalisés d'un ou deux ans des étudiants français qui comprennent mal qu'une solution bienveillante consistant simplement à respecter les textes n'ait pu leur être accordée.

Politique extérieure (coopération).

34099. — 28 juillet 1980. — M. Pierre Latallade attire l'attention de M. le Premier ministre sur le mécontentement des coopérateurs français qui sont l'objet d'appréciations flatteuses concernant leur expérience professionnelle acquise à l'étranger alors qu'aucune

mesure concrète ne favorise leur promotion réelle dans le secteur public ou privé à leur retour en France. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour favoriser réellement la réinsertion dans leur milieu de travail des coopérateurs français lors de leur retour dans notre pays.

Enseignement secondaire (examens, concours et diplômes).

34100. — 28 juillet 1980. — M. Pierre Latallade attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'enquête prescrite auprès des recteurs par le directeur des lycées afin de connaître la situation de l'emploi des titulaires du B. E. P. sanitaire et social (option Sanitaire). Il lui demande s'il lui est possible de lui faire savoir les résultats de cette enquête et en fonction de ces résultats quelles sont les raisons exactes pour lesquelles il a jugé bon de créer un C. A. P. d'employé en pharmacie.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

34101. — 28 juillet 1980. — M. Claude Martin attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les modifications apportées à la programmation de l'émission « Les grandes voix humaines » sur la chaîne de radiodiffusion France Musique. Cette émission a été supprimée pendant les trois mois d'été et sera programmée, à la rentrée, à une heure extrêmement tardive, en fin de programme. Cet horaire paraît difficilement compatible avec le succès de cette émission, une des plus anciennes de France Musique, comme en témoigne l'abondant courrier des auditeurs. Dans ces conditions, il lui demande quelles sont les raisons qui justifient une telle modification dans la programmation de cette émission.

Eau et assainissement (politique de l'eau).

34102. — 28 juillet 1980. — M. Charles Miossec fait remarquer à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que si la France a été effectivement parmi les premiers pays à se doter d'une loi-cadre dans le domaine de l'eau, celle du 16 décembre 1964, dont la « justesse et la largeur de vue », pour reprendre les termes de la réponse à sa question écrite n° 23934 du 15 décembre 1979, font qu'elle « a servi ou sert d'exemple à maints autres pays », il faut logiquement en conclure que notre pays s'est endormi sur ses lauriers de 1964. En effet il est de plus en plus patent de nos jours que l'eau réputée pure, qu'elle soit de surface ou souterraine, constitue un produit rare, très mal utilisé, sujet à toutes sortes de pollutions, parfois dangereux pour la consommation, ainsi qu'en témoignent certains accidents survenus à des enfants en bas âge. Pour toutes ces raisons, il lui demande si ses services ont entrepris de recenser quantitativement et qualitativement toutes les ressources en eau sur le territoire national et si les normes de détection, de gestion, d'utilisation, de conservation et de distribution applicables au produit « eau » ont été ou vont être renforcées.

Commerce et artisanat (coopératives, groupements et sociétés).

34103. — 28 juillet 1980. — M. Claude Pringalle rappelle à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que dans une circulaire du 10 mars 1979 parue au Journal officiel du 11 mars 1979, M. le Premier ministre l'avait chargé de coordonner l'action du Gouvernement sur la mise en œuvre des dispositions de contrôle du fonctionnement des coopératives d'entreprise ou d'administration. Ces dispositions visaient en particulier à remédier aux excès commis par certaines coopératives tant dans leurs activités que dans l'extension de leur clientèle et à assurer ainsi un retour à une concurrence plus normale. Il aimerait donc connaître la suite qui a été réservée à cette mission et en particulier les mesures prises par les différents ministres et secrétaires d'Etat ainsi que la nature et le nombre des enquêtes auxquelles il a été procédé.

Banques et établissements financiers (chèques).

34104. — 28 juillet 1980. — M. Claude Pringalle appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les conséquences de la multiplication des chèques volés et chèques falsifiés. La garantie de paiement par les banques n'existant pas dans ces circonstances, de nombreux commerçants et artisans éprouvent de ce fait chaque année des pertes importantes. C'est pourquoi il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'obliger les établissements bancaires à généraliser le chèque avec photo ou à délivrer à chaque client une carte bancaire avec photo infalsifiable qui serait présentée à l'émission du chèque.

Commerce et artisanat (durée du travail).

34105. — 28 juillet 1980. — **M. Claude Pringalle** rappelle à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que l'article L. 221-5 du code du travail oblige à donner le dimanche le repos hebdomadaire. Les organisations professionnelles et les syndicats de salariés s'étant pour leur part opposés l'an passé à l'ouverture des commerçants le dimanche, il lui fait part de son étonnement de constater qu'il n'en est pas toujours ainsi. Il aimerait connaître les raisons qui peuvent conduire à cette situation et lui demande de lui indiquer les mesures qu'il envisage de prendre pour faire respecter les textes légaux.

Produits agricoles et alimentaires (entreprises: Vosges).

34106. — 28 juillet 1980. — **M. Philippe Séguin** appelle avec une particulière insistance l'attention de **M. le Premier ministre** sur les implications pour les Vosges, et plus spécialement le bassin d'emploi d'Épinal, des difficultés actuelles du groupe D. C. B. L'annonce d'un dépôt de bilan imminent de la Société Cemoi paraît, en effet, compromettre définitivement la réalisation de 300 emplois annoncés en août 1978 par la D. A. T. A. R. dans le cadre du programme de rénovation de l'économie vosgienne. Le coup ainsi porté à cette dernière est d'autant plus rude et ressenti que la chambre de commerce et d'industrie d'Épinal et les collectivités locales intéressées se sont engagées, directement ou indirectement sur le plan financier en vue de la réalisation d'un bâtiment industriel tout récemment mis à la disposition de la Société Cemoi. Par ailleurs, la mise en règlement judiciaire de la branche Distribution du groupe D. C. B. menace directement l'existence d'une entreprise vosgienne lui appartenant et employant quelque soixante-quinze salariés: le Comptoir vosgien d'alimentation. Cette éventualité paraît d'autant plus inacceptable que le Comptoir vosgien d'alimentation recouvre une activité intrinsèquement saine et que les risques de fermeture tiennent seulement à des effets de ricochet de caractère juridique. Il le prie en conséquence de bien vouloir lui indiquer: 1° quelles sont les instructions qu'il pourrait donner à la D. A. T. A. R. pour que le déficit de 300 emplois désormais enregistré au plan Vosges puisse être rapidement compensé; 2° quelles sont les mesures qu'il peut prendre pour faciliter, dans le contexte juridique ainsi créé, une solution garantissant la survie de l'entreprise C. V. A.

Radiodiffusion et télédiffusion (programmes).

34107. — 28 juillet 1980. — **M. Joseph Franceschi** a le regret de faire part à **M. le ministre de la culture et de la communication** qu'il ne peut accepter les termes de sa réponse à la question écrite n° 26760 qui lui a été posée le 3 mars 1980 et relative à la suppression de la projection du film du dimanche après-midi sur T. F. 1. Il ne comprend pas pour quelle raison il est recouru aux arguments contenus dans la dernière partie de la réponse ministérielle, et en particulier les expressions: « un approvisionnement en films français de qualité... les crédits consacrés par les sociétés de programme à la création télévisuelle sont en augmentation constante... la diffusion sans contrôle... le pourcentage de production nationale vient de descendre à 17 p. 100 en Allemagne, etc. » Il s'étonne que tous ces arguments si complaisamment développés n'aient pas empêché la diffusion simultanée sur T. F. 1 et Antenne 2 de deux grands films le 6 juillet 1980: *Les Grandes Familles* avec Jean Gabin, et *La Grande Vadrouille* avec Bourvil et Louis de Funès. Il lui demande donc de bien vouloir réexaminer sérieusement le souhait formulé, à savoir: le rétablissement d'un film sur T. F. 1 le dimanche après-midi en vue d'apporter un peu de divertissement aux personnes âgées et aux handicapés.

Fruits et légumes (pommes de terre).

34108. — 28 juillet 1980. — **M. Jean Auroux** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les récentes difficultés des producteurs de pommes de terre. Malgré l'effort des producteurs (organisation technique et économique, recherche de variétés adaptées aux marchés français et étrangers), la surproduction en petits calibres ainsi que la forte concurrence aggravent leur situation. Il lui demande de prendre des mesures afin que la faible rémunération des produits n'entraîne une désaffection sur les surfaces et entrave les efforts réalisés. Enfin, il lui demande également où en est le dossier d'aide déposé en février au Forma pour sortir de cette situation difficile.

Enseignement (fonctionnement: Loire).

34109. — 28 juillet 1980. — **M. Jean Auroux** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation scolaire dans la Loire avant la rentrée 1980. Il s'inquiète de la suppression de quinze postes dans le secteur du premier degré, de la non-augmentation des postes dans le premier cycle et dans le second degré alors que les effectifs continuent à augmenter et de la faiblesse du nombre de postes de non-enseignants qui ne permet pas d'assurer le bon fonctionnement et l'amélioration de la qualité du service public d'éducation. Il lui fait remarquer que la fermeture de nombreuses classes primaires va entraîner une surcharge néfaste des classes restantes avec une accentuation de la désertification des communes rurales. Il lui demande donc, d'une part, s'il ne vaudrait pas mieux, en vue d'assurer un service efficace de l'éducation, abaisser à vingt-cinq le nombre d'élèves par classe au maximum à tous les niveaux de la scolarité et, d'autre part, en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement, s'il n'est pas nécessaire de développer les structures d'aide psycho-pédagogique et de l'enseignement spécialisé.

Education physique et sportive (personnel).

34110. — 28 juillet 1980. — **M. Jean Auroux** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation de certains vacataires. En effet, il semble que certains maîtres auxiliaires, et notamment d'éducation physique et sportive employés pendant une année pleine, payés à la vacation en faisant des services complets, ne perçoivent aucun salaire pendant les vacances scolaires alors que les congés payés sont un droit de tous les travailleurs. Il lui demande donc comment expliquer cet état de fait et quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation pour le moins anormale.

Education physique et sportive (personnel).

34111. — 28 juillet 1980. — **M. Jean Auroux** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la situation de certains vacataires. En effet, il semble que certains maîtres auxiliaires, et notamment d'éducation physique et sportive employés pendant une année pleine, payés à la vacation en faisant des services complets, ne perçoivent aucun salaire pendant les vacances scolaires alors que les congés payés sont un droit de tous les travailleurs. Il lui demande donc comment expliquer cet état de fait et quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation pour le moins anormale.

Sécurité sociale (contrôle et contentieux).

34112. — 28 juillet 1980. — **M. François Autain** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les organismes conventionnés de sécurité sociale pour commerçants et artisans confient le soin d'encaisser pour leur compte les cotisations payées en retard et les pénalités correspondantes à des huissiers de justice qu'ils agréent à cet effet. Or il peut arriver que ces huissiers ne transmettent pas en temps utile à l'organisme conventionné les sommes qui leur sont précédemment versées, dans les délais fixés par la loi, par les assurés. Ceux-ci peuvent donc subir un préjudice important, manquant de couverture sociale, alors qu'ils se sont mis en règle vis-à-vis de la législation sociale. Il lui demande, en conséquence, comment l'assuré victime de la carence d'un huissier peut obtenir la reconnaissance pleine et entière de ses droits à prestation et de quelles voies de recours il dispose plus spécialement si la carence précitée apparaît d'origine délictueuse.

Boissons et alcools (alcools: Loire-Atlantique).

34113. — 28 juillet 1980. — **M. François Autain** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'incohérence des décisions de Paris et de Bruxelles concernant la distillation ambulante d'alcool dans son département. Au 1^{er} janvier 1980, la Communauté européenne a décidé, avec l'accord de la France, que la reconnaissance des alcools se ferait désormais sur une base 20° force réelle (et non plus 15° température richesse alcoolique). De ce fait, la reconnaissance à l'enlèvement des alcools avec les alcoolmètres en service (alors que les nouveaux n'existent pas encore) amènent à un excédent d'alcool sur le compte fabrication. Il lui demande qu'en attendant l'application effective de la nouvelle formule les distillateurs ambulants puissent ajouter les excédents à leur compte fabrication sans procès-verbaux.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

34114. — 28 juillet 1980. — **M. François Autain** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conséquences pour les jeunes médecins de l'application de la loi n° 77-616 du 16 juin 1977 portant aménagement de la taxe professionnelle. Il lui rappelle qu'aux termes de cette loi le bénéfice du plafonnement des cotisations est réservé aux redevables qui ont été imposés à la patente d'après les bases de l'année 1975 ou qui ont été taxés d'après la base de leur prédécesseur en cas de changement d'exploitant au 1^{er} janvier. Or, cette dernière disposition ne permet pas à de nombreux médecins dont la date d'installation est postérieure au 1^{er} janvier de bénéficier du plafonnement. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette anomalie qui pèse un préjudice considérable aux jeunes médecins qui viennent de s'installer.

Education physique et sportive (enseignement supérieur et postbaccalauréat : Giroude).

34115. — 28 juillet 1980. — **M. François Autain** s'étonne auprès de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** de la réponse apportée par ce dernier à sa question écrite n° 28712 (*Journal officiel* n° 26, A. N. (Q.), du 30 juin 1980. Il lui demande donc à nouveau ce qui peut justifier la disparité qui existe actuellement entre les normes visuelles définies par le ministère de l'éducation et celles adoptées par son département ministériel, lorsque la formation dispensée aux élèves est similaire.

Politique extérieure (Bulgarie).

34116. — 28 juillet 1980. — **Mme Edwige Avice** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les graves événements qui se déroulent en Bulgarie. Les forces armées ont renversé la présidente, **Mme Lydia Guélier**, démocratiquement élue, et entamé une redoutable répression, en particulier contre les leaders des mouvements démocratiques. Il a été également fait état par les agences de presse internationales d'un grave incident survenu à l'ambassade de France le 19 juillet « envahie par des policiers en civil, appuyés à l'extérieur par deux automitrailleuses. Après avoir forcé le passage en mitraillant la porte d'entrée de l'édifice, les intrus ont fait irruption dans les bureaux diplomatiques ». Le gouvernement français doit dénoncer, publiquement et vigoureusement, de tels actes. C'est pourquoi, elle lui demande quelles mesures il compte prendre par rapport à de telles exactions.

Education physique et sportive (enseignement).

34117. — 28 juillet 1980. — **M. Guy Bêche** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur les conséquences qu'entraîneront à la rentrée scolaire de 1980 le manque de crédits permettant d'assurer dans des conditions normales l'enseignement de l'E.P.S. dans les diverses académies. En effet, ce manque de crédits entraînera la suppression des heures supplémentaires prévues par le plan de relance de l'E.P.S. mis en œuvre après tant de difficultés en 1978, avec pour conséquence la suppression d'heures d'enseignement de l'E.P.S. pour les enfants mais aussi la suppression d'emplois pour un certain nombre de maîtres auxiliaires. Dans ces conditions, il lui demande quelles dispositions financières il compte prendre pour que : 1° l'enseignement de l'E.P.S. se fasse dans de bonnes conditions sans pénaliser les enfants ; 2° l'emploi des maîtres auxiliaires soit maintenu.

Instruments de précision et d'optique (entreprises).

34118. — 28 juillet 1980. — **M. Guy Bêche** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conséquences du rachat de l'A.O.I.P. par C.I.T.-Alcatel (groupe C.G.E.). Selon certaines informations, cette opération aurait pour conséquence la mise en œuvre d'un plan de licenciement d'une partie du personnel par le biais notamment des « primes de départ volontaire ». Ces licenciements pourraient laisser présager à terme une disparition totale de l'A.O.I.P. Une telle situation, si elle s'avérait exacte, serait inacceptable : après avoir refusé à cette coopérative les aides nécessaires au maintien de son activité, les pouvoirs publics seraient responsables de son rachat et de sa liquidation par un groupe privé. En conséquence, il lui demande de l'informer sur les conditions dans lesquelles l'A.O.I.P. a été rachetée par C.I.T.-Alcatel et sur l'existence, ou non, d'un tel plan de licenciement.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

34119. — 28 juillet 1980. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la question écrite qu'il lui avait adressée le 23 septembre 1978 concernant l'exclusion des candidats aveugles des concours de l'enseignement élémentaire, alors qu'ils pourraient devenir d'excellents enseignants de braille. Dans sa réponse (J.O. du 5 janvier 1979, question écrite n° 6342), il lui indiquait qu'il avait proposé, à l'occasion de la préparation du décret du 22 août 1978 relatif au recrutement des instituteurs, la création d'un concours national par lequel auraient été sélectionnés les futurs instituteurs destinés à assurer la formation des élèves aveugles ou malvoyants à l'écriture braille, mais que pour des raisons techniques, ces dispositions avaient dû être disjointes du projet. Comme il ajoutait néanmoins que l'étude de ce problème serait reprise, il lui demande, compte tenu des délais écoulés, de bien vouloir lui faire connaître les résultats de cette étude.

Boissons et alcools (vins et viticulture : Charente).

34120. — 28 juillet 1980. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés des viticulteurs charentais. Il note que la situation financière des viticulteurs charentais ne cesse de se dégrader. Le développement des hypothèques sur les stocks et les propriétés foncières est devenu quasiment insupportable. Il propose qu'une réelle aide soit attribuée aux viticulteurs qui subissent les aléas de la commercialisation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Boissons et alcools (vins et viticulture : Poitou-Charentes).

34121. — 28 juillet 1980. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la répartition des fonds du F.I.D.A.R. Il note qu'une deuxième tranche du F.I.D.A.R. vient d'être libérée par les pouvoirs publics. Il propose qu'une dotation spéciale soit accordée à la région Poitou-Charentes afin d'aider les viticulteurs en difficulté du fait de l'absence de commercialisation de leurs stocks d'eau-de-vie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Impôts et taxes (taxe additionnelle au droit de bail).

34122. — 28 juillet 1980. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'aménagement de la loi régissant le paiement de la taxe additionnelle au droit de bail. Il note que l'octroi des subventions de l'A.N.A.H. est subordonné au paiement de la taxe additionnelle au droit de bail par le propriétaire d'un logement locatif de 3,5 p. 100 du montant annuel des loyers. L'article 83 de la loi de finances 1980 a été interprété comme exonérant totalement les sociétés d'économie mixte du paiement de cette taxe. Celui-ci fait allusion seulement à un exonération de la taxe de 0,50 p. 100 pour les logements construits entre 1948 et 1975. Il lui demande dans quelles mesures une interprétation du texte moins restrictive ne peut être envisagée : soit assujettissement à la taxe additionnelle des logements antérieurs à 1948 et appartenant à des S. E. M. ; soit encore liberté de choix pour les S. E. M. qui désirent s'assujettir ou non.

Budget : ministère (personnel).

34123. — 28 juillet 1980. — **M. Alain Chenard** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des chefs de centre des Impôts. En effet, à ce jour, ces fonctionnaires d'encadrement ne disposent pas encore du statut dont le premier projet a été pourtant déposé en 1974 et remodelé en 1979. Ils subissent de ce fait un préjudice certain par rapport à leurs homologues des services des impôts ou des services des postes et télécommunications. Il lui demande donc les raisons qui ont présidé au retard injustifié de la promulgation de ce statut et s'il compte procéder rapidement à la régularisation de cette situation.

Emploi et activité (politique de l'emploi : Pas-de-Calais).

34124. — 28 juillet 1980. — **M. André Delelis** attire à nouveau l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation de l'emploi dans la région minière de Lens qui vient de connaître une nouvelle aggravation avec l'annonce de la fermeture prochaine de l'usine « Tréfilbarbed » de Lens (214 licenciements) et de vingt et une décisions de liquidation de sociétés et entreprises commerciales, arti-

sanales et industrielles prises en quelques jours par le tribunal de Béthune. Compte tenu des milliers d'emplois déjà perdus dans cette région, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre afin de compenser la perte de ces emplois et remédier à une situation économique de plus en plus compromise.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(centres hospitaliers : Landes).*

34125. — 28 juillet 1980. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences du retard apporté à la construction d'un centre de dialyse à l'hôpital Laync, à Mont-de-Marsan. En dépit d'une proposition d'inscription au projet de programme 1980 d'équipement sanitaire et social d'Aquitaine, qui vous a été transmis le 19 juillet 1979 par **M. le préfet de région**, la réalisation de cet équipement, déjà prévue en 1979, semble à nouveau différée. Cette situation est tout à fait intolérable pour une quarantaine de malades landais qui doivent se déplacer quatre fois par semaine, à Bordeaux, Pau ou Bayonne, faute du centre de dialyse dans le département des Landes. Il lui demande en conséquence de prendre les mesures nécessaires pour que la construction de ce centre puisse être réalisée dans les meilleurs délais.

Formation professionnelle et promotion sociale (établissements).

34126. — 28 juillet 1980. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les difficultés grandissantes rencontrées par les organismes de formation professionnelle. La politique gouvernementale de formation au moindre coût entraîne pour les centres F. P. A. d'importants problèmes financiers. Que ce soit pour des organismes publics, parapublics ou paritaires, la politique suivie entraîne d'irréparables conséquences financières, cessation de paiements ou licenciements qui font suite à de dramatiques restrictions budgétaires. Il souligne que la formation professionnelle n'est plus considérée comme un investissement pour notre société mais comme un instrument de la politique des grandes entreprises. Il lui demande en conséquence ce qu'il compte faire pour rendre aux centres de formation professionnelle le rôle qu'ils ont pu jouer utilement jusqu'à aujourd'hui.

Sécurité sociale (personnel).

34127. — 28 juillet 1980. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la prise en charge par ses services des frais de transport des personnels de la sécurité sociale. La prime de transport mensuelle d'un montant de vingt-trois francs ne correspond plus aux dépenses réellement engagées par ces personnels. Au moment des choix budgétaires pour 1981, il devient urgent de tenir compte des augmentations importantes des dépenses occasionnées par les déplacements qu'ils soient collectifs ou individuels. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'ajuster cette prime aux frais effectivement engagés pour leur transport par ces travailleurs.

Justice : ministère (personnel).

34128. — 28 juillet 1980. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation des fonctionnaires des cours et tribunaux. En effet, ces fonctionnaires bénéficient d'une indemnité complémentaire pour travaux supplémentaires qui diminue régulièrement. Cette diminution est de 32 p. 100 par rapport à 1978 compte tenu de l'augmentation des traitements. Au début de l'année, ces fonctionnaires ont été informés que le but de la chancellerie était, pour 1980, de retrouver, en francs constants, le niveau de 1978, et, pour 1981, de substituer à cette indemnité une indemnité proportionnelle au traitement. Il lui demande pour quels motifs ces engagements n'ont pas été tenus à ce jour et quelles mesures il entend prendre pour que les fonctionnaires des cours et tribunaux soient indemnisés du préjudice qu'ils subissent, alors que les fonctionnaires des conseils de prud'hommes percevoient une indemnité spéciale d'un montant bien supérieur.

Bourses et allocations d'études (bourses du second degré).

34129. — 28 juillet 1980. — **M. Laurent Fabius** proteste vivement auprès de **M. le ministre de l'éducation** à propos de la décision prise par le Gouvernement de ne pas augmenter le taux des parts de bourse du second degré pour 1980-1981. Une circulaire publiée

au *Bulletin officiel de l'éducation* du 10 juillet indique que le taux de la part de bourse est fixé à 168,30 francs, soit la même somme que l'an dernier. Déjà, notamment depuis 1977, l'augmentation du montant de la part annuelle de bourse était sans cesse en recul : 5,10 p. 100 en 1976 ; 3,90 p. 100 en 1977 ; 2,8 p. 100 en 1978 ; 2 p. 100 en 1979. Mais la décision prise pour 1980-1981 est sans précédent. Elle porte évidemment atteinte aux familles sans fortune ; à l'égalité des chances ; à toute l'éducation. Elle est d'autant moins justifiable que l'augmentation des prix a été de 13,8 p. 100 au cours des douze derniers mois. L'argument tiré de la gratuité des livres, qui doit s'appliquer dans toutes les classes de collèges à la rentrée, n'est pas convaincant. Car, d'une part, cette gratuité n'existe pas dans les lycées, d'autre part, les fournitures scolaires, les vêtements d'enfants, les frais pour les familles continuent d'augmenter. Dans ces conditions, il lui demande d'annuler cette décision injuste et de prendre toutes les mesures nécessaires pour aider et non pas pénaliser, à la rentrée, les familles concernées.

Papiers et cartons (entreprises : Haute-Normandie).

34130. — 28 juillet 1980. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les problèmes grandissants que connaît l'industrie papetière et en particulier sur les difficultés croissantes de quatre entreprises de la région rouennaise. En effet, aux Papeteries Aubry, à Canteleu, cent cinquante emplois sont menacés ; à la S. I. C. A., à Alizay, l'existence même de l'entreprise est menacée ; aux deux usines des Papeteries de la Chapelle, à Saint-Etienne-du-Rouvray et à Couronne, la direction menace de déposer le bilan si elle n'obtient pas l'aide des pouvoirs publics. Devant ces menaces qui, si elles devaient se concrétiser, seraient dramatiques pour les salariés et leurs familles, il lui demande : quelles mesures rapides il envisage de prendre afin que les emplois soient préservés et que la survie de ces entreprises soit assurée ; que l'aide éventuelle de l'Etat soit assortie d'une prise de participation dans le capital de ces sociétés.

Papiers et cartons (entreprises : Haute-Normandie).

34131. — 28 juillet 1980. — **M. Laurent Fabius** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les problèmes grandissants que connaît l'industrie papetière et en particulier sur les difficultés croissantes de quatre entreprises de la région rouennaise. En effet : aux Papeteries Aubry, à Canteleu, cent cinquante emplois sont menacés ; à la S. I. C. A., à Alizay, l'existence même de l'entreprise est menacée ; aux deux usines des Papeteries de la Chapelle, à Saint-Etienne-du-Rouvray et à Couronne, la direction menace de déposer le bilan si elle n'obtient pas l'aide des pouvoirs publics. Devant ces menaces qui, si elles devaient se concrétiser, seraient dramatiques pour les salariés et leurs familles, il lui demande : quelles mesures rapides il envisage de prendre afin que les emplois soient préservés et que la survie de ces entreprises soit assurée ; que l'aide éventuelle de l'Etat soit assortie d'une prise de participation dans le capital de ces sociétés.

*Education physique et sportive
(enseignement préscolaire et élémentaire : Haute-Garonne).*

34132. — 28 juillet 1980. — **M. Houteer** expose à **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** les faits suivants : 1° le conseil municipal de Fonsorbes (31470), les enseignants de l'école primaire, les conseils locaux de parents d'élèves (Cornec et Lagarde), soucieux de mettre en place l'apprentissage de la natation dans le cadre des activités scolaires, ont étudié ensemble la possibilité de création de deux séances de piscine hebdomadaires d'une heure chacune ; 2° ils constatent que la mise en place de cette activité, pourtant prévue par les textes ministériels, va coûter 350 francs par semaine environ, soit près de 12 000 francs par an, dépense qui en l'absence de subvention de l'Etat, sera entièrement à la charge de la municipalité et des parents d'élèves ; 3° ils considèrent que ce faisant, ils se substituent à l'Etat : l'apprentissage de la natation, comme celui des autres sports, d'ailleurs, leur paraissant être du domaine des ministères de l'éducation et de la jeunesse, des sports et des loisirs, dont le budget est notablement insuffisant (moins de 0,50 p. 100 du budget de la nation pour le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs) ; 4° c'est pourquoi ils réclament instamment la mise en œuvre rapide par l'Etat d'une politique d'aide au développement de l'apprentissage des sports, en particulier la natation, qui répondrait à l'attente des jeunes de notre pays, de leurs parents, des enseignants, des élus. Il lui demande, en conséquence, si des mesures sont actuellement envisagées pour répondre à cette impérieuse nécessité.

Sports (natation).

34133. — 28 juillet 1980. — **M. Gérard Hauteer** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le livre noir de la fédération nationale des maîtres nageurs sauveteurs. Il lui demande quelle suite il entend réserver aux cinq points prioritaires : 1° à qualification égale, conditions de travail et de rémunération identiques pour tous ; 2° perspective de carrière et mise en place d'une promotion sociale comparables à celles des différentes autres catégories ; 3° reconnaissance du rôle d'enseignant du M. N. S. ; 4° égalité du M. N. S. et des autres enseignants devant la loi du 5 avril 1937 sur le plan des poursuites civiles ; 5° des crédits d'Etat pour l'éducation aquatique des Français ; notamment création d'un fonds national pour l'E.P.S. à l'école élémentaire.

*Impôt sur le revenu
(traitements, salaires, pensions et rentes viagères).*

34134. — 28 juillet 1980. — **M. Pierre Jagoret** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation fiscale des travailleurs encouragés à quitter leur emploi par le versement de primes au départ volontaire. La pratique des primes au départ volontaire des salariés connaît depuis quelque temps un développement considérable. Il s'agit en fait d'un licenciement déguisé comme l'ont confirmé certains arrêts de jurisprudence. Si les indemnités de licenciement versées en application de la loi ou des conventions collectives ne sont pas imposables, il n'en est pas de même des primes au départ volontaire, à moins que le travailleur ne soit capable de prouver qu'il a donné sa démission contraint et forcé. Etant donné que le recours aux primes de départ volontaire s'accompagne fréquemment de campagnes d'intoxication psychologique et de pressions de tous ordres afin d'aboutir à une réduction des effectifs sans recourir à des licenciements, il lui demande s'il n'estime pas équitable que les primes au départ volontaire soient considérées du point de vue de l'impôt sur le revenu des personnes physiques comme des indemnités de licenciement, ce qu'elles sont en réalité. Il lui demande en conséquence de donner toutes les instructions dans ce sens aux services fiscaux.

Logement (prêts).

34135. — 28 juillet 1980. — **M. André Labarrère** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les conséquences de la politique d'encadrement du crédit. Mis en œuvre depuis plusieurs années, l'encadrement du crédit se fait de plus en plus draconien à un moment où de sérieuses menaces pèsent sur l'activité économique du fait de la régression du pouvoir d'achat. Cet encadrement ne semble pas avoir eu d'effets positifs sur l'inflation comme le laisse supposer l'évolution de l'indice des prix depuis 1974. Aujourd'hui, il touche particulièrement les artisans du bâtiment qui ont vu leurs commandes baisser à un rythme pour le moins inquiétant au cours du premier trimestre 1980. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour relancer la construction et préserver l'emploi de 1 200 000 personnes qui travaillent dans le bâtiment et les travaux publics.

*Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires
(calcul des pensions).*

34136. — 28 juillet 1980. — **M. Jean-Yves Le Drian** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés rencontrées par les enseignants qui ont bénéficié de bourses d'études lors de l'établissement de leurs droits à la retraite alors que jusqu'en 1975, les années de bourse dans la limite de trois ans étaient systématiquement prises en compte pour le calcul des annuités. Il apparaît que depuis ne sont plus considérées que les années de bourse de licence, diplôme ou agrégation accordées sur proposition du jury du concours d'entrée à une école normale supérieure. Ces dispositions proviennent de l'application très restrictive de l'article 37 de la loi du 26 décembre 1968 qui ne pouvait évidemment mentionner expressément les maîtrises, C.A.P.E.S. et C.A.P.E.T. qui ont été créés postérieurement. C'est pourquoi il lui demande si, dans un souci d'égalité, ses services entendent revenir à l'interprétation qui avait cours jusqu'en 1975 ou de faire actualiser les textes en vigueur.

Transports maritimes (réglementation et sécurité).

34137. — 28 juillet 1980. — **M. Jean-Yves Le Drian** s'étonne auprès de **M. le ministre des transports** des conclusions tirées par le Gouvernement, du naufrage du *Tonio*, en ce qui concerne notamment, le contrôle de la qualification du commandant du navire. Le minis-

tre des transports vient, en effet, de préciser le 17 juin dernier au Sénat, que le commandant du *Tonio* avait le brevet français de capitaine de la marine marchande qui permet normalement de commander des navires d'une jauge brute de 7 500 tonneaux. Sous pavillon français, le *Tonio* qui avait une jauge brute de 18 000 tonneaux, aurait dû être commandé par un capitaine de première classe de la navigation maritime. Ces explications apparaissent tout à fait insuffisantes : en effet, si le *Tonio*, dont les véritables propriétaires restent à l'heure actuelle, encore inconnus, ne naviguait plus sous pavillon français, la gérance technique du navire était assurée par la Société française des pétroles du groupe Worms et l'affrètement du navire était, en règle générale, le groupe pétrolier nationalisée Elf. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser les raisons pour lesquelles le navire échappait dans son exploitation, à la législation française. Il lui demande en particulier, si la gérance technique comprenait la fourniture de l'équipage, et dans l'affirmative, pourquoi les règles françaises n'ont pas été respectées.

*Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires
(retraite anticipée).*

34138. — 28 juillet 1980. — **M. Jean-Yves Le Drian** rappelle à **M. le ministre de la défense** que les décrets n° 65-836 du 24 septembre 1955 et n° 76-108 du 28 janvier 1976 permettaient aux travailleurs de l'Etat qui le désiraient de partir en retraite dès l'âge de cinquante-cinq ans avec les avantages suivants : 1° Bonification de quatre annuités de service pour ceux d'entre eux n'ayant pas atteint le maximum de temps de service pris en compte, soit 37,5 annuités. 2° Accessoirement, cessation du versement des cotisations de retraite. Or, l'administration a pratiquement mis fin à cette pratique depuis le 1^{er} janvier 1980. Il en résulte pour les personnels concernés, outre le sentiment d'une injustice à leur égard, une situation difficile sur le plan matériel du fait que nombre d'entre eux ont pris des dispositions en vue d'une retraite qu'ils estimaient proche. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage de permettre à ces personnels de bénéficier de mesures déjà appliquées dans d'autres administrations ou dans des entreprises nationalisées, telles : départ volontaire à la retraite à compter de cinquante-cinq ans ou réduction progressive du temps de travail en fonction de l'âge.

Mer et littoral (pollution et nuisances : Bretagne).

34139. — 28 juillet 1980. — **M. Louis Le Penec** expose à **M. le ministre des transports** que, dans son intervention devant le Sénat du 17 juin dernier, faisant le point sur l'affaire du *Tonio*, il a précisé que le commandant du navire avait le brevet français de capitaine de la marine marchande qui permet normalement de commander des navires d'une jauge brute de 7 500 tonneaux. Sous pavillon français, le *Tonio* qui avait une jauge brute de 18 000 tonneaux, aurait dû être commandé par un capitaine de première classe de la navigation maritime. Or, la gérance technique du navire était assurée par la société française des pétroles du groupe Worms. Il lui demande si cette gérance comprenait la fourniture de l'équipage, et dans l'affirmative pourquoi les règles françaises n'ont pas été respectées, d'autant que le navire était affrété par le groupe pétrolier nationalisé Elf. S'agissant de la propriété et de l'exploitation du navire, la presse a évoqué une « complaisance à la française ». Si, parmi les sociétés citées, certaines sont françaises (société française des transports pétroliers Socratra pour la gérance commerciale), d'autres ne sont connues que par leur nom. Il lui demande donc quels sont les propriétaires réels des différentes sociétés qui ont été propriétaires ou affrêteurs du navire : les sociétés panaméennes Cruz del Sol et Gardella, la société suisse Locarance International leasing ; et, dans le cas où les propriétaires réels s'avéraient être des intérêts français, quelle action il envisage à l'encontre des propriétaires réels du navire, dans le cadre de la réparation des conséquences de ce naufrage tant au niveau des familles des marins décédés, du remboursement des frais engagés par les pouvoirs publics et les collectivités locales pour le nettoyage des côtes, que des recours exercés par les différentes collectivités locales. Il lui demande en outre quelles sont les sommes actuellement disponibles en raison de l'application des conventions de Bruxelles de 1969 et 1971 et des mutuelles d'assurance.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

34140. — 28 juillet 1980. — **M. Louis Le Penec** appelle l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la situation de nombreux assistants des facultés suite à la publication du décret du 28 mai 1980 relatif au concours de recrutement pour l'accès au corps des maîtres assistants des disciplines scientifiques, littéraires et de sciences humaines. A l'université de Haute-Bretagne notamment, la section d'anglais se voit attribuer six créations d'emploi de titulaire alors

que onze personnes remplissent toutes les conditions requises pour postuler à un emploi de maître-assistant. En conséquence, il lui demande si elle envisage une augmentation substantielle des créations de postes l'année prochaine et les mesures qu'elle compte prendre pour éviter que ne se dégrade davantage la situation de cette catégorie d'enseignants dans les universités.

Verre (entreprises : Gironde).

34141. — 28 juillet 1980. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les licenciements qui viennent d'intervenir à la Verrerie Domec de Bordeaux. Il lui expose ses plus vives craintes car le développement et la promotion de cette société ne peuvent avoir pour solution durable le licenciement de personnel. D'autre part, cette verrerie doit vivre, certes parce que 700 personnes en dépendent, mais aussi parce qu'elle est viable. Une première chance de survie passe par la relance du four automatique. C'est l'affaire d'un mois et de 1,6 million de francs. La décision dépendrait du trésorier-payeur général, c'est-à-dire du ministère des finances et du Gouvernement. Il faudrait qu'il acceptât le déblocage ou le report de certaines hypothèques. Le refus engendrerait une nouvelle vague de licenciements et à court terme la condamnation inéluctable de l'entreprise. Il lui demande donc les mesures qu'il compte faire prendre par le Gouvernement afin d'assurer la survie de l'entreprise : 1° au plan des aides financières ; 2° au plan de la limitation des importations ; 3° au plan des aides nécessaires à la reconstitution du four automatique.

Transports maritimes (personnel).

34142. — 28 juillet 1980. — M. Philippe Madrelle demande à M. le ministre du travail et de la participation quelles mesures il entend prendre pour que la loi n° 75-657 du 16 juillet 1976 portant institution d'un repos compensatoire en matière d'heures supplémentaires puisse s'appliquer à la catégorie professionnelle des officiers et marins de la marine marchande.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (marins : pensions de réversion)

34143. — 28 juillet 1980. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des retraités de la marine marchande. Il insiste sur la nécessité d'améliorer le taux des pensions versées dans la flotte de commerce. Il apparaît souhaitable que les pensionnés puissent bénéficier des mesures de bonification et de surclassement intervenues en 1968 et que le taux de la pension des veuves soit porté à 75 p. 100 de la pension du marl. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il compte prendre pour améliorer la situation des retraités appartenant à cette catégorie professionnelle.

Enseignement secondaire (constructions scolaires : Gironde).

34144. — 28 juillet 1980. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le caractère urgent et nécessaire de la construction d'un lycée polyvalent dans le Haut-Médoc. L'implantation d'un nouveau lycée répondrait aux exigences de l'évolution démographique de cette région et éviterait à de nombreux enfants la fatigue des transports scolaires longs et onéreux. Il lui demande de lui préciser les mesures qu'il compte prendre pour permettre la réalisation du lycée du Haut-Médoc.

Voirie (routes : Gironde).

34145. — 28 juillet 1980. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les dangers encourus par les automobilistes utilisateurs de la route nationale n° 89, au lieu-dit La Poste, sur la commune de Montussan (Gironde). En septembre 1978, les travaux ont été déclarés d'utilité publique, et un passage supérieur a été construit au-dessus de la route nationale n° 89. Mais, privé de voies d'accès, cet aménagement ne peut remplir ses fonctions et, de plus, le pilier central accentue le manque de visibilité et l'insécurité de la traversée de la route nationale. Il lui rappelle la succession des accidents mortels dans ce secteur et insiste tout particulièrement sur l'urgence de la construction d'un échangeur dénivelé muni de voies d'accès. Ainsi, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour aménager dans les meilleurs délais ce secteur routier particulier.

Famille (politique familiale).

34146. — 28 juillet 1980. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'inquiétude, bien légitime, exprimée lors de l'assemblée générale de l'U.D.A.F. (union départementale des associations familiales) à propos des difficultés financières grandissantes auxquelles doivent faire face les familles consommatrices. L'augmentation quotidienne du coût de la vie pénalise les familles qui ont plusieurs enfants à charge ; outre l'augmentation des charges liées au logement, ces familles aux revenus souvent modestes auront à supporter dès septembre le coût de la rentrée, des transports scolaires. Il souligne les carences de la politique familiale actuelle qui ne se traduit que par des mesures ponctuelles ; il rappelle le rôle essentiel des familles qui, en élevant les citoyens de demain, réalisent un véritable investissement au bénéfice de la collectivité nationale. Ainsi, il lui demande de lui préciser les mesures qu'il entend prendre pour donner aux familles les moyens d'assurer leur rôle d'une manière décente.

Agriculture (structures agricoles : Drôme).

34147. — 28 juillet 1980. — M. Henri Michel attire l'attention de M. le Premier ministre sur le fait que de grandes opérations d'aménagement foncier en vue de rendre les exploitations agricoles plus dynamiques et plus rentables sont très souvent abandonnées ou retardées au cours de leur réalisation, à tel point que leur efficacité devient contestable, cela en raison de la rupture d'aides de l'administration pour le financement des travaux connexes au remembrement. Tel est le cas de deux petites communes très agricoles (La Bâtie-Rolland et Saint-Gervais-sur-Roubion) qui avaient la bonne volonté de remembrer les propriétés foncières, mais qui se heurtent actuellement à l'administration argumentant leur distance par le gel des crédits. Il lui demande donc si ce genre de grands travaux ne peut pas bénéficier d'une exception, c'est-à-dire ne pas subir le manque de crédits pour les différents partenaires, afin de pouvoir réaliser dans les délais prévus leurs grands objectifs.

Commerce et artisanat (grandes surfaces).

34148. — 28 juillet 1980. — M. Christian Pierret demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat quelles mesures il entend prendre afin d'éviter certaines pratiques de magasins à grandes surfaces qui, pour accroître leurs surfaces de vente, sans pour autant soumettre leur dossier à la commission départementale d'urbanisme commercial, aménagent des locaux « provisoires » sous forme de chapiteaux.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (Conservatoire national des arts et métiers).

34149. — 28 juillet 1980. — M. Christian Pierret demande à Mme le ministre des universités quelles mesures elle entend prendre afin d'empêcher le démantèlement de l'outil pédagogique de recherche et de diffusion des sciences et techniques que constitue, au sein du conservatoire national des arts et métiers, l'institut audiovisuel. En effet, le 26 juin dernier, la direction du conservatoire national des arts et métiers a annoncé la suppression de vingt-six emplois de vacataires dans cet institut. Ces vacataires travaillent dans cet organisme depuis cinq ans en moyenne, et de manière permanente. Depuis le 2 juillet, la direction a confié à ces vacataires des tâches d'inventaires et a suspendu toute leur activité de production audiovisuelle sans leur donner aucune garantie de réemploi pour le 1^{er} septembre 1980. Cette situation compromet gravement l'avenir d'un tel institut dont la vocation et la qualité sont largement reconnues.

Bourses et allocations d'études (bourses du second degré).

34150. — 28 juillet 1980. — M. Yvon Tondon attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la dégradation croissante du service rendu par les bourses de l'enseignement du second degré. Le montant de ces bourses est le résultat du nombre de parts de bourse attribué, qui est lui-même calculé en fonction du quotient familial. Depuis 1975, la modification annuelle de ce taux est inférieure à l'indice officiel de hausse des prix. Ainsi, pour l'année 1979, les bourses ont été augmentées de 2 p. 100, alors que l'inflation a été, selon les chiffres officiels, de 11,5 p. 100. Or, une circulaire du ministère de l'éducation publiée au Bulletin

officiel de l'éducation du 10 juillet indique que, pour l'année scolaire 1980-1981, le taux de la part de bourse est fixé à 168,30 francs, soit la même somme que pour l'année scolaire précédente. Par contre, les parents d'élèves ne trouveront ni les fournitures scolaires, ni les vêtements au même prix en septembre 1980 qu'en septembre 1979. Le maintien d'un taux des bourses identique est, en fait, une diminution en francs constants, puisque l'inflation atteint pour les douze derniers mois 13,7 p. 100. Il s'agit d'un coup supplémentaire, et plus grave encore cette année, qui est porté à l'aide directe aux familles les plus modestes. Parallèlement à cela, le nombre de bénéficiaires est en baisse de 5,5 p. 100 pour la dernière année scolaire par rapport à la précédente. Il lui demande en conséquence s'il ne croit pas décent que le taux des bourses suive, au minimum, un taux légèrement supérieur à celui de l'inflation afin que les enfants des familles les plus démunies ne soient un peu plus pénalisés chaque année devant les achats de rentrée scolaire auxquels ils doivent faire face.

Assurance vieillesse : généralités (retraite anticipée).

34151. — 28 juillet 1980. — M. Henri Ferrati rappelle à M. le ministre des anciens combattants que l'anticipation maximale de la retraite est accordée aux incorporés de force dans la Wehrmacht au-delà de six mois d'incorporation. On en arrive ainsi à la situation paradoxale de certains « malgré-nous » qui ont déserté avant l'expiration des six mois et qui se trouvent dans l'incapacité de bénéficier de la mesure d'anticipation de la retraite. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas possible de prendre en compte, pour l'établissement de la durée requise pour obtenir l'anticipation de la retraite, la période de six mois des services paramilitaires effectués (Reischarbeitsdienst).

Logement (aides et prêts).

34152. — 28 juillet 1980. — M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que ses dernières déclarations ont annoncé que le contingent des prêts P.A.P. du second trimestre serait débloqué dès le 1^{er} août. Ce qui est une initiative excellente. Mais il attire son attention sur le fait qu'entre le déblocage au niveau de la direction de la construction et celui des décisions favorables aux accédants à la propriété, il s'écoulera au moins deux mois si des instructions très précises ne sont pas données pour alléger et accélérer les procédures administratives. Pour que les mesures annoncées atteignent l'objectif recherché, il est indispensable que les décisions favorables soient accordées aux candidats à l'accession à la propriété courant août, au plus tard les tout premiers jours de septembre. C'est en effet dès les premiers jours de septembre que se posera le problème de l'emploi dans le secteur de la maison individuelle financée par ces prêts P.A.P. Il insiste donc auprès de lui pour que toute diligence soit faite afin que les décisions favorables soient accordées rapidement aux candidats à l'accession à la propriété. Il lui demande ce qu'il compte faire en ce sens.

Assurance vieillesse : régime général (âge de la retraite).

34153. — 28 juillet 1980. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la limite d'âge pour l'admission à la retraite des cadres de l'industrie alimentaire. Celle-ci est fixée actuellement à soixante-cinq ans, alors que les cadres des industries chimiques et textiles, en particulier, peuvent se retirer de la vie professionnelle dès l'âge de soixante ans. Il lui demande donc s'il est prévu d'étendre cette mesure aux cadres de l'industrie alimentaire.

Assurance vieillesse : généralités (majorations des pensions).

34154. — 28 juillet 1980. — M. Jacques Delhalle rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'en application des articles L. 327 et L. 338 du code de la sécurité sociale pour bénéficier de la majoration de 10 p. 100 pour enfants, il suffit que le titulaire de la pension de vieillesse ou de la pension de veuve (ou de veuf) ait eu trois enfants légitimes, naturels ou adoptés. Les enfants sans lien de droit avec l'assuré ou son conjoint ouvrent également droit à cette bonification pourvu qu'ils aient été élevés par l'intéressé pendant au moins neuf ans avant leur seizième anniversaire. L'exigence qui vient d'être rappelée en ce qui concerne ces enfants apparaît comme particulièrement inéquitable lorsqu'il s'agit d'enfants handicapés. Même s'ils ont été élevés par le pensionné pendant moins de neuf ans, leur présence a exigé des soins et une attention parti-

culière beaucoup plus exigeants que ceux résultant de la présence d'enfants normaux au foyer. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de tenir compte de cette remarque en assouplissant les conditions d'attribution de la majoration pour enfants prévue par les textes précités.

Baux (boux d'habitation).

34155. — 28 juillet 1980. — M. Claude Dhinnin s'étonne auprès de M. le ministre de l'intérieur de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 24713, publiée au Journal officiel (Questions) n° 2 du 14 janvier 1980 de l'Assemblée nationale (p. 57). Plus de six mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème exposé il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. Il appelle en conséquence son attention sur la réponse faite par M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie à sa question écrite n° 22797 (Journal officiel, Débats A. N., du 29 novembre 1979, p. 10875). Par cette question, il était demandé l'état actuel de création d'un « fonds de relais » susceptible d'assurer le paiement des loyers de locataires en difficulté, dans le cadre de la mise en œuvre (selon les propres termes du ministre de l'environnement et du cadre de vie) d'une « politique de l'usager » après les informations parues en février 1979 dans la presse. La réponse précitée disait que, en raison de situations très diverses rencontrées, la gestion et la responsabilité financière d'un fonds permettant d'assurer le paiement des loyers de locataires en difficultés ne pourraient être assurées que sur le plan local. La conclusion était « que c'est dans le cadre plus général du développement des responsabilités et des moyens d'intervention des collectivités locales en matière de logement qu'il était poursuivi désormais l'étude de cette proposition ». Cette conclusion ayant pour effet de renvoyer le problème de fonds à M. le ministre de l'intérieur, il lui demande, en conséquence, quelle est sa position en ce qui concerne cette affaire particulièrement importante.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

34156. — 28 juillet 1980. — M. Pierre Maugar attire l'attention de M. le ministre du budget sur le problème suivant : des revendeurs automobiles sont amenés de temps en temps à acheter à des concessionnaires des véhicules dits de démonstration et immatriculés comme tels. Ces véhicules sont ensuite exposés dans les parcs de vente et sont vendus dans des délais variables qui peuvent être très courts, mais aussi atteindre plusieurs mois. Le prix de vente de ces véhicules, alors, dont le kilométrage est souvent très faible et parfois presque nul, est bien sûr indépendant du prix de vente de ces mêmes véhicules neufs. Pour autant l'administration des impôts prétend que ces véhicules immatriculés comme véhicules de démonstration mais qui présentent des caractéristiques proches de celles des véhicules neufs sont, de ce fait, imposables à la T.V.A. sur la totalité du prix au taux majoré, ce qui est contesté par les revendeurs automobiles. C'est pourquoi, il lui demande de bien vouloir lui faire savoir si on doit considérer un véhicule, acheté par un revendeur automobile à un concessionnaire, présentant les caractéristiques du véhicule neuf et immatriculé par ce concessionnaire comme véhicule de démonstration, comme un objet d'occasion imposable éventuellement sur la marge bénéficiaire au taux intermédiaire, du fait de la nature de son immatriculation initiale et de sa mise à la disposition de la clientèle, malgré les caractéristiques restant proches de celles d'un véhicule neuf, ou bien, si ce véhicule, bien qu'il soit déclaré comme véhicule de démonstration, doit être, à la revente, considéré comme un véhicule neuf et par conséquent imposé sur la totalité du prix au taux majoré de la T.V.A.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (technologie).

34157. — 28 juillet 1980. — M. Michel Noir demande à Mme le ministre des universités de bien vouloir lui faire connaître l'état actuel des études supérieures menées en matière de micro-électronique. Il souhaiterait notamment avoir connaissance de la liste précise des diplômes d'études approfondies concernant la micro-électronique et du nombre d'étudiants poursuivant des recherches en ce domaine. Il attire, d'autre part, son attention sur la nécessité d'un financement au niveau universitaire d'études sur les nouvelles possibilités existantes dans le domaine de la conception et des essais assistés par ordinateur afin de combler le retard pris par la France en ce qui concerne la recherche et l'innovation dans le secteur des nouvelles technologies.

Radiodiffusion et télévision (monopole de l'Etat).

34158. — 28 juillet 1980. — M. Antoine Rufenacht expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion que la France connaît actuellement un développement très rapide du nombre de possesseurs d'appareils émetteurs-récepteurs fonctionnant sur la bande de fréquence de 27 MHz (il semble que l'on puisse avancer le chiffre de 50 000 amateurs radio). La législation française autorise la détention de l'appareil mais interdit son utilisation en vertu du monopole des télécommunications. D'autres pays du continent européen tels que l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, la Grèce, le Portugal, la Suisse ne connaissent pas ce paradoxe. Il en est de même pour les Etats-Unis. Il semblerait par conséquent que les arguments tirés des nuisances, des perturbations et risques divers tenant à la sécurité ne puissent véritablement justifier la persistance des mesures d'interdiction. Les exemples sont nombreux de services rendus par les utilisateurs, notamment en secourant des personnes. Si, par ailleurs, ce mode de communication permet à certains de rompre leur solitude, n'est-ce pas une raison supplémentaire pour le considérer avec bienveillance. L'utilisation d'appareils émetteurs-récepteurs requiert, c'est un fait, une certaine discipline. Mais il apparaît que la législation de l'utilisation de cet instrument de communication permettrait, contrairement à ce qui se passe dans certains cas aujourd'hui, la mise en œuvre d'un code de bonne conduite librement accepté. Il lui demande s'il est envisagé une modification de la législation qui tiendrait compte de ce qui devient un phénomène social.

Elevage (bovins).

34159. — 23 juillet 1980. — M. Michel Delprat demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir répondre aux questions suivantes : a) Au moment où les mesures promises en faveur des agriculteurs ne se traduisent pas dans la réalité concrète, le cours de la viande bovine, malgré l'augmentation théorique des prix de 10 p. 100, n'a pas changé à la production, et la reprise de l'intervention a simplement évité la chute des cours ; était-il opportun de dresser les citoyens les uns contre les autres en insistant lourdement dans la presse et à la télévision sur ce rapport de la Cour des comptes relatif à la fiscalité agricole, et de mécontenter par là un peu plus le monde agricole ; b) en ce qui concerne le problème de la prime à la vache allaitante, sera-t-elle attribuée rapidement ; sera-t-elle attribuée aux éleveurs, même lorsqu'un pourcentage de vaches laitières constitue le troupeau de l'exploitation, étant bien entendu que, d'une part, les troupeaux mixtes sont la quasi-totalité dans l'Avalonnais, d'autre part, que le lait, dans la plupart de ces exploitations qui cherchent à survivre, constitue le fonds de roulement de l'entreprise.

Enseignement privé (enseignement agricole).

34160. — 28 juillet 1980. — M. Michel Delprat demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour que les décrets d'application de la loi de 1977 sur l'enseignement agricole privé, dite loi Guerneur, traduisent réellement son esprit et ne l'interprètent pas de manière trop restrictive. Deux aspects sont particulièrement significatifs de cette déformation de l'esprit du législateur : l'octroi des subventions et l'accès des élèves dans les écoles agréées. Ainsi, bien que l'enseignement privé ait bénéficié en 1979 d'une dotation de 22,8 p. 100 pour les établissements à plein temps et de 30 p. 100 pour les maisons familiales, seulement 13 000 élèves sur 70 000 ont reçus des subventions si l'on considère l'ensemble des établissements. En outre, aucun des 280 élèves des quatre établissements du département de l'Yonne n'est concerné... On sait, d'autre part, que l'agrément des établissements est lié à un certain pourcentage de réussite aux examens, ce qui instaure une importante sélection des élèves à leur entrée et limite ainsi largement la portée de la loi. A une période où il est clair que les jeunes désertent nos campagnes et quittent la terre pour chercher dans les villes une vie qu'ils croient plus facile, ne serait-il pas opportun de veiller tout particulièrement à l'application de cette loi dont le but est d'aider les enfants d'agriculteurs à acquérir la formation qui leur permettra d'obtenir chez eux ce qu'ils cherchent ailleurs.

Administration (documents administratifs).

34161. — 28 juillet 1980. — M. Michel Delprat attire l'attention de M. le Premier ministre sur le gaspillage regrettable et particulièrement effréné constaté au niveau des divers formulaires et imprimés que le public doit compléter en vue de certaines démarches administratives. En effet, beaucoup d'entre eux perdent leur

validité d'une année à l'autre, et de nouveaux imprimés sont mis en service. A titre d'exemple, il cite les demandes de permis de chasser qui, pour l'année 1980, ne sont plus les mêmes qu'en 1979 (la seule différence essentielle étant la référence de l'imprimé). Ne serait-il pas possible de limiter une consommation exagérée qui, signalée fréquemment par le public, risque, au moment où une abondante publicité est faite à tous les niveaux en faveur des économies de toutes sortes, et celle de l'énergie en particulier, de mettre en évidence des contradictions déconcertantes entre ce qui est conseillé et ce qui est fait. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures pour éviter que ne se développe, ou même se maintienne, une telle situation, et lesquelles.

Magistrature (magistrats).

34162. — 28 juillet 1980. — M. Jean Foyer demande à M. le ministre de la justice si les suppléants des juges d'instance sont admis à l'honorariat lorsqu'ils cessent leurs fonctions après la durée minimale de service prévue par le droit de la fonction publique. Dans la négative, le Gouvernement n'envisage-t-il pas de conférer un tel honneur à ses collaborateurs de la justice qui sont parmi les derniers bénévoles de notre société. Les services rendus en cette qualité ne pourraient-ils être reconnus plus fréquemment par l'attribution de distinctions honorifiques dans les ordres nationaux.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

34163. — 28 juillet 1980. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre du budget sous quelle rubrique du tableau modèle 2053 « Compte d'exploitation débit » doivent être mentionnées : 1° les dépenses de carburant supportées par une société de capitaux ayant pour activité le négoce de bestiaux, carburants utilisés tant pour l'utilisation de véhicules de transports (camions et voitures de tourisme) que pour celle de tracteurs servant à la mise en exploitation de terrains cultivés ; 2° les achats de produits vétérinaires destinés aux soins donnés au bétail.

Sociétés civiles et commerciales (sociétés anonymes).

34164. — 28 juillet 1980. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre de la justice que, dans les sociétés de capitaux dites de famille, il est fréquent de constater que les intérêts alloués aux comptes courants créditeurs d'associés dirigeants soient limités au montant maximal admis pour pouvoir bénéficier du prélèvement libératoire les exonérant ainsi d'impôt sur le revenu entre les mains des bénéficiaires, la répartition pouvant en être faite, d'après la doctrine administrative fiscale, « au gré des parties ». Il lui demande si une telle répartition ressort des attributs confiés au président directeur général ou, au contraire, du conseil d'administration dans le cas d'une société anonyme de type classique.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

34165. — 28 juillet 1980. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre du budget qu'il paraît résulter des termes d'une réponse donnée à M. Fosset, sénateur, *Journal officiel*, Débats Sénat du 24 août 1979, page 2707, un revirement de doctrine en matière de réévaluation en franchise d'impôt en faveur des contribuables optant pour le régime dit du réel simplifié puisqu'il est dorénavant admis que celle-ci peut porter, sous certaines conditions de forme, sur les terrains affectés à l'exploitation et mentionnés sur les précédentes déclarations modèle 951, alors qu'il semblerait que la doctrine antérieure y était opposée (cf. B. O. D. G. I. 8 M 1 76, paragraphe 448). Il lui demande : 1° si un contribuable ayant opté début 1977 pour le régime du réel simplifié, s'étant abstenu volontairement par application de la doctrine susvisée de réévaluer les terrains affectés à l'exploitation, est en droit, rétroactivement au 31 décembre 1980, d'y procéder en franchise d'impôt avec effet du 1^{er} janvier 1977 ; 2° si la solution est identique dans l'hypothèse où l'option aurait été souscrite début 1976.

Impôt sur le revenu (contrôle et contentieux).

34166. — 28 juillet 1980. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre du budget que les dispositions de l'article 62-II de la loi de finances pour 1980 ont étendu les droits de la femme mariée en matière d'impôt sur le revenu et accordent notamment à celle-ci la possibilité d'obtenir du service des impôts, sous réserve de justifications relatives à sa qualité d'épouse, la communication de documents produits par son conjoint ou auxquels celui-ci aurait lui-même accès, ce droit de communication étant

accordé pour la période de vie commune des époux. Il lui expose le cas d'un commerçant imposé au régime du réel normal, arrêtant ses exercices comptables le 31 décembre de chaque année, qui, ayant vécu de nombreuses années sous le même toit que la mère de son enfant, a épousé celle-ci le 1^{er} octobre 1978. Il lui demande: 1^o si le droit de communication accordé à la mère porte sur les années au cours desquelles elle a vécu en concubinage avec son époux actuel et, plus particulièrement, s'il porte sur les renseignements fiscaux intéressant son époux pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 1978; 2^o si, en cas de décès de la mère, ce droit peut être exercé par ses descendants; 3^o si, au cas où le commerçant arrête ses exercices comptables à la date du 30 septembre de chaque année, la réponse fournie à la première question serait également valable pour la période antérieure au mariage et en particulier si l'épouse est en droit d'obtenir les renseignements relatifs au dernier exercice clos avant le mariage (du 1^{er} octobre 1977 au 30 septembre 1978).

*Départements et territoires d'outre-mer
(départements d'outre-mer : fonctionnaires et agents publics).*

34167. — 28 juillet 1980. — M. Jean Fontaine expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) ce qui suit : Le décret du 20 mars 1973 relatif au régime des congés bonifiés dans les départements d'outre-mer a remplacé la notion d'originaires des départements d'outre-mer par celle de résidence habituelle pour bénéficier de cette mesure. Une jurisprudence constante du Conseil d'Etat définit la résidence habituelle comme étant le centre des intérêts moraux et matériels. Mais la circulaire interministérielle qui doit donner des précisions à ce sujet n'est toujours pas parue après deux ans de réflexion. Ce qui conduit les administrations concernées à adopter les anciens critères. C'est pourquoi il lui demande de lui préciser les perspectives et échéances de la parution de ce texte réglementaire.

Postes et télécommunications (courrier).

34168. — 28 juillet 1980. — M. Jean Foyer expose à M. le ministre du budget que les tarifs préférentiels accordés aux entreprises éditrices de périodiques pour la distribution de leurs publications représentent pour le budget de la poste un manque à gagner qui est sensiblement supérieur au déficit du compte d'exploitation de ce service. Pour l'année 1978, par exemple, le manque à gagner dû à la faiblesse des tarifs de presse a été de l'ordre de deux milliards de francs, alors que le déficit d'exploitation de la Poste était de 1,2 milliard de francs. Il résulte de cette situation que le compte du service postal serait parfaitement équilibré si ce service ne supportait pas l'obligation, pour des motifs d'intérêt général, d'exécuter des tâches à un coût inférieur à leur prix de revient. Une telle pratique n'est pas conforme à la philosophie du budget annexe. Elle dissimule en outre l'importance de l'effort imposé aux contribuables dans l'intérêt des entreprises de presse et de la diffusion des journaux. Il lui demande s'il ne pourrait pas rectifier cette pratique lors de la présentation du projet de loi de finances pour 1981 en comptabilisant le montant des détaxations accordées aux entreprises de presse dans le budget général et en créditant de la même somme le budget annexe.

Postes et télécommunications (courrier).

34169. — 28 juillet 1980. — M. Jean Foyer expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion que les tarifs préférentiels accordés aux entreprises éditrices de périodiques pour la distribution de leurs publications représentent pour le budget de la Poste un manque à gagner qui est sensiblement supérieur au déficit du compte d'exploitation de ce service. Pour l'année 1978, par exemple, le manque à gagner dû à la faiblesse des tarifs de presse a été de l'ordre de deux milliards de francs, alors que le déficit d'exploitation de la Poste était de 1,2 milliard de francs. Il résulte de cette situation que le compte du service postal serait parfaitement équilibré si ce service ne supportait pas l'obligation, pour des motifs d'intérêt général, d'exécuter des tâches à un coût inférieur à leur prix de revient. Une telle pratique n'est pas conforme à la philosophie du budget annexe. Elle dissimule en outre l'importance de l'effort imposé aux contribuables dans l'intérêt des entreprises de presse et de la diffusion des journaux. Le Gouvernement ne pourrait-il rectifier cette pratique lors de la présentation du projet de loi de finances pour 1981, en comptabilisant le montant des détaxations accordées aux entreprises de presse dans le budget général et en créditant de la même somme le budget annexe.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Parlement (parlementaires).

30795. — 19 mai 1980. — M. André Delchède appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la nécessaire information des parlementaires: Le 29 avril 1980, alors que la presse s'était déjà depuis plusieurs jours fait l'écho des conclusions du rapport Giraudet sur l'aménagement du temps de travail, il avait été indiqué qu'un certain nombre de rapports allaient être mis à la disposition des parlementaires. Le 30 avril 1980 dans la matinée, il n'était pas encore possible aux parlementaires qui le souhaitent d'obtenir ce rapport. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que la représentation nationale soit informée au moins en même temps que la presse des questions d'intérêt national et soit en possession, au moins dans les mêmes délais, des documents s'y rapportant ou s'il considère que la mission première des parlementaires est de lire le journal.

Réponse. — Le Gouvernement attache un intérêt tout particulier à l'information des parlementaires, comme en témoigne spécialement l'inscription à l'ordre du jour de la dernière session d'un nombre important de débats et de déclarations du Gouvernement. S'agissant des rapports élaborés à la demande du Gouvernement, il faut avoir présente à l'esprit la tâche matérielle que représente l'impression d'un document en un nombre d'exemplaires suffisant pour que les personnes intéressées et particulièrement les parlementaires puissent en disposer. Il n'est pas surprenant, par contre, que la presse, à partir d'un document, parfois non encore imprimé, voire d'une simple analyse du rapport ou de renseignements oraux puisse se faire l'écho des conclusions de ces travaux.

Français : langue (défense et usage).

33214. — 7 juillet 1980. — M. Marc Lauriol expose à M. le Premier ministre que, selon des informations de presse, toute la conférence « au sommet » de Venise s'est déroulée exclusivement en langue anglaise et tous les documents de travail étaient rédigés en anglais, y compris la déclaration finale. Il en fut de même de la préparation de la conférence. La délégation et les fonctionnaires français ont dû faire procéder à des traductions hâtives. Il lui demande: 1^o si cette information est exacte; 2^o dans l'affirmative, pour quelle raison nos représentants à Venise ont abdiqué devant l'exercice de nos droits linguistiques, le français étant langue de travail internationale, notamment à l'O. N. U.; 3^o comment il concilie ses affirmations répétées en faveur de la langue française, tant dans le monde qu'en France, avec une telle abdication dont les conséquences dépassent le plan simplement culturel, déjà très important, et atteignent la personnalité même de la France.

Réponse. — Le Gouvernement ne peut que s'étonner des informations dont fait état l'honorable parlementaire. Au cours de la réunion qui s'est tenue les 22 et 23 juin à Venise, un dispositif d'interprétation simultanée était naturellement disponible. La délégation française s'est exprimée en langue française, et n'a d'ailleurs pas été seule à le faire. Les documents écrits ont été disponibles en langue française comme en langue anglaise. La France a subordonné son accord sur les conclusions définitives à leur publication en langue française en même temps qu'en version anglaise.

AFFAIRES ETRANGERES

Politique extérieure (Chypre).

29206. — 14 avril 1980. — M. Aislinn Vivien appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur une décision récente du gouvernement chypriote supprimant l'enseignement du français comme matière obligatoire et rendant facultatif, comme le russe ou l'allemand, l'apprentissage de notre langue. Or la France reçoit 937 étudiants chypriotes dans ses universités et figure en troisième position des nations d'accueil, immédiatement derrière la Grèce et l'Angleterre. Compte tenu du caractère parfois élitiste des actions actuellement entreprises par la France sur place mais, par contre, de l'accroissement de nos interventions en matière commerciale et industrielle, il lui demande s'il ne conviendrait pas d'envisager dès à présent des mesures tendant à renforcer l'enseignement du français. Ces mesures pourraient être les suivantes: 1^o renforcement du nombre des professeurs français enseignant à Chypre; réorientation de l'enseignement du français vers les disciplines scientifiques et

techniques; gratuité des cours; 2° participation de la France à la création d'une université à Nicosie; institution d'un département d'enseignement technologique et littéraire en langue française au sein de cette université.

Réponse. — La décision prise par le gouvernement chypriote concernant la place du français dans les établissements secondaires nationaux ne remet nullement en cause le statut de notre langue dont l'enseignement reste obligatoire pendant les quatre années du cycle secondaire, dans les trois sections — classique, scientifique, économique — à raison de trois périodes par semaine. La mesure vise, au contraire, à développer cet enseignement en créant dans neuf lycées des sections à option « français accéléré » où l'horaire sera renforcé pendant les deux dernières années du cycle secondaire. On ne peut que se féliciter de ce nouvel effort en faveur de l'enseignement du français qui fait suite à un certain nombre d'améliorations mentionnées lors de la dernière réunion de la commission mixte franco-chypriote en mars 1979. Le ministère des affaires étrangères n'en poursuit pas moins les actions d'enseignement, d'assistance pédagogique et de formation qu'il a engagées depuis plusieurs années dans ce pays et reste disposé à participer, s'il est sollicité et dans la mesure de ses moyens, à de nouvelles opérations telles que la création de l'université de Nicosie.

Politique extérieure (Tunisie).

30271. — 5 mai 1980. — M. Hector Rolland expose à M. le ministre des affaires étrangères que la Société des phosphates et du chemin de fer de Gafsa fut française jusqu'en 1960 où elle devint tunisienne à 50 p. 100. Cette société comprenait : un domaine agricole de 30 000 hectares; un chemin de fer de 455 kilomètres; des mines de phosphates. Le domaine agricole fut nationalisé en 1964, sans aucune indemnité pour les actionnaires français. Le chemin de fer fut nationalisé à son tour en 1967, sans aucune indemnité pour les actionnaires français. Il reste encore les mines de phosphates dont les actionnaires français sont pratiquement éliminés car, à la suite de diverses manipulations du capital de la société, la participation tunisienne est passée de 50 à 98 p. 100 tandis que celle des actionnaires français était ramenée de 50 à 2 p. 100. Dans les décisions qu'il prend au sujet de la société Gafsa, l'Etat tunisien est à la fois juge et partie. Il est à souligner, de plus, que dans le conseil d'administration de Gafsa ne figure aucun Français depuis 1969. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire auprès du Gouvernement tunisien pour la défense des droits et des intérêts des actionnaires français de la Société des phosphates et du chemin de fer de Gafsa.

Réponse. — Les problèmes que rencontrent les actionnaires français de la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa ont fait l'objet depuis 1967 d'interventions répétées de l'ambassade de France à Tunis auprès des autorités tunisiennes. Pour les responsables actuels de la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa, le recensement exhaustif des différents porteurs constitue la condition préalable à un examen global du rachat des titres étrangers par la compagnie. Quant au principe de l'indemnisation, les services tunisiens affirment qu'ils l'ont admis. Ils soulignent cependant qu'il reviendra aux autorités de tutelle de décider si cette indemnisation pourra se faire à une valeur supérieure au nominal du titre. Pour sa part, le Gouvernement français a demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la prochaine grande commission franco-tunisienne, prévue pour le début du mois de septembre 1980.

Politique extérieure (Mexique).

30322. — 5 mai 1980. — M. André Saint-Paul attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la venue à Paris, dans la seconde quinzaine du mois de mai, du président des Etats-Unis du Mexique, M. José Lopez Portillo. Il lui rappelle qu'à l'issue de la visite effectuée à Mexico les 1^{er} et 2 mars 1979, par M. Giscard d'Estaing, onze accords de coopération avaient été signés entre les deux Etats concernant notamment le développement des productions animales, la commercialisation des produits périssables, l'industrie. Il lui demande : 1° l'état d'avancement de l'ensemble de ces projets dont les principes ont été définis il y a plus d'un an; 2° si des pourparlers ont été engagés entre les deux Etats en vue d'engager une convention permettant d'éviter la double imposition des nationaux ayant des activités en France et au Mexique, instrument qui permettrait d'approfondir les relations économiques entre les deux Etats.

Réponse. — 1° Lors du voyage au Mexique du Président de la République, en mars 1979, douze accords de coopération dans les domaines économique, financier et culturel ont été signés. Depuis lors, l'exécution de ces accords s'est poursuivie de

manière satisfaisante. C'est ainsi que dans le cadre de l'accord financier, une première affectation de crédits a été effectuée pour le financement de deux marchés obtenus par des entreprises françaises, l'un relatif à des matériels de pompage et l'autre à l'ingénierie et l'équipement d'une unité de nitrate d'ammonium. Par ailleurs, une importante quinzaine technologique française s'est déroulée à Mexico en novembre 1979, dans le cadre des accords de coopération. De même l'organisation de rencontres entre exportateurs mexicains et importateurs français a permis d'amorcer de nouveaux courants d'échanges entre les deux pays. En outre, le contrat portant sur l'achat par la France de 5 millions de tonnes de pétrole mexicain par an est en cours d'exécution à la satisfaction des deux parties. De nombreux autres projets font également l'objet d'études ou de propositions de la part des entreprises françaises. Dans le domaine ferroviaire, notamment, les études relatives à l'électrification de la ligne Mexico-Irapuato ont été confiées à une société française. D'une manière générale, la mise en œuvre des accords signés lors de la visite du Président de la République ont eu une incidence très importante sur l'ensemble de nos relations économiques avec le Mexique. Nos exportations ont augmenté de 49,6 p. 100 entre la fin de 1978 et la fin de 1979 et le montant de nos investissements a doublé pendant la même période; 2° l'établissement d'une convention permettant d'éviter la double imposition de nationaux ayant des activités en France et au Mexique fait actuellement l'objet de pourparlers entre les deux pays.

Politique extérieure (Inde).

30353. — 5 mai 1980. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre des affaires étrangères que le montant des ventes de l'Inde à la France et de la France à l'Inde est profondément affligeant. Elles représentent en effet 0,4 p. 100 de nos exportations, et 0,3 p. 100 de nos importations. Il importe donc de réfléchir à des mesures sages et faciles à prendre et sans conséquences sociales préoccupantes en France pour améliorer ces résultats désastreux. Il semblerait par exemple que l'on pourrait donner des visas de façon plus libérale et plus rapide aux commerçants indiens. A l'heure actuelle, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les pays scandinaves n'exigent pas de visas pour les ressortissants indiens. Il semble, sans aller aussi loin, que la dispense devrait être de droit pour tous les commerçants régulièrement immatriculés comme tels en Inde. Cela serait la meilleure formule. Un formulaire de plus ne servirait à rien. Seules des mesures libérales pourront rétablir ce que l'absence de libéralisme a compromis.

Réponse. — La nécessité où se trouvent les autorités françaises de contrôler strictement les mouvements de personnes, particulièrement en provenance de pays où existe un important sous-emploi, a conduit le Gouvernement à rétablir récemment l'obligation du visa de court séjour pour les ressortissants de pays appartenant à la même région d'Asie que l'Inde. Aussi n'apparaît-il pas opportun, ainsi que le souhaite l'honorable parlementaire, de dispenser de cette obligation les commerçants indiens. Par ailleurs, sur un plan général, la réglementation française, qui varie en fonction des accords conclus éventuellement avec les pays étrangers, n'établit pas de catégories entre les nationaux qui sollicitent un visa de court séjour, si ce n'est dans le cas des titulaires de passeports diplomatiques ou de service. En outre, une telle distinction pourrait conduire à une discrimination difficile à justifier. Les consulats ne sont au demeurant ni en mesure de contrôler le bien-fondé des documents émis par son administration en faveur d'un ressortissant, en ce qui concerne la qualité et la profession de celui-ci, ni habilité à le faire. Le ministre des affaires étrangères tient toutefois à souligner que l'obtention d'un visa de court séjour par les ressortissants indiens auprès de nos consulats établis dans ce pays n'est assortie d'aucune procédure particulière et ne demande pas plus de quarante-huit heures.

Politique extérieure (U. R. S. S.)

30543. — 12 mai 1980. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre des affaires étrangères ce qui suit : traditionnellement le 1^{er} mai en U. R. S. S. un grand défilé et d'importantes manifestations sont organisés à la gloire du régime, certes, mais aussi et surtout à la plus grande gloire de l'armée rouge. Or, cet Etat et cette armée viennent de se singulariser par ce qu'il est convenu d'appeler le « coup de Kahoul », qui a appelé l'opprobre et la réprobation du monde civilisé. C'est pourquoi à cette occasion, pour bien marquer leur désapprobation, les ambassadeurs des pays occidentaux de l'U. R. S. S. et Japon se sont abstenus de paraître à côté des responsables de cette tragédie indigne de notre civilisation. Dans ces conditions il lui demande de lui faire connaître les raisons qui ont

conduit l'ambassadeur de France à se désolidariser de ses homologues occidentaux, ratant l'occasion de marquer par un geste qui l'eût honoré la solidarité de la France à l'égard du peuple afghan opprimé.

Réponse. — La manifestation organisée à l'occasion de la fête du travail en Union soviétique a perdu depuis plus de dix ans tout caractère militaire. Elle n'a, à aucun moment, comporté de rapport quelconque avec l'intervention soviétique en Afghanistan. La présence de notre ambassadeur ne pouvait constituer une caution à cette intervention que le Gouvernement a condamnée. La présence de notre ambassadeur ne constitue pas davantage un manquement à une attitude commune des pays occidentaux : aucune concertation préalable n'a en effet eu lieu que ce soit entre les neuf Etats de la Communauté économique européenne ou les quinze pays membres de l'Alliance atlantique. Chaque pays a pris sa décision individuellement. Certains étaient représentés par leur ambassadeur : ce fut le cas de la Grèce, de la Turquie et de l'Espagne. D'autres ont délégué leur chargé d'affaires ou leur premier conseiller et, quelques-uns, contrairement à nous, les ont fait accompagner de leur attaché militaire.

Politique extérieure (Afrique du Sud).

32388. — 23 juin 1980. — M. Jean-Pierre Cot rappelle à M. le ministre des affaires étrangères la réponse qu'il a donnée à la question n° 17834 relative au renforcement de l'apartheid en Afrique du Sud, qu'il lui avait posée le 26 juin 1979 : « l'action de la France vise à favoriser un règlement pacifique de la question de l'apartheid (...). A cette fin (...) elle a adopté, en accord avec ses partenaires européens, un « code de conduite » pour les filiales en Afrique du Sud des entreprises européennes. L'objectif de ce code est précisément de faire disparaître la discrimination raciale sur les lieux de travail ». L'application de ce code relevant de la compétence de chacun des Etats membres de la Communauté, il lui demande les mesures prises par le Gouvernement français en vue de faire appliquer par les sociétés françaises installées en Afrique du Sud le « code de conduite » adopté en septembre 1977.

Réponse. — Le code de conduite adopté le 20 septembre 1977 par les neuf gouvernements européens constitue un ensemble détaillé de recommandations en matière de salaires et de relations du travail que les entreprises européennes ayant des intérêts en Afrique du Sud sont invitées à faire respecter par leurs filiales. L'action du Gouvernement a eu depuis deux ans pour objectif d'amener toutes les sociétés concernées à mettre en œuvre les dispositions qu'il contient. Cette action a d'ores et déjà abouti à des résultats encourageants. Il faut d'ailleurs noter que la plupart des sociétés concernées appliquaient déjà les mesures préconisées par le code. Le Gouvernement, qui entend persévérer dans son effort, est convaincu que l'esprit constructif manifesté par les intéressés permettra d'enregistrer de nouveaux et substantiels progrès au cours des prochaines années et contribuera ainsi à la suppression de la discrimination raciale en Afrique du Sud.

Cérémonies publiques et fêtes légales (commémorations).

32465. — 23 juin 1980. — Le 17 juin 1980 a eu lieu, à l'Arc de Triomphe, une cérémonie en l'honneur des Sud-Africains tombés au combat sur le front de France pendant la première guerre mondiale. Une musique militaire française a prêté son concours à cette cérémonie. M. Jean-Pierre Cot demande à M. le ministre des affaires étrangères comment il peut expliquer une telle participation, en un jour qui est le quatrième anniversaire des massacres de Soweto (16 et 17 juin 1976), au cours desquels des centaines d'Africains ont été tués par la police et l'armée sud-africaine, alors qu'ils ne réclamaient que l'application des droits de l'homme dans leur pays. Il lui demande comment il concilie une telle participation avec la politique gouvernementale officielle de défense des droits de l'homme.

Réponse. — Ce n'est pas la première fois qu'un groupe d'anciens combattants sud-africains de la première guerre mondiale se rend en France pour célébrer la mémoire de leurs camarades disparus. Le Gouvernement a toujours estimé normal de prêter aux organisateurs de ces manifestations le concours matériel demandé pour les cérémonies du souvenir, et c'est pourquoi une musique militaire française a participé à celle du 17 juin à l'Arc de Triomphe. La ferme condamnation que la France porte à l'encontre de la politique d'apartheid poursuivie par le gouvernement d'Afrique du Sud, et qui a encore été rappelée récemment au conseil de sécurité des Nations-Unies, ne saurait en effet faire oublier le sacrifice des centaines de soldats de ce pays qui sont venus combattre sur son sol pour défendre sa liberté et celle de ses alliés. La condamnation des erreurs du présent ne doit pas, aux yeux du Gouvernement, faire oublier les solidarités du passé.

AGRICULTURE

Mutualité sociale agricole (âge de la retraite).

17493. — 20 juin 1979. — M. Charles Pistre attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'anomalie qui fait que, quoique travailleurs manuels exposés aux intempéries, les salariés agricoles n'ont pas la possibilité de prendre leur retraite à taux plein dès soixante ans. Il lui demande quand seront harmonisées pour cette catégorie de travailleurs les règlements appliqués pour des professions ayant des caractéristiques semblables.

Réponse. — La loi n° 75-1279 du 30 décembre 1975 permet aux travailleurs manuels de bénéficier d'une pension de vieillesse au taux plein, c'est-à-dire égale à 50 p. 100 du salaire des dix meilleures années d'assurance, dès l'âge de soixante ans, à condition de justifier de quarante et un ans d'assurance et d'avoir exercé pendant au moins cinq ans au cours des quinze dernières années une activité dans des conditions pénibles. Il faut entendre comme travaux pénibles ceux effectués en continu, semi-continu, à la chaîne, au four ou exposés aux intempéries sur les chantiers. La définition des travailleurs manuels salariés agricoles exposés aux intempéries sur les chantiers est donnée par l'article 553 e du décret n° 50-1225 du 21 septembre 1950, qui vise notamment « les travaux effectués de façon habituelle et régulière sur les chantiers souterrains ou en plein air sur les constructions et ouvrages ainsi que sur les aires de stockage et de manutention des organismes professionnels agricoles ». Le fait d'être exposé aux intempéries n'était retenu jusqu'à présent que dans la mesure où l'activité s'exerçait sur un chantier. Dans un souci de parité, la loi d'orientation agricole a ajouté à la notion de chantier celle d'exploitation agricole. Dès lors, les salariés des exploitations agricoles proprement dites pourront bénéficier des mesures prises en faveur des travailleurs manuels dans les mêmes conditions que les salariés des autres entreprises.

Commerce extérieur (réglementation des échanges).

26188. — 18 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur certains produits en provenance de pays étrangers, et dont les normes ne sont pas conformes aux normes françaises. Ainsi, certains additifs comme le E 200 sont interdits dans la fabrication des produits français, mais entrent dans la composition de produits étrangers (italiens, notamment). Dans ces conditions, les produits étrangers ont une meilleure conservation, à défaut d'une meilleure qualité. Ils lésent donc les produits français, tant sur le marché national que sur les marchés extérieurs (exemple des marrons glacés : produit français de meilleure qualité, mais de conservation limitée, donc de vente plus difficile et dans une durée plus limitée). Il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation, et notamment quelles mesures il compte prendre pour que les produits importés respectent les normes françaises, tant dans leur composition qu'au niveau de l'étiquetage.

Réponse. — D'une manière générale, les produits alimentaires importés sont soumis aux mêmes prescriptions que les denrées fabriquées en France tant au plan de la composition et de la qualité hygiénique, que de l'étiquetage. Cependant, conscient des problèmes qui se posent, au niveau du contrôle des produits en provenance de l'étranger ou destinés à l'exportation, le ministre de l'agriculture a chargé, au début de l'année, une commission spécialisée d'examiner la possibilité de mettre en place un système de contrôle plus efficace de ces produits. Les travaux de cette commission conduiront à la rédaction d'un document qui devra contenir des propositions concrètes en matière de vérification des marchandises importées ou exportées. En ce qui concerne plus particulièrement l'exemple incriminé, les services compétents ont procédé à de nombreux contrôles sur les produits en cause afin de déceler la présence d'acide sorbique. Les cas litigieux feront l'objet de l'établissement d'un dossier contentieux.

Produits agricoles et alimentaires (céréales : Lorraine).

76282. — 25 février 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'agriculture qu'une circulaire en date du 31 décembre 1970, adressée aux préfets de région, dispose notamment que « compte tenu du niveau d'équipement atteint en matière de stockage de collecte des céréales, l'aide de l'Etat aux investissements de ce secteur est suspendue, cette mesure pouvant être ultérieurement revue, en fonction de l'évolution de la politique de paiement des céréales à la qualité ». Il rappelle à ce sujet qu'il serait peut-être souhaitable de prévoir des mesures dérogatives pour la Lorraine car l'équipement est moins satisfaisant que la moyenne nationale,

ce qui ressort d'ailleurs des chiffres cités ci-après : coefficient de rotation national : 1,61 ; coefficient de rotation Lorraine : 2,15, dont le plus élevé 2,58 et le plus faible 1,04 ; coefficient de rotation Moselle : 1,82, dont le plus élevé 2,54 et le plus faible 1,04. A cet élément d'information générale, il faut ajouter une caractéristique essentielle de la région Lorraine, compte tenu de son contexte particulier : 70 p. 100 de la collecte globale sont réalisés dès le 30 septembre suivant la récolte. Cela signifie, en prenant pour référence la récolte 1978, qui atteint 10 millions de quintaux, que la capacité de stockage nécessaire est de 7 millions de quintaux pour une capacité réelle de seulement 5 millions de quintaux. Il manque donc actuellement, en Lorraine, 2 millions de quintaux de capacité de stockage. La Lorraine a développé la production de céréales et d'oléagineux (sources de matières protéiques) plus tard que d'autres et se trouve, de ce fait, en retard de capacité de stockage ; cette dernière constitue un élément de régularisation des marchés, donc du revenu des producteurs. Par ailleurs, la situation géographique de la région se place fort bien pour les exportations vers la C. E. E. par la Moselle canalisée. Il lui demande donc quelles sont les sùlles qu'il est possible de donner à cette affaire.

Produits agricoles et alimentaires (céréales : Rhône - Alpes).

26983. — 10 mars 1980. — M. Emmanuel Hemel appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences dans la région Rhône-Alpes de sa circulaire n° 5088 par laquelle il a décidé au début de cette année de suspendre l'aide de l'Etat aux investissements du secteur du stockage des céréales. Il lui fait part de l'étonnement des professionnels devant une décision : a) arrêtée sans préavis ; b) lourde de conséquences pour la région Rhône-Alpes où les coopératives de céréales assurent 62 p. 100 de la collecte dans la région et où l'insuffisance des crédits en 1979 avait fait reporter à 1980 la décision de financement de plusieurs modernisations et investissements indispensables. Il lui demande si cette circulaire ne va pas être sans délai annulée ou modifiée afin que les projets d'équipements indiscutablement nécessaires envisagés par la fédération régionale des coopératives agricoles de la région Rhône-Alpes continuent à bénéficier des aides suspendues par la circulaire précitée.

Produits agricoles et alimentaires (céréales).

27528. — 17 mars 1980. — M. Alain Hautecœur attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dispositions de la circulaire n° 5083 du 31 décembre 1979 qui suspendent en matière de stockage de collecte de céréales l'aide de l'Etat aux investissements d'équipement à partir du 1^{er} janvier 1980. Il tient à lui faire part de la vive protestation de la fédération régionale des coopératives agricoles devant cette décision qui a été prise sans préavis et sans consultation des organisations professionnelles et qui menace directement la réalisation d'équipement de certaines coopératives déjà programmée pour 1980. A ce sujet, il lui signale que six projets de coopératives de la région avaient été retenus par la commission agricole régionale représentant 4 410 000 francs d'investissement et une aide de l'Etat de 407 000 francs. Il s'agit d'équipements de première nécessité, et l'on ne peut pas affirmer que la situation actuelle de la région pour le stockage des céréales présente un niveau tel que plus rien ne doit être envisagé. Par ailleurs, les organisations professionnelles agricoles de la région invitent les producteurs à un effort particulier de réflexion et d'expérimentation technique sur la culture du maïs en vue du développement de cette production au point que les coopératives céréalières sont tenues d'envisager des investissements nouveaux pour le séchage et le stockage de récoltes plus abondantes. Enfin, comme le souligne la fédération régionale des coopératives agricoles, cette décision privera également de l'aide européenne les coopératives qui auraient pu y prétendre puisque le F. E. O. G. A. n'intervient qu'après participation de l'Etat. Aussi, face à ce qui apparaît comme un nouveau désengagement de l'Etat, il lui demande : 1° de bien vouloir tenir compte de la réalité des besoins des coopératives de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de rapporteur dans les meilleurs délais cette décision ; 2° quelles mesures il compte prendre à l'instar des aides importantes accordées par le conseil régional P. A. C. A. pour assurer le plein développement des coopératives de cette région où la production de céréales est essentielle au maintien du revenu agricole et concerne un très grand nombre d'agriculteurs.

Réponse. — Les préfets de région ont été autorisés à prendre en considération s'ils l'estiment opportun et dans le cadre de leur dotation « stockage-conditionnement », les dossiers déposés dans les services extérieurs avant la fin de l'année 1979. D'autre part, en ce qui concerne le crédit, il a été décidé de maintenir pour les investissements de stockage et de séchage de céréales les conditions des prêts à moyen terme ordinaire accordés normalement pour les

projets subventionnés. A cet effet, la caisse nationale de crédit agricole en liaison avec les caisses régionales, met en place les procédures de financement. Une circulaire notifiant l'ensemble de ces dispositions est en cours de diffusion dans les services locaux.

Produits agricoles et alimentaires (céréales).

27039. — 10 mars 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le risque de voir l'Europe être concurrencée sur les marchés mondiaux qu'elle a traditionnellement conquis, par les céréales américaines qui n'ont pas été livrées à l'U. R. S. S. Il lui demande quelle est la position de la France sur ce problème et quelle sera son attitude si ce risque se confirme.

Réponse. — Des consultations ont eu lieu à Washington dans le courant du mois de janvier entre les principaux pays exportateurs de céréales à la suite de la décision de limiter à huit millions de tonnes les exportations de céréales américaines sur l'U. R. S. S. ; à cette occasion, les Etats-Unis ont donné l'assurance que des dispositions seraient prises afin que les quantités de céréales non expédiées vers l'U. R. S. S. ne gênent pas les exportations commerciales des autres pays exportateurs. Il convient de noter qu'en ce qui concerne la France le risque de voir les courants traditionnels d'exportation perturbés ne pouvait, en fait, porter que sur le blé et sur l'orge, la quasi-totalité des excédents de maïs français étant écoulée à l'intérieur de la Communauté économique européenne. Jusqu'à maintenant, il n'apparaît pas que l'embargo américain ait eu des conséquences néfastes sur nos exportations. Si l'on se réfère aux statistiques douanières, on constate que les exportations de blé réalisées sur les pays tiers depuis le début de la campagne céréalière s'élevaient, le 31 mars 1980, à 2 640 000 tonnes (chiffre provisoire), contre 2 090 000 tonnes à la même date en 1979. Pour les trois mois qui se sont écoulés depuis la décision américaine (janvier, février et mars), les quantités exportées ont atteint 1 900 000 tonnes, alors que pendant la même période en 1979 elles n'avaient été que de 1 119 000 tonnes. En outre, des décisions ont été prises, à la demande de la France, pour que les exportations de céréales commencent dès le début de la campagne 1980-1981, contrairement aux habitudes communautaires. Toutefois, le Gouvernement français demeure vigilant et ne manquerait pas, si les exportations étaient menacées par la concurrence des céréales américaines, de demander que des dispositions adéquates soient prises dans le cadre de la Communauté économique européenne.

Agriculture (zones de montagne et de piedmont).

28063. — 24 mars 1980. — Après l'annonce qu'il a faite des intentions du Gouvernement de revaloriser en deux étapes, en 1980 et 1981, le montant des indemnités compensatoires versées aux agriculteurs des zones défavorisées, M. Louis Besson demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui préciser : 1° les dates d'effet respectives qu'il envisage de retenir pour chacune de ces deux étapes ; 2° les montants prévus pour la revalorisation de chacune de ces indemnités : I. S. M. « haute montagne », I. S. M. et I. S. P. ; 3° les raisons qu'il oppose à une formule d'indexation permanente et donc de revalorisation automatique de cet élément du revenu des agriculteurs de montagne, indexation à laquelle aspirent légitimement tous les bénéficiaires mais qui contribuerait à aider les jeunes dans leur choix lorsqu'ils s'interrogent sur leur éventuelle installation comme agriculteurs dans les zones défavorisées.

Réponse. — Conscient que l'agriculture constitue en montagne un atout essentiel du développement économique, convaincu par ailleurs de la nécessité de conforter l'élevage, notamment dans les secteurs les plus difficiles que sont les zones de montagne, le Gouvernement a décidé de revaloriser de 50 p. 100 en 1980 et 1981 le montant des indemnités compensatoires des handicaps naturels. Au titre de 1980, une progression de 30 p. 100 a été retenue, ce qui porte pour l'hivernage 1979-1980, les taux de base de l'I. S. P. à 130 francs, celui de la montagne à 260 francs, et celui de la haute montagne à 360 francs, soit pour ce dernier le maximum autorisé par la directive communautaire 75/268/C.E.E. sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées, le complément à 30 p. 100 étant assuré après modification du plafond communautaire. Au 1^{er} janvier 1981, la seconde étape d'augmentation sera franchie. La formule de l'indexation se heurte à deux obstacles : 1° les contraintes du règlement communautaire ; 2° l'annualité budgétaire. Il faut souligner que depuis 1974 les dotations accordées au titre de l'I. S. M. seront passées de 290 millions de francs à 440 millions de francs en 1979, à 600 millions de francs en 1980 et 700 millions de francs en 1981.

Elevage (abeilles).

29066. — 14 avril 1980. — M. Antoine Gissinger demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire le bilan de l'aide apportée, sous tous ses aspects, à l'apiculture durant les années 1975-1979 et de lui donner des renseignements sur les résultats obtenus. Il lui demande également quelles sont les mesures prises ou à l'étude pour intéresser notre jeunesse à l'apiculture à la fois en matière de formation et pour faciliter son installation.

Réponse. — Les problèmes liés à l'apiculture sont nombreux. Le ministère de l'agriculture a suivi dans ce domaine une politique volontariste puisque dans le but de développer notre production il a recours à une limitation des importations qui sont soumises à un contingentement. Afin d'accroître nos exportations de miels de haute qualité, il a, à la suite de nombreuses réunions avec les professionnels, pris l'initiative de proposer l'étude de la fabrication d'un miel de composition de haut de gamme recherché notamment par des pays au pouvoir d'achat élevé (Suisse, R.F.A., Belgique). Pour développer la production française, les directives de politique forestière relatives aux forêts domaniales demandent de favoriser les plantations d'essences variées adaptées aux conditions écologiques et donc de nature à améliorer la production de miels. Enfin si l'enseignement de l'apiculture n'est pas actuellement dispensé dans les formations initiales, il existe par contre des centres de formation professionnelle ou de promotion agricole dans lesquels sont dispensés des cours de préparation au brevet professionnel agricole, option « apiculture ». Le problème de la formation initiale pourrait être résolu prochainement par la mise en place d'un nouveau schéma de formation. Pour chaque cycle de formation serait créé un tronc commun d'enseignement général et technique et des spécialisations professionnelles. Le choix de ces spécialisations serait laissé à l'initiative régionale ou locale. En ce qui concerne l'installation des jeunes dont les revenus proviennent à titre principal de l'apiculture, il existe un régime particulier tendant à favoriser le développement de leur activité. Ils sont en effet dispensés de l'obligation de détenir au moins la moitié de la superficie minimale d'installation en production végétale. Lorsqu'ils pratiquent exclusivement cette activité, ils doivent avoir un minimum de 385 ruches jugé comme équivalent à la superficie minimale d'installation moyenne au niveau national.

Produits agricoles et alimentaires (blé).

29130. — 14 avril 1980. — M. Marcel Garrouste appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation critique du marché du blé. Dans le Sud-Ouest, le prix du marché est inférieur au prix de référence de 2,50 francs à 3 francs par quintal. Les mesures demandées par l'A.G.P.B. et les organisations coopératives pour maintenir un important courant d'affaires à destination des pays tiers n'ont pas été adoptées en temps voulu et la dégradation amorcée s'est poursuivie à l'annonce de l'embargo décidé par le président Carter. La commission laisse entendre qu'elle voudrait augmenter de 900 000 tonnes le stock de report de blé ; les quantités complémentaires se situent en France qui connaît ainsi des difficultés plus grandes encore que l'été dernier. Dans ces conditions, se posera le problème du logement d'une récolte en expansion. De plus, les producteurs subissent des hausses considérables de leurs charges qui n'ont aucun rapport avec l'évolution depuis trois ans de nos prix de marché. Enfin, les menaces d'encadrement des prêts, pour le financement de la récolte, contribuent à accroître le désarroi et à désorganiser le marché. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accélérer les exportations, mettre rapidement en place l'intervention au prix de référence, aménager les modalités de fin de campagne qui retiendraient trois majorations mensuelles supplémentaires et confirmer le désencadrement des prêts pour le financement de la récolte.

Réponse. — La position du Gouvernement français rejoint, pour l'essentiel, le point de vue de la profession céréalière, et des démarches pressantes ont été effectuées dans ce sens auprès des instances bruxelloises. Des résultats appréciables ont d'ores et déjà pu être obtenus qui devaient satisfaire les producteurs de céréales. Depuis début janvier 1980 les adjudications de restitutions pour l'exportation de blé tendre sur les pays tiers ont porté sur le volume record de plus de 4,2 millions de tonnes. Répondant favorablement aux demandes françaises, la commission des communautés européennes a accepté d'affecter 500 000 tonnes supplémentaires aux tonnages destinés à l'exportation sur les pays tiers. Cette mesure devrait réduire le stock de fin de campagne pour la communauté et, plus particulièrement, en France, à un niveau très proche du stock de report habituel. Cette politique commerciale active sera relayée, dès les mois de juin-juillet 1980, par la mise en place des instruments adaptés aux exportations de céréales de la nouvelle campagne. Des mesures spécifiques, destinées à soutenir

le marché des céréales, notamment en compensant la charge du stock de report et en facilitant le passage de la campagne 1979-1980 à la campagne 1980-1981 ont d'ores et déjà été mises en place : elles portent, pour la France seule, sur un volume global de 800 000 tonnes qui pourront faire l'objet de contrats de stockage avec l'O.N.I.C. dès le mois de juin 1980. Enfin, la France vient d'obtenir l'ouverture de l'intervention A pour un contingent de 500 000 tonnes de blé. L'intervention A sera, par ailleurs, ouverte pendant les trois premiers mois de la campagne 1980-1981.

Frais de déplacement.

29540. — 21 avril 1980. — M. Maurice Pourchon appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés que rencontrent les agents des directions départementales de l'agriculture pour le remboursement de leurs frais de déplacement. Il lui indique en effet, à titre d'exemple, que les agents de la direction départementale de l'agriculture de la Haute-Loire ne sont plus remboursés depuis le 1^{er} janvier 1980 que d'une partie des kilomètres qu'ils effectuent avec leur véhicule personnel pour les besoins du service. Il lui précise en outre que les agents ont aussi cessé d'utiliser ces véhicules et la direction départementale de l'agriculture n'étant pas équipée de véhicules administratifs, il en résulte une paralysie du service. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas souhaitable de surseoir à la décision de suspension partielle des remboursements de frais de déplacement pour les agents de la direction départementale de l'agriculture.

Réponse. — Le Gouvernement a engagé un effort de réduction du coût de fonctionnement de l'administration. Il se traduit nécessairement par une gestion très rigoureuse des crédits de déplacement. Cet état de fait est à l'origine des difficultés rencontrées à la direction départementale de l'agriculture du Puy-de-Dôme pour le règlement de leurs frais de déplacement. En revanche, les difficultés rencontrées en Haute-Corse résultent de l'application des dispositions du décret du 12 octobre 1971, modifiant celui du 10 août 1966, limitant le kilométrage pris en compte à la distance entre la localité de résidence et le chef-lieu de la commune où s'effectue le déplacement, qui a eu pour effet de ne pas permettre le remboursement des kilomètres effectués à l'intérieur du périmètre de communes, lors du suivi des chantiers de travaux notamment, qui sont de droit commun pour l'ensemble des administrations de l'Etat.

Communautés européennes (commerce extracommunautaire).

29548. — 21 avril 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de l'agriculture quels sont les résultats des auditions entreprises par la commission européenne au sujet de la plainte antidumping déposée par les producteurs européens d'engrais contre les importations d'engrais azotés liquides en provenance des Etats-Unis. Il souhaiterait savoir quelle suite la commission entend donner à cette plainte et connaître la position de la France concernant ce problème.

Réponse. — Après l'avis d'ouverture d'une procédure antidumping concernant les importations d'engrais azotés liquides en provenance des Etats-Unis paru au Journal officiel des Communautés européennes le 26 février 1980, ce sont les plaignants qui fournissent directement à la commission les éléments d'instruction du dossier. Cette instruction est en cours et n'a pas encore, à l'heure actuelle, abouti à une décision. En ce qui concerne le ministère de l'agriculture, qui n'a pas été associé à l'étude de ce dossier traité à l'origine comme un problème industriel et commercial, il ne pourrait avoir d'autre position que celle qu'il a déjà adoptée dans des cas similaires : tout en reconnaissant la nécessité d'assurer à notre industrie des conditions rationnelles de fonctionnement garantissant la pérennité et la sécurité des approvisionnements de l'agriculture, le ministre de l'agriculture se doit d'éviter la création d'un marché captif qui éliminerait toute incitation à une production économiquement plus favorable.

Enseignement agricole (établissements : Ardennes).

29881. — 28 avril 1980. — M. Alain Léger attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'utilité qu'il y aurait de créer au lycée agricole de Reihel une classe de formation de techniciens supérieurs, option techniques agricoles de gestion d'entreprises, pour compléter les trois filières de cycle long existantes et indispensables pour l'agriculture du département. Il lui demande si des moyens financiers seront dégagés au budget 1981 pour permettre une dotation en personnel suffisante au bon fonctionnement d'une telle unité de formation dont la création est très attendue.

Réponse. — La programmation des implantations de nouvelles classes préparatoires au brevet de technicien supérieur agricole a été arrêtée par une commission nationale d'études pour les plus

prochaines années, en fonction des données collectées pour apprécier l'opportunité de ces créations et des moyens de fonctionnement dont il était prévisible que la direction générale de l'enseignement et de la recherche pourrait disposer. En fonction de ces données, la commission nationale n'a pas cru devoir actuellement faire figurer ce département au nombre de ceux pour lesquels la création d'une filière s'avérerait nécessaire dans l'immédiat.

Enseignement agricole (établissements : Côte-d'Or).

29956. — 28 avril 1980. — M. Gérard Houfear appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès de M. le ministre de l'Agriculture (Formation professionnelle) sur la situation de stagiaires en promotion sociale à l'Institut national de promotion supérieure agricole de Dijon dont le statut et la rémunération sont régis par la loi du 17 juillet 1978. Actuellement : douze stagiaires, du fait de la durée de leur formation, sont encore payés suivant le statut antérieur de la promotion sociale. Leur rémunération (2 700 francs par mois) n'a pas été réévaluée depuis le 1^{er} janvier 1979 et ne le serait pas jusqu'à la fin de leur formation (août 1980) ce qui correspondrait à 25 p. 100 de baisse du pouvoir d'achat ; pour d'autres stagiaires, rémunérés d'après le nouveau statut, l'indemnité est calculée sur le Smic à l'entrée en formation, soit 2 105 francs. La réévaluation n'étant faite qu'une fois par an, leur pouvoir d'achat se dégrade constamment ; le nouveau système de rémunération, calculée en pourcentage du salaire antérieur (70 p. 100) défavorisant les stagiaires ayant auparavant un faible salaire (aides familiaux ou salariés para-agricoles), la sous-direction de la formation continue les avait assurés qu'ils seraient remboursés des frais d'hébergement — affirmation démentie par la suite. En conséquence, de nombreux stagiaires dont les charges de famille sont importantes se trouvent dans une situation particulièrement difficile. Il lui demande s'il est possible de reconsidérer rapidement le problème afin que, d'une part, les engagements soient respectés, d'autre part, que la réglementation tienne compte du fait qu'il s'agit de stages de longue durée.

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale).

30670. — 12 mai 1980. — M. Pierre Goldberg attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la situation des stagiaires en promotion sociale à l'Institut national de promotion supérieure agricole à Dijon (Côte-d'Or). Adultes en formation de longue durée (un à deux ans), certains stagiaires sont encore rémunérés suivant le statut antérieur de la promotion sociale (avant la loi du 17 juillet 1978) et ses décrets d'application. Leur rémunération (2 700 F par mois) n'a pas été réévaluée depuis le 1^{er} janvier 1979 et ne le serait pas jusqu'à la fin de leur formation (août 1980) ce qui correspondrait à une baisse de 25 p. 100 de leur pouvoir d'achat. Pour d'autres stagiaires, rémunérés d'après le nouveau statut, l'indemnité est calculée sur le S.M.I.C. à l'entrée en formation, soit 2 105 F. Cette indemnité n'étant réévaluée qu'une fois par an, leur pouvoir d'achat se dégrade constamment. Le nouveau système de rémunération, calculé en pourcentage du salaire antérieur (70 p. 100), défavorisant les stagiaires ayant auparavant un faible salaire (aides familiaux ou salariés para-agricoles), des assurances avaient été données aux stagiaires par le ministère de l'Agriculture qu'ils seraient remboursés des frais d'hébergement. Ces assurances n'ont pas été honorées par la suite. Compte tenu de tous ces éléments, les stagiaires, dont nombre d'entre eux ont des charges de famille, se trouvent dans une situation particulièrement difficile. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° que les rémunérations des stagiaires soient réévaluées constamment en fonction de la hausse du coût de la vie et des revalorisations successives du S.M.I.C. ; 2° que les engagements pris concernant le remboursement des frais d'hébergement aux stagiaires soient respectés.

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale).

31338. — 26 mai 1980. — M. Alain Hauteceur attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la situation des stagiaires de la formation professionnelle à l'Institut national de promotion supérieure agricole (I.N.F.P.A.), et notamment sur la disparité de rémunération des stagiaires en cours de formation. En effet, certains stagiaires sont encore rémunérés selon des dispositions antérieures à la loi du 17 juillet 1978 relative à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle et perçoivent une indemnité forfaitaire qui n'a toujours pas été réévaluée depuis le 1^{er} janvier 1979 et qui risque d'ailleurs de ne pas l'être jusqu'à la fin de leur formation, soit en août 1980. D'autre part, certains stagiaires dont la rémunération est établie en fonction du nouveau système mis en place par les décrets du 27 mars 1979 portant application de la loi du 17 juillet 1978 (soit le salaire antérieur

ou le S.M.I.C.) n'ont toujours pas enregistré la réévaluation de leurs indemnités selon le coefficient de revalorisation du S.M.I.C. comme cela est pourtant prévu par les textes et perçoivent, pour certains d'entre eux, un revenu inférieur au S.M.I.C. réel. Il va sans dire que dans les deux cas les intéressés subissent une très forte baisse de leur pouvoir d'achat alors que de nombreux stagiaires doivent faire face à des charges de famille importantes. Enfin, il appelle son attention sur le grave problème du remboursement des frais d'hébergement jusqu'à présent réservé aux seuls demandeurs d'emploi en stage de conversion au sujet duquel un décret l'étendant à tous les stagiaires de la formation professionnelle rémunérés par l'Etat aurait dû être, selon les engagements pris, publié au *Journal officiel*. Or, il apparaît que ce projet de décret n'a toujours pas été publié venant ainsi aggraver une situation déjà particulièrement préjudiciable. En conséquence, il lui demande : 1° de bien vouloir prendre toutes les mesures nécessaires pour que le régime de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle à l'Institut national de promotion supérieure agricole soit justement appliqué de manière que les indemnités allouées tiennent compte de la dégradation du pouvoir d'achat et du fait que ces stagiaires soient en stage de longue durée ; 2° de bien vouloir, conformément aux engagements qui ont été pris, prendre dans les meilleurs délais les mesures relatives à l'extension du remboursement des frais d'hébergement à tous les stagiaires de la formation professionnelle rémunérés par l'Etat.

Formation professionnelle et promotion sociale (stages : Côte-d'Or).

31454. — 2 juin 1980. — Mme Hélène Constans attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la situation des stagiaires de l'Institut national de promotion supérieure agricole à Dijon. Leur statut et leur rémunération sont régis par la loi du 17 juillet 1978 et ses décrets d'application. Actuellement cette situation est la suivante : douze stagiaires, du fait de la durée de leur formation, sont encore payés suivant le statut antérieur de la promotion sociale. Leur rémunération (2 700 francs par mois) n'a pas été réévaluée depuis le 1^{er} janvier 1979 et ne le serait pas jusqu'à la fin de leur formation (août 1980), ce qui correspondrait à 25 p. 100 de baisse du pouvoir d'achat. Pour d'autres stagiaires, rémunérés d'après le nouveau statut, l'indemnité est calculée sur le S.M.I.C. à l'entrée en formation, soit 2 105 francs. La réévaluation n'étant faite qu'une fois par an, leur pouvoir d'achat se dégrade constamment. Le nouveau système de rémunération, calculée en pourcentage du salaire antérieur (70 p. 100), défavorisant les stagiaires ayant auparavant un faible salaire (aides familiaux ou salariés para-agricoles), il avait été assuré à ces stagiaires qu'ils seraient remboursés de leurs frais d'hébergement, ce qui n'a pas été fait. Considérant que les stagiaires sont des adultes qui, pour un grand nombre d'entre eux, ont des charges de famille importantes, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les engagements soient respectés et que leurs indemnités soient réévaluées.

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale).

31637. — 2 juin 1980. — M. Robert Aumont attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la situation des stagiaires de l'I.N.P.S.A.-Dijon, établissement d'enseignement supérieur qui accueille des adultes en formation de longue durée. Il met l'accent sur les difficultés financières des stagiaires, dont un bon nombre supportent d'importantes charges de famille. Il lui demande que soit réévaluée la rémunération des stagiaires bénéficiant d'un statut antérieur au décret du 27 mars 1979 portant application de la loi du 17 juillet 1978 modifiant les dispositions relatives à la rémunération des stagiaires. Il lui demande par ailleurs que, pour les stagiaires bénéficiant du nouveau statut dont une part est défavorisée par de faibles salaires antérieurs à leur formation, soient remboursés les frais d'hébergement conformément aux assurances formulées par M. A..., sous-directeur de la formation continue, par lettre du 4 décembre 1979.

Réponse. — Dans le dispositif antérieur à la loi n° 78-754 du 17 juillet 1978, les stagiaires en cycle de promotion percevaient tous une rémunération identique quelle que soit leur situation antérieure dont le montant était fixé par arrêté. Le dernier, en date du 20 mars 1979, attribue 2 700 francs mensuels pour les cycles de niveaux I et II dans lesquels se place la formation d'ingénieurs assurée par l'Institut national de promotion supérieure agricole. Depuis la publication des décrets d'application de cette loi, le 27 mars 1979, seule entre en ligne de compte la situation de chaque stagiaire. Un bénéficiaire du congé de formation conserve son salaire antérieur pendant treize semaines puis perçoit 120 p. 100 du S.M.I.C. Un demandeur d'emploi reçoit 70 p. 100 de son ancien salaire avec au minimum le S.M.I.C. Un non-salarié n'a que le S.M.I.C. La valeur du S.M.I.C. prise

en compte est celle du début du stage avec révision à l'issue de la première année. Ces dispositions réglementaires sont certes moins avantageuses que celles qui avaient cours auparavant, sauf pour les stagiaires en situation de congé de formation que la loi précitée a voulu privilégier. Néanmoins une compensation peut être trouvée par l'octroi d'une indemnité d'hébergement à laquelle ne pouvaient prétendre les stagiaires de l'Institut national de promotion supérieure agricole dans l'ancienne réglementation, car elle n'était attribuée qu'aux personnes suivant une action de conversion. La circulaire du ministre du travail et de la participation, délégation à l'emploi, n° 27 du 27 février 1980, dispose en effet que tout demandeur d'emploi peut bénéficier de cette indemnité sans qu'il soit tenu compte de la nature du stage. Restent donc seuls écartés de cette mesure les non-salariés. Les services du ministère de l'agriculture ont néanmoins le souci de les y faire inclure également à terme.

Vétérinaires (profession).

30085. — 28 avril 1980. — M. Michel Barnier appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des vétérinaires praticiens. Ceux-ci se sentent confrontés à de nombreux problèmes: l'application des directives communautaires, les difficultés d'application rejetées par la loi sur la pharmacie vétérinaire, l'augmentation des cotisations assurance maladie qui a atteint 54 p. 100 en un an. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faire face aux problèmes de la profession vétérinaire.

Réponse. — La libre circulation des personnes, inscrite dans les dispositions du Traité de Rome, impliquait à la fin de la période transitoire l'obligation, en ce qui concerne les vétérinaires des pays de la C. E. E., de permettre leur libre établissement et la libre exécution de prestations de service. Les directives relatives aux activités professionnelles du vétérinaire, adoptées le 13 décembre 1978, et l'accord intervenu au conseil le même jour, doivent permettre, conformément à l'intérêt général, l'exercice effectif de ces activités dans le domaine de la lutte contre les maladies animales qui concerne le monde agricole et dans celui de la protection de la santé publique qui intéresse les consommateurs. Des dispositions législatives actuellement à l'étude, pour lesquelles la profession vétérinaire a été consultée, sont nécessaires à la mise en œuvre des accords communautaires. Elles feront l'objet d'un projet de loi qui sera présenté dans les meilleurs délais au Parlement, la date limite pour la mise en œuvre du dispositif communautaire étant fixée au 21 décembre 1980. L'application de la loi sur la pharmacie vétérinaire suscite certaines difficultés, surtout au niveau des circuits de distribution. Il a été prescrit que des contrôles soient effectués à tous les niveaux: pharmaciens, vétérinaires et groupements. Ces contrôles ont mis en évidence plusieurs infractions, en particulier au sein de certains groupements agricoles, pourtant régulièrement agréés pour la détention et la vente de certains médicaments vétérinaires, sous certaines conditions exclusives dont la principale est la mise en œuvre de programmes sanitaires délégués sous la surveillance de vétérinaires et dans certaines limites (médicaments non soumis à ordonnance, plus ceux figurant sur une liste dite « positive »). Une action judiciaire est en cours. La question relative à l'augmentation des cotisations assurance maladie des vétérinaires praticiens est de la compétence du ministre de la santé et de la sécurité sociale auquel cette question est transmise.

Bois et forêts (politique forestière: Var).

30134. — 28 avril 1980. — M. Arthur Paecht attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'action commune forestière dans certaines zones de la Communauté, instaurée par le règlement C. E. E. n° 259/79 du conseil en date du 6 février 1979. Les objectifs principaux de cette action communautaire spécifique tendent à préserver les zones sèches de la frontale méditerranéenne se trouvant dans une situation défavorable du fait de l'érosion, de l'économie des sols en eau et bien sûr des risques d'incendie. Cette action doit se développer au profit des régions méditerranéennes françaises et italiennes, dont Provence - Côte d'Azur et par conséquent le Var qui représente 26 p. 100 du patrimoine forestier de la région. Or, il apparaît à travers le programme spécial biennuel élaboré dans le département du Var pour les années 1980, 1981, que des zones très importantes sont exclues de ce programme. Ainsi par exemple, les opérations envisagées par la commune de Toulon ne pourraient pas, semble-t-il, être éligibles et bénéficier des subventions éventuelles du F. E. O. G. A., section orientation, alors que plus d'un tiers de la superficie de la commune (1 900 ha environ) est composée de forêts privées (avec sites en voie de classement) et communales (Le Faron 330 ha entre autres). En effet, les aires d'intervention F. E. O. G. A. traditionnelles (pour les actions à finalité exclusivement agricole) semble apparaître, alors que l'action forestière envisagée par le

règlement sus-cité paraît être davantage une action très spécifique, visant les départements forestiers méditerranéens et dont les aires d'intervention doivent être étendues à tout le département. Cette spécificité, excluant les limites traditionnelles F. E. O. G. A. est explicitée dans le règlement C. E. E. : par son article 2 qui vise les régions concernées sans pour autant faire entrer la notion de « zones » ; par ses dispositions financières qui sont tout à fait différentes des dispositions traditionnelles du F. E. O. G. A. en matière agricole. Or, il apparaît, toujours selon le règlement communautaire, que l'élaboration du programme cadre est de la compétence de l'Etat membre. C'est pourquoi il aimerait connaître quelle est la part de l'initiative du ministère de l'agriculture pour la prise en compte d'aires d'intervention pour l'action commune forestière très défavorable de nombreuses communes forestières varoises et plus particulièrement de l'ouest varois. Il demande quelles mesures sont envisagées pour étendre à l'ensemble du département du Var l'application du règlement communautaire.

Réponse. — Le règlement C. E. E. n° 269-79 institue une action commune destinée à améliorer, par le moyen d'une intervention dans le secteur forestier, les conditions géophysiques et culturelles défavorables à l'agriculture, notamment en ce qui concerne la conservation du sol et des eaux. Il ne s'agit donc pas d'une action spécifiquement forestière. L'article 2 donne la liste des régions administratives où le règlement est susceptible d'être appliqué; l'article 6 en limite cette application à des aires géographiques à l'intérieur desquelles les opérations à réaliser satisfont aux objectifs rappelés ci-dessus. Le programme-cadre, qui a été approuvé par la commission, a été établi sur ces bases. Il peut apparaître que les contours des aires géographiques retenues ont laissé de côté des zones intéressantes ou encore que les incendies de l'été 1979 ont modifié certaines données. En ce cas, une modification du programme-cadre et, notamment, de l'assiette des aires géographiques, sera demandée. Il y aura lieu d'apporter la preuve que les extensions répondent bien aux objectifs fixés par le règlement.

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale).

30213. — 5 mai 1980. — M. Claude Evin attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des stagiaires des centres de formation des techniciens agricoles. En effet, les établissements, liés à la fédération nationale des centres de formation, se voient réduire : soit la rémunération des stagiaires de 100 p. 100 à 30 p. 100 pendant les stages pratiques, soit la durée de formation ou le nombre de stagiaires. Ces mesures touchent plus particulièrement les stagiaires non mutants et l'accès à la formation devient très limité pour ceux qui veulent rester à l'agriculture. Il lui demande, en conséquence, de prendre les mesures nécessaires afin que soient remplis des besoins de formation de gens de milieu agricole et des ruraux.

Réponse. — Il est rappelé que depuis leur création, les stages pratiques complémentaires des formations de certains centres fonctionnant sous le régime de l'alternance n'ouvraient droit qu'à une allocation d'entretien payée sur la base de 30 p. 100 de leur durée réelle, en application des instructions sur les mutations professionnelles prises en 1968. Si la circulaire n° 857 du 30 mars 1979, relative aux modalités d'application des dispositions de la loi n° 78-754 du 17 juillet 1978 concernant la rémunération des stagiaires, précise que les stages pratiques ouvrent droit à rémunération s'ils sont compris dans la décision d'agrément, le décret n° 79-250 du 27 mars 1979 dispose en son article 9 que les agréments ne sont accordés que dans la limite des crédits disponibles. Le montant des crédits ouverts sur l'exercice 1980 ne permettant aucune charge nouvelle par rapport à l'exercice 1979, le choix restait possible entre : le maintien de la situation antérieure à la promulgation de la loi du 17 juillet 1978 précitée, c'est-à-dire la rémunération au tiers de la durée réelle du stage pratique; ou l'augmentation du temps du stage rémunéré accompagnée d'une diminution du nombre de stagiaires. Compte tenu du nombre de demandeurs de formation à satisfaire, c'est la première solution qui a été retenue.

Agriculture (coopératives, groupements et sociétés).

30230. — 5 mai 1980. — M. Jacques Huyghues des Etages appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les problèmes que rencontrent certaines unions départementales des coopératives agricoles. Elles craignent de manquer de place en fin de campagne, parce que le dégageant des stocks se fait tardivement et trop lentement, par suite d'un retard à l'exportation; elles s'inquiètent de la mise en cause du financement des récoltes par l'encadrement du crédit; elles se font l'écho de l'inquiétude des producteurs au sujet de la concurrence des produits de substitution. Il lui demande ce qu'il pense faire pour remédier à cette situation.

Agriculture (coopératives, groupements et sociétés).

32047. — 16 juin 1980. — M. Michel Aurillac expose à M. le ministre de l'agriculture que si la prise en considération de la demande d'intervention A pour un contingent de 500 000 tonnes de blé panifiable présentée par la France est de nature à limiter les pertes des organismes collecteurs de céréales, d'autres mesures s'avèrent indispensables à la veille de la prochaine récolte, et en tirant les enseignements des erreurs passées et des conséquences qui en ont résulté. Il lui demande en conséquence que les dispositions suivantes soient mises en œuvre afin de pallier les graves difficultés rencontrées par les exploitants céréaliers : rétablissement de l'intervention permanente, laquelle est seule à présenter la garantie d'un prix minimum pour une céréale excédentaire comme le blé ; un financement à 95 p. 100 du prix d'intervention, qui ne peut être obtenu que si la mesure d'encadrement du crédit en ce qui concerne la collecte des céréales est rapportée ou corrigée. Il souhaite que ces mesures prioritaires soient mises en application, en insistant sur l'importance de la seconde pour laquelle il lui demande d'intervenir de façon particulière auprès de son collègue, M. le ministre de l'économie.

Réponse. — Le Gouvernement français a fait les démarches nécessaires auprès de la commission des communautés européennes pour développer les exportations de céréales et soutenir les cours dans ce secteur : depuis le début janvier 1980 les adjudications de restitutions pour l'exportation de blé tendre sur les pays tiers ont porté sur un volume record de plus de 4,2 millions de tonnes ; 500 000 tonnes supplémentaires ont été affectées à l'exportation vers les pays tiers ; cette mesure réduira le stock de fin de campagne à un niveau très proche du stock de report habituel, malgré l'importance de la collecte ; l'intervention A a été mise en œuvre pour un contingent de 500 000 tonnes de blé et restera ouverte pendant les 3 premiers mois de la campagne 1980-1981 ; l'O. N. I. C. met en place des contrats de stockage.

Agriculture : ministère (services extérieurs : moyenne).

30268. — 5 mai 1980. — M. Henri de Gastines expose à M. le ministre de l'agriculture les difficultés qui résultent pour l'extension des industries agro-alimentaires du département de la Mayenne de l'insuffisance des moyens en personnel dont dispose la direction départementale des services vétérinaires. L'insuffisance des effectifs dont les possibilités d'action sont saturées par les tâches auxquelles ils doivent faire face limite, par voie de conséquence, le développement du secteur agro-alimentaire alors qu'il serait particulièrement souhaitable de favoriser celui-ci, aussi bien dans la perspective de créer des emplois que pour procurer des débouchés sur place aux productions hors sol (volailles, lapins, etc.). Le bien-fondé de cette analyse est facile à justifier par l'examen de l'effectif du personnel des abattoirs et ateliers de conditionnement de volailles et de lapins qui s'établissait au 1^{er} janvier 1979 à 348 emplois et au 1^{er} janvier 1980 à 436 emplois, soit une progression de 25 p. 100 alors que, dans le même temps, le personnel de la direction des services vétérinaires, chargé d'inspecter les établissements considérés, est resté inchangé. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour mettre un terme à une situation très préjudiciable à l'expansion économique du département de la Mayenne et qui contrarie tous les efforts développés par ailleurs en matière de création d'emplois et de recherche de débouchés nouveaux pour les ateliers de productions hors sol.

Réponse. — Le ministre de l'agriculture s'applique à répartir au mieux des besoins des différents départements les effectifs budgétaires d'agents titulaires et contractuels du service vétérinaire d'hygiène alimentaire. Ces effectifs ont augmenté de 100 unités en 1979 et de 100 autres unités en 1980, par la contractualisation de préposés sanitaires vacataires à temps maximum, mais n'ont bénéficié que de 4 créations nettes d'emplois en 1979, et d'aucune en 1980, du fait de la nécessaire maîtrise de l'évolution des dépenses publiques. Pour le département de la Mayenne, dans ce cadre budgétaire strict, les effectifs des agents titulaires et contractuels affectés à l'inspection des abattoirs et ateliers de préparation des viandes atteignent 17 au 1^{er} janvier 1979 (dont deux vétérinaires) et 18 au 1^{er} janvier 1980 (dont deux vétérinaires). A ces effectifs s'ajoutaient au 1^{er} janvier 1979 six vacataires à temps maximum et trois vacataires à temps partiel (148 vacations) dont un vétérinaire ; et au 1^{er} janvier 1980, sept vacataires à temps maximum et quatre vacataires à temps partiel (148 vacations) dont un vétérinaire. Cette progression de trois unités du nombre d'agents est complétée par la mise à la disposition du directeur des services vétérinaires d'un contingent de 300 heures par mois de vétérinaires inspecteurs vacataires. En dépit des difficultés découlant du plafonnement des dépenses budgétaires de personnel, le ministère de l'agriculture continuera de privilégier les départements dont les

abattoirs connaissent la progression d'activité la plus forte, et tout particulièrement pour l'exportation. A cet effet, deux postes dans le département de la Mayenne sont offerts aux techniciens des services vétérinaires de la prochaine promotion sortante (septembre 1980).

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale).

30425. — 12 mai 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les problèmes de la formation agricole. Il note qu'un accord national relatif à la formation des salariés du secteur agricole doit être signé. Les propositions retenues ne semblent pas concerner les salariés agricoles, ce qui est profondément regrettable. Il propose que des mesures spécifiques soient prises pour que les pouvoirs publics et les employeurs assurent la formation de leurs employés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — L'accord national du 28 mars 1980 concernant la formation professionnelle continue des salariés des exploitations et entreprises agricoles a été signé par la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles d'une part, et par certaines organisations syndicales de salariés, d'autre part. Le ministre de l'agriculture envisage de prendre, en application des articles L. 131-2 et L. 133-10 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations et entreprises agricoles l'article 1^{er} de l'accord national du 28 mars 1980 concernant la formation professionnelle continue des salariés des exploitations et entreprises agricoles (culture et élevage non spécialisés, élevages spécialisés de petits et gros animaux, viticulture, champignonnières et cultures spécialisées). L'article 1^{er} de cet accord a pour objet de permettre le développement de la formation professionnelle continue des salariés des exploitations et entreprises agricoles susvisées par une participation de tous les employeurs concernés au financement d'actions de formation agréées par une commission paritaire nationale.

Départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : mutualité sociale agricole).

30479. — 12 mai 1980. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre de l'agriculture ce qui suit : un projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer de l'assurance contre les accidents du travail et de la vie privée des non-salariés agricoles a été déposé par le Gouvernement sur le bureau du Sénat en octobre 1978. A la réflexion, certaines difficultés sont apparues, relatives au champ d'application et à l'organisation de ce régime d'assurance. Deux ans se sont écoulés, et plus rien ne se passe. C'est pourquoi il lui demande de lui faire le point de la question.

Réponse. — L'extension aux départements d'outre-mer de l'assurance contre les accidents du travail et de la vie privée et les maladies professionnelles des non-salariés des professions agricoles a fait l'objet, comme le rappelle l'honorable parlementaire, d'un projet de loi qui a été déposé sur le bureau du Sénat en octobre 1978, après avoir recueilli l'assentiment des conseils généraux des départements concernés. Toutefois, des modifications importantes, tenant au champ d'application, à l'organisation et au financement de ce régime, ont été demandées, remettant en cause le principe de l'extension pure et simple aux départements d'outre-mer du régime métropolitain d'assurance contre les accidents du travail et de la vie privée des non-salariés agricoles. Le Gouvernement s'efforce donc de trouver des solutions qui, tout en respectant les particularismes des situations locales, n'introduisent pas dans la législation des principes essentiels dérogeant à ceux admis dans les départements de la métropole, conformément d'ailleurs aux vœux émis par les parlementaires et aux avis recueillis auprès des conseils généraux des départements intéressés.

Agriculture : ministère (administration centrale).

30616. — 12 mai 1980. — M. Pierre Joxe attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les différentes affaires de falsification de vins de Bourgogne, entre autres du « Pouilly Fuissé » qui portent préjudice à la réputation de ces vins et donc à leur commercialisation. Les producteurs, comme les consommateurs, sont victimes des fraudes que les services de l'inspection de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité ne sont plus en mesure d'arrêter faute de moyens suffisants. Sur cinq ans, les crédits budgétaires de ce service sont, en francs constants, amputés de moitié (155,5 millions de francs en 1976, 171,7 millions de francs en 1980 — loi de finances — soit une hausse de 10 p. 100 seulement en francs courants) ; le P. A. P. n° 18 « Renforcer le rôle du consommateur », n'a, dans ce domaine, été réalisé qu'à

37 p. 100. Par ailleurs, la rémunération du personnel de ce service est marquée par de profondes injustices par rapport à des fonctionnaires d'administrations voisines, injustices qui n'ont pu être corrigées puisque les négociations que ce personnel avait engagées avec les services du ministère de l'Agriculture ont abouti à un échec. Il lui demande donc, d'une part, quelles mesures il compte prendre pour que les négociations avec ce personnel puissent reprendre et aboutir à une situation satisfaisante; d'autre part, quels moyens financiers il compte accorder, dans le prochain budget, à ces services pour qu'ils puissent effectuer leur mission dans de bonnes conditions.

Réponse. — Le ministre de l'Agriculture mesure pleinement l'importante contribution du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité à la politique menée par le Gouvernement en matière de protection du consommateur, et notamment en faveur de la promotion qualitative des produits et services. A cet égard, une part considérable de l'activité de contrôle de ce service est consacrée à la défense des appellations d'origine viticoles et dans l'affaire de fraude sur des vins de Bourgogne, mentionnée par l'honorable parlementaire, le service est intervenu très rapidement et grâce à la collaboration des services homologues étrangers, l'enquête a pu progresser très vite. Au plan des crédits budgétaires, il n'apparaît nullement qu'une régression de ses moyens soit à déplorer puisqu'ils ont été portés de 50 millions de francs en 1978 à 92,8 millions de francs en 1980, soit une hausse de 85,6 p. 100 en francs courants. Par ailleurs 15 créations d'emplois ont été inscrites au budget de 1980, lesquelles s'ajoutent aux 111 postes supplémentaires obtenus au titre du VII^e Plan. S'agissant des conditions statutaires, indiciaires et indemnitaires des personnels, le département de l'Agriculture, qui s'attache à corriger les disparités réelles constatées vis-à-vis d'autres corps aux missions voisines et aux niveaux de recrutement analogues, et vient de recevoir les principales organisations syndicales représentatives des corps d'inspection, a saisi le ministère du budget de propositions en ce sens. Au cours du prochain exercice budgétaire, un effort substantiel sera produit en faveur de ce service puisque 162 agents, titulaires ou non, appartenant à la brigade des produits horticoles et avicoles, rémunérés jusqu'à présent par voie de fonds de concours, seront pris en charge par le budget de l'Etat, soit une dépense supplémentaire supérieure à 14 millions de francs.

Produits agricoles et alimentaires.

30903. — 19 mai 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la mission du fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires. Il note que la loi d'orientation agricole prévoit la création d'un fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires de notre pays. L'organisation à vu ses buts étendus au marché Intérieur. La consommation nationale de certains produits régionaux devrait se développer si une véritable information était assurée auprès des individus. Une telle initiative ne saurait être bénéfique que si les organismes publics locaux et régionaux y participaient. A cet effet, les établissements publics régionaux devraient être consultés au préalable sur les projets du fonds de promotion. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — Le ministre de l'Agriculture indique que l'exportation ne peut plus être le débouché occasionnel d'excédents de production nationaux. Désormais notre agriculture et notre industrie agro-alimentaire doivent être en permanence présentes sur les marchés extérieurs, en menant un effort continu et déterminé de développement de nos exportations. Ceci implique en particulier l'orientation des productions en fonction des débouchés extérieurs, le développement d'opérateurs spécialisés et le contrôle des réseaux commerciaux à l'étranger. D'autre part, nos principaux concurrents sur les marchés extérieurs ont été des fonds, financés par les professionnels, qui assument une partie essentielle de leurs dépenses de promotion des exportations agricoles et alimentaires. De cette façon, des pays dont l'Agriculture est moins importante que la nôtre, consentent un effort plus important que celui fourni par la société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires (S. O. P. E. X. A.). C'est pourquoi le ministre de l'Agriculture a demandé que dans le cadre de la loi d'orientation agricole soit créé un fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires; alimenté par des cotisations professionnelles, qui contribuera à assurer la promotion de nos exportations agricoles et alimentaires, la promotion de nos produits sur le marché intérieur, et le développement des productions déficitaires dans les secteurs où la France est susceptible de subvenir beaucoup plus largement à ses propres besoins. La création de ce fonds de promotion a fait l'objet d'une concertation avec les professionnels, puis de larges débats au Parlement en particulier avec un certain nombre de députés et sénateurs, eux-mêmes responsables au niveau régional, départemental et local d'organismes et en particulier des établissements publics régionaux.

Enseignement agricole (programmes).

31139. — 25 mai 1980. — M. Pierre Godefroy attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la requête des producteurs de calvados et d'eaux-de-vie de cidre et lui demande les mesures qu'il a prises afin que l'enseignement de la cidriculture soit inscrit dès l'ouverture de la prochaine année scolaire au programme des lycées et collèges agricoles des départements cidricoles.

Réponse. — La directive sur la formation, la recherche, l'expérimentation et la diffusion du progrès en agriculture, élaborée suite aux décisions prises lors de la conférence annuelle de 1979, prévoit, tant au niveau du brevet d'études professionnelles agricoles que du brevet de technicien agricole, qu'à une formation générale et technique de base, comprenant l'enseignement général, les sciences et techniques biologiques, les sciences humaines et techniques d'organisation et de gestion, sera associé un enseignement professionnel optionnel adapté aux besoins de la région d'implantation de l'établissement d'enseignement agricole. Dans ce cadre donc, des adaptations de programme seront proposées, et à l'initiative des établissements concernés un enseignement relatif à la production de pommes à cidre et à la transformation des fruits pourra être introduit, sous une forme à déterminer, compte tenu des grandes orientations du schéma directeur de formation élaboré pour chaque niveau d'études. Les travaux actuellement conduits permettent d'envisager une mise en œuvre des nouveaux programmes de formation, dans un premier temps au niveau du brevet d'études professionnelles agricoles, pour la rentrée scolaire de 1982.

Agriculture (indemnités de départ).

31209. — 26 mai 1980. — M. Loïc Bouvard attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur les conditions dans lesquelles l'indemnité complémentaire du conjoint non retraité du bénéficiaire de l'indemnité viagère de départ peut être attribuée. Le bénéfice de cette allocation n'est pas accordé lorsque le bénéficiaire de l'V. D. a obtenu celle-ci postérieurement au 31 décembre 1978. Or de nombreux baux ruraux viennent à expiration fin septembre ou début octobre. Les conjoints des agriculteurs titulaires de ces baux et qui ont cessé leur activité fin septembre 1978 se voient donc injustement privés d'une ressource complémentaire qui leur est indispensable. Il lui demande donc si pour tenir compte de cette situation, il ne conviendrait pas de modifier le décret n° 79-402 du 17 mai 1979 pris en application de l'article 93-II de la loi de finances pour 1979 afin d'avancer de trois mois la date retenue pour le bénéfice de l'V. D.

Réponse. — Les dispositions de l'article 7 du décret n° 79-402 du 17 mai 1979 pris en application de l'article n° 93-II de la loi de finances pour 1979 relative à l'indemnité complémentaire de ressources sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1979 et ne concernent que les conjoints des anciens agriculteurs titulaires d'une indemnité viagère de départ prenant effet postérieurement au 31 décembre 1978. Les demandes de conjoints des bénéficiaires d'une indemnité viagère de départ obtenue antérieurement à cette date ne peuvent être prise en considération en raison du principe général de la non rétroactivité des textes législatifs et réglementaires. L'indemnité complémentaire du conjoint a été créée pour tenir compte des nécessités de la politique d'amélioration des structures agricoles afin d'inciter les chefs d'exploitation âgés de soixante à soixante-six ans à cesser leur activité et à libérer leurs terres avant que leur conjoint ne perçoive un avantage de vieillesse, pour permettre l'installation de jeunes exploitants. Il convient de préciser que cette mesure a dû tenir compte non seulement de l'objectif recherché mais également de son coût. Il faut souligner en effet que l'indemnité complémentaire au conjoint ne repose sur aucune cotisation préalable des bénéficiaires et l'application de cette mesure aux conjoints de titulaires de l'indemnité viagère de départ obtenue trois mois avant le 1^{er} janvier 1979 ne manquerait pas d'être invoquée par tous les demandeurs dont les conjoints ont bénéficié de l'indemnité viagère de départ antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi et entraînerait une augmentation considérable de la charge déjà très lourde supportée par la collectivité nationale (plus d'un milliard de francs). En raison de ces impératifs tant structurels que financiers, il n'est pas possible pour le Gouvernement d'envisager l'adoption de la disposition préconisée.

Enseignement agricole (programmes).

31323. — 26 mai 1980. — M. Louis Darinot expose à M. le ministre de l'Agriculture l'intérêt certain que représenterait l'inscription au programme des lycées et collèges agricoles des départements cidricoles l'enseignement de la cidriculture. Cet enseignement ne peut que favoriser le développement des productions agricoles concer-

nées en raison de l'intérêt suscité par cette formation chez les élèves de ces établissements scolaires. Il lui demande d'envisager l'inscription de cet enseignement dès l'ouverture de la prochaine rentrée scolaire.

Réponse. — La directive sur la formation, la recherche, l'expérimentation et la diffusion du progrès en agriculture, élaborée suite aux décisions prises lors de la conférence annuelle de 1979 prévoit, tant au niveau du brevet d'études professionnelles agricoles que du brevet de technicien agricole qu'à une formation générale et technique de base, comprenant l'enseignement général, les sciences et techniques biologiques, les sciences humaines et techniques d'organisation et de gestion, sera associé un enseignement professionnel optionnel adapté aux besoins de la région d'implantation de l'établissement d'enseignement agricole. Dans ce cadre donc, des adaptations de programme seront proposées et, à l'initiative des établissements concernés, un enseignement relatif à la production de pommes à cidre et à la transformation des fruits pourra être introduit, sous une forme à déterminer compte tenu des grandes orientations du schéma directeur de formation élaboré pour chaque niveau d'études. Les travaux actuellement conduits, permettent d'envisager une mise en œuvre des nouveaux programmes de formation pour la rentrée scolaire 1982 au niveau de certains brevets d'études professionnelles agricoles et brevets de techniciens agricoles.

Agriculture (matériel agricole).

31326. — 26 mai 1980. — **M. Dominique Duplêt** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le problème de la sécurité d'utilisation du matériel agricole. Il a été constaté notamment lors du dernier salon international de la machine agricole la persistance d'un certain nombre d'imperfections dans les systèmes de sécurité. Celles-ci apparaissent aux yeux des agriculteurs d'autant plus inadmissibles que le coût du matériel agricole est élevé. On ne peut nier, en ce domaine, l'effort accompli par les constructeurs, mais celui-ci s'avère insuffisant. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il compte prendre afin d'imposer des normes bien précises en ce domaine.

Réponse. — Comme le relève l'honorable parlementaire, des efforts ont été faits pour une meilleure protection des utilisateurs de matériels agricoles par certains constructeurs. Le ministère de l'agriculture a préparé dans le cadre de la loi du 6 décembre 1976 relative au développement de la prévention des accidents du travail plusieurs projets de décrets. Certains sont déjà appliqués. Le décret du 20 mars 1979 a réorganisé les procédures de contrôle des machines en renforçant les obligations des constructeurs et les moyens de contrôle. D'autre part, un décret, publié prochainement, fixe les règles générales d'hygiène et de sécurité auxquelles doivent satisfaire les machines. Enfin, d'autres décrets en préparation détermineront les conditions d'hygiène et de sécurité auxquelles doivent répondre les machines les plus dangereuses en ce qui concerne l'agriculture; les trois premiers décrets qui devaient être publiés avant la fin de l'année concernent les tracteurs, les arbres de transmission à cardans et les scies à chaîne. Ces dispositions devraient permettre une amélioration sensible de la sécurité des machines, que renforcera le développement d'un véritable esprit de sécurité chez les utilisateurs.

Agriculture (structures agricoles).

31528. — 2 juin 1980. — **M. Joseph-Henri Maujolan du Gasset** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui indiquer comment est établi le prix de vente, ou prix d'attribution des parcelles rétrocédées par les S.A.F.E.R. Il lui demande plus spécialement de lui préciser s'il est tenu compte, dans l'établissement de ce prix, du montant des récoltes faites par les S.A.F.E.R. sur les biens préemptés.

Réponse. — Les S.A.F.E.R. vendent, en principe, au prix de revient les biens qu'elles ont acquis par préemption ou de gré à gré. En conséquence, au prix principal d'achat du bien s'ajoute l'ensemble des charges (frais d'acquisition, frais financiers, gestion temporaire, rémunération de la S.A.F.E.R. pour frais généraux, coût des travaux, etc.) diminués des produits. Les S.A.F.E.R., généralement, n'exploitent pas elles-mêmes les biens agricoles dont elles sont propriétaires. Elles passent un contrat de location au moyen d'une convention d'occupation provisoire et précaire conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960 d'orientation agricole. Le produit est alors le montant des loyers. Toutefois, ces sociétés peuvent être amenées à procéder tout, à fait régulièrement à des péréquations financières. Ainsi, lorsque le prix de revient relatif à un bien considéré s'avère faible par rapport au prix du marché, les S.A.F.E.R. peuvent, par exemple, ne pas procéder à la déduction des produits.

L'excédent ainsi réalisé pourra venir en déduction d'une opération particulièrement onéreuse. Il est de l'intérêt même des agriculteurs que les S.A.F.E.R. puissent maintenir dans tous les cas les prix des terres à un niveau satisfaisant. Telle est d'ailleurs l'une de leurs missions. La solidarité qui doit exister entre les citoyens et, dans le cas présent, entre les agriculteurs exige que les S.A.F.E.R. procèdent, lorsque cela s'avère utile, à cette péréquation. En effet, il ne serait pas souhaitable que, par exemple, le coût d'une exploitation en friche qui a nécessité des frais élevés de remise en état ne soit supporté que par l'agriculteur attributaire alors que dans le même temps, un autre attributaire bénéficierait d'une terre à un prix de revient faible parce que les charges de la S.A.F.E.R. se sont révélées dérisoires pour l'opération considérée. Le fait que le commissaire du Gouvernement représentant le ministre de l'agriculture et que le commissaire du Gouvernement représentant le ministre du budget et celui de l'économie soient appelés à se prononcer sur les rétrocession est susceptible d'éviter tout abus en ce qui concerne le prix facturé à l'attributaire. Bien que ces sociétés soient sans but lucratif; leurs comptes sociaux, pour un exercice déterminé, doivent être équilibrés.

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale).

31889. — 9 juin 1980. — **M. Charles Miossec** expose à **M. le ministre de l'agriculture** les graves inconvénients qui résultent pour les femmes chefs de famille, des modifications apportées depuis 1978, aux conventions passées entre l'Etat et les centres de promotion sociale. En effet, les établissements du Centre national d'aménagement des structures d'exploitation agricole, pouvant accueillir des stagiaires en « conversion » et définir eux-mêmes le contenu pédagogique le plus approprié de leur enseignement, ont dû se soumettre à une réglementation plus étroite. C'est ainsi que le contenu pédagogique est celui du B.T.A. et les admissions régies par les règles de cet examen. Ainsi également, une femme n'ayant pas eu d'activité professionnelle attestée, deux ans durant, ne peut plus être admise en stage comme c'était le cas avant 1978. C'est pourtant fréquemment la situation des femmes chef de famille, des veuves notamment qui ne peuvent justifier de deux années d'activité professionnelle dans la mesure où elles ont dû s'occuper de leurs enfants, et qui de ce fait, n'ont plus accès à ces stages alors qu'a toujours été affirmé avec force le principe de la priorité d'accès aux stages agréés par l'Etat des femmes chefs de famille. En conséquence, et afin de mettre les intentions en accord avec les faits, il lui demande de lui faire savoir s'il envisage de considérer les années passées par les femmes à élever leurs enfants au même titre que des années d'activité professionnelle, et si, pour faciliter l'accès des veuves aux stages rémunérés, il ne lui paraît pas opportun de réserver un certain nombre de places de stage à cette catégorie de femmes.

Réponse. — La loi n° 78-754 du 17 juillet 1978 modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, à laquelle il est fait allusion, n'a aucunement remis en cause les mesures antérieures dont pouvaient bénéficier les femmes chefs de famille; au contraire, le décret n° 75-250 du 27 mars 1979, pris en application de cette loi, prévoit une disposition particulière pour les mères de famille qui désirent occuper un emploi exigeant une qualification. Le Centre national pour l'aménagement des structures d'exploitation agricole (C.N.A.S.E.A.) n'assure pas la tutelle d'établissements de formation et n'est pas qualifié pour définir les programmes pédagogiques ou les conditions d'accès à la formation continue. Son rôle en la matière se borne à assurer la rémunération des stagiaires relevant du secteur agricole suivant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Chaque centre de formation a toujours la liberté de proposer les cycles qu'il souhaite conduire dans le cadre de la formation continue. La conclusion de conventions à cet effet appartient, soit au ministre concerné, soit au préfet de région qui, l'un et l'autre prennent leurs décisions en fonction d'une part, des priorités retenues en la matière par les instances concultatives et d'autre part, des moyens financiers dont ils disposent. Enfin, il est rappelé que le ministère de l'agriculture, sur ses crédits propres, finance des stages, au titre du fonctionnement et de la rémunération des participants, organisés à l'intention des femmes d'agriculteurs et que depuis trois années que ces stages ont débuté, plus de 8 000 personnes en ont bénéficié.

Agriculture (structures agricoles).

32235. — 16 juin 1980. — **M. Gérard Longuet** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelles sont les bases habituelles de l'établissement des marchés de travaux nécessités par les opérations de remembrement. Il souhaiterait savoir en particulier s'il existe

des références pratiques types concernant les barèmes et la détermination des catégories d'accidentation et de couvert.

Réponse. — Le montant des marchés de remembrement s'obtient par application d'un barème, arrêté le 2 avril 1973, à un certain nombre d'éléments représentatifs des caractéristiques topographiques et foncières de la commune, tels que le nombre de propriétaires et de parcelles, l'étendue des cultures pérennes, l'accidentation du terrain et l'importance de la couverture végétale. Les deux derniers éléments cités s'apprécient, pour chaque commune, par comparaison d'une part de la carte de l'échelle de 1.50 000 pour l'accidentation et, d'autre part, de la couverture photographique aérienne à l'échelle de 1/25 000 pour le couvert, avec des documents types illustrant quatre catégories d'accidentation et six catégories de couvert. Ces références ont été rassemblées dans un recueil joint à une circulaire du 21 mai 1973 du ministre de l'agriculture.

ANCIENS COMBATTANTS

Handicapés (appareillage).

30191. — 5 mai 1980. — **M. Alain Mayoud** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les dépenses engagées par certains mutilés de guerre lorsqu'ils sont amenés à se rendre au centre d'appareillage pour l'entretien ou le renouvellement d'un appareil de prothèse. Ces démarches leur imposent un déplacement souvent important et ils ne sont remboursés uniquement que du prix d'un billet de chemin de fer sans que soient pris en compte les frais annexes (taxi, repas, etc.), et, d'autre part ils ne bénéficient pas obligatoirement, contrairement aux mutilés du travail, d'une indemnité pour perte de salaire lorsqu'ils doivent s'absenter de leur lieu de travail. Il lui demande quelles mesures pourraient être prises pour remédier à cette situation.

Réponse. — Les droits à remboursement des frais de transport des ressortissants du code des pensions militaires d'invalidité et des assurés sociaux convoqués devant les centres d'appareillage ont identiques : les uns et les autres sont remboursés de leurs frais de déplacement d'après le prix effectif du transport aller et retour par la voie la plus économique. Ils peuvent même obtenir le remboursement des frais de transport en taxi ou en ambulance, lorsque ce moyen de transport a été reconnu médicalement nécessaire par la commission d'appareillage. Les assurés sociaux perçoivent, le cas échéant, des indemnités de repas et d'hôtel, calculées sur des bases différentes de celles prévues pour les pensionnés de guerre et peuvent recevoir une indemnité compensatrice pour perte de salaire. Cette différence n'a pas échappé au secrétaire d'Etat aux anciens combattants qui s'efforce d'y remédier.

Anciens combattants et victimes de guerre (politique en faveur des anciens combattants et victimes de guerre).

31654. — 2 juin 1980. — **M. Christian Laurissergues** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les revendications des aveugles de guerre en particulier en ce qui concerne : la valeur du point de pension ; la situation des veuves ; l'allocation 11-60. Ils demandent sur ces points respectifs : 1° que soient pris en considération les demandes exprimées par la commission tripartite ; 2° que le taux de 500 points soit appliqué à toutes les veuves sans condition d'âge et que le taux exceptionnel soit porté à 667 points, sans conditions de ressources ; que les veuves de grands mutilés bénéficient d'une pension de réversion calculée à raison de 50 p. 100 des éléments principaux de la pension de leur mari ; 3° que l'allocation 11-60 soit portée rapidement à 189 points. En conséquence, il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement face à ces revendications.

Réponse. — 1° Sur la valeur du point de pension : le relèvement des pensions militaires d'invalidité est effectué systématiquement à chaque augmentation des traitements de fonctionnaires conformément aux dispositions de l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité. En 1979, ces traitements et les pensions militaires d'invalidité ont été relevés sept fois représentant 14,55 p. 100 d'augmentation du 1^{er} janvier 1979 au 1^{er} janvier 1980. Cette année, traitements et pensions militaires d'invalidité ont été relevés trois fois, soit 4,25 p. 100 d'augmentation du 1^{er} janvier 1980 au 1^{er} avril 1980. Un nouveau relèvement est prévu pour compter du 1^{er} juillet. 2° Quant à la situation des veuves de guerre : sur le plan des principes, les pensions de veuves de guerre ne sont pas des pensions de réversion mais l'indemnisation forfaitaire par l'Etat du dommage causé à l'épouse qui a perdu son mari du fait de la guerre. Les pensions des veuves des très grands invalides qui étaient bénéficiaires de l'allocation 5 bis b, sont calculées actuellement sur les bases indiciaires suivantes selon l'âge de la veuve : 690,5 (460,5 + 230) avant quarante ans, sans conditions de revenus ; 730 (500 + 230) à partir de quarante ans, sans conditions

de revenus ; 844 (614 + 230) à partir de soixante ans, en cas de non-imposition sur le revenu. A partir de soixante-cinq ans, ou de soixante ans en cas d'infirmité, s'ajoutent, si la veuve ne dispose pas de ressources personnelles, les allocations de vieillesse de caractère social fixées globalement à 15 600 francs par an au 1^{er} juin 1980. A cette date, le total annuel de ces avantages, composé d'éléments non imposables, s'élevait à 42 743,14 francs. Dans tous les cas, la majoration de 230 points est une compensation des charges morales et matérielles assumées par l'épouse d'un grand invalide. Elle ne peut de ce fait servir de fondement à une modification de l'ensemble de la législation générale en vigueur dans le domaine des pensions de veuves de guerre. En tout état de cause, le Gouvernement entend poursuivre, notamment par l'adoption de mesures catégorielles nouvelles, son action pour les veuves de guerre en fonction des possibilités budgétaires et des besoins des intéressés. 3° Enfin, en ce qui concerne l'allocation 11-60 que les aveugles de guerre désirent voir porter à 189 points, il est précisé que cette allocation a été relevée de 29 points en 1980. La situation des aveugles de guerre continue à faire l'objet des préoccupations du secrétaire d'Etat aux anciens combattants qui chaque année propose au Parlement de nouvelles mesures catégorielles retenues par le Gouvernement en fonction des priorités et des impératifs budgétaires.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (allocations aux grands invalides).

32403. — 23 juin 1980. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur la disposition contenue dans la loi de finances pour 1980 qui relève de 30 à 50 points la dotation de l'allocation n° 11. A ce propos, les anciens combattants et victimes de guerre demandent que, par un nouvel effort budgétaire, cette allocation soit portée rapidement à 189 points, conformément aux conclusions de la commission des vœux du 13 mars 1961. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire le vœu exprimé.

Réponse. — L'augmentation du montant indiciaire de l'allocation n° 11-60 des aveugles de guerre a été envisagée dès la préparation du budget pour 1979. Cette allocation, qui était alors calculée sur l'indice 30, a été portée à la valeur indiciaire de 50 points, en application de l'article 90 de la loi de finances pour 1980. La situation des intéressés continue à retentir tout l'intérêt du secrétaire d'Etat aux anciens combattants, mais il est prématuré de préjuger, au stade actuel de préparation du budget des anciens combattants pour 1981, les mesures catégorielles qui pourront finalement être retenues.

Anciens combattants et victimes de guerre (Afrique du Nord).

33068. — 7 juillet 1980. — **M. Maurice Pourchon** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur l'attribution d'une carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire, en vertu du respect de l'égalité des droits entre toutes les générations du feu, de faire en sorte que les anciens combattants d'Algérie, du Maroc et de Tunisie soient mis sur un pied d'égalité avec les combattants des conflits antérieurs afin qu'ils bénéficient de pensions de guerre et de la campagne double pour les fonctionnaires et assimilés.

Réponse. — Les différents points de la question écrite posée appellent les réponses suivantes : 1° les conditions d'attribution de la carte du combattant aux militaires ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 respectent les règles traditionnelles fixées en cette matière après la Première guerre mondiale. C'est ainsi que le décret du 11 février 1975, pris pour l'application de la loi du 9 décembre 1974, a précisé que cette carte doit être attribuée aux militaires qui ont été présents dans une unité combattante pendant au moins trois mois. Cette condition n'est pas exigée de ceux qui ont reçu une blessure homologuée ou ont été évacués d'une unité combattante pour un motif sanitaire ou ont été faits prisonniers par l'adversaire. A ce titre, sur 479 734 demandes de cartes du combattant examinées au 1^{er} janvier 1980 par les commissions départementales de la carte du combattant, 354 261 ont fait l'objet d'une décision favorable. En outre, la mise en application des conclusions de la commission présidée par le général Bigeard (arrêté du 28 juin 1979), accordant des bonifications aux militaires dont les unités ont été engagées dans des combats sévères de seize à soixante jours, va permettre de réexaminer favorablement un nombre important des dossiers qui n'ont pu faire l'objet d'une décision favorable du fait d'une insuffisance de jours de présence en unités combattantes du postulant. Afin de tenir compte des conditions spécifiques dans lesquelles les opérations d'Afrique du

Nord ont été effectuées, la loi du 9 décembre 1974 a décidé que les candidats (militaires et civils ayant participé aux opérations) qui ne remplissent pas les conditions rappelées ci-dessus, « peuvent se réclamer d'une procédure subsidiaire dite « du paragr. de rattrapage » dont elle a prévu que les règles de fonctionnement seraient établies par une commission composée en majorité de représentants des anciens combattants. Devant les faibles résultats de la mise en application de cette procédure telle que l'avait fixée un arrêté du 14 décembre 1976 et sur l'invitation du secrétaire d'Etat aux anciens combattants, la commission, dans une délibération approuvée par arrêté du 9 avril 1980, publié au *Journal officiel* du 19 avril 1980, en a profondément modifié les règles, ce qui va avoir pour effet d'en accroître sensiblement l'efficacité. Les candidats à la carte ne réunissant pas les conditions requises, mais qui sont titulaires de citations individuelles élogieuses, peuvent former un recours gracieux que le secrétaire d'Etat aux anciens combattants examine personnellement après avis émis par la commission nationale de la carte du combattant, ainsi que les dispositions de l'article R 227 du code des pensions militaires d'invalidité lui en donnent la possibilité; 2° les anciens d'Afrique du Nord se sont vu ouvrir les droits des anciens combattants des conflits antérieurs en matière de pensions militaires d'invalidité et de carte du combattant notamment. L'ensemble des dispositions prévues à cet effet respecte le principe fondamental de stricte égalité entre les diverses générations du feu auquel tous les anciens combattants sont très attachés; 3° le secrétaire d'Etat aux anciens combattants n'a pas qualité pour décider de l'octroi des bénéfices de campagne au titre des opérations militaires; celles d'Afrique du Nord (1952 à 1962) ouvrent droit au bénéfice de la campagne simple majorant le taux de la pension de retraite (décret n° 57-195 du 14 février 1957). La loi du 9 décembre 1974 donnant vocation à la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ne leur a pas ouvert droit à la campagne double, car l'attribution de la carte du combattant et les bénéfices de campagne font l'objet de législations distinctes. Celle qui concerne le bénéfice de campagne relève de la compétence du ministre de la défense (définition des opérations y ouvrant éventuellement droit) et des ministres du budget et de la fonction publique (avantages de retraite attribués aux fonctionnaires).

BUDGET

Impôt sur le revenu (paiement).

19191. — 4 août 1979. — **M. Georges Mesmin** demande à **M. le ministre du budget** si les contribuables détenteurs d'actions ouvrant droit à un avoir fiscal ne pourraient être autorisés à utiliser ce crédit d'impôt pour régler leurs tiers provisionnels de l'impôt sur le revenu. Cette mesure serait sans doute de nature à favoriser le placement des actions et ainsi à contribuer à l'augmentation des fonds propres des entreprises, c'est-à-dire à la réalisation d'un objectif considéré comme prioritaire par le Gouvernement.

Réponse. — Il est rappelé que le mécanisme de l'avoir fiscal, institué par la loi du 12 juillet 1965 codifiée à l'article 158 bis du code général des impôts, permet d'éviter la double imposition des dividendes versés aux actionnaires. Il résulte des dispositions de cet article, d'une part, que l'avoir fiscal constitue pour les bénéficiaires de dividendes une partie du revenu imposable, d'autre part, qu'il est reçu en paiement de l'impôt sur le revenu dont ils sont redevables. Cet avoir fiscal doit donc être compris dans les bases de l'impôt avant de venir en déduction de cet impôt ou d'être restitué s'il excède son montant. L'article 158 bis précité énonce, en effet, que l'avoir fiscal « ne peut être utilisé que dans la mesure où le revenu est compris dans la base de l'impôt sur le revenu dû par le bénéficiaire. Il est reçu en paiement de cet impôt. » Il résulte de ces dispositions que l'avoir fiscal est un des éléments constitutifs du revenu imposable et n'est qu'un revenu temporairement bloqué pour être éventuellement, en tout ou partie, affecté au paiement, partiel ou total, de la cotisation liquidée, d'après le revenu d'ensemble dont il fait partie, selon les règles prévues à l'article 193 du même code. L'utilisation de l'avoir fiscal supposant, dès lors, que l'impôt sur le revenu ait été préalablement liquidé au vu de la déclaration souscrite par le bénéficiaire, les détenteurs d'actions ouvrant droit à cet avoir ne sauraient être autorisés à s'acquitter de leurs acomptes provisionnels par ce moyen.

Impôts locaux (taxe professionnelle : Gironde).

27180. — 10 mars 1980. — **M. Pierre Lagorce** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des chirurgiens-dentistes eu égard à la taxe professionnelle. Les intéressés — particulièrement ceux du département de la Gironde — se plaignent légitimement, semble-t-il, de l'excessive lourdeur du taux moyen de cette taxe, qui oscillerait, selon eux, entre 1,31 p. 100 à 7,94 p. 100

et dont le pourcentage moyen départemental 1979 atteindrait 5,30 p. 100 et, en outre, de sa disparité. Les chirurgiens-dentistes girondins font état d'un accroissement du montant moyen de leur taxe professionnelle, comparée à l'ancienne patente (1975), de : + 70 p. 100 en 1976, + 105 p. 100 en 1977; + 249,30 p. 100 en 1978 et de + 463,50 p. 100 en 1979, du fait, pour cette dernière année, du coefficient spécifique. Situation encore accrue, semble-t-il, pour les néo-praticiens qui, installés seulement depuis 1976, ne bénéficient pas, de ce fait, de l'« écrêtement » accordé à leurs confrères plus anciens. Cette situation leur apparaît insupportable, semble-t-il, a bon droit. En conséquence, ils suggèrent — après avoir déposé leurs cartes d'électeurs auprès de **M. le préfet** — un aménagement de la taxe professionnelle dont le taux, selon eux raisonnable, devrait être « le treizième de leurs recettes diminuées des salaires et charges sociales, amortissements annuels et leasing ». Ce qui, toujours d'après leurs estimations, aboutirait, pour une recette annuelle de 320 000 francs, 45 000 francs de salaires et charges sociales d'assistant et 15 000 francs de leasing et amortissements, à une taxe professionnelle de 5 000 à 6 000 francs. Il lui demande son avis sur cette progression, à première vue excessive, de la taxe professionnelle des chirurgiens-dentistes girondins ainsi que sur les suggestions et propositions de leur syndicat quant à un mode de calcul et un taux différents de cette taxe.

Réponse. — Cette question appelle la même réponse que celle déjà fournie à **M. Lagorce** pour sa question écrite n° 27448 du 17 mars 1980. Cette réponse a été publiée au *Journal officiel* n° 24 du 16 juin 1980, pages 2441 et 2442.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

28346. — 31 mars 1980. — **M. Maurice Tissandier** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'application des plus-values sur reprises de matériels agricoles. Il lui fait remarquer que lorsqu'un agriculteur passe du régime forfaitaire à celui du bénéfice réel, la plus-value qu'il réalise en période de réel prend parfois principalement naissance durant la période pendant laquelle cet agriculteur relève du forfait. Il est de ce fait illogique que la plus-value réalisée par l'agriculteur en question soit alors ajoutée en totalité à son bénéfice réel. Il lui demande si l'administration fiscale ne pourrait pas admettre de ne réintégrer au bénéfice agricole réel de l'exploitant que la fraction de la plus-value proportionnelle à la durée d'utilisation du matériel sous le régime du bénéfice agricole réel par rapport à la durée totale d'utilisation de ce matériel.

Plus-values (imposition : activités professionnelles).

28925. — 7 avril 1980. — **M. Michel Aurillac** expose à **M. le ministre du budget** que lorsqu'un exploitant agricole renouvelle son matériel d'exploitation (moussonneuse-batteuse, tracteur), dans les années qui suivent son passage du régime du bénéfice agricole forfaitaire au régime du bénéfice réel (normal ou simplifié), le matériel ancien est repris pour un prix élevé, parfois supérieur au prix d'achat. L'opération dégage une plus-value importante réalisée pendant une période de régime du bénéfice réel, mais dont la source a pris naissance principalement sous le régime du forfait. Il est donc illogique et inéquitable que les dites plus-values soient ajoutées en totalité à son bénéfice réel. Il lui demande si l'exonération fiscale admet de ne réintégrer au bénéfice réel que la fraction de la plus-value proportionnelle à la durée d'utilisation sous le régime du bénéfice réel par rapport à la durée effectuée et totale d'utilisation.

Réponse. — La législation actuelle autorise les exploitants agricoles qui passent du forfait à un régime de bénéfice réel à procéder à une nouvelle estimation de la valeur de leurs immobilisations amortissables, en tenant compte de la durée probable d'utilisation de ces immobilisations à compter de la date du changement de régime d'imposition. Cette mesure est particulièrement libérale puisque les agriculteurs disposent ainsi de nouvelles possibilités d'amortissement. Au surplus, elle conduit à réduire sensiblement, voire parfois même à annuler, les plus-values imposables puisque celles-ci sont égales à la différence entre le prix de vente et la valeur nette comptable de l'immobilisation au moment de la cession. Elle évite normalement toute taxation des plus-values réalisées antérieurement au passage du forfait à un régime de bénéfice réel. Ces précisions répondent, pour une large part, aux préoccupations exprimées dans la question.

Droits d'enregistrement et de timbre (taxes sur les véhicules à moteur).

28617. — 31 mars 1980. — **M. Michel Sainte-Marie** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les nombreux problèmes soulevés par l'application brutale de la taxe différentielle sur les motos d'une puissance supérieure à 8 CV. Sous le couvert du

principe d'égalité fiscale entre les automobilistes et les motocyclistes, cette mesure est fortement discriminatoire. En effet, à prix d'achat égal du véhicule, le motocycliste doit payer une taxe dont le montant est de deux à trois fois plus élevé que pour l'automobiliste. De plus, son caractère dissuasif est tout aussi discutable tant au niveau du soul d'économie d'énergie qu'au niveau d'une compensation des charges des pouvoirs publics face aux accidents corporels des motocyclistes. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte envisager pour remédier à cette situation.

Réponse. — Un souci d'équité a conduit le Gouvernement à proposer au Parlement qu'il adopte un texte soumettant les motocyclettes à la taxe différentielle jusqu'à présent applicable aux seuls véhicules automobiles; le prix de ces motocyclettes est en effet souvent comparable à celui de certains types de véhicules automobiles soumis à cette taxe, et leur consommation de carburant par passager parfois importante. Comme les débats parlementaires l'ont montré, toutes les incidences de l'application de cette taxe ont été mesurées, ce qui a conduit à de nombreuses exonérations ou réductions de tarif. Ainsi, les motocyclettes d'une puissance fiscale inférieure à 8 CV, c'est-à-dire dont la cylindrée n'excède pas 750 centimètres cubes, de même que celles ayant plus de vingt ans d'âge, ne seront pas soumises à la taxe. En outre, les tarifs de cette taxe sont modérés puisque inférieurs à ceux des véhicules automobiles de même puissance fiscale, les engins ayant plus de cinq ans et moins de vingt ans d'âge bénéficiant d'un tarif réduit de moitié. Compte tenu de ces diverses exonérations, moins de 20 p. 100 du parc des motocyclettes sera soumis à la taxe différentielle dont le montant ne représentera au demeurant qu'une faible partie des charges d'amortissement et d'entretien.

Plus-values : imposition (immeubles).

29443. — 21 avril 1980. — M. Paul Chapel appelle l'attention de M. le ministre du budget sur une difficulté d'application de la fiscalité immobilière en matière de plus-values. Il lui demande quel est le régime applicable à une maison d'habitation acquise par deux époux en 1975, et qui doit, avant le prononcé d'un divorce, faire l'objet d'une cession, compte tenu du fait, d'une part, qu'une ordonnance de non-conciliation reçue le 6 décembre 1979 a autorisé les époux à résider séparément, l'épouse dans la maison acquise en 1975, l'époux dans une maison acquise en 1979, à la suite d'une mutation professionnelle; d'autre part, que la maison qui doit être vendue a été louée entre le 15 septembre 1978 et le 15 septembre 1979, afin de faire face aux charges de remboursements d'emprunts contractés pour l'acquisition faite en 1979.

Réponse. — Dans la situation exposée, les revenus imposables de l'épouse en instance de divorce et autorisée à résider séparément doivent normalement comprendre, au titre de l'année de la cession, la fraction de la plus-value correspondant à son droit de propriété dans l'immeuble acquis en commun. Toutefois, dans la mesure où cet immeuble est redevenu, conformément à l'ordonnance de non-conciliation, la résidence principale de l'intéressée et où il a conservé cette affectation à la date de la vente, cette fraction de plus-value bénéficiera de l'exonération mentionnée par l'article 150 c du code général des impôts. En revanche, la fraction de la plus-value revenant au mari au titre de la même vente ne pourra bénéficier de cette exonération, dès lors que l'immeuble ne constitue plus sa résidence principale : elle sera soumise à l'impôt suivant les règles des plus-values à moyen terme définies à l'article 150 k du code déjà cité, les dispositions de l'article 35 o du même code ne pouvant trouver à s'appliquer en cas de cession d'immeuble consécutive à un divorce.

Plus-values : imposition (activités professionnelles).

30056. — 28 avril 1980. — M. Henri Colombier expose à M. le ministre du budget le cas d'un voyageur représentant placier, assujéti à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des traitements et salaires, qui a opté, pour la détermination de son revenu net imposable, pour le régime des frais réels, conformément aux dispositions de l'article 83-3° du code général des impôts. Au cours de l'année 1979, ce salarié a réalisé de nombreux investissements concernant, notamment, l'aménagement de ses locaux à usage exclusivement professionnel — aménagements amortissables selon les usages. Il lui demande de bien vouloir indiquer si, en cas de revente des locaux, la plus-value éventuellement dégagée dans cette opération est imposable, et, dans l'affirmative, si l'on doit considérer qu'il s'agit d'une plus-value professionnelle (ainsi que cela semblerait, en toute logique, être le cas) ou d'une plus-value privée, étant donné que, d'autre part, l'article 11 de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 relatif aux plus-values professionnelles ne vise expressément que les plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale.

Réponse. — Il résulte des dispositions applicables en matière de traitements et salaires que, d'une manière générale, les plus-values

afférentes à la cession des éléments affectés à l'exercice de la profession, tels les locaux et agencements, ne sont pas prises en considération pour la détermination du revenu professionnel imposable. Ces plus-values relèvent donc, le cas échéant, du régime de taxation des plus-values privées, étant précisé qu'en ce qui concerne les locaux agencés, le régime applicable est dans sa totalité celui des immeubles si les aménagements sont incorporés au bâtiment et constituent, de ce fait, de véritables installations immobilières et, respectivement, celui des immeubles et celui des meubles dans le cas contraire. Corrélativement, le salarié — même en cas d'option pour la déduction de ses frais réels — n'est pas autorisé à pratiquer un amortissement pour ses locaux professionnels et agencements.

Budget de l'Etat (lois de finances).

30800. — 19 mai 1980. — M. Jacques Lavédrine rappelle à M. le ministre du budget que l'article 3 de la loi n° 62-900 du 4 août 1962 prévoit que le Gouvernement présente, en annexe au projet de loi de finances de l'année, un rapport sur la régionalisation du budget d'équipement et sur l'aménagement du territoire. Il lui fait observer que, pendant de nombreuses années, ce rapport a été déposé pendant la discussion budgétaire. Mais, depuis quelques années, ce rapport est déposé très tardivement. Son tome I paraît après le vote de la loi de finances. Quant à ses tomes II et III, ils ne sont déposés sur les bureaux des assemblées que plusieurs mois après le vote définitif du budget. Une telle manière de faire n'est pas conforme à la disposition législative susvisée et elle enlève toute signification au contrôle parlementaire que ce document a pour objet de favoriser. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour que le rapport en cause soit désormais déposé en même temps que le projet de loi de finances ou, en tout cas, pendant la session parlementaire d'automne.

Réponse. — Les annexes budgétaires consacrées chaque année à la régionalisation du budget d'équipement et à l'aménagement du territoire comprennent trois tomes. Les deux premiers, tomes sont élaborés par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Le tome I présente les principaux éléments de la politique suivie pour l'aménagement du territoire et l'action régionale; le tome II (divisé en deux parties) retrace la régionalisation des crédits budgétaires en présentant, pour chacun des secteurs d'équipement collectif et par chapitre budgétaire, les autorisations de programme effectivement délivrées pour le dernier exercice écoulé, et les prévisions de répartition des crédits pour lequel le projet de loi de finances est en discussion devant le Parlement. Le tome III, préparé par l'institut national des statistiques et des études économiques, rassemble, sous le titre « Statistiques et indicateurs des régions françaises » les résultats les plus caractéristiques de la situation démographique, économique et sociale des régions, ainsi que les traits essentiels de l'évolution de cette situation, à la suite des mesures prises pour l'aménagement du territoire. La préparation de ces annexes budgétaires fait donc nécessairement intervenir un grand nombre de services administratifs de plusieurs ministères; la collecte et l'enregistrement de l'information, la mise en forme des ouvrages nécessitent des délais qui sont parfois assez longs du fait des différentes charges des services. Mais c'est avant tout le souci de donner au Parlement une information aussi à jour que possible, et en matière budgétaire correspondant à un exercice entier, qui a obligé à une parution plus tardive que ne le prévoyait l'article 3 de la loi n° 62-900 du 4 août 1962; ce texte en effet ne visait que la récapitulation de l'effort financier prévu par le budget de l'Etat pour l'exécution des tranches opératoires du IV^e Plan. Depuis, et notamment après la loi du 5 juillet 1972 créant les établissements publics régionaux, le Gouvernement s'est attaché à développer dans ces documents une information régionale plus complète, qui puisse également servir de référence statistique aux différents partenaires du développement régional. Néanmoins, et pour l'avenir, il s'efforcera de réduire au maximum les délais de préparation de ces différents documents avec pour objectif de les présenter pendant la discussion du projet de loi de finances, tout en conciliant le souci de produire une information exhaustive et récente.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

31529. — 2 juin 1980. — M. Joseph-Henri Maujoux du Gasset expose à M. le ministre du budget que M. C. est clerc de notaire. A ce titre, il cotise à la caisse de régime spécial C.R.P.C.E.N. Au cours des années 1977 et 1978, il a reçu des indemnités journalières pour maladie et maternité. Il lui demande si ces sommes sont imposables à l'I.R.P.P.

Réponse. — Les indemnités journalières servies en 1977 et 1978, en cas de maladie ou de maternité, aux ressortissants des régimes spéciaux de sécurité sociale, notamment de celui des clercs et

employés de notaires, doivent être soumises à l'impôt sur le revenu. L'exonération existant en la matière, avant l'intervention de la loi de finances pour 1979, et qui résultait d'une décision administrative très ancienne, ne concernait, en effet, que les indemnités journalières versées aux salariés relevant du régime général de sécurité sociale. L'article 76 de la loi précitée, dont les dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1979, a mis fin à cette situation. Les exonérations légales qu'il prévoit s'appliquent aux indemnités journalières servies par l'ensemble des régimes de sécurité sociale (régime général et régimes spéciaux) et de la mutualité sociale agricole. Elles sont toutefois limitées aux indemnités journalières de maladie versées à des personnes atteintes d'une affection comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuses, aux indemnités journalières de repos versées aux femmes bénéficiant d'un congé de maternité et aux indemnités journalières d'accident du travail. En outre, les indemnités journalières de maladie normalement imposables, ne sont pas retenues dans les bases de l'impôt lorsque le revenu net global du foyer n'excède pas la limite supérieure de la deuxième tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

Budget : ministère (personnel : Nord).

31802. — 9 juin 1980. — **M. Georges Hage** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les allocations mises à la disposition des comptables des services extérieurs du Trésor du département du Nord pour l'année 1980 afin de régler les frais de fonctionnement des postes dont ils ont la charge. En effet, lors de la réunion de la commission départementale des frais de fonctionnement, la décision a été prise de reconduire, voire pour certains postes de diminuer, les crédits 1979, alors que chacun sait qu'au cours de l'année 1979 le S.M.I.C. a augmenté de 14 p. 100, l'électricité de 26 p. 100, le gaz de 30 p. 100 et que, de janvier 1979 à mars 1980, le fuel a augmenté de près de 90 p. 100. Dans ces conditions les crédits accordés pour 1980 sont très insuffisants, d'autant que, de surcroît, ils perdent de leur valeur réelle en cours d'année. A titre d'exemple, on peut citer le cas de la perception d'Arleux. La dotation en francs pour ce poste est passée de 2 830 francs le 1^{er} janvier 1974 à 3 409 francs le 1^{er} janvier 1980, soit en francs 20 p. 100 d'augmentation, alors que le prix du litre de fuel, pour la même période, est passé de 0,36 franc à 1,50 franc, soit une progression de plus de 300 p. 100. La dotation 1979 n'a permis au comptable qu'un approvisionnement en fuel trois fois moindre que celui de 1974. Cette situation s'ajoutant à l'augmentation des tarifs E.D.F., le niveau de consommation actuelle d'énergie dans le poste d'Arleux a d'ores et déjà atteint un minimum incompressible qui ne pourra même plus être couvert avec la dotation 1980. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour assurer une augmentation des allocations mises à la disposition des comptables des services extérieurs du Trésor qui soit en rapport avec l'augmentation du coût de la vie, et notamment du fuel, du gaz et de l'électricité, afin de permettre un entretien, un chauffage et un éclairage corrects des locaux.

Réponse. — La limitation des crédits affectés aux dépenses de chauffage et de nettoyage des postes comptables des services extérieurs du Trésor répond au souci du Gouvernement de freiner la hausse des dépenses de fonctionnement des administrations au budget de 1980. Elle n'a pas permis d'ajuster les dotations des services extérieurs du Trésor pour les dépenses de cette nature à hauteur de la totalité des demandes. Malgré les mesures prises pour assurer la meilleure répartition des crédits disponibles, certains postes comptables ont donc pu éprouver des difficultés à assurer de façon satisfaisante le chauffage et le nettoyage des locaux. Cette situation fera l'objet d'un examen attentif lors de la préparation du projet de budget pour 1981.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

31923. — 9 juin 1980. — **M. Maurice Tissandier** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des invalides au regard du quotient familial. Il lui fait remarquer qu'un invalide qui se marie avec une personne valide ne voit en rien diminuer son handicap, et les charges afférentes à celui-ci. Il lui demande en conséquence, de vouloir bien lui expliquer les raisons pour lesquelles dans cette circonstance, un invalide perd la bénéfice de la demi-part supplémentaire dont il pouvait disposer préalablement à son mariage avec une personne valide.

Réponse. — En droit strict, seules la situation et les charges de famille du contribuable doivent être prises en considération pour la détermination du quotient familial servant au calcul de l'impôt sur le revenu. Ce principe conduit normalement à attribuer une part de quotient familial à toute personne vivant seule et deux

parts aux personnes mariées sans enfant à charge. Les dispositions accordant une demi-part supplémentaire aux invalides seuls ainsi qu'aux foyers dans lesquels chaque époux est gravement invalide dérogent à ce principe. Aussi, cette exception doit-elle rester limitée aux handicapés qui sont le plus durement touchés tant sur le plan moral que matériel. Il ne saurait être envisagé d'aller plus loin dans cette voie sans remettre en cause la cohérence du système du quotient familial. Les pouvoirs publics ne restent cependant pas insensibles aux difficultés que peuvent rencontrer les contribuables handicapés, quelle que soit leur situation de famille, mais, plutôt que d'agir par la voie du quotient familial, ils ont préféré instituer un système d'abattements applicable, en priorité, aux invalides de condition modeste. A cet égard, l'article 3 de la loi de finances pour 1980 a relevé les montants et limites d'application de ces abattements. Ainsi, les contribuables infirmes dont le revenu, après abattements, n'excède pas 25 200 francs (au lieu de 23 000 francs auparavant) ont droit à une déduction de 4 080 francs (au lieu de 3 720 francs) sur la base de leur impôt sur le revenu. De même, un abattement de 2 040 francs (au lieu de 1 850 francs) est prévu en faveur des invalides dont le revenu est compris entre 25 200 francs et 40 800 francs (au lieu de 37 200 francs). En outre, les pensions et retraites font l'objet, en sus de l'abattement de 20 p. 200, d'un abattement de 10 p. 100 qui peut atteindre 6 700 francs (au lieu de 6 000 francs précédemment) et qui est calculé désormais par titulaire de pensions et non plus par foyer. Cette disposition profite notamment aux personnes invalides titulaires de tels revenus. Ces deux séries de mesures sont de nature à améliorer la situation d'un grand nombre de personnes handicapées. Elles constituent ainsi un complément appréciable aux mesures prises par ailleurs sur le plan social.

COMMERCE ET ARTISANAT

*Commerce et artisanat
(politique en faveur du commerce et de l'artisanat).*

25148. — 23 janvier 1980. — **M. Pierre Weisenhorn** s'étonne auprès de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 7745 au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale n° 85 du 26 octobre 1978, page 6689. Quinze mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il appelle son attention sur les vœux suivants exprimés par les non-salariés du secteur artisanal d'Alsace. Retour à un apprentissage de qualité, dispensé en trois ans dès l'âge de quinze ans dans des centres de formation gérés par la chambre de métiers d'Alsace et les collectivités locales (actuellement, le ministère de l'éducation gère vingt-sept C.F.A. dont les vingt-quatre C.F.A. d'Alsace). Mise en œuvre effective des dispositions de la loi Royer dont certaines mesures, sur le plan de l'égalité sociale et fiscale, ne sont pas encore réalisées, élaboration des statuts de l'épouse d'artisan et de l'entreprise artisanale, institution d'une politique de crédit, notamment en faveur des jeunes artisans désireux de s'établir, vérification de la qualification professionnelle préalablement à la création d'entreprises artisanales, étude de mesures destinées à faire échec à la concurrence déloyale, extension, aux entreprises artisanales, des mesures d'aide appliquées par les pouvoirs publics au bénéfice des entreprises industrielles à l'occasion de créations d'emplois. **M. Pierre Weisenhorn** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** la suite susceptible d'être réservée aux légitimes revendications dont cette question se fait l'écho.

Réponse. — Les questions abordées par l'honorable parlementaire dans sa question du 26 octobre 1978 font partie de celles auxquelles le ministre du commerce et de l'artisanat attache une importance particulière et c'est à la suite d'une erreur matérielle qu'il y est répondu avec retard. En ce qui concerne l'apprentissage, il est tout d'abord souligné que, contrairement à ce que semblent affirmer les vœux exprimés par les artisans alsaciens dont fait état l'honorable parlementaire, cette modalité de formation rencontre un succès croissant aussi bien parmi les jeunes que chez les employeurs, ce qui permet de penser qu'il s'agit là d'un système de formation qui dans l'ensemble donne satisfaction. Des difficultés résultent certes du fait que l'apprentissage se recrute essentiellement parmi ceux qui n'ont pas réussi leur scolarité obligatoire. Mais le taux de réussite de ceux qui se présentent au C.A.P. en fin d'apprentissage atteignant près de 50 p. 100, on ne peut laisser affirmer que l'enseignement dispensé actuellement ne soit pas de qualité. En vue d'améliorer encore l'efficacité de cet enseignement, il peut être envisagé d'allonger la formation jusqu'à trois années, si les connaissances techniques à faire assimiler l'exigent. A cet effet, il appartient aux professions de prouver la réalité de ce besoin de manière convaincante à l'appui d'une demande adressée au ministère de l'éducation par l'intermédiaire des commissions professionnelles consultatives. Mais les décisions à prendre en la matière devront toujours tenir

compte de ce que la politique d'extension du système des classes préparatoires devrait ouvrir sans remettre en cause l'obligation légale de scolarité jusqu'à seize ans, ni nécessiter l'allongement de l'apprentissage, la possibilité d'une formation d'une durée de trois ans débutant avant l'âge de seize ans. Le problème de savoir s'il est préférable que la formation en apprentissage soit dispensée en Alsace par la chambre de métiers et les collectivités locales plutôt que par les établissements relevant du ministère de l'éducation a fait récemment l'objet d'un examen approfondi. A l'évidence il ne peut être question de supprimer les équipements existants pour les remplacer par d'autres équivalents et rendant les mêmes services. C'est pourquoi la réflexion s'oriente vers la possibilité d'accorder dorénavant une préférence aux solutions confiant au secteur artisanal le soin de gérer et faire fonctionner les équipements nouveaux dont la création s'avérerait nécessaire. Les autres sujets abordés dans la question écrite ont été au centre des discussions entre l'administration et les milieux professionnels, en vue d'élaborer une charte de développement de l'artisanat et préciser ainsi les principales orientations d'une politique d'ensemble de développement de l'artisanat. Cette charte préparée en concertation étroite avec les organisations professionnelles et les chambres de métiers vient d'être adoptée par le Gouvernement en conseil des ministres. Les orientations retenues se traduisent par une première liste de trente-cinq mesures dont la copie est jointe à la réponse. Ces mesures sont actuellement préparées en concertation étroite tant avec les organisations professionnelles qu'avec les chambres de métiers. Elles répondent aux préoccupations de l'honorable parlementaire concernant notamment la formation et la qualification des artisans, l'égalité des chances ainsi que l'aide au développement des entreprises. Quelques-unes seulement ont un caractère législatif ; les autres concernent soit des textes réglementaires soit des orientations nouvelles de l'action administrative.

Harmonisation des régimes des artisans et commerçants avec le régime général de la sécurité sociale.

26864. — 3 mars 1980. — **M. Paul Alduy** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur l'harmonisation des régimes des artisans et commerçants, avec le régime général de la sécurité sociale. Le principe d'harmonisation ne concerne que les périodes d'assurance accomplies à partir du 1^{er} janvier 1973. Pour les périodes antérieures, des réajustements par étapes et des prestations ont été prévus. Mais ce rattrapage réalisé de façon forfaitaire par l'octroi de revalorisations supplémentaires de la valeur des points de retraite acquis au titre des périodes antérieures au 1^{er} janvier 1973, n'a pas permis aux intéressés d'atteindre le montant minimum de pension. Il lui demande s'il n'envisage pas de demander au législateur d'appliquer aux artisans et commerçants pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 1973 les dispositions plus avantageuses résultant de l'alignement sur le régime général.

Réponse. — La loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 portant alignement des régimes d'assurance vieillesse des commerçants et artisans sur le régime général à compter du 1^{er} janvier 1973 a posé en principe que les prestations de ces régimes correspondant à des droits acquis avant le 1^{er} janvier 1973 demeureront calculées, liquidées et servies selon les règles applicables dans chacun des deux régimes jusqu'au 31 décembre 1972. Ce principe devait notamment permettre de maintenir en faveur des intéressés certaines dispositions plus favorables que celles du régime général en vigueur dans chacun des deux régimes avant l'alignement. Tel était le cas, par exemple, pour les avantages particuliers accordés aux conjoints des assurés et pour la validation gratuite des périodes d'activité antérieures à la création des régimes. C'est pourquoi l'harmonisation des prestations afférentes aux périodes antérieures au 1^{er} janvier 1973 a été réalisée par le moyen d'une revalorisation forfaitaire de ces prestations, comme l'avaient souhaité les organisations autonomes d'assurance vieillesse intéressées. A l'heure actuelle, compte tenu de l'alignement, le montant de la pension minimale est le même que dans le régime général de la sécurité sociale et ce minimum peut être complété, dans les mêmes conditions, par l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

Taxis (voitures de petite remise).

28647. — 31 mars 1980. — **M. Jean-Claude Gaudin** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** la situation qui est faite aux artisans de voitures de « petite remise ». Cette profession demande à être reconnue. En effet, l'activité de « petite remise » ne figure sur aucune liste officielle du ministère du commerce et de l'artisanat, d'où le refus d'immatriculation par certaines chambres de métiers. Elle est d'autre part menacée d'asphyxie du fait des conditions de travail difficiles et contraignantes qui lui

sont imposées (pressions exercées par les organisations professionnelles des taxis, tendant à faire bloquer les dossiers des candidats remisiens, assujettissement à la vignette automobile alors que le code 29-63 des impôts régit les taxis et les petites remises est identique, interdiction d'utiliser les couloirs réservés aux bus, obligation du carnet de bord). La profession demande la création de 5 000 postes d'exploitants (artisans ou salariés) et l'autorisation de remplacer nombre pour nombre les exploitants qui mettent fin à leur activité, ce qui est la condition de sa survie. L'article 4 du décret n° 77-1308 prévoyait la constitution d'une commission tripartite composée par des représentants de l'administration, de la profession et des usagers. Il lui demande quand cette commission sera-t-elle réunie, pour que puissent être examinés les problèmes de cette profession.

Réponse. — L'exploitation des voitures dites « de petite remise » doit faire l'objet d'une immatriculation au répertoire des métiers lorsque les autres conditions d'inscription sont par ailleurs remplies. Il doit être admis que cette activité figure bien sur les textes concernant les activités du secteur des métiers. En effet, l'arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat, en date du 24 mai 1976 (*Journal officiel* du 10 juin 1976, p. 3517), qui dresse cette liste comporte une rubrique 6923 intitulée : « taxis », prise dans le cadre du décret n° 73-1036 du 9 novembre 1973 (*Journal officiel* du 17 novembre 1973). Dans ce décret, la rubrique 6923, qui est définie *in extenso*, comporte la mention : « taxis et location de voitures avec chauffeur ». Or, la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 (*Journal officiel* du 4 janvier 1977, p. 78) relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise, définit celle-ci comme la mise à la disposition des personnes, à titre onéreux, de véhicules automobiles avec un chauffeur. Cette profession est donc bien reconnue par l'administration. En ce qui concerne les conditions économiques et techniques d'exploitation des voitures de petite remise, le ministère du commerce et de l'artisanat n'est pas compétent. La question a été transmise pour complément de réponse au ministre de l'intérieur, chargé de l'application des dispositions de cette nature de la loi du 3 janvier 1977, comme en témoigne notamment l'arrêté qu'il a pris le 1^{er} décembre 1977 (*Journal officiel* du 4 décembre 1977, p. 5668).

CULTURE ET COMMUNICATION

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (politique du patrimoine).

27272. — 10 mars 1980. — **M. Philippe Séguin** indique à **M. le ministre de la culture et de la communication** que l'objectif majeur de l'année du patrimoine, en tant qu'il consistait à la sensibilisation du public, lui paraît, d'ores et déjà, largement atteint. A cet égard, il lui fait part de ses craintes de ne pas voir satisfaites les nombreuses demandes d'aides financières qui sont formulées à cette occasion pour la restauration, la réparation ou la réhabilitation de tel ou tel élément du patrimoine national public ou privé. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer le volume et le détail des crédits spécifiques dont il peut disposer pour répondre aux espoirs créés et accompagner les initiatives suscitées par l'année du patrimoine.

Réponse. — Comme le souligne l'honorable parlementaire, il est vrai que l'année du patrimoine provoque dans l'ensemble des régions françaises un très grand mouvement d'intérêt pour notre patrimoine et que cet intérêt se traduit par des demandes d'aides financières formulées pour la restauration de monuments historiques. Les crédits spécifiques consacrés à l'année du patrimoine sont utilisés pour conduire des opérations de sensibilisation mais non pas des travaux de restauration. Ceux-ci sont financés sur le budget annuel des monuments historiques qui s'élève en 1980 (crédits d'équipement) à 372 735 000 francs au lieu de 264 780 000 francs, soit une augmentation de 40,76 p. 100 dont le but est précisément de permettre de faire face aux espoirs et aux initiatives suscitées par l'année du patrimoine.

Affaires culturelles

(établissements d'animation culturelle : Seine-Saint-Denis).

30780. — 19 mai 1980. — **M. Louis Odru** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur le projet de réalisation d'un centre d'action culturelle à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Au mois de juin 1979, une délégation représentant la municipalité et des associations culturelles de cette ville était reçue par un conseiller technique attaché au cabinet du ministre de la culture et de la communication. Il s'agissait de préparer une audience que lui-même accorderait à cette délégation et qui constituait l'aboutissement d'une longue suite d'actions et de démarches des Montreuillois et la conclusion d'études faites dans la ville par des fonction-

naïres de son ministère. Au cours de cet entretien, une subvention de fonctionnement de l'Etat, se situant entre 200 000 F et 500 000 F pour 1980, était promise à la commune de Montreuil. Le dossier fut déposé aussitôt. Par lettre en date du 6 novembre 1979, M. le chef de la mission de développement culturel confirmait l'accord de M. le ministre pour la création d'un centre d'action culturelle, mais annonçait que la subvention ne serait que de 150 000 F. Cependant, dans une nouvelle lettre à la municipalité, il remet en question la conception même du centre d'action culturelle. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que Montreuil puisse réaliser dans les plus brefs délais le centre d'action culturelle qu'elle projette, et pour que l'Etat assume ses responsabilités financières et respecte les engagements qu'il a pris envers la municipalité et les associations de cette ville.

Réponse. — Comme le rappelle l'honorable parlementaire, il est vrai qu'au mois de juin 1979, lors d'un entretien entre le conseiller technique, chargé de l'action culturelle au ministère de la culture et de la communication, et une délégation municipale de Montreuil une collaboration avec cette municipalité avait été envisagée, assortie d'une estimation financière. Mais il avait été exclu, dès cette date, que cette collaboration se traduirait par la mise en place d'un centre d'action culturelle et par l'attribution d'une subvention pouvant atteindre 500 000 francs. Cependant cette collaboration s'est concrétisée dès 1980 par l'attribution d'une subvention de 150 000 francs et une proposition de concertation pour définir la structure la mieux adaptée au développement culturel de la ville et à une intervention efficace de l'Etat dans le cadre des orientations résultant de la réflexion actuellement en cours au niveau national. La participation financière de l'Etat au fonctionnement du centre culturel de Montreuil en 1981 dépendra, en tout état de cause, des crédits budgétaires qui seront inscrits dans la loi de finances 1981.

Arts et spectacles (cinéma).

31823. — 9 juin 1980. — **M. Claude Labbé** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur les grandes difficultés que connaissent actuellement les salles de cinéma diffusant des œuvres d'art et d'essai. Il lui demande de bien vouloir l'informer sur les différentes tentatives de déclassement voire de radiation, visant à les exclure du bénéfice de l'incitation financière art et essai. Il souhaite également connaître quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour préserver l'existence de ces salles subventionnées indispensables au développement de la diffusion du cinéma en tant que phénomène culturel.

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire semblent relever de deux catégories de problèmes, qui, pour une part, n'ont pas de liens entre eux. La première catégorie de ces problèmes concerne le secteur de l'art et essai et les incitations financières accordées aux salles de cinéma qui en font partie. Jusqu'au 1^{er} novembre 1979, les mécanismes d'encouragement au secteur de l'art et essai prenaient appui sur un régime de fiscalité privilégiée dont bénéficiaient les salles dont il s'agit. Lors de l'entrée en vigueur, à la date précitée, des dispositions accordant à l'ensemble du spectacle cinématographique le bénéfice du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée, des mesures ont été prises pour substituer, aux mécanismes antérieurs, un système d'incitation financière à l'art et essai d'importance équivalente trouvant ses ressources dans le compte de soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique. Les dispositions d'application de ces mesures ont par ailleurs mis en place de nouvelles modalités de classement des salles d'art et d'essai, visant notamment à renforcer les moyens mis à la disposition des salles pour encourager les efforts de recherche et de promotion des œuvres d'art et d'essai et un travail permanent d'animation auprès du public. Le classement des salles dans les différentes catégories du secteur d'art et d'essai est une opération effectuée chaque année, en fonction de la qualité de la programmation constatée, et qui a dû, au début de l'exercice 1980, tenir compte des nouvelles dispositions ci-dessus rappelées. Le second ordre de problèmes évoqué par l'honorable parlementaire est celui des salles dites « subventionnées », c'est-à-dire de celles qui bénéficient d'aides financières, de la part des collectivités locales. Il ne s'agit pas d'une catégorie homogène d'exploitations cinématographiques et, en tant que telles, elles n'appellent pas de mesures particulières de la part de l'Etat. Ainsi qu'il a été dit plus haut, il n'existe pas de lien absolu entre les problèmes relatifs aux salles d'art et d'essai et ceux des salles dites « subventionnées ». Toutefois certaines de celles-ci peuvent évidemment appartenir au secteur d'art et d'essai : on relève ainsi, parmi les salles classées dans les catégories de ce secteur, de nombreuses maisons de la culture, maisons des jeunes et de la culture, centre d'action culturelle et salle municipale. Elles bénéficient alors, indépendamment des aides qu'elles peuvent recevoir des collectivités locales, des mécanismes d'incitation financière propres à

la catégorie à laquelle elles appartiennent en fonction de la nature de leur programmation. Il convient d'observer que la proportion de ces salles à l'intérieur de l'ensemble du secteur de l'art et essai marque une nette progression, puisqu'elle était inférieure à 7 p. 100 en 1976 et qu'elle est, en 1980, proche de 13 p. 100.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

30853. — 19 mai 1980. — **M. Gilbert Faure** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur le mécontentement des sportifs affiliés à la fédération française de jeu à treize. Ce mécontentement est dicté par l'attitude incompréhensible des responsables de la télévision française. En effet, les résultats des compétitions nationales sont très souvent oubliés dans les émissions sportives, et les rencontres internationales font l'objet d'une information des plus réduites. Or, depuis le début de la présente saison, l'équipe de France de jeu à treize a gagné trois matches sur trois joués. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre afin de faire réserver, sur les écrans de télévision, un meilleur accueil au jeu à treize.

Réponse. — En dehors des obligations contenues dans les cahiers des charges, la programmation des émissions de télévision relève de la seule responsabilité des présidents et des conseils d'administration des sociétés de programme, où siègent d'ailleurs des représentants du Parlement. Toutefois, il ressort des indications fournies par les présidents des sociétés de télévision T.F. 1 et Antenne 2 que, conformément à un accord passé entre elles, les retransmissions sportives dominicales sont assurées par T.F. 1. Cette société s'efforce donc de diffuser les matches de jeu à XIII les plus importants, lorsqu'ils sont disputés le dimanche. T.F. 1 avait d'ailleurs programmé le dimanche 16 mars 1980, dans le cadre de l'émission *Sports première*, la retransmission en direct de la rencontre France-Angleterre, disputée à Narbonne. Une grève survenue au centre régional de Toulouse n'a malheureusement pas permis à la société T.F. 1 d'assurer ce reportage. La société Antenne 2 s'intéresse également à ce sport ; en effet deux journalistes de sa rédaction sont tout spécialement chargés de suivre les différentes rencontres de jeu à XIII et chaque fois qu'ils sont disponibles les résultats des championnats de France figurent au sommaire du magazine sportif dominical *Stade 2*. Par ailleurs, si certaines rencontres importantes de jeu à XIII étaient organisées le samedi après-midi, Antenne 2 serait tout à fait disposée, en fonction de l'actualité, à les retransmettre au cours de son émission *Les jeux du stade*. Une large place a ainsi été consacrée par cette société à la diffusion de la finale de la coupe de France, le samedi 31 mai 1980, les principales phases de jeu ayant en outre été rediffusées le dimanche 1^{er} juin au cours du magazine *Stade 2*.

DEFENSE

*Défense : ministère
(services extérieurs : Haute-Garonne).*

30198. — 5 mai 1980. — **M. Gérard Bapt** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le contenu de l'instruction particulière n° 9334/DEF/DGA/DTSR/D définissant les attributions et les missions du centre d'essais aéronautique de Toulouse (C. E. A. T.). Il semblerait que ces nouvelles directives favorisent la pénétration des constructeurs privés dans la maîtrise et la conduite des essais. Cette nouvelle orientation, si elle devait se confirmer dans les faits, serait incompatible avec l'indépendance nécessaire que doivent avoir les établissements d'homologation et de certification de la D. G. A. Par ailleurs, les conditions d'impartialité nécessaires aux homologations seraient remises en cause. Il est donc essentiel qu'ils gardent la maîtrise de la conduite et de la réalisation des essais. Il lui demande donc de lui faire connaître : les raisons qui l'ont conduit à préciser les attributions et les missions du C. E. A. T. ; les mesures qu'il compte prendre pour confier aux centres d'essais comme aux autres établissements de la D. G. A. les moyens permettant d'assurer convenablement la conduite des essais.

Réponse. — L'instruction particulière à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire confirme et précise, sans les modifier, les missions du centre d'essais aéronautique de Toulouse (C. E. A. T.) dans le cadre des attributions de la délégation générale pour l'armement (D. G. A.). Cet établissement assure la maîtrise complète des essais qu'il exécute et qui sont effectués principalement au profit de la D. G. A., dans le but de prononcer l'homologation ou la certification des matériels. Certains essais peuvent être effectués au profit d'entreprises du secteur aérospatial. Les moyens et les compétences du C. E. A. T. sont alors utilisés pour le développement et la mise au point de matériels dans le cadre de contrats qui

définissent les prestations d'essais, leur montant et les modalités du facturation. Ces essais payants ne sont exécutés que dans la limite des possibilités du C. E. A. T. ; en 1979, ils ont représenté un peu plus de 10 p. 100 de l'activité de l'établissement.

Service national (appelés).

30225. — 5 mai 1980. — **M. Roland Huguet** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le problème du prêt des appelés. Depuis la revalorisation significative du 1^{er} avril 1975, la perte du pouvoir d'achat du prêt, en référence à l'indice I.N.S.E.E., n'a cessé de s'accroître. Au 1^{er} juillet 1979, date de sa dernière revalorisation, il enregistrait une perte de 15 p. 100. Le passage de 270 à 285 F par mois à compter du premier juillet 1980 accentuera le retard. En effet, dans l'hypothèse d'une évolution de l'indice des prix en 1980, identique à celle de 1979, le prêt de l'appelé subirait, au 1^{er} juillet 1980, une perte de pouvoir d'achat de 23 p. 100 par rapport à avril 1975. Il lui demande donc quelles dispositions compte prendre le Gouvernement pour maintenir le pouvoir d'achat du prêt des appelés.

Service national (appelés).

32977. — 30 juin 1980. — **M. Charles Henu** demande à **M. le ministre de la défense** quelles mesures il entend proposer au Parlement prochainement pour stopper l'érosion constante du pouvoir d'achat du prêt aux appelés. Déjà notablement trop faible, ce prêt en 1980 représente, en effet, 12,04 p. 100 du S. M. I. C. alors qu'en 1976 il représentait 14,12 p. 100 et en 1977 14,82 p. 100. Dans cette perspective, ne conviendrait-il pas pour le moins d'indexer le prêt au S. M. I. C.

Réponse. — Aux termes du décret n° 51-82 du 22 janvier 1951, les appelés du contingent sont entretenus par l'Etat au moyen de prestations en deniers ou en nature. La solde spéciale, communément appelée prêt du soldat, qui leur est versée, ne constitue qu'une ressource complémentaire qui a été régulièrement revalorisée depuis cinq ans.

Défense : ministère (archives).

30764. — 19 mai 1980. — **M. Paul Pernin** demande à **M. le ministre de la défense**, à la suite d'une importante affaire de vols de documents au service historique de l'armée, au château de Vincennes, quelles mesures il compte adopter pour protéger efficacement cette partie du patrimoine français, sans toutefois que ces dernières, par leur caractère trop strict, soient de nature à éloigner les nombreux chercheurs tant professionnels qu'amateurs qui contribuent aussi à la mise en valeur de ce patrimoine.

Réponse. — Pour éviter que soit porté atteinte à cette partie du patrimoine historique national que constituent les archives des armées de terre, de mer et de l'air, diverses mesures, déjà en vigueur de façon permanente, sont appliquées avec une vigilance accrue. Ainsi, le public ne peut avoir accès aux magasins où les archives sont entreposées ; les documents demandés sont consultés dans des locaux sous surveillance constante ; les dossiers sont inventoriés systématiquement à chaque manipulation.

Gendarmerie (fonctionnement).

31170. — 26 mai 1980. — **M. Joseph Franceschi** rappelle à **M. le ministre de la défense** que le nombre de candidats à un poste de sous-officier de la gendarmerie dépasse aujourd'hui 12 500 et que près de 45 p. 100 de ces candidats ont un niveau d'études compris entre le B. E. P. C. et le baccalauréat. Aussi, il lui demande, afin que les services soient effectués rapidement et dans les meilleures conditions possibles, quelles mesures il compte prendre pour procéder à une augmentation des effectifs, étant entendu que les besoins supplémentaires en personnel sont, à l'heure actuelle, estimés à plus de 3 000.

Gendarmerie (brigades).

31331. — 26 mai 1980. — **M. Joseph Franceschi** expose à **M. le ministre de la défense** que l'estimation généralement admise des effectifs d'une brigade de gendarmerie est d'un nombre de 8 éléments. Or, il a été relevé, d'après les constatations, ainsi que les différents rapports établis à ce sujet, une moyenne bien inférieure à ce chiffre. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour atteindre partout cet effectif.

Réponse. — Le renforcement des unités territoriales de gendarmerie retient toute l'attention du ministre de la défense. La création à chacun des budgets de 1979 et 1980 de mille emplois a amélioré

sensiblement les conditions de vie et d'exécution du service de cette arme. Les créations ultérieures dont le principe est décidé permettront de poursuivre cet effort. Par ailleurs, le renforcement des brigades particulièrement chargées et l'implantation des pelotons de surveillance et d'intervention qui sera poursuivie, contribueront à accroître la capacité opérationnelle de la gendarmerie.

Défense : ministère (personnel).

31315. — 26 mai 1980. — **M. Raoul Bayou** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des fonctionnaires des services extérieurs de son ministère appartenant à la catégorie C (agents d'administration principaux). Ces personnels, dans d'autres départements ministériels, sont de droit proposés à une promotion au groupe VII à condition qu'ils exercent des fonctions d'agent d'administration principal, qu'ils soient bien notés et qu'ils sollicitent dès qu'ils ont atteint l'âge de soixante ans le bénéfice de la retraite ce qui permet à un plus grand nombre d'obtenir cette promotion. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si les mêmes dispositions sont en vigueur dans les services extérieurs de son ministère et, dans la négative, les raisons qui s'opposent à ce que ces mêmes mesures y soient appliquées.

Réponse. — Les fonctionnaires des catégories C et D sont régis par des dispositions interministérielles applicables à l'ensemble des personnels de ces catégories, quel que soit le département d'affectation des intéressés. Les règles d'avancement et d'accès au groupe supérieur de rémunération sont normalement appliquées aux personnels intéressés relevant du ministère de la défense, conformément aux dispositions des décrets n° 53-651 du 30 juillet 1958 modifié et n° 70-79 du 27 janvier 1970.

Défense : ministère (personnel).

31431. — 2 juin 1980. — **M. Emmanuel Aubart** rappelle à **M. le ministre de la défense** la réponse parue au *Journal officiel*, Débats A. N., n° 71, du 1^{er} septembre 1979, page 7017, concernant la question écrite n° 17645 qu'il lui avait posée au sujet du système de rémunération des personnels civils dépendant du commandement en chef des forces françaises en Allemagne (C. C. F. F. A.). Il lui fait observer que les indemnités accordées aux intéressés en vue de pallier les sujétions auxquelles les soumet leur présence hors du territoire national ne représentent en fait qu'environ 10 p. 100 du traitement de base appliqué en métropole (indemnité de séjour) et 2 p. 100 au titre de la majoration spéciale d'Allemagne. Quant au logement, il est mis à disposition par la République fédérale d'Allemagne et donne néanmoins lieu à une retenue de 8 p. 100. Au total, les « avantages F. F. A. » sont actuellement de l'ordre de 20 p. 100 du traitement de base, alors que l'application du régime de rémunération prévu par le décret n° 67-290 du 28 mars 1967 doublerait cette proportion, compte tenu du taux du Deutschemark. Il doit être souligné, d'autre part, que la France et la R. F. A. se sont engagées à ce que, sur un même territoire, les rémunérations des personnels étrangers soient égales à celle des nationaux. Enfin, il appelle particulièrement son attention sur la particulière nécessité d'appliquer les conditions fixées par le décret du 28 mars 1967 précité aux agents sur contrat du C. C. F. F. A. qui font partie d'un cadre spécial temporaire, mis pratiquement en voie d'extinction. Les intéressés, à la différence des militaires et des fonctionnaires civils qui sont affectés temporairement avec l'assurance d'être réintégrés dans leur administration d'origine en France, ne peuvent attendre aucun reclassement en France. Ils sont également écartés de toute possibilité de titularisation sur place. Très inéquitablement, ils ne peuvent se voir reconnus des contrats identiques à ceux dont bénéficient leurs collègues du ministère des affaires étrangères, malgré l'assurance qui leur avait été donnée à ce propos (cf. instruction n° 255/C. C. F. F. A./A./G./Pers. civ. du 25 avril 1955). Or, les agents sur contrat recrutés au titre du ministère des affaires étrangères reçoivent application du régime de rémunération prévu par le décret n° 67-290 du 28 mars 1967. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir reconsidérer les conditions dans lesquelles sont rémunérés les personnels civils dépendant du C. C. F. F. A.

Réponse. — Le régime de rémunération prévu par le décret n° 67-290 du 28 mars 1967 fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'Etat en service à l'étranger prend en considération la situation de Français servant hors de leur pays, dans des conditions de vie ne correspondant pas à celles des personnels vivant en garnison avec le soutien logistique de l'armée française. Il n'a donc pas été étendu aux personnels civils du département de la défense, servant à la suite des forces françaises en Allemagne, qui bénéficient du support des armées (logement, économies, etc.). Par ailleurs, les agents sur contrat du ministère de la défense à la suite des forces françaises d'Allemagne qui, outre les avantages particuliers dont ils bénéficient en contrepartie des sujétions inhérentes à leur présence hors du territoire métropolitain, sont recrutés,

classés et rémunérés par référence aux catégories de contractuels prévues par le décret du 3 octobre 1949 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux agents sur contrat de la défense nationale, sont exclus du champ d'application du décret du 28 mars 1967. Seuls peuvent bénéficier de ce texte les agents contractuels du ministère de la défense, comme les personnels militaires, en service dans les postes limitativement fixés à l'article 1^{er} d'un arrêté en date du 29 avril 1968. Dans le cadre d'une restructuration des forces françaises d'Allemagne, il est procédé à la titularisation sur place d'un certain nombre de ces agents.

Décorations (médaille d'outre-mer).

31436. — 2 juin 1980. — **M. Didier Julia** rappelle à **M. le ministre de la défense** que par note n° 4139 DEF EMAT CAB OG du 11 décembre 1979 l'état-major des armées de terre envisage d'attribuer la médaille d'outre-mer avec agrafe correspondante à tous les militaires et assimilés sans condition de durée, qui ont pris part aux actions menées sur les territoires ci-après : Mauritanie, Liban, Zaïre, Tchad. Il lui expose que les militaires qui ont séjourné par exemple au Tchad dans le courant de l'année 1971 mais qui ont servi au titre de la coopération ne remplissent pas les conditions pour obtenir cette distinction. Cette situation est extrêmement regrettable dans la mesure où les intéressés se trouvant en zone d'insécurité devaient par nécessité être constamment armés et ont dû faire face fréquemment à des situations critiques. Ces militaires ont connu des difficultés particulières pour accomplir leur mission pour la réforme administrative (M.R.A.). Par rapport aux militaires qui pourront prétendre à cette médaille, ceux qui étaient coopérants ont, à juste titre, le sentiment d'être lésés. Il apparaîtrait souhaitable que leur situation soit prise en considération. Il lui demande quelle est sa position à l'égard du problème qu'il vient de lui soumettre.

Réponse. — La médaille d'outre-mer avec agrafes en vermeil « Tchad », « Mauritanie », « Liban » et « Zaïre » est attribuée à tous les militaires et assimilés des forces terrestres, maritimes et aériennes, sans condition de durée de séjour, qui ont pris part aux actions menées sur les territoires de la République du Tchad à compter du 15 mars 1969, de la République islamique de Mauritanie à compter du 1^{er} novembre 1977, de la République du Liban à compter du 22 mars 1978 et de la République du Zaïre à compter du 13 mai 1978, ou qui ont été blessés ou cités au cours des actions menées sur ces territoires. Seuls, les coopérants ayant été amenés à participer directement aux opérations ont la possibilité d'obtenir la médaille d'outre-mer.

Décorations (Légion d'honneur).

31830. — 9 juin 1980. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la faiblesse du contingent de la Légion d'honneur par rapport au nombre important d'anciens combattants méritant cette distinction. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Conformément aux dispositions du code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire (article R. 14), les contingents de croix de la Légion d'honneur sont fixés par décret du Président de la République pour une période de trois années. Les nominations dans l'ordre sont prononcées dans la limite de ces contingents. Sur les 1500 croix attribuées aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 par le décret du 13 décembre 1978, un très grand nombre a déjà été utilisé, traduisant ainsi la volonté du Gouvernement de limiter les délais d'attente des candidats. Les promotions importantes qui ont été publiées depuis plusieurs années marquent d'ailleurs l'intérêt qui est porté à cette catégorie particulièrement méritante de combattants. De plus, les anciens combattants de la guerre 1939-1945 ont la possibilité d'être proposés pour la croix de chevalier de la Légion d'honneur s'ils sont titulaires de la médaille militaire et justifient de cinq blessures ou citations. A cet effet, un contingent spécial leur a été accordé par le décret susvisé du 13 décembre 1978.

Armée (casernes, camps et terrains : Pas-de-Calais).

31903. — 9 juin 1980. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le projet de son ministère au territoire de la commune de Vimy (Pas-de-Calais). Dans le cours de la procédure d'élaboration du plan d'occupation des sols de cette commune, ses services ont fait connaître qu'ils souhaitaient qu'une zone de cinquante-trois hectares, propriété pour partie des Houillères nationales du bassin du Nord et Pas-de-Calais, ne soit pas classée inconstructible. Cette demande et le passage de géomètres en uniforme ont provoqué une vive émotion dans ce secteur à vocation agricole et déjà soumis à une forte pression de la part des agglomérations qui l'entourent. Par ailleurs, le

caractère touristique de cette zone s'accommoderait très mal de constructions à l'endroit évoqué. En conséquence, il lui demande de bien vouloir reconsidérer la position de son ministère et de lever l'hypothèque d'une éventuelle installation militaire qui serait aberrante à Vimy.

Réponse. — A la suite des recherches commencées dans le cadre de la réorganisation à long terme de l'implantation des armées en deuxième région militaire, l'armée de terre s'est vu proposer par les houillères du bassin Nord-Pas-de-Calais le territoire auquel fait allusion l'honorable parlementaire. Aucune intention ferme ne saurait être formulée dès à présent au sujet de cet espace domanial, la prospection pour d'autres terrains se poursuivant à l'échelon régional.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

31931. — 9 juin 1980. — **M. Eugène Berest** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les mesures annoncées en faveur des retraités militaires et souhaite lui soumettre la situation d'un retraité militaire proportionnel depuis 1947 avec le grade d'adjudant ; ayant rempli les fonctions de chef de section en 1940, il est également titulaire du brevet de chef de section, seul brevet délivré à cette époque. Avant sa démobilisation, il avait fait l'objet d'une proposition pour le grade de sous-lieutenant à titre exceptionnel. Or, il est toujours classé à l'échelle 3. Il lui demande s'il serait possible d'envisager d'étendre la mesure de classement à l'échelle 4 à cette catégorie de retraités militaires titulaires du brevet de chef de section.

Réponse. — La situation des militaires retraités a été améliorée de façon sensible notamment lors de la réforme de la condition militaire et plus récemment par le reclassement en échelle 3 de certains sous-officiers classés en échelle 1 et 2. Faisant suite à la concertation engagée dès 1976 par le département de la défense avec leurs associations représentatives, le Gouvernement vient d'arrêter plusieurs mesures les concernant parmi lesquelles figure celle reconnaissant le bénéfice de l'échelle de solde n° 4 à certains militaires retraités avant le 31 décembre 1982 ; cette disposition répond ainsi à l'un de leurs souhaits maintes fois exprimés de prendre en considération les titres militaires des sous-officiers et officiers mariniers qui n'avaient pu en raison des circonstances de leurs carrières acquérir les brevets nécessaires, mais qui avaient participé à des actions ou assumé des responsabilités comparables à celles assumées aujourd'hui par leurs successeurs. Par ailleurs, à compter du 1^{er} octobre 1980, l'écrêtement d'un échelon d'ancienneté qui était appliqué aux sergents-majors et aux maîtres retraités avant le 1^{er} juillet 1974 va être supprimé. Il s'agit là d'un ensemble de décisions qui traduisent la volonté du Gouvernement d'apporter des améliorations notables à la situation des militaires retraités, mais qui trouvent leur limite dans la nécessité de ne pas s'affranchir du contexte économique actuel.

Défense : ministère (personnel).

32191. — 16 juin 1980. — **M. Louis Darlnot** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le contenu d'une récente circulaire du 21 janvier 1980 ainsi libellée : « Les personnels dispensés de travail à temps complet pour exercer un mandat syndical à titre fédéral ou local, ne devaient subir aucune retenue sur leurs émoluments du fait de grève » ; en clair cela veut dire que les responsables syndicaux appelant les personnels à la grève ne doivent pas en subir personnellement les effets. Le sentiment de tous ceux qui sont fermement attachés à la défense des droits syndicaux et à la dignité des travailleurs, au premier chef les organisations syndicales représentatives, est un sentiment de refus d'une telle disposition ressentie comme une injure et une opération de division dirigée par le Gouvernement contre le monde syndical ; il s'agit de discréditer les représentants syndicaux. Il lui demande de revoir les termes de la circulaire précitée afin que celle-ci soit en accord avec la réalité de la vie et de l'action syndicale.

Réponse. — En matière de cessation concertée du travail, les dispositions législatives prévoient notamment que la réduction de traitement ou salaire est la contrepartie de l'absence de service dont on ne peut évidemment constater l'existence dans l'hypothèse de personnels dispensés en permanence de service. Le droit pour ces derniers de se déclarer en grève n'est pas pour autant remis en cause.

Pensions de réversion (taux).

32287. — 23 juin 1980. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur l'insuffisance des retraites versées aux veuves de militaires et d'anciens combattants. Il note que l'érosion du pouvoir d'achat des veuves de retraités

militaires et d'anciens combattants ne cesse de se dégrader. Les pensions sont très inégales et une révision s'impose. Il propose que le taux des retraites des veuves soit porté de 50 p. 100 à 60 p. 100. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire intéresse l'ensemble des agents de la fonction publique et ne peut donc être traité dans le seul cadre du département de la défense.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Départements et territoires d'outre-mer
(départements d'outre-mer : communes).

30368. — 12 mai 1980. — M. Michel Debré fait observer à M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) que les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement sont très préoccupantes pour les communes des départements d'outre-mer et en particulier pour les villes importantes; Il lui demande en conséquence si des prévisions ont été établies et si compte tenu des charges particulières des villes d'outre-mer des dispositions spéciales viendront compenser les insuffisances du projet actuel.

Réponse. — La loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant la dotation globale de fonctionnement a prévu son application dans les départements d'outre-mer. Les décrets n° 79-598 du 12 juillet 1979 et 80-282 du 22 avril 1980 sont venus préciser les modalités de répartition de cette dernière. Conformément à l'article 25 de la loi du 3 janvier 1979, à l'ouverture de la première session ordinaire de 1980-1981, un rapport sera présenté au Parlement sur les conditions de mise en place et de fonctionnement de la dotation globale. A cette occasion, pourront être envisagées les corrections qui, à la lumière de l'expérience, s'avèreraient nécessaires. Il peut néanmoins être souligné que la mise en place de la dotation globale de fonctionnement a été favorable aux départements d'outre-mer. Les montants de dotation qui ont été attribués globalement à l'ensemble de leurs collectivités locales ont progressé de 14,87 p. 100 en 1979 et 16,57 p. 100 en 1980. La France entière a, pour sa part, bénéficié d'une progression de 12,8 p. 100 en 1979 et 16,07 p. 100 en 1980. Ces chiffres s'entendent hors régularisation. Pour 1979, le montant de la régularisation sera connu au 31 juillet prochain au plus tard. Il devrait être de l'ordre de 4,9 p. 100. Tous comptes faits, les collectivités locales d'outre-mer bénéficieront donc d'une augmentation de leurs versements en 1980 de l'ordre de 21,47 p. 100 contre 20,97 p. 100 pour la France entière.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : salaires).

30481. — 12 mai 1980. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ce qui suit : les salariés réunionnais se plaignent du décalage entre le niveau de leur S.M.I.C. et celui existant en métropole, d'une part, et celui fixé dans les départements d'outre-mer antillais, d'autre part. Prenant acte de cette réclamation, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur chargé des D.O.M.-T.O.M. a pris l'engagement formel de procéder au rattrapage indispensable. Or, par arrêté du 29 avril 1980, des nouveaux taux ont été affectés aux différents « S.M.I.C. » et celui de la Réunion conserve son retard incompressible. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour aligner dans un premier temps le S.M.I.C. réunionnais sur le S.M.I.C. antillais et en bout de cause sur le S.M.I.C. métropolitain, dans le cadre des promesses officiellement faites.

Réponse. — La disparité entre les montants des S.M.I.C. des Antilles-Guyane, de la Réunion et de la métropole est une situation dont le Gouvernement se préoccupe. Cependant, la fragilité de la conjoncture économique dans ces départements et l'importance des efforts qui y sont consentis pour la relance de l'activité économique requièrent une grande prudence dans la recherche d'un alignement pur et simple des S.M.I.C. qui, s'il reste l'objectif à poursuivre, doit être atteint de façon progressive. C'est pourquoi, comme il avait été indiqué à M. Fontaine en réponse à sa question écrite n° 15827 du 5 mai 1979 (*Journal officiel* du 23 juillet 1979, p. 6414), une opération de rattrapage a été mise en œuvre dès 1975 afin de réduire l'écart existant entre le montant du S.M.I.C. des Antilles-Guyane et celui de la Réunion : ce dernier département a régulièrement bénéficié au 1^{er} juillet de chaque année depuis 1975 d'une hausse supplémentaire de 2 p. 100 qui a eu pour effet, compte tenu de l'augmentation supplémentaire de 2 p. 100 au 1^{er} juillet 1980, de réduire l'écart relatif entre ces deux S.M.I.C. de plus de la moitié.

Départements et territoires d'outre-mer (Nouvelles-Hébrides).

32370. — 23 juin 1980. — M. Michel Debré demande à M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) pour quelles raisons, aux Nouvelles-Hébrides, le Gouvernement accepte de se laisser si facilement dupé par le gouvernement anglais et paraît avoir abandonné tout effort de soutien aux hommes et aux femmes francophones dont il est clair que leurs adversaires anglophones veulent éliminer leurs libertés politiques, religieuses et culturelles et leur influence dans le futur Etat indépendant.

Réponse. — Le Gouvernement français n'a en rien abandonné son soutien à la francophonie aux Nouvelles-Hébrides. La constitution néo-hébraïde adoptée en octobre 1979 qui a été consacrée par un échange de lettres franco-britannique reconnaît au français le statut de langue officielle au même titre que le bichelamar et l'anglais et celui de langue d'éducation à côté de l'anglais. Elle reconnaît également la liberté de conscience, de culte et d'expression à toute personne « quels que soient sa race, son lieu d'origine, ses croyances religieuses ou traditionnelles, ses opinions politiques et sa langue ». Par ailleurs, depuis les élections de novembre 1979 qui ont amené au pouvoir le parti Vanuaaku, le Gouvernement français n'a cessé de multiplier les efforts pour amener le gouvernement issu de ces élections et composé exclusivement d'anglophones à ouvrir le dialogue avec l'opposition, qui comprend en particulier des francophones. Il a toujours défendu vigoureusement le point de vue selon lequel seule une solution négociée permettrait, en assurant la sauvegarde des droits des différentes minorités du futur Etat indépendant et la réconciliation de tous les Néo-Hébraïdes, quelles que soient la langue, la tradition ou la culture dont ils se réclament, de résoudre durablement les difficultés que traversent actuellement les Nouvelles-Hébrides. C'est bien parce qu'il a fermement rejeté l'emploi de la force auquel certains auraient souhaité le voir recourir que l'opposition fait entendre sa voix aujourd'hui. Si le Gouvernement français a l'intention de défendre jusqu'au bout la politique qu'il a toujours suivie, il faut être tout autant conscient que son action a des limites qui sont celles de l'impossibilité de se substituer aux Mélanésiens eux-mêmes pour résoudre un problème qui les concerne au premier chef, comme de la nécessité de respecter les engagements pris sur l'unité de l'archipel. Enfin, il faut ajouter qu'en ce qui concerne l'avenir de la francophonie après l'indépendance, le Gouvernement disposera, par le biais des accords de coopération, d'un instrument privilégié permettant d'assurer la sauvegarde de l'héritage culturel français. Par le suivi étroit de l'application de ces accords, il veillera à ce que les engagements qui seront pris soient strictement tenus et n'hésitera pas à procéder aux ajustements nécessaires si le besoin devait s'en faire sentir.

EDUCATION

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

28601. — 7 avril 1980. — M. Michel Rocard s'étonne des controverses engagées par M. le ministre de l'éducation avec le syndicat national des instituteurs autour du nombre moyen d'élèves par classe, comme si les problèmes pédagogiques rencontrés par les élèves et les maîtres étaient uniquement d'ordre statistique. Il lui demande donc de bien vouloir lui communiquer, par académie, le nombre exact de classes élémentaires et primaires comportant moins de vingt-cinq élèves par classe et le nombre de celles comportant plus de vingt-cinq élèves par classe. Il lui demande également de vouloir bien lui indiquer le nombre d'élèves figurant sur les listes d'attente pour les inscriptions en classes maternelles. Il souhaiterait également connaître le nombre de jours d'absence non remplacés, au-delà de trois jours, et le nombre de postes qu'il serait ainsi possible de créer si le remplacement systématique était assuré.

Réponse. — Le ministre partage le sentiment de l'honorable parlementaire quant au fait qu'on ne saurait établir un lien systématique entre les problèmes pédagogiques qui peuvent se poser à certains maîtres et élèves et le nombre d'élèves par classe. Aussi bien a-t-il été souligné à maintes reprises que l'abaissement généralisé des effectifs ne pouvait tenir lieu de politique de l'éducation et qu'il convenait de profiter de la pause démographique pour réaliser des améliorations d'ordre qualitatif, au lieu de laisser seulement baisser, là où cela se trouvait, les effectifs. Le tableau ci-joint donne la répartition par académie des classes de vingt-cinq élèves et moins, et des classes au-delà de vingt-cinq élèves. S'agissant des listes d'attente pour les inscriptions en classes maternelles, elles sont, lorsqu'elles existent, ce qui est très loin d'être le cas général, essentiellement évolutives puisque liées aux opérations de préparation de la rentrée qui se déroulent et continueront de se dérouler jusqu'en septembre. Pour ce qui est enfin du rem-

placement, le potentiel est, sur le plan national, à un niveau qui permet dans la plupart des cas de répondre convenablement aux nécessités et il est de fait que dans la plupart des départements il n'est pas signalé de difficultés particulières. Il est exact cependant que, notamment en région parisienne, le taux d'absentéisme à certaines époques est tel que des adaptations temporaires peuvent se révéler. A ce sujet, il est rappelé à l'honorable parlementaire que la circulaire du 15 novembre 1979 relative à la pré-

paration de la rentrée a prévu, au nombre des objectifs qualitatifs à réaliser, l'amélioration de cette situation. Cela étant, plus que par la création de postes supplémentaires, c'est vraisemblablement par la mise au point d'un système permettant de faire face temporairement aux pointes périodiquement constatées que l'on arrivera à mettre fin à toutes difficultés en ce domaine. L'étude d'un tel système, qui ne doit pas être l'occasion de faire naître un nouvel auxiliaariat, se poursuit actuellement.

Répartition des classes élémentaires selon le nombre d'élèves qu'elles accueillent.

ACADEMIES	CLASSES DIFFERENCIÉES (C. P. A C. M. 2)			CLASSES A PLUSIEURS COURS		
	Ayant 25 élèves et moins.	Ayant 26 élèves et plus.	Total.	Ayant 25 élèves et moins.	Ayant 26 élèves et plus.	Total.
Aix-Marseille	2 404	3 290	5 694	1 102	330	1 432
Amiens	1 872	2 047	3 919	2 120	744	2 864
Besançon	1 115	1 093	2 208	1 823	400	2 223
Bordeaux	2 093	2 363	4 456	2 918	829	3 747
Caen	1 143	1 309	2 452	1 720	550	2 270
Clermont	1 137	1 036	2 173	2 193	226	2 419
Corse	259	189	448	353	37	395
Créteil	3 542	5 964	9 506	854	532	1 426
Dijon	1 660	1 415	3 075	2 239	423	2 667
Grenoble	2 107	2 132	4 239	2 932	788	3 780
Lille	3 679	6 135	9 814	2 149	1 031	3 180
Limoges	745	478	1 224	1 027	112	1 199
Lyon	2 509	2 817	5 356	1 793	635	2 428
Montpellier (1)	1 547	1 089	2 636	1 913	552	2 465
Nancy-Metz	3 302	2 150	5 452	2 673	540	3 213
Nantes	1 825	2 463	4 269	1 936	927	2 833
Nice	1 378	1 768	3 146	523	237	760
Orléans-Tours	2 038	2 645	4 733	1 914	811	2 725
Paris	1 389	1 965	3 354	89	57	146
Poitiers	1 412	1 187	2 599	2 102	525	2 628
Reims	1 303	1 520	2 823	1 845	529	2 374
Rennes	1 771	1 922	3 693	1 838	513	2 351
Rouen	1 958	2 041	3 999	1 755	518	2 273
Strasbourg	1 341	2 056	3 397	1 256	504	1 760
Toulouse	2 071	1 504	3 575	2 606	333	3 959
Versailles	3 626	8 355	11 981	1 939	778	1 717
France métropolitaine.....	49 278	61 773	111 051	45 747	13 337	59 084
D. O. M.	2 710	4 139	6 859	245	153	398
T. O. M.	1 026	566	1 592	217	44	261
France + D. O. M. + T. O. M.....	53 014	66 498	119 512	46 209	13 534	59 743

(1) Y compris Andorre.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(écoles normales : Bouches-du-Rhône).*

29990. — 28 avril 1980. — M. Edmond Garcin expose à M. le ministre de l'éducation sa vive inquiétude quant à l'avenir des écoles normales. Déjà l'an passé dans le département des Bouches-du-Rhône un poste de professeur d'école normale sur trois était supprimé : dix-sept au total. Les effectifs d'élèves-instituteurs étaient brutalement ramenés à moins 50 p. 100 de leur volume précédent. Aujourd'hui de nouvelles suppressions sont d'ores et déjà envisagées : un poste de français et un poste de mathématiques (discipline pour laquelle la suppression prendrait, en outre, l'allure d'une véritable sanction antisyndicale). Par ailleurs, plusieurs postes de personnels administratifs ou d'agents sont également supprimés ou menacés. Ces décisions sont parfaitement injustifiées. Elles sont incompatibles avec l'exigence d'une formation de qualité des instituteurs et ne tiennent aucun compte des nécessités pédagogiques locales. En conséquence, il exige le maintien des postes menacés et lui demande de prendre les mesures nécessaires afin de développer les moyens existants dans les écoles normales.

Réponse. — Les tendances démographiques observées actuellement conduiront, dans les années qui viennent, à ralentir le recrutement de nouveaux instituteurs, les promotions de normaliens devraient donc être moins nombreuses que par le passé. C'est ce qui a justifié la suppression, au budget de 1979, d'emplois de professeur d'école normale. L'abaissement du recrutement des élèves-instituteurs et des élèves-institutrices, pour la rentrée 1980, implique une diminution de cinquante postes de formateurs, au plan national. En ce qui concerne les écoles normales du département des Bouches-du-Rhône, la dotation en personnel enseignant sera de vingt-huit postes, après fermeture de deux postes (lettres et psycho-pédagogie) tandis qu'un poste de sciences naturelles

a été créé et sera implanté à l'école normale d'instituteurs. Cette dernière opération a été effectuée afin de renforcer l'équipe audiovisuelle, le futur titulaire du poste étant spécialisé en techniques de télévision à circuit fermé ; aucun poste de mathématiques n'a été supprimé. Ces moyens doivent permettre une organisation du service satisfaisante dans ces établissements de formation.

Enseignement (vacances scolaires - Provence-Alpes-Côte d'Azur).

31834. — 9 juin 1980. — M. Alain Hautecœur attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés que risquent de rencontrer les enfants, les parents et les enseignants des communes limitrophes des académies d'Aix-Marseille et de Nice face à la réforme du calendrier scolaire. En effet, conformément au projet de réforme du calendrier scolaire qui s'est engagé, chaque recteur, après consultation des assemblées régionales, établira pour 1980 son propre calendrier scolaire, déterminant ainsi pour l'académie les temps de vacances et de travail. Il lui signale que, si la plupart des régions correspondent à une seule académie, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur possède la particularité de regrouper les académies d'Aix-Marseille et de Nice. Or, il s'avère que les petites vacances de la Toussaint et les vacances de printemps ne concordent pas entre les deux académies. Cette situation risque d'entraîner de graves difficultés pour les familles qui, en raison de leur situation géographique, sont dans l'obligation de scolariser dès la sixième leurs enfants dans l'académie voisine puisque, selon leur degré de scolarité, les enfants d'une même famille se trouveront alors en vacances à des périodes différentes. Aussi, devant l'absence d'harmonisation des dates des vacances scolaires entre ces deux académies d'une même région, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation qui serait particulièrement préjudiciable à de nombreuses familles de l'est de l'arrière-pays varois.

Réponse. — Le nouveau dispositif réglementaire concernant l'établissement des calendriers scolaires repose sur le principe de la déconcentration, au niveau des recteurs, de la décision. Cette organisation des vacances scolaires, dont les modalités de mise en œuvre ont été fixées par l'arrêté du 9 janvier 1980, paru au *Journal officiel* du 11 janvier 1980, a été instituée pour répondre de façon plus satisfaisante, dans le respect des exigences pédagogiques et de l'intérêt des élèves, aux besoins collectifs en matière d'aménagement du temps et d'organisation des loisirs ressentis au plan local comme au plan national. La concertation qui a été menée par chaque recteur pour son académie et à laquelle ont été associés, aux termes de l'article 2 de l'arrêté du 9 janvier 1980, les organismes et instances assurant la représentation des parents d'élèves et des personnels d'éducation ainsi que des intérêts économiques et sociaux concernés, a permis les ajustements nécessaires, de telle façon qu'ont pu être pris en compte, lors des décisions définitives, le plus grand nombre des intérêts en présence. Mais il est évident qu'il ne peut être tenu compte, même s'ils méritent l'attention de la totalité des souhaits multiples et contradictoires qui s'expriment. Il convient d'ailleurs de souligner que les difficultés évoquées par l'honorable parlementaire ne résultent pas de la nouvelle organisation des vacances scolaires, mais se rencontraient déjà dans le cadre de la fixation de celles-ci au plan national, lorsque certaines académies, tout en étant limitrophes, relevaient de zones différentes. Seule l'unicité du calendrier scolaire pour toutes les académies éviterait ce type de problème, ce qu'il est exclu d'envisager. En tout état de cause, le ministre ne saurait modifier les décisions prises au niveau des académies, car son intervention conduirait à amputer le pouvoir d'initiative conféré aux recteurs et ceci à l'encontre du principe même de la déconcentration du niveau des vacances scolaires. Il importe enfin de souligner que les inconvénients signalés par l'honorable parlementaire doivent être réduits à leur véritable proportion. L'analyse des dates des calendriers scolaires des académies d'Aix-Marseille et de Nice, pour l'année 1980-1981, fait en effet apparaître qu'à très peu de jours près, les vacances d'été, en 1980 comme en 1981, seront communes à ces deux académies. En outre, si la commune aux vacances de la Toussaint n'est effectivement que de quatre jours, elle est en revanche de douze jours pour les vacances de printemps et s'étend à la totalité des vacances de Noël, de février, et des petites vacances du troisième trimestre 1981.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

Animaux (rats musqués : Meuse).

27624. — 17 mars 1980. — **M. Antoine Porcu** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les conséquences que ne manqueront pas d'avoir la suppression par son ministère de la subvention au titre de la lutte contre le rat musqué dans le département de la Meuse. Ces animaux sont particulièrement dangereux pour les agriculteurs, les pêcheurs, le bétail ainsi que pour les cours d'eau et les étangs. Leur prolifération contribue à menacer l'équilibre écologique de nombreux endroits. La lutte pour réduire leur nombre est nécessaire. La suppression de la subvention que l'Etat verse par principes à cette lutte compromet les efforts que le département et l'Association de lutte contre le rat musqué déploient pour mettre fin à ce fléau. C'est pourquoi il lui demande de reconsidérer sa décision et d'accorder la subvention.

Reponse. — La lutte contre le rat musqué a été encouragée à titre expérimental par des subventions de l'Etat et avec la participation des collectivités locales, en vue de la mise au point de procédés de destruction de ce rongeur. Compte tenu des résultats obtenus, la lutte contre le rat musqué doit être poursuivie soit par des mesures de destruction individuelles par les propriétaires, possesseurs ou fermiers prévues à l'article 393 du code rural, soit dans le cadre d'opérations de lutte collective organisées par les groupements de défense des cultures visés aux articles 342 et suivants du code rural relatifs à la protection des végétaux. Pour l'application de l'article 393 et en ce qui concerne le ministre chargé de l'environnement, les conditions dans lesquelles le rat musqué peut être détruit à titre individuel par les propriétaires et leurs ayants droit dans leurs possessions ont été prévues par l'arrêté en date du 12 juin 1979 relatif à la liste des espèces de gibier (*Journal officiel* du 22 août 1979). Par contre, le financement des opérations collectives de lutte contre le rat musqué doit être assuré dans le cadre des groupements de défense contre les ennemis des cultures et selon les règles de fonctionnement qui leur sont propres.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

28085. — 24 mars 1980. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les problèmes de la durée de travail des personnels d'exploitation des services des directions départementales de l'équipement.

Il note que la durée moyenne hebdomadaire des personnels de bureau techniques et administratifs des directions départementales de l'équipement est de quarante heures. Les personnels d'exploitation que sont les travailleurs manuels, pour la plupart, sont soumis à quarante et une heures par semaine. Il propose que la durée hebdomadaire du travail soit ramenée à quarante heures pour tout le personnel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — En application des instructions du Premier ministre (circulaire 10800 SG du 1^{er} octobre 1976), la durée du travail dans la fonction publique est actuellement fixée à quarante et une heures par semaine. Elle est applicable aussi bien aux personnels administratifs et techniques de bureau qu'aux personnels d'exploitation qui, dans les services du ministère de l'environnement et du cadre de vie, comprennent les conducteurs des travaux publics de l'Etat, les agents des travaux publics de l'Etat, les ouvriers des parcs et ateliers et les agents non titulaires assimilés. Toutefois, l'installation de moyens mécaniques de contrôle du temps de présence, qui accompagne nécessairement le régime de l'horaire variable, a conduit le Premier ministre à admettre qu'une durée hebdomadaire de quarante heures pouvait être entérinée dans les services appliquant un tel régime. Les personnels d'exploitation, qui accomplissent leur tâches selon des horaires saisonniers aménagés en fonction des circonstances climatiques et des habitudes locales, de manière à assurer une durée annuelle de travail égale à celle résultant de l'application d'un horaire moyen de quarante et une heures par semaine, ne peuvent se voir appliquer l'horaire variable. Les contraintes auxquelles ils sont soumis se rapprochent cependant de celles qu'impose l'horaire variable, notamment en ce qui concerne les conditions de contrôle des horaires. C'est la raison pour laquelle cette question a été soumise à un examen approfondi sur le plan interministériel.

Publicité (publicité extérieure).

28740. — 7 avril 1980. — **M. Louis Derinet** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les insuffisances de la loi qui régit la publicité extérieure et les enseignes ; en particulier il lui fait observer que l'affichage d'opinion n'est pas protégé et que les dispositions de la loi ne prennent pas en compte la liberté d'expression nécessaire aux organisations syndicales, associations, groupes et partis. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour apporter à ceux-ci les apaisements utiles et leur permettre de s'exprimer véritablement sur le domaine public des collectivités locales.

Réponse. — Non seulement la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979, relative à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes, ménage un sort particulier à l'affichage d'opinion et à la publicité relative à l'activité des associations, mais elle crée des garanties concrètes nouvelles en vue de mieux assurer cette liberté d'opinion et de répondre aux besoins des associations. Le décret d'application prévu à l'article 12 de la loi est en préparation. Il fixera en particulier la surface minimale, en fonction du nombre d'habitants et de la surface de la commune, des emplacements gratuits destinés à l'affichage d'opinion et la publicité des associations que le maire doit faire aménager sur le domaine public ou en surplomb de celui-ci ou sur le domaine privé communal.

Ventes (immeubles).

28831. — 7 avril 1980. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les contrats de vente d'habitat pavillonnaire. Il note que la complexité de certains contrats ne permet pas une information réelle entre les deux parties. Dans le cadre de la clarification des formules administratives et juridiques, il lui demande quelles mesures il compte prendre.

Réponse. — Les contrats de construction de maison individuelle qu'évoque l'honorable parlementaire sont régis respectivement par les articles L. 261-1 et suivants et R. 261-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et par les articles L. 231-1 et suivants et R. 231-1 et suivants dudit code. Ces textes énoncent les mentions qui doivent obligatoirement figurer dans chacun de ces contrats dans le but de parvenir à un meilleur équilibre entre les droits et obligations des cocontractants. Quant à la rédaction proprement dite des clauses de chaque contrat, elle est laissée à la liberté des parties ainsi qu'il est d'usage dans notre droit. Cependant, il arrive que certaines clauses paraissent ambiguës en particulier aux accédants à la propriété peu accoutumés à la lecture des contrats. Il convient dans de tels cas que les personnes concernées puissent obtenir facilement les renseignements nécessaires à une meilleure compréhension des actes qu'elles doivent signer. C'est pourquoi le Gouvernement est particulièrement soucieux de mettre à la portée du public des sources d'information fournissant, de façon totalement objective, tous les renseignements nécessaires aux familles

pour l'exercice de leur libre choix en matière de logement. Le développement d'une information non orientée, réellement impartiale, constitue, en effet, l'action d'accompagnement indispensable à la conduite de la politique sociale de l'habitat. Dans cet esprit, le ministre de l'environnement et du cadre de vie a édité une brochure d'information intitulée « Vous achetez un logement, quels sont vos droits ? » pouvant être obtenue notamment dans les directions départementales de l'équipement qui sont par ailleurs à même de renseigner le public. En outre, des centres d'information sur l'habitat fonctionnent actuellement, et renseignent gratuitement le public. D'ores et déjà vingt-cinq départements sont ou seront bientôt pourvus de centres d'information. Par ailleurs, le ministre se préoccupe d'assurer une meilleure articulation entre l'action de ces associations et l'action d'information que ses services extérieurs se doivent de développer dans le cadre de leurs missions de service public. Le développement de l'information du public dans le domaine de l'habitat est en effet l'une des préoccupations constantes du ministre de l'environnement et du cadre de vie. C'est la raison pour laquelle les pouvoirs publics élaborent un projet de loi qui, dans un souci de concertation, est actuellement soumis à l'avis des milieux professionnels intéressés et des associations d'usagers du logement. Ce texte a pour objet de fixer les règles nouvelles permettant aux particuliers d'avoir une connaissance plus sûre des offres faites sur le marché immobilier. Ainsi, d'une part seront réglés les problèmes résultant d'une information incomplète sur les offres immobilières et, d'autre part, seront instaurés des procédés de nature à permettre aux candidats au logement d'avoir une meilleure information sur le contenu des contrats qui leur sont proposés.

Pêche (réglementation).

29682. — 21 avril 1980. — M. André Jarrot appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le délai imposé aux demandeurs d'une « petite licence » de pêche aux engins dans les rivières. Les éventuels bénéficiaires doivent respecter les dates d'ouverture et de fermeture de la pêche. Or les demandes d'autorisation déposées en janvier 1980 ne sont pas encore délivrées aux bénéficiaires, alors que la pêche fermera d'ici à quelques jours. Estimant que les délais imposés sont beaucoup trop longs, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier aux faits constatés.

Réponse. — Des retards ont en effet été enregistrés dans la délivrance de licences de petite pêche aux engins dans les eaux du domaine public fluvial. Ils sont dus pour une part aux délais tardifs des demandes par certains intéressés et aux délais d'instruction réglementaires. En effet, les services chargés de la police et de la gestion de la pêche fluviale ont souhaité n'accorder ces licences qu'après avoir reçu toutes les demandes et après avoir recueilli l'avis de la commission technique départementale. En effet, compte tenu des problèmes difficiles posés par le choix des candidats, les services doivent veiller avec une particulière attention à ce qu'ils remplissent les conditions édictées pour l'obtention de ces licences, afin d'éviter toute injustice. Des instructions précises ont été données par le ministre de l'environnement et du cadre de vie aux services gestionnaires lorsque des cas particuliers lui ont été signalés. Pour l'avenir des directives seront envoyées aux services pour inviter les demandeurs de licences à déposer leurs dossiers complets en novembre et au plus tard en décembre de l'année précédant celle de l'octroi des licences et pour accélérer la procédure de délivrance.

Baux (baux d'habitation).

30286. — 5 mai 1980. — M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation parfois intolérable des personnes âgées de la classe dite « moyenne » qui, locataires de leur logement, sont contraintes de démissionner si leur propriétaire décide unilatéralement de ne pas renouveler leur bail. En effet, si, en ce qui concerne les logements sociaux, le maintien dans les lieux des personnes âgées est une notion admise, il en est malheureusement tout autrement pour celles qui disposent de revenus suffisants pour s'assumer entièrement et qui ne bénéficient, de ce fait, d'aucune protection. L'indépendance financière a alors pour corollaire le déracinement, l'incertitude du lendemain et le poids des charges trop lourdes qu'impose tout changement de logement. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures pourraient être prises pour cette catégorie, finalement défavorisée, puisse également bénéficier du droit à la sécurité et à la tranquillité que leur âge mérite.

Réponse. — Il convient de rappeler que les locataires occupant des logements soumis aux dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 ou régis par la législation H.L.M. bénéficient déjà du droit au maintien dans les lieux. En outre, les locataires des logements faisant l'objet de conventions passées avec l'Etat bénéficient indirectement de ce droit pendant une durée minimale de neuf ans (durée

de la convention). L'extension de ce bénéfice aux locales du secteur libre serait contraire à la politique d'unification des loyers des immeubles locatifs par le retour à une certaine liberté des conventions, pourvu par le Gouvernement depuis plusieurs années. De plus, cette mesure bien que présentant un intérêt de protection sociale et familiale, constituerait un frein au développement de l'activité économique et créerait une stagnation du marché locatif allant à l'encontre des impératifs de la mobilité résidentielle pour raisons familiales ou professionnelles. Il y a lieu de souligner également que les locataires qui ne bénéficient pas du droit au maintien dans les lieux ne sont pas dépourvus de protection. En effet, le congé ne peut leur être donné qu'en application des clauses des engagements de location qui font la loi des parties. De plus, le congé doit être validé par le juge. Une mesure d'expulsion prononcée à l'égard d'occupants de locaux d'habitation ne peut intervenir que si elle est ordonnée par une décision judiciaire. Dans ce cas, la loi n° 80-1 du 4 janvier 1980 autorise le juge des référés à accorder des délais renouvelables permettant le maintien provisoire dans les lieux. En effet, indépendamment du délai d'un an qui peut être accordé en application de l'article 1244 du code civil en cas de non-paiement d'une dette, le juge peut, en application de la loi susvisée, prolonger ce délai jusqu'à trois ans compte tenu de l'âge, de l'état de santé ou des revenus de l'occupant.

Assurances (assurance de la construction).

30843. — 19 mai 1980. — M. Martin Malvy attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les conséquences de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, ainsi que sur le décret d'application de cette loi paru le 17 novembre 1978. Il lui rappelle que cette loi a eu pour conséquence de modifier profondément le régime de responsabilité civile en matière de construction immobilière, et de majorer d'une manière conséquente les investissements communaux. Plus d'un an après la mise en vigueur de ce texte, il lui demande s'il compte décaler, d'une part les sommes versées par les communes au titre de l'assurance obligatoire des travaux de bâtiments, et d'autre part celles reversées par les compagnies d'assurance à ce même titre.

Réponse. — Dans le but de donner toute garantie aux maîtres d'ouvrages pour les travaux de bâtiment qu'ils entreprennent, la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction a institué un double système d'assurance obligatoire : assurance de responsabilité à souscrire en particulier par les maîtres d'œuvre et les entrepreneurs, assurance de dommages à souscrire par le maître de l'ouvrage, dont la mise en œuvre doit permettre de procéder de manière systématique et rapide à la réparation des dommages qui surviendraient. La loi susvisée s'applique à présent depuis un peu plus d'un an et il est difficile, au terme d'une période relativement brève, de tirer dès à présent des conclusions définitives sur son application en ce qui concerne les collectivités locales. L'objet de la garantie (qui est la couverture du risque décennal) s'oppose, par sa nature, à ce qu'un bilan puisse être effectué avant l'expiration de la période sous garantie. Deux observations peuvent être faites d'ores et déjà : en premier lieu, en matière de tarif d'assurance, il appartient au maître d'ouvrage de mettre en concurrence, pour une opération déterminée et à garanties équivalentes, les différents assureurs qui existent sur le marché. L'ouverture du marché de l'assurance favorisée par la loi devrait constituer un facteur sensible de baisse des tarifs. Il appartient aux collectivités de négocier avec l'assureur, pour leurs opérations, des adaptations aux tarifs de référence. Elles peuvent, par exemple, mettre en avant, pour ce faire, la qualité des contrôles exercés sur leurs constructions. Elles peuvent également faire en sorte de se présenter de manière regroupée sur le marché de l'assurance. Elles peuvent, enfin, souscrire des polices d'assurance comportant une franchise adaptée à leurs possibilités ; ce système présente, en effet, le double avantage de réduire notablement le coût de l'assurance, en faisant à la charge de la collectivité les petits sinistres et en faisant prendre en charge par l'assureur les sinistres plus importants, qui sont aussi les plus difficiles à régler rapidement par un maître d'ouvrage. Le ministre de l'économie, dont relèvent les compagnies d'assurances, se préoccupe, pour sa part, avec les assureurs, d'élaborer des types de contrats mieux adaptés à la situation des collectivités locales dans le cadre desquels ces dernières trouveraient des solutions appropriées tant au regard de la protection à leur assurer que du souci de la sauvegarde des finances locales. En second lieu, le législateur lui-même, soucieux de ne pas grever trop lourdement les opérations publiques d'investissement, a prévu le cas où une collectivité publique souhaiterait être son propre assureur. L'article L. 243-1 du code des assurances ouvre la possibilité à une collectivité locale, en faisant la preuve qu'elle justifie de moyens permettant la réparation rapide et complète des dommages éventuels, de solliciter une dérogation à l'obligation d'assurance pour les bâtiments qu'elle fait construire. Cette dérogation est accordée par décision des ministres de l'économie et de l'intérieur après

avis du ministre de l'environnement et du cadre de vie. L'expérience prouve que les collectivités locales ont entendu faire usage assez largement de la faculté que leur a donnée le législateur d'être leur propre assureur.

INDUSTRIE

Mineurs (travailleurs de la mine : mineurs reconvertis).

13682. — 15 mars 1979. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation d'anciens mineurs de Ronchamp (Haute-Saône) qui ont été reconvertis en 1958 à l'E.D.F. Ces anciens mineurs comptent quinze années et plus de services miniers. Il lui cite le cas de monsieur Z.T. qui, âgé de cinquante et un ans a effectué quinze années de fond et est atteint de la silicose au taux de 80 p. 100. Monsieur Z.T. n'a pas été réaffilié à la sécurité sociale minière qui a pris à charge la rente de maladie professionnelle, il ne bénéficie pas de l'indemnité de logement, ni de la retraite, article 89 de la loi de finances. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de réparer une injustice dont sont victimes les anciens mineurs de Ronchamp.

Sécurité sociale (travailleurs de la mine : Haute-Saône).

27026. — 10 mars 1980. — M. Joseph Legrand s'étonne auprès de M. le ministre de l'Industrie qu'aucune réponse n'ait été faite à sa question écrite n° 13682 du 15 mars 1979, relative à la situation d'anciens mineurs de Ronchamp (Haute-Saône) qui ont été reconvertis en 1958 à l'E.D.F. Ces anciens mineurs comptent quinze années et plus de services miniers. Il lui citait l'exemple de monsieur Z.T. qui, âgé de cinquante et un ans, a effectué quinze années de fond et est atteint de la silicose au taux de 80 p. 100. Monsieur Z.T. n'a pas été réaffilié à la sécurité sociale minière qui a pris à charge la rente de maladie professionnelle, il ne bénéficie pas de l'indemnité de logement, ni de la retraite article 89 de la loi de finances. En conséquence, il lui demandait s'il ne jugeait pas nécessaire de réparer une injustice dont sont victimes certains mineurs de Ronchamp.

Deuxième réponse. — L'honorable parlementaire a bien voulu, par voie de questions écrites, appeler mon attention sur le cas de M. Théophile Zielinski, ancien mineur de Ronchamp. Je suis maintenant en mesure de lui faire part des résultats de l'étude effectuée par mes services, dès réception des renseignements complémentaires qu'il a bien voulu leur communiquer, sur la situation de M. Zielinski; en application de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, je le fais sous forme de lettre. Il est malheureusement apparu que M. Zielinski ne peut pas bénéficier d'une pension de retraite minière anticipée pour silicose. Il a en effet dû interrompre sa carrière à Ronchamp, en 1958, c'est-à-dire avant la date d'application de l'article 89 de la loi de finances du 23 décembre 1960, qui a institué ce type de pension. Tous les mineurs, atteints de silicose professionnelle, qui ont quitté leur exploitation pour quelque raison que ce soit, avant le 1^{er} janvier 1961, se trouvent dans la même situation. Je pense que M. Zielinski aurait intérêt à demander l'attribution d'une pension d'invalidité générale de son régime de sécurité sociale actuel, pension qu'il obtiendrait vraisemblablement en raison de l'importance de son incapacité physique permanente, due à la silicose. Il pourrait cumuler cette pension avec sa rente de silicose, en attendant de pouvoir faire liquider, quand il satisfera les conditions d'âge, les pensions de vieillesse et, notamment, sa pension minière proportionnelle.

Consommation (information et protection des consommateurs).

12973. — 3 mars 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur l'opportunité d'associer plus activement que par le passé les consommateurs à l'élaboration de certaines grandes décisions de la politique économique. Il lui demande : 1° quelles sont les entreprises nationalisées au conseil d'administration desquelles ne siège pas un ou plusieurs représentants des consommateurs ; 2° s'il n'estime pas devoir prendre les initiatives législatives ou réglementaires tendant à la représentation des consommateurs dans chacun des conseils d'administration des entreprises nationalisées où elle n'existerait pas encore.

Réponse. — Le ministre de l'Industrie prend bonne note de l'intérêt manifesté par l'honorable parlementaire à l'association des consommateurs à l'élaboration de certaines décisions de la politique économique. Il veille précisément à ce que soient nommées, parmi les personnalités désignées en raison de leur compétence dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées, des personnes plus particulièrement instruites des questions relatives à la consommation. Ainsi lors du dernier renouvellement du conseil d'administration d'Electricité de France, le Gouvernement a pris soin de nommer Mme Christiane Scrivener qui a récemment été remplacée

par Mlle Maria Aubertin, directeur de la fédération nationale des associations familiales rurales. On peut signaler également que deux organismes relevant du ministère de l'Industrie et ayant un rôle important en matière d'information et de protection des consommateurs comportent une représentation significative de leurs intérêts : le conseil d'administration du laboratoire national d'essais, établissement public à caractère industriel et commercial dont les missions techniques ont été sensiblement élargies par la loi du 10 janvier 1978 sur la protection et l'information des consommateurs, comporte, sur dix-sept administrateurs, trois représentants d'organisations de consommateurs ainsi que le directeur de l'institut national de la consommation (I.N.C.) ; le conseil d'administration de l'association française de normalisation (Afnor) comporte sur trente et un administrateurs, un représentant d'organisation de consommateurs et le directeur de l'I.N.C.

Charbon (houillères : Nord-Pas-de-Calais).

22585. — 18 novembre 1979. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation actuelle de l'activité charbonnière. La politique actuelle du Gouvernement en matière d'énergie aboutit à une dépendance croissante à l'égard des pays étrangers détenteurs de matières premières, alors même qu'il existe des réserves charbonnières importantes dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais au niveau du gisement exploitable par les méthodes classiques que l'on peut évaluer à 400 millions de tonnes. En conséquence, il lui demande s'il envisage la reprise de l'extraction charbonnière dans des conditions humainement acceptables, avec une revalorisation de la profession de mineur et le développement des perspectives de carrière de cette catégorie de travailleurs.

Réponse. — La politique charbonnière définie par le Gouvernement tend à stabiliser et, si possible, à accroître la part du charbon dans notre consommation énergétique afin de réduire notre dépendance pétrolière, et à assurer l'approvisionnement correspondant dans des conditions de sécurité et de coût compatibles avec la nécessité de préserver la compétitivité de notre industrie. La production nationale doit bien entendu contribuer aussi largement que possible à notre approvisionnement en charbon, mais elle doit le faire dans des conditions économiques et humaines acceptables. L'évolution préoccupante de la charge financière supportée par les contribuables français et qui a atteint pour la seule subvention d'exploitation 2,3 milliards de francs en 1979, exige à cet égard qu'une grande rigueur soit apportée à la gestion de notre production nationale. La responsabilité de cette gestion a été confiée aux Charbonnages de France dans le contrat de programme qu'ils ont passé avec l'Etat. Ce contrat est caractérisé notamment par l'octroi aux Charbonnages de France d'une subvention forfaitaire moyenne de plus de 100 F par tonne produite dont l'importance donne la mesure de l'effort de la collectivité en faveur du charbon national. Il incombe à l'établissement d'en faire le meilleur usage dans la gestion technique et économique de nos exploitations charbonnières et il lui appartient à ce titre d'apprécier si le maintien en activité de telle ou telle exploitation est bien compatible avec le souci de rigueur de gestion qui s'impose. En ce qui concerne plus particulièrement le bassin du Nord-Pas-de-Calais, il n'est pas possible d'envisager une relance de l'extraction charbonnière, l'appauvrissement des gisements exploités depuis plus de deux siècles et leur grande irrégularité, qui croît au fur et à mesure que les chantiers d'extraction s'approfondissent après épuisement des couches supérieures, conduisant à des conditions d'exploitation de moins en moins acceptables tant sur le plan économique (la subvention forfaitaire y a dépassé 150 francs-tonne en 1979) que simplement humain.

Automobiles et cycles (pièces et équipements).

26486. — 25 février 1980. — M. Jean Brocard demande à M. le ministre de l'Industrie dans quelles conditions et dans quels délais la mise en œuvre, pour les véhicules automobiles, de la possibilité d'utilisation d'essence et de gaz liquéfié (approvisionnement mixte) pourra être effectuée à l'image de ce qui se passe dans les différents pays européens.

Réponse. — Les quantités de gaz de pétrole liquéfié (G.P.L.) disponibles actuellement comme carburants pour véhicules automobiles sont faibles et, si l'emploi du G.P.L. en circulation urbaine est excellent tant du point de vue des économies d'énergie que de celui de l'environnement, en revanche, sur route et autoroute, les caractéristiques de ces sous-produits du raffinage ne sont pas suffisamment constantes pour garantir toujours un fonctionnement satisfaisant. Pour ces deux raisons, la réglementation doit privilégier autant que possible l'emploi urbain ; le principe d'exclusivité a donc été retenu car, s'il induit des contraintes de ravitaillement importantes en cas d'utilisation des véhicules sur route, il ne doit

procurer que peu de gêne aux véhicules employés principalement en ville. Dans ce contexte, les taxes retenues pour ce nouveau carburant le placent au niveau du gazole et le rendent donc très attractif. L'abandon de l'exclusivité aujourd'hui se traduirait par une croissance des consommations pouvant conduire à un dépassement des disponibilités et à des difficultés d'approvisionnement pour certains consommateurs de G.P.L. dans les usages où il n'est pas facilement substituable. Les G.P.L. ne sont pas en effet disponibles actuellement en quantité aussi importante qu'il serait souhaitable. En ce qui concerne les réglementations propres aux différents pays, des pays voisins ont pu opter pour la carburation mixte, d'autres, tels la France et le Japon, ont retenu l'exclusivité. Ces choix dépendent, d'une part, des quantités très différentes selon ces pays des G.P.L. disponibles pour cet emploi, quantités qui résultent des développements des autres usages et, d'autre part, des objectifs plus ou moins marqués de protection de l'environnement.

Charbon (houillères : Nord-Pas-de-Calais).

12303, 32990 et 27025. — 10 mars 1980. — M. Joseph Legrand s'étonne auprès de M. le ministre de l'industrie qu'aucune réponse n'ait été faite à sa question n° 12303 du 17 février 1979, relative à l'inquiétude des représentants des syndicats C. G. T., C. F. T. C., F. O., C. F. D. T. et C. G. C. du personnel des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais sur l'aggravation de la situation économique du bassin minier. Ils demandent : d'utiliser toutes les capacités de production, par l'exploitation la plus importante possible des réserves charbonnières; de réviser immédiatement le programme de fermetures d'établissements; d'effectuer au plus tôt la reprise des investissements productifs prévus en 1974, en vue de préparer l'exploitation des réserves charbonnières subsistant aux étages profonds dans des conditions de travail humainement acceptables. La réalisation de ces différents mesures suppose la mise à la disposition des entreprises nationales des houillères du Nord et du Pas-de-Calais et de C. D. F. Chimie les moyens financiers nécessaires. Ceux-ci représenteraient les meilleures garanties d'efficacité économique et sociale pour la région et ses populations, dans le cadre du maintien et du développement du secteur public nationalisé. La prise de position de tous les syndicats souligne le mécontentement du personnel des houillères et de la population de la région minière. En conséquence, il lui demandait ce qu'il comptait faire d'urgence pour répondre favorablement au manifeste de ces sections syndicales.

Réponse. — La politique charbonnière du Gouvernement a été clairement définie notamment par une lettre adressée le 2 avril dernier aux organisations syndicales de mineurs à la suite des entretiens approfondis que le ministre de l'industrie a eus avec chacune d'entre elles. Il est rappelé que cette politique tend à stabiliser et si possible, à accroître la part du charbon dans notre consommation énergétique et à assurer l'approvisionnement correspondant dans des conditions de sécurité et de coût compatibles avec la nécessité de préserver la compétitivité de notre industrie. La production nationale doit bien entendu contribuer aussi largement que possible à notre approvisionnement en charbon. Elle doit le faire dans des conditions économiques acceptables. L'évolution préoccupante de la charge financière supportée par les contribuables français et qui a atteint pour la seule subvention d'exploitation 2,3 milliards de francs en 1979, exige à cet égard une grande rigueur soit apportée à la gestion de notre production nationale. La responsabilité de cette gestion a été confiée aux Charbonnages de France dans le contrat de programme qu'ils ont passé avec l'Etat. Ce contrat est caractérisé notamment par l'octroi aux Charbonnages de France d'une subvention forfaitaire moyenne de plus de 100 francs par tonne produite dont l'importance donne la mesure de l'effort de la collectivité en faveur du charbon national. Il incombe à l'établissement d'en faire le meilleur usage dans la gestion technique et économique de nos exploitations charbonnières et il lui appartient à ce titre d'apprécier si le maintien en activité de telle ou telle exploitation est bien compatible avec le souci de rigueur de gestion qui s'impose. En ce qui concerne plus particulièrement le bassin Nord-Pas-de-Calais, il n'est pas surprenant de constater l'appauvrissement des gisements exploités depuis plus de deux siècles et leur irrégularité croissante au fur et à mesure que les chantiers d'extraction s'approfondissent après épuisement des couches supérieures. Il en résulte des conditions d'exploitation de moins en moins acceptables tant sur le plan économique que simplement humain.

Energie (énergies nouvelles).

28378. — 31 mars 1980. — M. Jean-Yves Le Drian s'inquiète auprès de M. le ministre de l'industrie de la faiblesse des moyens consacrés à la diversification des sources d'énergie, et en particulier du retard pris par la France dans le domaine de l'exploitation de l'éner-

gie des mers. Il lui demande, à cet égard, quels programmes de recherche sont actuellement menés pour permettre l'utilisation à terme de l'énergie tirée de la houle et s'il n'entend pas envisager sur ce plan une coopération plus poussée avec nos partenaires européens, et notamment la Grande-Bretagne, dont l'avance technologique est notoirement connue. Il lui demande en outre de lui préciser si l'exploitation éventuelle de l'énergie thermique des mers lui apparaît comme une solution d'avenir pour répondre aux besoins énergétiques de nos départements et territoires d'outre-mer et, dans l'affirmative, de lui indiquer la politique suivie actuellement pour promouvoir cette source d'énergie.

Réponse. — Des recherches actives sont menées dans le domaine de l'exploitation de l'énergie des mers sous l'égide du centre national pour l'exploitation des océans, et notamment pour l'utilisation de l'énergie de la houle et des vagues et de l'énergie thermique des mers. En matière d'énergie des vagues, un certain nombre d'organismes réalisent depuis plusieurs années des mesures systématiques de houle mais dont le traitement à finalité énergétique restait à faire. Le programme de recherche sur l'utilisation de la houle comme source d'énergie a été redéfini en 1979 par le C.N.E.X.O., et se trouve actuellement dans une première phase d'étude comportant deux volets : l'étude du potentiel énergétique réel de la houle a été entreprise par l'intermédiaire du mouillage sur la façade atlantique d'une série de bouées de mesure de la houle très élaborées, dont le recueil et le traitement des données sont réalisés en routine; dans le même temps, des crédits d'aide au pré-développement ont permis l'expérimentation de cinq dispositifs français de récupération de cette énergie testés en bassins des carènes sous forme de maquettes. Ces travaux (mesures de données et expérimentations technologiques) doivent se poursuivre ces prochaines années, et font l'objet d'une coopération active avec la Grande-Bretagne dont les installations de bassin à houle très performantes pourraient être utilisées par les équipes françaises, les experts britanniques s'intéressant par ailleurs de très près aux bouées de mesures françaises. Des contacts fréquents existent entre les différentes équipes, la plus grande ampleur du programme britannique pouvant s'expliquer par le caractère beaucoup plus important des ressources énergétiques de ce pays existant sur les côtes du Royaume-Uni par rapport aux côtes françaises. En matière d'énergie thermique des mers, la France est à l'origine des recherches visant à utiliser le gradient thermique des océans pour produire de l'énergie, et occupe une place de tout premier plan dans les pays qui conduisent ces travaux. Par rapport à un programme américain qui s'intéresse à des centrales flottantes à cycle fermé d'au moins 100 MWe, le programme français vise une gamme de puissance plus modeste de 1 à 10 MWe qui, d'une part, minimise les aléas techniques liés à la taille de grosses installations, et par là même les coûts de recherche-développement, d'autre part, constitue une cible plus réaliste pour cette énergie aussi bien dans les D. O. M. - T. O. M. qu'à l'exportation. Ce programme placé sous la responsabilité du C.N.E.X.O. s'articule en trois phases : une première phase d'étude de faisabilité; une deuxième phase d'étude précise du projet et de tests de certains composants reconnus comme critiques; une troisième phase de construction proprement dite d'un pilote. La première phase qui est arrivée à son terme en 1980 comportait trois volets : une étude de site, une étude de faisabilité technique tant de centrales terrestres à cycle fermé que de centrales flottantes à cycle ouvert confiée à deux groupes industriels, et une étude économique des différents projets. Les résultats de cette première phase sont à l'étude.

Communautés européennes (C.E.C.A.).

29016. — 7 avril 1980. — M. Henri Ferretti prie M. le ministre de l'industrie de faire le point sur le problème du projet d'extension de l'aciérie de Bagnoli près de Naples, soumis à l'autorisation de la C.E.C.A. Il attire en particulier son attention sur le fait qu'il semblerait que les capacités européennes de laminage dépassent d'ores et déjà du tiers la production effective et qu'il lui apparaît en conséquence que l'affaire de Bagnoli risque non seulement d'augmenter les capacités de production globale européenne, mais en outre de constituer un précédent.

Réponse. — L'honorable parlementaire a bien voulu appeler mon attention sur le projet d'extension de l'aciérie de Bagnoli, près de Naples. Sa question mettant en cause une entreprise nommée désignée, je dois, en application de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, vous adresser une réponse directe. La commission des communautés émet, en vertu de l'article 54 du traité de Paris, des avis sur les projets d'investissement dans la sidérurgie européenne. Un avis négatif n'interdit pas la réalisation de l'investissement mais exclut son financement sur des ressources communautaires. En ce qui concerne le projet de Bagnoli, la commission a, en définitive, émis un avis favorable après avoir vérifié, en liaison avec le Gouvernement italien, le bilan économique de l'investisse-

ment et ses modalités de réalisation. Cet avis est, toutefois, assorti d'un moratoire à l'exécution du projet de quatorze mois et de l'engagement des autorités italiennes de fermer certaines capacités de production. Le Gouvernement français n'a jamais cessé de mettre en doute l'opportunité de ce projet dans les circonstances actuelles, alors que les objectifs généraux de la commission sont ressortir, comme vous le rappelez, des excédents de capacité importants pour les bobines à chaud. Dès lors, il regrette très vivement la décision de la commission, qui risque de constituer un dangereux précédent pour d'autres investissements sidérurgiques. Les pouvoirs publics veilleront, néanmoins, avec une extrême attention au respect par les producteurs italiens des conditions fixées par la commission dans son avis sur Bagnoli.

Entreprises (aides et prêts).

29690. — 21 avril 1980. — M. Charles Miossec expose à M. le ministre de l'Industrie qu'il aurait été tenté de souscrire à sa judicieuse suggestion faite aux demandeurs d'emploi de créer leur propre entreprise, s'il n'avait été passablement dérouteré par le nombre et la complexité des aides prévues précisément pour favoriser la création d'entreprises. Plus de 110 possibilités d'aides différentes avec leurs conditions propres, leur champ d'application distinct, leurs limites et leurs dérogations. Plus de 110 formes différentes, et de formalités diverses en fonction des activités envisagées, de quoi décourager les plus déterminés des entrepreneurs et les plus éminents des juristes. Dans ces conditions, il demande au ministre de l'Industrie de prendre rapidement toutes mesures de simplification administrative permettant l'accès aux aides pour la création d'entreprise au plus grand nombre, et en particulier aux demandeurs d'emploi.

Réponse. — Les créateurs d'entreprises se trouvent placés dans des conditions de départ très variables; c'est la raison pour laquelle les aides susceptibles de leur être accordées ont été adaptées à ces situations. Dans le cas particulier des salariés privés involontairement d'emploi qui créent ou reprennent une entreprise, la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979, à l'élaboration définitive de laquelle le Parlement a joué un grand rôle, a prévu deux types d'aides : le maintien de l'allocation chômage pendant une période de six mois à partir de la création de l'entreprise, à condition que celle-ci intervienne avant la fin de la période d'indemnisation (douze mois si le demandeur d'emploi est âgé de moins de cinquante ans); le maintien à titre gratuit de la couverture sociale, sauf le risque accident du travail. Il est à noter que le paiement de l'allocation chômage est effectué en une seule fois sous forme de capital et que les entreprises créées ou reprises avant le 31 décembre 1980 peuvent être, soit des entreprises industrielles, soit des sociétés, soit des sociétés coopératives ouvrières de production. En 1979 environ 10 000 créateurs d'entreprises ont bénéficié de cette procédure. Il va de soi que les salariés créateurs d'entreprises peuvent également bénéficier des autres aides spécifiques à la création d'entreprises mises en place par les pouvoirs publics, aux yeux desquels elles constituent une des priorités de la politique en faveur des P.M.I. et dont les fruits commencent à apparaître. Ces aides comprennent : des aides à la création d'entreprises industrielles : la prime régionale à la création d'entreprises industrielles attribuées par les établissements publics régionaux (décret du 27 juillet 1977). Au 31 décembre 1979, 1 675 demandes de primes étaient acceptées pour un montant global de 104 millions de francs; au niveau national, le fonds national de garantie pour la création d'entreprise, destiné à garantir les crédits accordés à l'occasion de la création d'entreprises industrielles, vient d'être mis en place. La gestion de ce fonds, doté de 20 millions de francs par l'Etat, a été confiée à la caisse nationale des marchés de l'Etat. Au 31 décembre 1979, 194 demandes étaient acceptées représentant 43 millions de francs de prêts garantis à hauteur de 28 millions de francs; les prises de participations minoritaires et temporaires des sociétés de développement régional (S.D.R.) au capital des sociétés en création, primées à 50 p. 100 par l'Etat. Au 31 décembre 1979, 252 entreprises industrielles nouvellement créées avaient bénéficié d'une prise de participation d'une S.D.R. pour un montant total de 47,5 millions de francs; des aides destinées aux créateurs d'entreprises artisanales : la prime d'installation en zone rurale ou en zone urbaine rénovée; les prêts aidés sur ressources bonifiées qui se sont élevés en 1978 à 19 200 pour l'ensemble des entreprises artisanales y compris celles en création, correspondant à un montant total de 3 200 millions de francs (prêts du Crédit agricole et des banques populaires). Par ailleurs, le livret d'épargne manuel, mis en place pour encourager les jeunes à préparer une éventuelle création d'entreprise, donne droit à un prêt à taux réduit, à une prime d'installation et à un stage de formation; une aide pour favoriser la première installation des commerçants (prêts « loi Royer »). D'autre part, afin d'éviter de grever par une imposition excessive les sociétés nouvellement créées, des dispositions fiscales, contenues dans les lois de finance pour 1977, 1978 et 1979, ont

notamment pour but de permettre l'augmentation de leur autofinancement. Ce sont essentiellement : la réduction de 50 p. 100 à 33,3 p. 100 du taux de l'impôt sur les sociétés pour les sociétés industrielles constituées à partir du 1^{er} juin 1977 et avant le 1^{er} janvier 1981, ceci pendant les quatre années suivant la création de l'entreprise; l'exonération de l'impôt sur les bénéfices dégagés pendant les trois premières années d'exercice, à condition que ces bénéfices soient incorporés au capital de l'entreprise. En outre, il y a la possibilité, pour les entreprises qui consentent des prêts à taux privilégiés à des membres de leur personnel désirant créer leur entreprise, de constituer en franchise d'impôt une provision spéciale équivalant à la moitié de ces prêts, dans la limite de 75 000 francs. Bien plus que le nombre des aides directes à la création d'entreprise, ce sont les démarches liées à l'acte de création qui apparaissent complexes au futur chef d'entreprise. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a décidé après avoir favorisé l'installation de « guichets d'accueil des créateurs d'entreprise » dans les chambres de commerce et d'industrie, la création de l'agence nationale pour la création d'entreprises, mise en place en mars 1979. Pour simplifier les formalités elles-mêmes, le Gouvernement a également décidé (conseil des ministres du 21 septembre 1977) de mettre en place progressivement des « lieux uniques » d'accomplissement des formalités administratives nécessaires à la création d'entreprise, situés dans les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers et les greffes des tribunaux de commerce. Cette mesure vise à regrouper les formalités de création en une seule déclaration (liste unique, faite auprès d'un organisme unique chargé de recueillir l'ensemble de l'information nécessaire dans des conditions convenables de qualité et de délais, et de transmettre immédiatement aux administrations et organismes associés au système les informations dont ils ont besoin. Cette expérimentation qui a démarré le 15 novembre 1978 dans le département du Loir-et-Cher et qui est actuellement en cours dans l'ensemble de la région Centre, devrait être progressivement étendue à l'ensemble du territoire. Le lieu unique devrait permettre non seulement au créateur d'être déchargé dans une large mesure du poids représenté par les formalités nécessaires à la création de son entreprise, mais aussi d'être parfaitement informé sur les aides de l'Etat auxquelles il peut prétendre et enfin de bénéficier, s'il le souhaite, d'une assistance et de conseils relatifs à son projet afin que celui-ci réunisse les meilleures chances de réussite. Bien évidemment, les aides spécifiques à la création d'entreprise, quelle que soit sa nature, sont cumulables avec d'autres, dont la finalité n'est pas la création d'entreprise, telles que par exemple les aides liées à l'aménagement du territoire (primes de développement régional, aide spéciale rurale...), les aides à l'emploi ou les aides à l'innovation.

Métaux (acier).

30547. — 19 mai 1980. — M. Roland Huguet attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur le problème des restructurations industrielles qui s'ébauchent chez les producteurs français d'aciers spéciaux. Il lui demande si le Gouvernement va à nouveau financer ce type de restructuration, et si oui, jusqu'à quelle hauteur, si elles sont laissées à la seule initiative du patronat de la sidérurgie, quelle est la politique du Gouvernement en la matière et quelles mesures seront prises pour le maintien de l'emploi afin que les travailleurs de la sidérurgie ne soient pas, une fois de plus, les victimes de l'opération.

Réponse. — Certaines entreprises appartenant au secteur des aciers spéciaux ont enregistré, notamment en 1977 et en 1978, des pertes importantes. Ce fait tient certes pour une part aux évolutions conjoncturelles du secteur, mais également à des problèmes de structure. Néanmoins, les réorganisations susceptibles d'intervenir dans ce secteur ne présentent pas les caractéristiques d'urgence et de gravité propres à la sidérurgie lourde en 1978. Il s'agit, en l'occurrence, de sociétés dotées d'un actionariat responsable et dont la situation (qui s'est d'ailleurs sensiblement améliorée en 1979) n'appelle pas de mesures exceptionnelles. Les négociations qui peuvent avoir lieu relèvent donc de l'initiative des sociétés intéressées et de leurs actionnaires. Il convient de noter que les grandes sociétés d'acier ordinaire s'intéressent au secteur des aciers spéciaux dans la mesure où l'évolution des techniques et de la concurrence implique un déplacement, sans doute très progressif, de la frontière entre aciers ordinaires et spéciaux. Dans ce contexte, il apparaît opportun que les investissements de modernisation qui doivent être réalisés par les sociétés d'aciers spéciaux soient décidés en concertation avec les sociétés d'acier ordinaire afin d'éviter des duplications d'investissements coûteux pour la collectivité. La politique industrielle du Gouvernement visera, dans ce secteur où la France détient une position forte, notamment au sein de la C.E.C.A., à maintenir ou reconstituer des entreprises compétitives dans une structure de concurrence.

Industrie (ministère : personnel).

32847. — 30 juin 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (mines) qui ne peuvent plus assurer dans de bonnes conditions toutes leurs attributions. Il lui rappelle la lettre du 15 décembre 1979 qui lui a été adressée par le groupement national des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (mines). En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte apporter pour remédier à ces difficultés.

Réponse. — Il est certain qu'aux tâches traditionnelles des directions interdépartementales de l'Industrie se sont ajoutées depuis quelque dix ans des activités nouvelles telles que la reprise de l'inspection des installations classées, le renforcement des interventions dans le domaine de l'utilisation et des économies d'énergie et l'exercice d'attributions nouvelles en matière de développement industriel régional à la suite de la réforme du ministère de l'Industrie en 1976. En outre, dans le cadre de la déconcentration de la politique industrielle du Gouvernement et de la simplification des procédures administratives qui sont une des priorités du ministère de l'Industrie, le rôle des directions interdépartementales de l'Industrie en matière économique est appelé à croître. L'accroissement des tâches des directions interdépartementales de l'Industrie évoqué plus haut ne s'est néanmoins pas fait sans une augmentation corrélative des moyens en personnel. Cette augmentation des moyens en personnel a été faite au titre de l'inspection des installations classées, au titre de l'énergie et au titre de la sécurité industrielle. Le dernier budget voté de l'Etat, celui de 1980, a poursuivi dans la même ligne, puisque y ont été créés huit emplois pour le contrôle de l'énergie électrique et treize emplois pour la sûreté des installations nucléaires. Par ailleurs, l'action du Gouvernement en faveur des cadres âgés privés d'emploi va permettre de renforcer les effectifs des directions interdépartementales de l'Industrie, notamment dans le domaine de l'action économique. Le renforcement des directions interdépartementales de l'Industrie est bien entendu mené avec le souci de conserver à ces services l'unité et la cohérence nécessaires et en veillant à ce que l'ensemble de leur personnel, et en particulier les ingénieurs des travaux publics de l'Etat (mines), puissent participer à l'ensemble des missions à accomplir.

INTERIEUR

Communes (personnel).

29713. — 21 avril 1980. — M. Pierre Lagorce attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la situation des agents communaux à temps incomplet et sur l'intérêt social qu'il y aurait à rapprocher du statut des agents titulaires à temps complet dans la mesure où les emplois remplis et les horaires accomplis dans une ou plusieurs communes, d'une part, et la situation budgétaire des communes, d'autre part, le permettraient. Il lui demande s'il peut lui faire connaître ses intentions à ce sujet.

Réponse. — Les mesures applicables aux agents titulaires à temps complet sont dans l'ensemble valables pour les agents titulaires à temps non complet, conformément aux articles L. 421-1, L. 421-2 et R. 421-7 du code des communes. Les principales différences apparaissent sur les points suivants : la limite d'âge pour le recrutement des emplois communaux à temps complet est fixée à quarante ans alors que pour les emplois à temps non complet le conseil municipal est libre de retenir celle qu'il souhaite ; la limite d'âge pour la cessation de fonctions peut être fixée, par délibération du conseil municipal, à un âge supérieur à celui qui est applicable aux agents à temps complet (soixante-cinq ans pour les emplois de catégorie A dite sédentaire) ; l'interdiction d'exercer, à titre professionnel, une activité privée lucrative ne concerne que les agents à temps complet ; le détachement, la disponibilité, la mise hors cadre et le congé postnatal sont réservés aux titulaires à temps complet ; en outre les agents titulaires à temps non complet bénéficient des congés de maladie ordinaire, du congé de maternité et, lorsqu'ils sont affiliés à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, c'est-à-dire s'ils accomplissent au moins trente-six heures de travail par semaine, du congé de longue maladie ; enfin, le licenciement par suite de suppression d'emploi entraîne le versement de compensations pécuniaires aux agents permanents à temps non complet, s'ils sont employés dans des communes de plus de 10 000 habitants (article L. 421-14 du code des communes) ou si la suppression d'emploi résulte d'une fusion de communes (loi n° 71-588 du 16 juillet 1971). Il convient de rappeler que les emplois à temps non complet sont tenus en général par des personnes qui ont le plus souvent une autre activité professionnelle. C'est bien entendu le cas des secrétaires de mairie instituteurs qui bénéficient de toutes les protections sociales attachées à leur statut de fonctionnaire de l'Etat, notamment

la garantie de l'emploi et le congé de longue durée. Certaines de ces dispositions pourront faire l'objet d'un examen à l'occasion de la discussion en cours du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales.

Urbanisme (politique foncière : Paris).

30915. — 19 mai 1980. — M. Claude Martin attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur un terrain et divers bâtiments sis 4 à 10, rue Léon-Frot, 1 à 23 et 2 à 16, cité Beauharnais à Paris, appartenant depuis 1869 à l'ancienne collectivité « Ville de Paris » et transférés au département de Paris par décret du 29 janvier 1980. Initialement gérés par l'administration générale de l'assistance publique, légués en 1967 à l'hospice des enfants trouvés, transférés en 1967 à l'ancien département de la Seine, dévolus à la ville de Paris en 1938 les bâtiments de la cité Beauharnais sont vétustes et ont fait l'objet en 1970 d'une étude d'opération partielle d'urbanisme entreprise par l'ancienne direction de l'urbanisme et du logement de la préfecture de Paris. Plusieurs variantes à ce programme d'utilisation ont été étudiées par la suite. Le locataire de la parcelle 23 ayant résilié son contrat par anticipation et proposé de démolir les locaux à ses frais, le préfet décida en 1974 de frapper la parcelle d'une réserve pour espace vert au lieu d'y construire l'équipement scolaire initialement prévu. Il fut ensuite décidé la modification du chemin d'accès à ce terrain ainsi qu'une nouvelle réduction de programme, portant sur le reste de la cité. Mais, suite à la mise en place du nouveau statut de Paris, il ne pouvait être donné suite à un projet présenté par la R.I.V.P. en 1976 et portant sur la totalité de la cité, tant que la situation juridique de cette propriété ne serait pas clairement définie dans le cadre de la dévolution des biens de la ville de Paris en biens communaux et biens départementaux. Le décret n° 80-93 du 29 janvier 1980 mentionne finalement la cité Beauharnais (en totalité) au nombre des biens dévolus au département de Paris. M. Claude Martin souhaiterait connaître les intentions de M. le ministre de l'Intérieur concernant ce patrimoine immobilier. Compte-t-il faire démolir ou restaurer les immeubles. Quelles sont les orientations désormais envisagées compte tenu de la réserve existante destinée à permettre la création d'un espace vert sur un terrain de 4 200 mètres carrés libérés par l'ancien locataire depuis 1974. Sur les cent vingt-sept locaux existant en 1964 dont trente-six étaient de nature commerciale, quel est le nombre des engagements de location et baux de toute nature actuellement en cours et quelle en est la ventilation par catégorie. Quel sera le service gestionnaire de ce domaine immobilier.

Réponse. — Le décret n° 80-98 a transféré de l'ancienne collectivité ville de Paris au département de Paris la totalité de la cité Beauharnais qui fait partie des biens légués productifs de revenus au profit du service départemental de l'aide sociale à l'enfance. Les services de la préfecture de Paris ont pris effectivement en charge la gestion de l'ensemble de ce patrimoine depuis le 1^{er} avril 1980. A cette date existaient cent vingt-trois locations dont trente-cinq de nature commerciale. Les locations d'habitation, à l'exception de trois classées en catégorie 2 C, relèvent des catégories 3 A et 3 B définies par la loi du 1^{er} septembre 1948 et les textes pris pour son application. Les locations d'habitation ont été consenties sur la base de baux verbaux. La préfecture de Paris procède actuellement à une étude au sujet des problèmes posés par la cité Beauharnais, ensemble immobilier présentant un caractère vétuste et insalubre en certains endroits. Dès que les éléments d'appréciation nécessaires à la définition de l'avenir de cette cité auront été rassemblés, le conseil de Paris (formation départementale) sera saisi. D'autre part, il est exact qu'un terrain, d'une superficie d'environ 4 200 mètres carrés sur lequel existaient des bâtiments industriels, dont la démolition a été ordonnée en 1977 par l'ancienne collectivité ville de Paris, a été réservé par extension du P.O.S. approuvé par le conseil de Paris le 18 mars 1976, pour la réalisation d'un espace vert public. A ce jour, la commune de Paris n'a pas encore donné suite à son projet d'espace vert. Par lettre du 26 février 1980, celle-ci a été priée de faire connaître ses intentions, quant au devenir de ce terrain. Par lettre du 6 juin 1980, la commune de Paris a été à nouveau priée de faire part de l'état d'avancement de ses projets au sujet de la création de l'espace vert public. En tout état de cause, le terrain appartenant maintenant au département, une cession à la ville de Paris devrait être envisagée le moment venu.

Communes (maires et adjoints : Meurthe-et-Moselle).

31097. — 26 mai 1980. — M. Yvon Tondin expose à M. le ministre de l'Intérieur la situation du maire de la commune de Trondes (Meurthe-et-Moselle), qui vient d'être licencié de son emploi de chauffeur-livreur de la société Pastifrance, sous prétexte que les motifs de ses autorisations d'absence pour l'exercice de son mandat ne correspondaient pas à ses occupations précises d'élu à ces

moments. Il s'agit là d'un cas flagrant d'atteinte à l'autonomie des élus. Il s'agit aussi d'un exemple significatif des entraves que le patronat cherche à mettre à l'exercice normal de leur mandat par les élus locaux salariés. Une fois encore se trouve concrètement posé le problème de l'accès des travailleurs du secteur privé, et notamment des ouvriers, à des responsabilités électives. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux élus locaux d'exercer leur mandat dans les conditions qu'exige la démocratie et éviter des procédures de licenciement abusif tel que celui exposé ci-dessus.

Réponse. — Il résulte d'une enquête au sujet des faits évoqués par l'auteur de la question que le magistrat cité a été licencié par son employeur pour fautes professionnelles. Il lui est reproché en effet d'une part d'avoir fait preuve de négligence dans son travail, d'autre part d'avoir utilisé, pour des fins autres que l'exercice de son mandat électif, des autorisations d'absence qui lui avaient été accordées en sa qualité de maire. Cette affaire apparaît ainsi comme un conflit de travail, qui a d'ailleurs été soumis au conseil de prud'hommes et dans lequel l'administration ne saurait intervenir. Sur un plan plus général, il est rappelé que la protection des élus locaux contre les licenciements abusifs est assurée par l'article L. 121-24 du code des communes ainsi rédigé : « La suspension de travail résultant du temps passé par les salariés aux différentes séances du conseil municipal dont ils sont membres et des commissions qui en dépendent, ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services, et ce à peine de dommages et intérêts au profit du salarié. » Au surplus, le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales dont l'Assemblée nationale a été saisie après vote en première lecture par le Sénat contient une série de dispositions nouvelles tendant à renforcer ces garanties et à faciliter l'exercice de leur mandat par les élus municipaux.

Départements (conseils généraux).

31551. — 2 juin 1980. — **M. Louis Besson** demande à **M. le ministre de l'Intérieur**, après publication par le *Journal officiel* du 12 mai 1980 de sa réponse à la question écrite n° 26041 du 18 février 1980, si dans la logique de la position qu'il adopte en cette affaire pour les conseils généraux il entend bien remettre en cause les textes existants et qui, en matière de vacations ou d'indemnisations, s'imposent aux membres des assemblées régionales et communales.

Réponse. — Le ministre de l'Intérieur ne peut que confirmer les termes de la réponse faite à la question écrite n° 26041 du 18 février 1980, dans laquelle il indiquait ne pas envisager de présenter de mesures allant à l'encontre de la volonté du législateur de laisser toute liberté aux assemblées départementales de déterminer le montant des vacations allouées à leurs membres. Il est prêt par contre à examiner les amendements qui pourraient être déposés à l'occasion de la discussion au Parlement du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales.

Voirie (routes : Sarthe).

31580. — 2 juin 1980. — **M. Daniel Boulay** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** la nécessité de mener à bien le programme triennal des travaux de voirie sur la commune de Parigné-l'Évêque. Par délibération du 27 avril 1979, le conseil municipal de Parigné-l'Évêque, approuvant ce programme, a sollicité l'intervention financière de l'État pour sa réalisation. Or, il semble que cette année, la commune de Parigné ne puisse prétendre à l'attribution d'une subvention au titre du fonds spécial d'investissement routier, ce qui bien sûr gêne l'obtention de prêt spécifique. Devant cette situation, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour permettre à cette commune de réaliser les travaux projetés.

Réponse. — Les travaux de voirie communale, tels ceux envisagés par la commune de Parigné-l'Évêque sont susceptibles de bénéficier des crédits du chapitre 04 du fonds spécial d'investissement routier. Ces crédits sont gérés selon une procédure déconcentrée. Ainsi l'État délègue globalement chaque année aux régions sur le chapitre en cause des enveloppes d'autorisations de programme qui sont ensuite réparties par les établissements publics régionaux entre les départements de leur ressort. Au niveau départemental, c'est le conseil général qui, en application des dispositions du décret n° 76-17 du 8 janvier 1976 arrêtée la liste des opérations à subventionner et les modalités d'attribution des subventions ainsi accordées. C'est donc auprès de cette assemblée que le problème concernant la commune de Parigné-l'Évêque doit pouvoir trouver une solution.

Etrangers (expulsions).

31646. — 2 juin 1980. — **M. Bernard Derosier** s'inquiète auprès de **M. le ministre de l'Intérieur** de l'augmentation importante du nombre d'expulsions d'étrangers de notre territoire. Il lui demande de bien vouloir lui communiquer les statistiques du nombre de personnes qui ont subi une procédure d'éloignement en 1979, 1978 et 1977 et la répartition par pays d'origine; il voudrait enfin connaître les raisons qui ont motivé ces différentes mesures.

Réponse. — 5330 étrangers ont fait l'objet d'une procédure d'expulsion en 1977, 4654 en 1978 et 4759 en 1979. Le nombre d'expulsions prononcées est directement proportionnel à l'importance de la représentation sur notre territoire de chaque nationalité étrangère; ce sont en conséquence les populations étrangères les plus nombreuses en France qui produisent le nombre le plus élevé de délinquants passibles d'une mesure administrative. Il s'agit en premier lieu des Maghrébins, puis des ressortissants de la Communauté économique européenne, des Maliens, des Portugais, des Espagnols et enfin des Sénégalais. Toutefois les arrêtés d'expulsion sont des mesures de police de caractère strictement administratif non liées à l'existence d'une condamnation pénale. Elles ont pour unique fondement la menace que la présence de certains étrangers est de nature à constituer pour l'ordre public. Conformément à la jurisprudence administrative c'est l'appréciation du comportement habituel et général des étrangers en cause, fondée sur des faits exacts, matériellement établis, qui amène l'autorité administrative à conclure à l'existence d'une telle situation. Ces faits peuvent être classés en différentes catégories d'infractions aux lois et règlements qui sont les suivantes, dans l'ordre où elles sont le plus souvent relevées à l'encontre des étrangers expulsés : 1° vols et vols qualifiés (51 p. 100); 2° trafic de stupéfiants (17 p. 100); 3° faux et usage de faux (16 p. 100); 4° proxénétisme (9 p. 100); 5° coups et blessures volontaires (7 p. 100).

Protection civile (sapeurs-pompiers).

31650. — 9 juin 1980. — **M. Alain Mayoud** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les difficultés créées par l'application du décret n° 80-209 du 10 mars 1980 fixant à cinquante-cinq ans au lieu de soixante ans la limite d'âge applicable aux sapeurs-pompiers volontaires non officiers et sur ses conséquences sur l'allocation de la retraite de ancienneté. Cette réforme, souhaitable dans son principe, ne va pas pourtant sans poser des problèmes à certains sapeurs-pompiers qui, de la sorte, ne remplissent plus les conditions d'annuité de services portées à vingt-cinq ans depuis 1977. Il lui demande quelles mesures il entend prendre afin de permettre l'allocation de cette allocation de retraite au plus grand nombre en réduisant par exemple de vingt-cinq à vingt ans de services les conditions d'ancienneté nécessaires.

Réponse. — L'article 10 du décret n° 80-209 du 10 mars 1980 a fixé la limite d'âge des sapeurs-pompiers volontaires non officiers à cinquante-cinq ans, sauf prolongation éventuelle de deux ans, conformément aux dispositions de l'article R. 354-14, deuxième alinéa, du code des communes. L'article 17 du même décret précise que cette limite d'âge demeure fixée à soixante ans jusqu'au 31 décembre 1980. Elle sera abaissée à cinquante-neuf ans au 31 décembre 1981, et à cinquante-huit ans au 31 décembre 1982. Afin de ne pas pénaliser les sapeurs-pompiers volontaires, la durée des services exigés pour l'obtention de l'allocation de retraite sera réduite.

JUSTICE

Justice (conseils de prud'hommes).

28759. — 7 avril 1980. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le ministre de la Justice** sur les difficultés d'installation et de fonctionnement des conseils de prud'hommes élus le 12 décembre 1979. Sur les 267 conseils élus, beaucoup manquent cruellement de moyens pour fonctionner correctement; pas de secrétariat, locaux insuffisants, etc. D'autre part, plus de trois mois après leur élection les conseillers sont toujours dans l'attente des décrets d'application de la loi n° 79-44 du 18 janvier 1979 portant modification des dispositions du titre I^{er} du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes. Il lui demande en conséquence quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer dans les meilleurs délais un bon fonctionnement des conseils de prud'hommes.

Réponse. — En ce qui concerne le personnel des secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes, leurs statuts ont été mis au point et publiés. 251 secrétaires et secrétaires adjoints de conseils de prud'hommes ont d'ores et déjà été intégrés en qualité de greffier en chef ou de secrétaire greffier. Des concours externes et internes pour le recrutement de plusieurs centaines de fonction-

naires ont été organisés par la direction des services judiciaires ou sont en cours. La fourniture des locaux, quant à elle, a fait l'objet d'une attention particulière de la part de la chancellerie, bien que la charge en incombe aux départements, sauf droit au maintien dans les locaux municipaux. Après avoir fait l'inventaire complet des locaux existants et s'être mis en relation avec les préfets, la chancellerie use sans restriction des possibilités qui lui sont offertes pour aider les conseils de prud'hommes à se mieux loger. Par ailleurs, l'œuvre réglementaire accomplie par le Gouvernement a été très importante. Il suffit de rappeler que vingt-quatre décrets et arrêtés ont été à ce jour publiés et que vingt-six circulaires ont été diffusées. Ces textes réglementaires touchent à tous les aspects de la réforme et ont permis d'ores et déjà de résoudre la plupart des problèmes qui se trouvaient posés.

Notariat (notaires).

29259. — 14 avril 1980. — **M. Joseph Comiti** expose à **M. le ministre de la justice** qu'il a été prévu par l'article 7 du décret n° 80-157 du 19 février 1980 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif aux conditions d'accès aux fonctions de notaire que le candidat pour pouvoir subir l'examen de contrôle devait être dans le notariat depuis neuf ans et être titulaire du diplôme de premier clerc depuis six ans. Il était généralement admis dans cette profession qu'un titulaire d'une licence en droit de quatre années devenue maîtrise en droit option notariale, c'est-à-dire une personne ayant subi les examens d'un centre d'études supérieures notariales rattaché à une faculté de droit en même temps que cette licence-maîtrise, était par équivalence de titre diplômé premier clerc (ce qui était le cas pour pouvoir présenter l'ancien diplôme de notaire). Le nouveau texte ne le prévoyant pas implicitement et les directeurs des centres de formation professionnelle étant incédés sur ce point, il lui demande de clarifier ce point de droit. Il se permet d'ajouter qu'un nombre important de clercs se trouvent dans cette situation, notamment ceux qui se sont inscrits au stage en 1973 et qui, en travaillant, ont commencé en 1974 les études de licence. Qu'enfin, ceux qui seront radiés du stage (dans les huit ans de l'inscription) sans avoir subi avec succès l'examen d'aptitude se trouveraient dans la situation paradoxale et dommageable de passer cet examen de premier clerc et d'attendre encore six ans.

Réponse. — 1° La voie normale d'accès au notariat prévue par le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié par celui n° 80-157 du 19 février 1980, exige des candidats qu'ils soient titulaires d'une maîtrise en droit, puis qu'ils suivent une formation professionnelle au cours d'un stage et qu'ils subissent avec succès l'examen d'aptitude aux fonctions de notaire ou le diplôme supérieur de notariat délivré par une université. Une autre voie est ouverte, dans un souci de promotion sociale, au personnel des études. Dans ce cas, l'expérience professionnelle compense l'absence de diplôme universitaire. Cette voie est réservée, en vertu de l'article 7 du décret précité, aux personnes ayant exercé pendant neuf années au moins des activités professionnelles dans le notariat si, en outre, elles sont titulaires du diplôme de premier clerc depuis au moins six ans et si elles ont subi avec succès les épreuves d'un examen de contrôle. Aucune difficulté sérieuse d'interprétation de ces textes n'a jusqu'à présent été portée à la connaissance de la chancellerie. 2° Le diplôme de premier clerc n'est pas exigé des candidats qui accèdent au notariat, alors qu'ils sont titulaires de la maîtrise en droit, mais seulement de ceux qui passent par les écoles de notariat. Le décret précité n'a donc pas prévu d'équivalence entre la maîtrise en droit et le diplôme de premier clerc qui, de plus, sont des examens de nature très différente. Admettre que les personnes titulaires de la maîtrise en droit puissent accéder à la profession de notaire par la voie prévue à l'article 7 du décret précité, mais sans être titulaires du diplôme de premier clerc, serait contraire au fondement des textes régissant la formation professionnelle dans le notariat et l'accès à cette profession.

Justice (conseils de prud'hommes).

29807. — 21 avril 1980. — **M. Roland Huguet** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le problème du fonctionnement des conseils de prud'hommes. Il y a quelques mois ont été élus quelque 13 000 conseillers prud'homaux dont 6 870 conseillers salariés. La plupart sont de nouveaux élus. La loi prévoit qu'ils doivent être formés. Elle prévoit également que dans l'exercice de leurs fonctions, les conseillers prud'homaux doivent être rémunérés, une compensation de perte de salaire devant leur être versée. Les conseillers élus depuis plus de quatre mois attendent toujours le décret d'application de la loi votée il y a plus de quinze mois. Cette carence a également d'autres conséquences : — sur 267 conseils élus beaucoup manquent cruellement de moyens pour fonctionner correctement — locaux insuffisants (c'est le cas de celui de Saint-Omer par exemple), pas de secrétariat, etc. Il lui

demande donc quand seront publiés les décrets d'application, quels seront les moyens financiers dégagés pour permettre un fonctionnement correct des conseils de prud'hommes.

Réponse. — En ce qui concerne l'indemnisation des conseillers prud'hommes, son régime a été fixé par le décret n° 80-368 du 21 mai 1980 qui institue une vacation horaire de 23 francs destinée à indemniser les conseillers qui ne subissent pas de perte de salaire et prévoit l'attribution, à la place de cette indemnité, d'une vacation majorée dont le taux est proportionnel aux pertes de rémunération supportées par les conseillers prud'hommes de l'élément salarié. D'autre part, le décret fixant les modalités de la formation des conseillers prud'hommes, dont le législateur a confié à l'Etat le soin de l'organiser, est en cours de signature et sera publié prochainement. En ce qui concerne le personnel des secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes, leurs statuts ont été mis au point et publiés. 251 secrétaires et secrétaires adjoints de conseils de prud'hommes ont d'ores et déjà été intégrés en qualité de greffier en chef ou de secrétaire greffier. Des concours externes et internes pour le recrutement de plusieurs centaines de fonctionnaires ont été organisés par la direction des services judiciaires ou sont en cours. La fourniture des locaux, quant à elle, a fait l'objet d'une attention particulière de la part de la chancellerie, bien que la charge en incombe aux départements, sauf droit au maintien dans les locaux municipaux. Après avoir fait l'inventaire complet des locaux existants et avoir pris les contacts nécessaires avec les préfets, la chancellerie use sans restriction des possibilités qui lui sont offertes pour aider les conseils de prud'hommes à se mieux loger.

Justice (conseils de prud'hommes).

29953. — 23 avril 1980. — **M. Roland Florian** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les difficultés de fonctionnement des conseils de prud'hommes. Les moyens en personnel et en locaux s'avèrent insuffisants. En outre, la majorité des conseillers subit des pertes de salaires qu'est loin de compenser le faible montant des vacations issues des textes régissant les anciens conseils. En effet, si la loi n° 79-44 du 18 janvier 1979 prévoit bien en son article 51-10-2 que le taux de la nouvelle vacation devra tenir compte de la perte de salaire réelle subie par les intéressés, le décret d'application n'en est encore qu'au stade de projet, alors qu'il devait paraître en janvier 1980. De plus, le calcul des vacations ne prend en considération que le temps passé aux audiences et aux assemblées du conseil et ignore le temps de trajet aller et retour de l'entreprise au conseil, le temps minimum de présence nécessaire avant les audiences tel que l'impose le règlement intérieur, le temps de présence indispensable des présidents et vice-présidents pour assurer le contrôle, les relations extérieures et le travail administratif dont dépend la bonne marche du conseil. Il lui demande donc s'il compte prendre les mesures nécessaires pour remédier à ces insuffisances et permettre d'assurer le bon fonctionnement d'une forme de juridiction à laquelle le monde du travail est fortement attaché.

Réponse. — En ce qui concerne le personnel des secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes, leurs statuts ont été mis au point et publiés. 251 secrétaires et secrétaires adjoints de conseils de prud'hommes ont d'ores et déjà été intégrés en qualité de greffier en chef ou de secrétaire-greffier. Des concours externes et internes pour le recrutement de plusieurs centaines de fonctionnaires ont été organisés par la direction des services judiciaires ou sont en cours. La fourniture des locaux quant à elle a fait l'objet d'une attention particulière de la part de la chancellerie bien que la charge en incombe aux départements, sauf droit au maintien dans les locaux municipaux. Après avoir fait l'inventaire complet des locaux existants et avoir pris les contacts nécessaires avec les préfets, la chancellerie use sans restriction des possibilités qui lui sont offertes pour aider les conseils de prud'hommes à se mieux loger. Quant aux vacations attribuées aux conseillers prud'hommes, le régime d'indemnisation a été fixé par le décret n° 80-368 du 21 mai 1980. Ce texte institue une vacation horaire de vingt-trois francs destinée à indemniser les conseillers qui ne subissent pas de perte de salaire et prévoit l'attribution, à la place de cette indemnité, d'une vacation majorée dont le taux est proportionnel aux pertes de rémunération supportées par les conseillers prud'hommes de l'élément salarié. Ces derniers taux ont été fixés à un niveau suffisamment élevé pour tenir compte des diminutions de salaire et de couverture sociale supportées par les intéressés ainsi que de la distorsion pouvant exister, notamment du fait de la durée des déplacements, entre le temps passé au conseil de prud'hommes et le temps réellement perdu ayant donné lieu à retenue de salaire. Enfin, l'indemnisation du temps passé par le président et le vice-président pour le travail administratif pose effectivement un problème qui n'a pas échappé à la chancellerie. Les modalités de cette indemnisation sont actuellement à l'étude.

Avortement (législation).

30358. — 12 mai 1980. — **M. Gilbert Barbier** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir lui préciser les critères d'appréciation fondant l'action publique en matière d'incitation à l'I.V.G. et notamment si le fait d'inscrire sur la plaque d'un établissement hospitalier les termes « interruption volontaire de grossesse » lui semble, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, tomber sous le coup de la loi.

Réponse. — L'article L. 647 du code de la santé publique réprime la provocation à l'avortement, ainsi que la propagande et la publicité en faveur des établissements où sont pratiquées les interruptions de grossesse, et des méthodes, produits ou objets abortifs. Ce texte n'apporte aucune précision sur les contenus respectifs de ces trois notions qui peuvent susciter certaines difficultés d'interprétation. Il apparaît toutefois que le fait d'inscrire sur la plaque d'un établissement hospitalier les termes « interruption de grossesse » ne constitue ni une provocation à l'avortement — cette provocation supposant la volonté non équivoque soit d'inciter les femmes à recourir à l'avortement, soit de susciter un mouvement d'opinion favorable à l'avortement — ni une propagande en faveur de l'établissement en cause, le mot « propagande » impliquant à coup sûr que soient vantés les mérites de l'établissement en cause. La question est plus délicate en ce qui concerne la publicité qui — aux termes d'une jurisprudence constante relative à diverses publicités également interdites — peut être réalisée en dehors de toute apologie. Il convient toutefois d'observer à cet égard que la publicité doit être distinguée de la simple information, qui demeure licite, et que la loi a elle-même instituée en prévoyant à l'article 162-3, paragraphe 2, nouveau du code de la santé publique l'énumération, dans le dossier guide fourni aux femmes qui sollicitent une interruption de grossesse, des établissements dans lesquels ces interventions sont pratiquées. Il appartient dès lors aux seules juridictions qui seraient saisies d'affaires de cette nature d'apprécier, en fonction des éléments particuliers des cas d'espèce qui leur seraient soumis, si l'opposition des plaques évoquées par l'honorable parlementaire constitue une publicité à caractère commercial — certainement répréhensible — destinée à attirer d'éventuelles patientes vers l'établissement en cause, ou répond au souci légitime — et tel serait, par exemple, le cas des plaques apposées à l'intérieur de l'établissement — d'orienter les patientes vers le service compétent.

Politique extérieure (convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales).

30766. — 19 mai 1980. — **M. Gabriel Péronnet** rappelle à **M. le ministre de la justice** que sept années sont passées depuis l'adhésion de la France à la convention européenne des droits de l'homme, et que cette période a permis d'expérimenter le fonctionnement de dispositions qui ne sont applicables qu'à nos tribunaux nationaux, tant que n'aura pas été ratifié l'article 25 de cette convention. L'expérience des autres pays signataires en cette matière démontre que les décisions prises par la Cour européenne de Strasbourg ne lèsent pas la souveraineté de l'Etat. De plus, les conditions de recevabilité d'une requête définies par l'article 26 protègent amplement l'Etat de recours non fondés. Il demande si le motif de la non-adhésion par la France à cet article s'appuie sur des répercussions possibles en droit interne et, dans ce cas, souhaite qu'elles soient portées à sa connaissance.

Réponse. — Le Gouvernement n'a pas perdu de vue le problème de l'acceptation du droit de recours individuel dans le cadre de la convention européenne des droits de l'homme. Ainsi que le sait l'honorable parlementaire, cette convention peut avoir des implications sur une large part de notre droit. Il est donc nécessaire, pour apprécier les incidences que pourrait avoir une acceptation du droit de recours individuel, d'étudier le développement progressif de l'application de la convention tant sur le plan national que sur les institutions créées par ladite convention. Le Gouvernement estime que cet examen, qui a progressé sensiblement, doit être poursuivi. En outre, il convient de préciser à nouveau que l'absence d'adhésion de la France à la déclaration facultative prévue à l'article 25 de la convention est sans préjudice pour les citoyens français. En effet, et contrairement à ce qu'il en est dans les autres Etats parties à la convention, celle-ci s'applique directement dans notre droit. L'article 55 de la Constitution lui confère même une autorité supérieure à celle de la loi. Les justiciables peuvent donc l'invoquer devant les tribunaux qui sont tenus de l'appliquer et qui l'ont déjà appliquée à maintes reprises.

Justice (experts judiciaires).

30381. — 19 mai 1980. — **M. Charles Millon** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur l'inscription des conseils juridiques en qualité d'expert judiciaire. Si, depuis plusieurs années, de nombreux cours d'appel ont admis l'inscription des conseils juridiques en qualité d'expert judiciaire, certaines la refusent encore, considérant qu'il y a incompatibilité entre la mission de conseil juridique et celle d'expert judiciaire. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser la position de la chancellerie au regard de l'inscription des conseils juridiques en qualité d'expert judiciaire.

Réponse. — Aucun texte ne prévoit d'incompatibilité entre les fonctions d'expert judiciaire et celles de conseil juridique. Une circulaire de la chancellerie en date du 16 octobre 1972 sur les conseils juridiques précise expressément « titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, section 4, 1^{er}, b) que rien ne s'oppose à l'inscription de conseils juridiques sur les listes d'experts judiciaires à des rubriques d'estimations immobilières, de fonds de commerce ou de valeurs locatives par exemple, sous réserve du pouvoir souverain d'appréciation des assemblées générales des cours d'appel, seules habilitées, sous le contrôle de légalité de la cour de cassation, à déterminer les candidats qu'il convient d'admettre et ceux qu'il y a lieu d'écarter. Cette position de principe pourrait être rappelée aux parquets généraux à l'occasion d'une mise à jour de la circulaire n° 75-9 en date du 2 juin 1975 relative aux modalités d'application des textes concernant les experts judiciaires.

Justice (conseils de prud'hommes).

31110. — 26 mai 1980. — **M. Gérard Bordu** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les conditions de fonctionnement des conseils de prud'hommes et en particulier sur les indemnités prévues pour les conseillers élus. Il lui demande que soient précisés au plus vite les points suivants : pour les conseillers : qu'ils ne subissent aucune perte de salaire du fait de leurs absences pour accomplir leur mandat ; que l'Etat assume la charge financière de la part salariale et employeur de toutes les cotisations sociales obligatoires, ainsi que les sommes nécessaires au maintien du salaire ; que toutes les absences au temps passé pour participer au fonctionnement du conseil soient prises en compte (conciliation, jugement, référé, conseiller rapporteur, réunion de commission, assemblée générale, travail d'administration ou conseil, etc.) ; que tous les déplacements des conseillers en dehors de leurs heures de travail soient payés sur la base horaire de leur qualification ; que la vacation soit de 100 F minimum non divisible par période de trois heures, que celle-ci soit versée mensuellement ; que la gratuité des parkings leur soit assurée à l'aide du macaron que ceux-ci peuvent mettre sur leur véhicule ; que les audierces aient lieu dans la journée ; qu'ils ne subissent aucune perte de salaire pour leur formation et que soient débouqués pour chaque organisation syndicale les fonds nécessaires à cette formation. Il lui demande également qu'un déblocage rapide des sommes dues à chaque conseil ait lieu pour assurer dans les plus brefs délais leur fonctionnement et que les personnels des conseils, en nombre suffisant, soient associés pour ce qui les concerne à la mise en place des conseils.

Réponse. — En ce qui concerne les vacations attribuées aux conseillers prud'hommes, le régime d'indemnisation a été fixé par le décret n° 80-368 du 21 mai 1980. Ce texte institue une vacation horaire de 23 francs destinée à indemniser les conseillers qui ne subissent pas de perte de salaire et prévoit l'attribution, à la place de cette indemnité, d'une vacation majorée dont le taux est proportionnel aux pertes de rémunération supportées par les conseillers prud'hommes de l'élément salarié. Ces derniers taux ont été fixés à un niveau suffisamment élevé pour tenir compte des diminutions de salaire et de couverture sociale supportées par les intéressés ainsi que de la distorsion pouvant exister, notamment du fait de la durée des déplacements, entre le temps passé au conseil de prud'hommes et le temps réellement perdu ayant donné lieu à retenue de salaire. Le remboursement des frais de déplacement des conseillers continue d'être régi par l'article D. 51-10-2 du code du travail sous réserve que le domicile des intéressés soit éloigné d'au moins cinq kilomètres du siège du conseil de prud'hommes. En ce qui concerne les horaires des audiences, c'est l'assemblée générale du conseil de prud'hommes qui a la charge d'établir un calendrier en début d'année. Quant aux problèmes de « parking », si le conseil dispose d'un emplacement pour le stationnement des véhicules, il appartient aux conseillers de se mettre d'accord à ce sujet et d'établir éventuellement un règlement. Par ailleurs, la loi n° 79-44 du 18 janvier 1979 prévoit que l'Etat organise, dans des conditions fixées par décret, la formation des conseillers prud'hommes et en assure le financement. Les employeurs sont tenus, quant à eux, d'accorder aux salariés les autorisations d'absence

nécessaires et de maintenir leur rémunération. Le décret fixant les modalités de cette formation est en cours de signature et sera publié prochainement. D'autre part, l'ensemble des crédits nécessaires au fonctionnement des conseils ont été délégués en janvier 1980. Une circulaire largement diffusée a précisé qu'une dotation complémentaire serait, en cas de besoin, mise en place en septembre. Enfin, les statuts des conseils de prud'hommes ont été élaborés et publiés. 251 secrétaires et secrétaires adjoints de conseils de prud'hommes ont d'ores et déjà été intégrés en qualité de greffier en chef ou de secrétaire greffier et 250 agents d'exécution vont incessamment être intégrés en qualité de fonctionnaires. Les concours externes et internes pour le recrutement de plusieurs centaines de fonctionnaires ont été organisés par la direction des services judiciaires ou sont en cours. Ainsi ont été recrutés ou vont l'être incessamment, en plus des agents intégrés de plein droit, 445 dactylographes, 262 secrétaires greffiers et 66 greffiers en chef soit 773 emplois nouveaux, ce qui représente un triplement des effectifs des conseils de prud'hommes existant avant la réforme.

Gages et hypothèques (législation).

31188. — 26 mai 1980. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre de la justice que le décret du 4 janvier 1955 prévoit que les actes même sous condition suspensive doivent dès lors qu'ils concernent un immeuble être publiés au bureau des hypothèques sans attendre la réalisation de la condition, malgré éventuellement l'avis contraire des signataires de l'acte (article 32). La solution est normale dans la mesure où, sauf exception, il n'est dressé un acte sous condition suspensive concernant un immeuble que lorsqu'on est à peu près assuré de la réalisation de la condition suspensive. Avec la réforme du divorce, et la possibilité, parfois l'obligation d'établir, sous la condition du prononcé du divorce, un acte réglant tout ou partie des problèmes pécuniaires entre époux, il n'en est plus de même. L'obligation de publier sans attendre que le divorce soit définitivement acquis risque d'entraîner des frais et des complications aux intéressés si le divorce, pour une raison quelconque, ne devient jamais définitif. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu, dans le cas de ces conventions en vue du divorce, de faire exception aux principes habituels posés par le décret du 4 janvier 1955.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire paraissant se référer à un cas d'espèce particulier, il ne peut lui être répondu utilement sans en connaître toutes les données. La chancellerie est bien évidemment disposée à fournir tous éclaircissements utiles à l'auteur de la présente question écrite si celui-ci veut bien la saisir directement de la façon la plus détaillée possible. Toutefois, si un procès était en cours, le ministre de la justice ne pourrait répondre sans porter atteinte à l'indépendance des juridictions.

Ventes (immeubles).

31561. — 2 juin 1980. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre de la justice que l'article R. 261-14 du code de la construction et de l'habitation prévoit que le solde du prix d'une vente en état futur d'achèvement « peut être consigné en cas de contestation sur la conformité avec les prévisions du contrat ». Ce texte étant moins précis que les articles 231-6 et 231-5 du même code en matière de contrat de construction individuelle, il lui demande s'il serait possible d'en préciser l'application sur les deux points suivants : 1° dans quelles formes doit s'opérer cette consignation ; suppose-t-elle un versement à la caisse des dépôts et consignations, ou l'acquéreur peut-il se contenter, en faisant parvenir le solde du prix de la vente au notaire qui a rédigé l'acte, d'indiquer à ce dernier qu'il s'oppose au versement au compte de la société ; 2° quant au fond, cette consignation est-elle possible si l'établissement du procès-verbal de réception a donné lieu à des réserves, dont les unes ont été acceptées par le vendeur et les autres ont été contestées. De telles réserves constituent-elles, pour l'application de ce texte, un défaut de conformité avec les prévisions du contrat ?

Réponse. — En offrant à l'acquéreur la faculté de consigner le solde du prix d'un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement, solde exigible lors de la mise à sa disposition de l'immeuble, l'article R. 261-14 du code de la construction et de l'habitation permet à cet acquéreur de se soustraire au paiement du prix restant dû en raison de l'inexécution par le vendeur de son obligation de délivrance du bien conformément aux prévisions du contrat. 1° le manquement, allégué par l'acquéreur, à cette obligation de délivrance peut trouver sa cause, selon la jurisprudence de la cour de cassation, dans un défaut de conformité qu'il soit ou non substantiel. Il en résulte, sous le bénéfice de l'appréciation souveraine des tribunaux, qu'une seule réserve, mentionnée au procès-verbal de réception peut suffire à autoriser l'acquéreur à procéder à la consignation dès lors que cette réserve fait l'objet d'une contestation et

sans qu'il soit besoin de connaître si les autres réserves ont été ou non acceptées par le vendeur ; 2° l'article R. 261-14 du code de la construction et de l'habitation ne précisant pas les modalités de consignation du solde du prix, il convient, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, de faire application des règles de droit commun régissant la procédure de consignation, bien que l'acquéreur ne fasse pas d'offres réelles puisqu'il se soustrait au règlement du prix restant dû et qu'en raison de cette contestation, le créancier ne peut recevoir paiement. Il ressort de ces dispositions que la consignation peut s'analyser en un contrat et requiert donc à ce titre l'accord des parties. En conséquence, il ne semble pas que l'acquéreur puisse se contenter, en faisant parvenir le solde du prix de vente au notaire qui a rédigé l'acte, de lui faire interdiction de procéder à son versement au constructeur. Par suite, une telle interdiction ne saurait s'imposer au notaire que dans la mesure où les parties seront d'accord sur le lieu, la date et le montant de la consignation. A défaut d'un tel accord, la consignation devrait être faite à la caisse des dépôts et consignations, seule habilitée, par la loi du 28 avril 1816, à recevoir toute consignation ordonnée par des lois, si elles n'indiquent pas le lieu où elle doit être réalisée.

Elevage (volailles : Eure).

31938. — 9 juin 1980. — M. Pierre Monfrais appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation d'un agriculteur de l'Eure, qui s'est vu condamner par le tribunal de grande instance d'Evreux, en raison des prétendues nuisances que ses poulaillers infligent au voisinage. Il faut préciser que cet agriculteur s'est installé dans la région en 1953, qu'il a construit son premier poulailler en 1956 et qu'ensuite, par divers agrandissements, il est arrivé à exploiter plusieurs bâtiments sur cinq hectares et demi de terrain, en bordure de bois, c'est-à-dire assez éloignés des habitations existantes à l'époque et bien situés par rapport aux vents dominants. C'est en 1957 qu'une personne de Puteaux, s'étant fait construire une résidence secondaire, a porté plainte contre l'agriculteur, au motif que les poules caquetent intensément, que des odeurs se manifestent au moment du curage des bâtiments et que des mouches pullulent. Il faut sans aucun doute un certain aplomb pour faire construire une résidence secondaire à proximité de sept poulaillers, et ensuite vouloir empêcher un agriculteur de faire son métier, sous prétexte qu'un découvere alors seulement que les poules n'ont pas un chant harmonieux, que le curage des fientes dégage une odeur, et qu'il existe encore des mouches à la campagne. C'est pourtant ce qu'a finalement admis le tribunal de grande instance d'Evreux dans son jugement du 1^{er} février dernier, pour condamner l'agriculteur à payer 25 000 francs de dommages-intérêts en réparation des dommages subis par la plaignante de 1975 à 1979. Il attire son attention sur le caractère très sérieux de cette affaire eu égard à ce qu'elle représente pour l'ensemble des agriculteurs dont l'activité est ainsi contestée.

Réponse. — Il ne peut être répondu sur l'affaire particulière évoquée par la question écrite qui a, au surplus, fait l'objet d'une décision de justice. Sur un plan général, l'article L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation, tel qu'il résulte de l'article 75 de la loi d'orientation agricole n° 80-502 du 4 juillet 1980, semble de nature à répondre aux préoccupations de l'honorable parlementaire. Cet article prévoit en effet que « les dommages causés aux occupants d'un bâtiment par des nuisances dues à des activités agricoles, industrielles, artisanales ou commerciales, n'entraînent pas droit à réparation lorsque le permis de construire afférent au bâtiment exposé à ces nuisances a été demandé ou l'acte authentique constatant l'aliénation ou la prise de bail établi postérieurement à l'existence des activités les occasionnant dès lors que ces activités s'exercent en conformité avec les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur et qu'elles se sont poursuivies dans les mêmes conditions ».

Communes (conseillers municipaux).

32085. — 16 juin 1980. — M. André Billardon demande à M. le ministre de la justice si un notaire, élu municipal de la commune où il a son étude, peut instrumenter pour le compte de la commune dont il est élu, ou s'il doit être considéré que de telles pratiques sont interdites en application de l'article 175 du code pénal.

Réponse. — Dans l'hypothèse évoquée, le garde des sceaux ne peut apporter de réponse à l'honorable parlementaire sans distinguer selon les fonctions exercées par le notaire au sein du conseil municipal lorsqu'il est appelé à intervenir pour le compte de la commune. La qualité de maire interdit à cet officier ministériel de recevoir aucun acte sans tomber sous le coup des dispositions de l'article 175 du code pénal réprimant l'ingérence. Il apparaît en effet qu'il prendrait nécessairement un intérêt, fût-il simplement moral, dans un acte dont son mandat lui donne la surveillance

et l'administration. En revanche, un notaire adjoint au maire ou simple conseiller municipal ne se rendra coupable du délit d'ingérence que si les pouvoirs qui lui sont délégués ou les fonctions qu'il exerce lui confèrent l'administration ou la surveillance des opérations pour lesquelles il est appelé à intervenir comme officier public. Dans le cas contraire, en effet, il semble, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, que l'intéressé peut librement instrumenter pour le compte de la commune, à condition, toutefois, de s'abstenir d'assister et de participer aux délibérations du conseil municipal conduisant à l'acte qu'il lui appartiendra d'enregistrer.

Education surveillée (établissements : Isère).

32355. — 23 juin 1980. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation du service d'éducation surveillée de l'Isère au regard des graves insuffisances budgétaires de ces organismes. En effet, l'examen des crédits dont dispose le service d'éducation surveillée montre que d'année en année le budget est en baisse constante, et ce notamment pour l'année 1980 puisque, si l'on tient compte d'une probable inflation de 12 p. 100, les baisses des crédits alloués iront de 13 p. 100 à 30 p. 100 selon les chapitres budgétaires de ces organismes. Compte tenu de cette situation et du mécontentement important que soulève, parmi les personnels concernés, cette situation budgétaire, il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin que des crédits suffisants puissent être alloués à l'éducation surveillée.

Réponse. — Le calcul des dotations initiales allouées, pour l'année 1980, au service d'éducation surveillée de l'Isère a été établi en référence au volume des prises en charge réalisées en 1979. Cela implique que le montant des crédits ainsi défini soit systématiquement réajusté aux besoins réels des établissements, en hausse ou éventuellement en baisse, en fonction de l'activité effective des établissements en 1980. Ce dispositif de révision qui intervient à l'échelon régional est actuellement en cours d'exécution. Il ressort des données caractérisant l'activité du service d'éducation surveillée de l'Isère que les crédits départementaux seront révisés en hausse. Il y a lieu toutefois de souligner que, indépendamment de ces prochains réajustements, les crédits de fonctionnement courant attribués à ce service au titre de la dotation initiale pour 1980 sont supérieurs au total des crédits ordonnancés en 1979 en ce qui concerne les dépenses afférentes à l'entretien des mineurs, aux locations d'appartements, au règlement des taxes téléphoniques, à l'entretien du parc automobile et à l'achat de carburant. De plus, pour les trois dernières catégories de dépenses ci-dessus mentionnées, l'augmentation des crédits est très largement supérieure à la hausse des prix enregistrée sur les services et les produits correspondants. Si, dans le cadre des dotations initiales de l'année 1980, les crédits affectés aux remboursements de frais de déplacements, au chauffage et à l'éclairage sont, en l'état, en diminution par rapport au montant total des crédits alloués en 1979, les réajustements semestriels se traduiront par leur augmentation substantielle.

Etrangers (Mauriciens).

32380. — 23 juin 1980. — **M. Claude Martin** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation de nos compatriotes de l'île de France, actuelle île Maurice: bien qu'ils aient fidèlement conservé notre langue et nos lois et coutumes, ils se voient pour la plupart dénier la citoyenneté française. Ainsi, par une application érigée des dispositions du code, on refuse à quelques milliers de descendants en ligne directe des Français établis dans l'île depuis 1715 (moins de 0,5 p. 100 de la population mauricienne totale) l'honneur de notre nationalité sans considérer que leur attachement fidèle et séculaire à notre culture et à notre nation légitime amplement leur revendication, d'autant que dans d'autres cas l'on a décidé d'admettre l'acquisition de la nationalité française par simple déclaration alors même que l'intéressé ignore notre langue et n'a eu dans le passé aucun lien avec la France (art. 37-1 du code de la nationalité). Il conviendrait à tout le moins d'étendre aux Mauriciens le bénéfice de cette procédure simple et rapide plutôt que de leur faire grief d'une nationalité par filiation qui remonte à plus d'un demi-siècle et qui, à ce titre, du fait d'une résidence à l'étranger, entraîne le couperet de l'article 144 du code de la nationalité, en dépit du principe de la nationalité française des enfants nés de parents français, reconnu par le code civil français de 1804 (antérieur aux dispositions de l'actuel article 12 du code de la nationalité) dont le maintien en vigueur a été expressément prévu par le traité de cession de 1810... et en dépit de l'absence d'attribution aux intéressés d'une autre nationalité à part entière, jusqu'en 1968 (date de l'indépendance). Mais le Gouvernement s'est opposé à toute discussion d'une proposition de loi en ce sens et restreint le droit à la nationalité française aux seuls Mauriciens qui ont quitté l'île de France avant le

3 décembre 1810 et se sont fait immatriculer sans interruption par les services consulaires du lieu de leur nouvelle implantation: les Mauriciens qui ne jouissent pas de la possession d'état de Français (à la suite d'un engagement dans nos armées notamment) ne peuvent se voir reconnaître la nationalité française que par décret; ainsi une discrimination s'opère sur le seul critère de l'accomplissement de formalités administratives et, bien que le droit mauricien reconnaisse la double nationalité (aussi bien l'île est-elle en fait bilingue), il y a fort peu de doubles nationaux. Il lui demande quelles sont les raisons de fond qui s'opposent à l'attribution de la nationalité française aux Mauriciens de langue et de souche françaises qui en expriment le désir.

Réponse. — En vertu de l'article 12 du code de la nationalité française qui s'applique, à titre interprétatif, conformément à l'article 14, aux changements de nationalité consécutifs aux annexions et cessions de territoires résultant de traités antérieurs à la promulgation de ce code, les Français domiciliés dans des territoires cédés au jour du transfert de la souveraineté perdent, à défaut de stipulations conventionnelles contraires, leur nationalité française, à moins qu'ils n'établissent effectivement leur domicile hors de ces territoires. Ces dispositions traduisent dans notre droit positif interne une règle communément admise dans l'ordre international (cf. Henri Batiffol et Paul Lagarde, *Droit international privé*, 6^e édition, n° 74). Il s'ensuit que les Français qui sont restés domiciliés dans l'île de France, actuelle île Maurice, lorsque cette île a été cédée à la Grande-Bretagne par le traité de Paris du 30 mai 1814, ont perdu la nationalité française et sont devenus Britanniques. Avec le recul du temps, il peut être difficile de déterminer si les ascendants d'une personne, dont il y a lieu de déterminer la nationalité, demeureraient à l'île Maurice en 1814. Il en résulte que l'appréciation de la nationalité des Mauriciens d'ascendance française se fait, en pratique, comme pour toutes les personnes établies de longue date à l'étranger où elles sont nées, par référence aux dispositions des articles 143 et 144 du code de la nationalité française fixant les conditions dans lesquelles la possession d'état de Français, ou, à l'inverse, l'absence de possession d'état de Français permet de faire la preuve qu'une personne est, ou non, française par filiation. Donner la possibilité aux Mauriciens d'ascendance française, qui ne semblent exprimer le désir d'acquérir la nationalité française que depuis l'indépendance de l'île Maurice, de devenir Français par une simple déclaration soulève des difficultés sérieuses. Sur le plan des relations internationales, il est délicat de permettre à un nombre important de personnes résidant dans un Etat étranger dont elles possèdent la nationalité, d'acquérir une autre nationalité. Il serait, par exemple, difficilement acceptable pour notre pays qu'un Etat étranger accorde sa nationalité à des personnes originaires de cet Etat fixés depuis plusieurs générations en France et possédant la nationalité française. En outre, dans bien d'autres Etats, il existe des étrangers d'ascendance française ayant conservé l'usage de notre langue. Il n'y aurait aucun motif de leur refuser ce qui serait accordé aux Mauriciens et cela ne manquerait pas de créer à notre pays des difficultés dans ses relations internationales. Enfin, il n'est pas certain que, pour les intéressés eux-mêmes, l'acquisition de la nationalité française ne présenterait pas des inconvénients. En effet, l'article 15 de la loi de 1968 sur la nationalité mauricienne prévoit que toute personne de nationalité mauricienne qui possède une autre nationalité doit, dans l'année qui suit sa vingt et unième année, renoncer à cette nationalité étrangère, faute de quoi elle cesse d'être mauricienne. C'est pourquoi la chancellerie, en l'état et sous réserve d'études plus approfondies avec les autres départements ministériels intéressés, n'est pas favorable à la proposition de loi évoquée par l'honorable parlementaire.

Education surveillée (établissements : Isère).

32410. — 23 juin 1980. — **M. Jacques-Antoine Gau** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation critique du service d'éducation surveillée de l'Isère. En effet, compte tenu de la hausse des prix, la baisse des crédits alloués par le budget de 1980 se situe entre 13 p. 100 et 32 p. 100. Ainsi, les crédits accordés pour l'alimentation, l'éducation, l'habillement et l'entretien des mineurs sont en baisse de près de 20 p. 100 par rapport à 1979 ce qui, compte tenu de l'inflation, se traduit par une baisse de plus de 30 p. 100. Les crédits pour les dépenses d'énergie sont en diminution, de même que ceux alloués pour les frais de déplacement ou le téléphone. La seule augmentation apparente est celle des crédits de carburant qui est en fait une baisse, vu la hausse des produits pétroliers. A ce rythme-là il ne faudra que quelques années pour démanteler complètement le service de l'éducation surveillée de l'Isère. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — La comparaison des crédits alloués au service d'éducation surveillée du département de l'Isère en 1979 et 1980 n'est pas susceptible, en l'état, de faire ressortir une indication définitive

quant à l'évolution du volume des crédits d'un exercice à l'autre. En effet, les dotations budgétaires qui ont été initialement calculées en fonction de l'activité des établissements en 1979 font l'objet, au premier semestre, d'une révision systématique sur la base du niveau réel des prises en charge réalisées depuis le début de l'année en cours, et éventuellement en référence à d'autres facteurs circonstanciels. Cet ajustement qui s'effectue dans le cadre régional n'est pas encore intervenu, mais il est d'ores et déjà établi que les données relatives à l'activité du service d'éducation surveillée de l'Isère définissent une révision semestrielle en hausse, par rapport à la dotation initiale, pour l'année 1980. De la comparaison effectuée à titre indicatif entre les dotations non révisées de l'année en cours et celles de l'année 1979, il ressort que les crédits destinés à l'entretien des mineurs, aux locations d'appartements, au règlement des taxes téléphoniques, à l'entretien du parc automobile et à l'achat du carburant sont en hausse. Le niveau des augmentations de crédits, afférentes aux trois dernières catégories de dépenses ci-dessus énumérées, est nettement supérieur à l'accroissement des coûts : il est, en effet, respectivement de 68 p. 100 pour les premières, 21 p. 100 pour les secondes et 50 p. 100 pour les troisièmes. Si les crédits relatifs aux dépenses de chauffage et d'électricité sont en baisse, il y a lieu de souligner que des travaux sont prévus pour réaliser des économies d'énergie et qu'outre les dispositions réglementaires sur le contingentement des produits pétroliers, des directives d'économie portant quant à elles sur l'ensemble des produits énergétiques ont été adressées aux services d'éducation surveillée. Toutefois, compte tenu de l'importance des hausses de prix enregistrées au premier semestre, il est prévu de relever le montant de ces crédits. De même, en ce qui concerne les crédits alloués pour le remboursement des frais de déplacement l'écart qui existe entre la dotation actuelle et celle de l'an passé devrait être réduit dans le cadre des ajustements semestriels.

Libertés publiques (protection).

33169. — 7 juillet 1980. — M. Paul Quilès rappelle à M. le ministre de la justice les propos qu'il a tenus récemment sur un poste périphérique, propos dans lesquels il indiquait qu'un citoyen dépourvu de papiers mais ayant « une bonne figure, une bonne tête » ne serait pas inquiété. Il lui demande de bien vouloir lui préciser quels seront les critères qui détermineront si un citoyen a une bonne tête ou non.

Réponse. — Le garde des sceaux a déjà eu l'occasion de répondre, le 25 juin dernier, en séance publique de l'Assemblée nationale, à une question analogue posée par le président du groupe auquel appartient l'honorable parlementaire. Il précise à nouveau que l'expression « vous avez une bonne tête, il ne peut rien vous arriver » qu'il a effectivement employée sur les antennes d'un poste périphérique au cours d'un dialogue avec un journaliste était empreinte d'humour. Elle ne signifiait nullement, *a contrario*, que quelqu'un qui aurait une « mauvaise tête » serait conduit au poste de police. Il avait ajouté qu'il avait tenu à rassurer les Français en leur confirmant que le fait de n'avoir pas sur soi de pièce d'identité ne constituait en aucune manière un délit.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET TELEDIFFUSION

Postes et télécommunications (courrier).

31853. — 9 juin 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur l'irrégularité entraînant parfois un retard de quinze jours dans l'acheminement du courrier dans le courant du mois de mai. Ces retards préjudiciables à tous les individus dans leur vie privée, sont particulièrement graves pour les entreprises agricoles, industrielles et commerciales et plus spécialement encore pour les petites et moyennes industries, compte tenu que ces retards importants créent des situations dangereuses pour les entreprises, ne serait-ce que par la remise tardive des chèques et titres de paiement de leurs clients, alors que les taux d'intérêt des banques sont particulièrement élevés. Il en est de même pour l'arrivée des propositions et l'envoi d'échantillons. Il lui demande ce qu'il en est fait pour améliorer cette situation, notamment dans la région Rhône-Alpes. Il aimerait par ailleurs savoir s'il est exact que certaines entreprises ou groupements d'entreprises auraient déposés des plaintes à la suite des mouvements de grève dans les centres de tri et dans quelles régions.

Réponse. — Au cours des douze derniers mois, 70 p. 100 des lettres confiées au service postal ont été distribuées le lendemain du jour de leur dépôt, au total 91,5 p. 100 n'ont pas nécessité un délai supérieur à quarante-huit heures. Il est vrai que ces pourcentages relativement satisfaisants masquent certains délais excessifs, tels que ceux cités par l'honorable parlementaire, et qui pour l'essentiel ont résulté des difficultés de traiter chronologiquement le trafic au

lendemain des grèves ayant affecté pendant cette période les services d'acheminement, ainsi que les sociétés de transport dont le poste est tributaire. Conscience des conséquences que peuvent avoir de tels retards de courrier pour l'ensemble de ses usagers et plus particulièrement pour les entreprises industrielles et commerciales, l'administration a mis en place un programme d'action en vue d'améliorer avant la fin de l'année la qualité de service sur l'ensemble du territoire. A sa connaissance, aucun usager n'a déposé de plainte à la suite des mouvements de grève dans ses services.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Seine-Saint-Denis).

32015. — 16 juin 1980. — M. Louis Odry attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur les difficultés que rencontrent les 5 000 habitants du quartier de la Boissière, à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui sont contraints de se rendre, en l'absence de tout transport en commun, au bureau de poste du centre-ville. L'ouverture d'un bureau de poste dans les locaux situés à l'intérieur du groupe H.L.M. de la Boissière rendrait d'inappréciables services à la population de ce quartier. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour l'implantation rapide de ce bureau de poste.

Réponse. — L'administration s'efforce de remédier à l'insuffisance de l'équipement postal constaté dans certaines communes périphériques des grandes agglomérations, spécialement en région parisienne, dans les départements de la première couronne, qui ont drainé une bonne partie de la croissance démographique. Ainsi, à Rosny-sous-Bois, afin de faire face à l'arrivée graduelle des populations résidentes, ont été ouverts successivement les bureaux de Rosny annexe 1 en 1974, près du centre commercial, et de Rosny annexe 2 Pré Gentil en 1978, dans le secteur Sud-Est. En ce qui concerne le quartier de La Boissière, un bureau-succursale, doté de cinq guichets, fonctionne déjà sur le territoire de Montreuil. Cet établissement, dénommé « Montreuil-Boissière », permet actuellement une desserte acceptable des populations. La création d'un troisième guichet annexe côté Rosny n'est pas envisagée dans l'immédiat.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Meurthe-et-Moselle).

32016. — 16 juin 1980. — M. Antoine Porcu appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la réponse qu'il a adressée à la question écrite n° 26837 du 3 mars 1980. Il rappelle que la question d'implantation d'une antenne postale dans le quartier du Plateau se pose en raison de la présence sur ces lieux d'un pourcentage important de population, population devant s'adresser, pour ses opérations de guichet, soit à l'établissement succursale de Longwy-Haut, soit à l'établissement principal de Mont-Saint-Martin, ce qui implique un important déplacement qui constitue une gêne pour les personnes âgées résidant sur le plateau. S'il est vrai que le niveau d'activité permettant la création d'un établissement est loin d'être atteint, il se trouve néanmoins que l'analyse des statistiques prévisives du trafic postal de 1979 fait apparaître une diminution de la fréquentation du public du guichet annexe installé dans la galerie marchande Rond-Point, à proximité du bureau principal de Mont-Saint-Martin. Cette évolution permet donc, aujourd'hui, d'envisager l'ouverture à mi-temps du guichet annexe du Rond-point et de reporter cette disponibilité offerte au public dans l'antenne de poste à ouvrir au Plateau. Une solution qui a obtenu un avis favorable de la direction départementale des postes. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre afin d'assurer une présence postale à mi-temps dans le local situé dans le quartier du Plateau et mis à disposition par la municipalité pour répondre aux besoins de la population de ce secteur.

Réponse. — L'implantation d'un bureau de poste à Mont-Saint-Martin sur le plateau n'est pas envisageable actuellement, comme cela avait déjà été indiqué lors de la réponse à la question écrite n° 26837 du 3 mars 1980, compte tenu de la faiblesse du trafic exempté et de l'importance de l'infrastructure postale déjà existante. Toutefois, l'évolution de l'activité postale du bassin de Longwy est suivie avec une grande attention, et une étude prévisionnelle d'ensemble du réseau est en cours sur ce secteur, ce qui permet pas de préjuger à l'avance des solutions qui seront éventuellement prises dans l'avenir pour le quartier en question.

Postes et télécommunications et télédiffusion : secrétariat d'Etat (personnel).

32050. — 16 juin 1980. — M. Gabriel Kaspercic expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion le préjudice causé aux jeunes gens qui se présentent aux divers concours organisés par son administration alors que le recrutement, en cas de succès, n'intervient que dans un délai d'une

durée imprévisible et parfois très long. C'est ainsi qu'un candidat reçu en octobre et novembre 1978 aux concours d'agent d'exploitation du service des lignes et de technicien n'a pas encore à ce jour obtenu de propositions d'emploi dans l'administration des postes et télécommunications. Or il avait, dès l'annonce du résultat favorable de ces deux concours, demandé un sursis jusqu'en 1982 afin de pouvoir, dès son intégration dans les P.T.T., poursuivre sa formation avant d'effectuer son service national. Par ailleurs, depuis cette époque, il se trouve sans emploi. Or il n'apparaît pas que son embauche puisse avoir lieu dans les mois qui viennent. Il est donc étonnant dans ces conditions que des concours soient organisés alors que l'intégration des candidats reçus ne peut être réalisée avant de longs délais et il lui demande de faire connaître les mesures qui seront prises pour remédier à un état de choses très préjudiciable aux jeunes gens souhaitant entrer dans son administration.

Réponse. — L'administration des P. T. T. est tenue d'assurer la continuité du service public en ayant en permanence des lauréats en instance d'appel à l'activité afin de combler les vacances d'emplois au fur et à mesure qu'elles se produisent. A cet effet, elle doit procéder à l'organisation anticipée de concours comportant un nombre de places important pour tenir compte des prévisions de mouvements de personnel à moyen terme, des sorties de fonctions envisagées ainsi que des défections pouvant intervenir, notamment de la part des candidats reçus à d'autres concours. Une telle pratique peut, certes, compte tenu de la conjoncture (fluctuations dans les créations d'emplois), conduire à des inconvénients tels que ceux cités par l'honorable parlementaire, mais il est toujours difficile, dans une entreprise à effectifs aussi nombreux, d'évaluer avec précision l'ampleur des mouvements de personnel qui interviendront à moyen terme, de même que les sorties définitives de fonctions. Il est donc naturel que les appels à l'activité des lauréats des concours s'étalent toujours sur plusieurs mois et exceptionnellement sur des périodes pouvant dépasser une année. S'agissant du concours d'agent d'exploitation du service des lignes, la communication du nom du lauréat auquel il est fait allusion permettrait d'étudier son dossier avec précision et de déterminer éventuellement le délai dans lequel il pourrait être appelé à l'activité dans ce grade. Pour ce qui concerne le concours de technicien, les appels à l'activité dans ce corps devraient reprendre au cours des prochains mois, sans qu'il soit possible, dès à présent, d'en préciser le rythme. Au-delà des difficultés signalées par l'honorable parlementaire, il convient de souligner que l'objectif de l'administration des postes et télécommunications reste de garder le moins longtemps possible en instance de nomination les lauréats de tous les concours. La politique actuelle de la direction du personnel et des affaires sociales doit permettre de diminuer sensiblement les délais d'appel, puis de les maintenir à un niveau inférieur à six mois pour tous les concours à venir.

*Postes et télécommunications et télédiffusion
(logements : prêts).*

32236. — 16 juin 1980. — M. Jean Proriot attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la situation des receivers des postes qui, assignés à titre de résidence principale dans un logement de fonction, ne peuvent prétendre, avant cinq années précédant l'âge de la retraite, aux possibilités d'emprunts et d'aides dans le cadre de la construction et plus particulièrement de l'accès à la propriété. En effet, ce seul de cinq années devant la fin de carrière semblerait pénaliser ce corps de fonctionnaires ainsi exposé aux variations de plus en plus coûteuses des charges du crédit, compte tenu de cette attente. Il souhaiterait par conséquent connaître la nature des dispositions qui seront prochainement adoptées, et permettront aux receivers des postes, par ailleurs collecteurs de l'épargne publique, d'accéder tout au long de leurs activités à l'ensemble des moyens financiers destinés à l'acquisition d'un logement.

Réponse. — Le problème posé par l'honorable parlementaire ressortit à la compétence du secrétariat d'Etat (Logement) auprès du ministère de l'environnement et du cadre de vie, qui a fait connaître, par sa réponse à la question n° 6594 du 30 septembre 1978 de M. Roland Florian, député, les mesures prises dans le cadre de la réforme du financement du logement pour atténuer les dispositions défavorables aux agents de la fonction publique bénéficiant d'un logement de fonction.

Postes et télécommunications (courrier : Corrèze).

32332. — 23 juin 1980. — M. Jacques Chaminade informe M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion de la situation qui est faite aux usagers de son administration dans le département de la Corrèze et qui est aggravée par la décision de supprimer la deuxième tournée à Brive et à Tulle à compter du 17 juin 1980, décision déplorée ou condamnée très large-

ment. En effet, en Corrèze, en moyenne 12 000 objets de première catégorie parviennent à Brive-gare après le départ des préposés en distribution. A Brive, des comptages précis démontrent que 4 500 plus de première catégorie, soit 18 p. 100 du trafic, peuvent être distribués l'après-midi. Cette situation découle des mauvais acheminements qui affectent notre département. L'organisation syndicale départementale C.G.T. a proposé un certain nombre de solutions, notamment la création d'une liaison routière Brive-Clermont et retour, qui permettrait de distribuer à J + 1 le lendemain du jour de dépôt le courrier provenant de vingt-six départements. Dans le sens Brive-Clermont, le courrier de la Corrèze pour le Puy-de-Dôme et les cinq départements limitrophes serait également distribué le lendemain, ce qui n'est pas le cas. Cette liaison existe déjà de Clermont à Ussel et retour, il suffirait de la prolonger jusqu'à Brive. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas réexaminer cette situation et prendre en compte les propositions réalistes qui sont ainsi faites pour améliorer la qualité du service rendu par les P.T.T., qualité qui, actuellement, doit beaucoup au dévouement des préposés et d'autres employés des P.T.T. dont les conditions de travail se détériorent. Malgré ce dévouement, la qualité du service rendu est mise en cause par des mesures d'austérité contraires à l'intérêt général.

Réponse. — La suppression de la distribution d'après-midi à Tulle et à Brive, effective depuis le 17 juin dernier, s'inscrit dans le cadre d'une action nationale visant à améliorer les conditions de travail des préposés et à réduire le coût de fonctionnement du service public. Ce réaménagement n'a entraîné aucune dégradation importante de la qualité de service offerte aux usagers dans la mesure où 3,3 p. 100 seulement du courrier à distribuer à domicile était effectivement remis l'après-midi (1,8 p. 100 à Tulle, 4,7 p. 100 à Brive). En ce qui concerne l'acheminement du courrier, la création d'une liaison routière Brive-Clermont-Ferrand et retour permettant la mise en relation du centralisateur départemental de la Corrèze avec le centre de tri de Clermont-Ferrand et la plate-forme aéropostale d'Aulnat fait actuellement l'objet d'une étude. Une suite favorable ne pourra lui être donnée que si la distance à parcourir et les horaires de la liaison permettent au courrier originaire ou à destination de l'ensemble de la Corrèze de bénéficier de meilleurs délais d'acheminement.

RECHERCHE

*Recherche scientifique et technique
(groupement de génie génétique).*

31749. — 9 juin 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le Premier ministre (Recherche) de bien vouloir exposer la structure juridique, le budget, le programme d'activités, du groupement d'intérêt économique intitulé « Groupement de génie génétique » créé le 11 février 1980 par l'Institut Pasteur, le centre national de la recherche scientifique, l'Institut national de la recherche scientifique, et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

Réponse. — L'assemblée générale constitutive du groupement de génie génétique (G3) s'est tenue le 7 février 1980. Il s'agit d'un groupement d'intérêt économique, régi par la loi n° 67-821 du 23 septembre 1967, et formé par l'Institut Pasteur (I.P.), le centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), l'Institut national de la recherche médicale (I.N.S.E.R.M.) et l'Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.). Ce groupement a pour objet la définition, le financement et la mise en œuvre de projets de recherche utilisant les techniques du génie génétique et applicables à l'industrie, ainsi que la préparation de l'exploitation industrielle des résultats de recherche. G3 peut conduire des programmes à son initiative, qui prennent la suite des programmes de recherche fondamentale réalisés dans les différents organismes membres du groupement. Ces programmes sont financés par G3, et l'exploitation industrielle ultérieure confiée à un industriel en contrepartie du versement d'une redevance. G3 peut aussi conduire des programmes de recherche appliquée sur le compte d'un industriel, qui finance alors l'opération dans des conditions assurant au groupement une marge bénéficiaire. Ces programmes sont arrêtés par un conseil d'administration, sur proposition ou après avis d'un conseil scientifique. Le contrôle de l'Etat est exercé par le contrôleur financier des établissements publics membres du groupement, qui assiste aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative. En outre, les délibérations relatives au budget et aux comptes ne sont exécutoires qu'après approbation par les ministres du budget, de la santé, de l'agriculture et des universités. Le groupement est constitué sans apport en capital. Outre les recettes propres tirées de son activité, il dispose de moyens en personnel, en crédits et en locaux mis à sa disposition par ses membres. Les droits des organismes membres, et leur participation financière au budget du groupement, sont dans les proportions suivantes : I.P. 51 p. 100 ; C.N.R.S. 29 p. 100 ; I.N.S.E.R.M. 10 p. 100 et

I. N. R. A. 10 p. 100. Un laboratoire a été installé à l'Institut Pasteur et mis à la disposition du groupement. Il a pu être équipé grâce à une subvention du secrétariat d'Etat à la recherche (délégitation générale à la recherche scientifique et technique) d'un million de francs en 1979, reconduite en 1980. Dix postes d'ingénieurs ou techniciens sont affectés à temps plein à ce laboratoire en 1980. Le budget financé par les membres du groupement pour cette même année est de trois millions de francs, incluant les charges de personnel, le fonctionnement et l'équipement courant du laboratoire. Il s'y ajoute des premières ressources industrielles puisqu'un programme est déjà conduit par G3 à la demande de l'Institut Pasteur Production et de la Sanofi. Il s'agit donc encore d'un laboratoire modeste, qui sera prochainement étendu, et pourra être très largement conforté si cette première expérience de centre de transfert est un succès. La création de centres de transfert en biotechnologie a été prévue dans le cadre du programme décennal de la recherche, à la suite du constat suivant: la recherche pratiquée par l'industrie dans ces domaines se situe généralement au niveau du pré-développement ou du développement, mais non de la recherche fondamentale ou de la recherche de transfert. De sorte que les industriels sont conduits, soit à acheter des brevets, des procédés ou des souches — le plus souvent à l'étranger — soit à passer des contrats directement avec les laboratoires de recherche publiques — ce qui a pour inconvénient de les détourner vers des activités de recherche appliquée et d'affaiblir le potentiel de recherche fondamentale. Ces risques existent tout particulièrement dans le domaine du génie génétique: les équipes de recherche fondamentale existant en France sont pour la plupart d'un très bon niveau sur le plan international, mais encore peu nombreuses (environ soixante-dix chercheurs au total). La création d'un centre de transfert en génie génétique visait donc à rassembler des moyens nouveaux pour la recherche orientée et les recherches de transfert susceptibles d'application, dans un laboratoire distinct mais travaillant en relation étroite avec les laboratoires de recherche fondamentale. Les applications envisagées peuvent toucher au domaine de la santé par exemple par la production d'hormones et de vaccins, au domaine agro-alimentaire par la production d'acides aminés indispensables à la nutrition animale et de bio-fertilisants; au domaine de l'environnement par la construction de souches bactériennes susceptibles de dégrader des polluants; au domaine de la chimie grâce à l'obtention de matières premières ou énergétiques comme l'éthanol ou le méthane. Le laboratoire de G3 vient seulement d'ouvrir, et son activité est pour l'instant limitée à un très petit nombre de projets d'application médicale. On peut citer en particulier le clonage et l'expression de l'antigène Hbs qui devrait aboutir à la production d'une protéine utilisable comme vaccin contre l'hépatite B.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Logement (familles nombreuses).

2932. — 14 juin 1978. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des familles nombreuses habitant dans un logement trop petit et qui ne peuvent en obtenir un plus grand en raison de l'insuffisance de leurs revenus. Dans de tels cas, il semble que l'aide sociale à l'enfance ne connaisse d'autre solution que le placement des enfants, ce qui aboutit à l'éclatement du foyer. Il lui demande si, compte tenu du fait que le placement des enfants coûte finalement plus cher à la collectivité que le loyer que de telles familles ne peuvent payer, ses services ne disposent pas de la possibilité de régler de tels cas dans le sens d'un maintien de la présence des enfants au foyer et, dans le cas contraire, s'il ne serait pas nécessaire d'envisager des dispositions législatives ou réglementaires permettant l'intervention de solutions humainement et socialement meilleures.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale ne méconnaît pas la nécessité pour les familles nombreuses défavorisées de trouver un logement à la mesure de leurs besoins, afin notamment d'éviter l'éclatement de la cellule familiale et le placement des enfants. Le programme d'action prioritaire n° 14 du VII^e Plan a prévu la mise en œuvre d'une politique du logement adaptée aux besoins des familles nombreuses; il a permis l'assouplissement des conditions d'accès aux logements plus vastes, la restructuration des logements H.L.M., par des fusions de petits et moyens appartements, et la réalisation d'un nombre plus important de logements neufs de grande taille. D'autre part, la loi du 3 janvier 1977, portant réforme de l'aide au logement, a créé l'aide personnalisée au logement dont le barème est particulièrement favorable aux familles nombreuses disposant de revenus modestes. L'attribution de l'aide personnalisée au logement se traduit, de ce fait, par un allègement très significatif des charges financières

liées au logement par rapport au système de l'allocation-logement. Dans l'attente de la généralisation de cette réforme, les critères d'attribution de l'allocation-logement ont été assouplis par le décret n° 78-151 du 13 juillet 1978: des dérogations aux normes de peuplement peuvent être accordées pour une période de deux ans, renouvelables une fois, afin d'éviter la suspension de l'allocation logement lorsqu'une famille n'a pu trouver momentanément un logement adapté à ses besoins. Par ailleurs, et pour compléter la réforme des aides au logement, le secrétaire d'Etat au logement, le secrétaire d'Etat aux travailleurs manuels et le secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale ont signé, le 1^{er} décembre 1977, avec l'union nationale des fédérations d'organismes d'H.L.M., une convention cadre sur l'habitat des catégories sociales ayant des problèmes spécifiques. Les familles socialement handicapées et souvent nombreuses sont directement concernées par cette convention cadre qui doit permettre, d'une part, d'assurer la couverture des risques financiers qui peuvent apparaître lors de l'installation dans un nouveau logement et, d'autre part, de réaliser une meilleure intégration des ménages dans leur milieu. En matière de réhabilitation des logements existants, l'action au sein du groupe interministériel « Habitat et vie sociale » a pour objet d'adapter le parc social aux besoins des familles. Enfin, dans une circulaire du 6 mars 1978, il est demandé aux préfets de mettre en place des commissions de conciliation et de centraliser les aides financières dont peuvent bénéficier les familles, afin de prévenir les mesures d'exécution forcée en cas de loyers impayés. Les modalités techniques d'un fonds national de garantie des loyers sont actuellement à l'étude avec les ministères concernés. L'allocation mensuelle d'aide sociale à l'enfance joue, dans ce domaine, un rôle non négligeable. Elle permet aux familles ayant des difficultés financières passagères, dues notamment à des charges de loyer importantes, de faire face à celles-ci et d'assurer la satisfaction des besoins essentiels de leurs enfants. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale, par les circulaires des 2 janvier 1973, 22 novembre 1973 et 25 août 1977, a appelé l'attention des préfets sur la nécessité de développer ce type d'intervention qui joue un rôle préventif très important, les crédits affectés ont ainsi plus que doublé entre 1972 et 1977, passant, en valeur relative, de 6,7 p. 100 à 9 p. 100 du budget total de l'aide sociale à l'enfance, lui-même en forte augmentation.

Handicapés (loi du 30 juin 1975).

9832. — 8 décembre 1978. — M. Jean-Marie Daillet expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées n'a reçu qu'une application encore incomplète et, qu'à son avis, certains décrets et circulaires d'application dénaturent la portée, rendent inefficaces certaines de ses dispositions. En particulier, il lui signale le mauvais fonctionnement des commissions d'appareillage, qui interprètent de manière restrictive les textes et bien souvent dérangent inutilement de grands handicapés, leur faisant attendre pendant des mois des appareils dont ils ont besoin. Les mesures réglementaires destinées à simplifier et abrégier les modalités d'attribution des articles d'orthèse, de prothèse et d'appareillage ne semblent pas avoir pour l'instant de résultats tangibles. D'autre part, certains décrets d'application ne sont toujours pas parus. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître dans quels délais on peut espérer la publication de ces décrets et les décisions qu'il compte prendre pour une pleine et efficace application d'un excellent texte législatif qui avait suscité de grands espoirs et a déjà procuré d'importants progrès.

Réponse. — La plupart des dispositions de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées sont actuellement entrées en application: quarante-neuf décrets ont été publiés auxquels s'ajoutent un nombre important d'arrêtés et de circulaires. Les principales dispositions restant à prendre concernent les centres de préorientation prévus à l'article 14 II de la loi et pour le fonctionnement desquels un décret est actuellement soumis à la signature des différents ministres intéressés, et l'accessibilité des logements dont les normes doivent être précisées par un décret qui paraîtra prochainement. Les questions relatives à l'appareillage ont par ailleurs fait l'objet dans les mois qui viennent de s'écouler d'un examen approfondi à la suite du rapport demandé à un haut fonctionnaire par le ministre de la santé et par le secrétaire d'Etat aux anciens combattants. Au terme de cet examen, le Gouvernement a décidé, en concertation avec les associations représentatives, plusieurs mesures de simplification de procédure dont l'objet est notamment d'alléger les règles applicables en vue de réduire les délais de délivrance des appareils. Il s'agit principalement de trois séries de dispositions: 1° la suppression du caractère préalable de la prise en charge. Actuellement, la personne à appareiller doit d'abord s'adresser à sa caisse de sécurité sociale et obtenir une prise en charge pour le remboursement de l'appareil

avant de passer en commission d'appareillage. Celle-ci vérifie la prescription, établit le bon de commande, assure ensuite la réception technique de l'appareil et vérifie son adaptation. Ces deux procédures de prise en charge et l'examen technique de l'appareillage se dérouleront simultanément. Par ailleurs, l'instruction de la prise en charge sera accélérée. Ces deux mesures devraient permettre de réduire de trente à quarante jours le délai nécessaire ; 2° l'allègement du rôle des commissions d'appareillage : ces commissions siègent au sein des vingt centres d'appareillage des anciens combattants. Les personnes handicapées sont convoquées dans tous les cas de première mise d'appareillage. Leurs réunions sont le plus souvent mensuelles. Il a été décidé de transformer le rôle de ces commissions. L'examen par la commission des prescriptions effectuées par des médecins hautement qualifiés sera supprimé. Les convocations en cas de renouvellement d'appareils ou pour la réception de ceux-ci seront réduites au strict minimum. Ces deux mesures devraient réduire de moitié environ les convocations devant la commission qui ne seront maintenues que dans les cas où elles constituent une garantie nécessaire pour les appareils. Par ailleurs, les conditions dans lesquelles se déroule actuellement la « consultation d'appareillage » seront aménagées afin qu'elle ne puisse revêtir aucun aspect désagréable pour les intéressés ; 3° adaptation des procédures visant l'agrément et la tarification des appareils : deux commissions distinctes ont actuellement pour objet l'agrément des appareils, d'une part, la fixation des tarifs de remboursement, d'autre part. Ces deux commissions seront réunies dans un but de simplification et d'accélération des procédures applicables aux appareils. Les prix de ces derniers seront régulièrement réévalués. Une simplification de la nomenclature des appareils, comportant actuellement plusieurs milliers d'articles sera entreprise. Ces dispositions, dont les textes d'application sont en cours de préparation, transformeront radicalement les conditions d'attribution de l'appareillage dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

Retraites complémentaires (professions artisanales).

11978. — 10 février 1979. — M. Claude Labbé appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le décret n° 78-351 du 14 mars 1978 instituant un régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales. Il lui rappelle, en ce qui concerne les artisans taxis, que deux situations peuvent se présenter. D'une part, certains artisans taxis cotisent obligatoirement à la C.A.N.C.A.V.A. depuis 1972 et, de ce fait, sont assujettis au régime complémentaire résultant des dispositions du décret précité. En revanche, les chauffeurs de taxi qui, en application de la loi du 6 juillet 1956, ont fait usage antérieurement à la date de promulgation de la loi du 12 juillet 1966 de la faculté d'adhésion à l'assurance volontaire prévue à l'article L. 244 du code de la sécurité sociale, ont pu opter pour une adhésion à l'assurance volontaire du régime général de sécurité sociale pour l'ensemble des risques couverts par ce régime. Ce délai d'adhésion a d'ailleurs pris fin le 1^{er} janvier 1967. Les artisans taxis qui ont demandé l'application des dispositions qui viennent d'être rappelées ne peuvent prétendre à la retraite complémentaire prévue par le décret du 14 mars 1978. Cette discrimination est profondément regrettable, c'est pourquoi il lui demande que l'ensemble des artisans du taxi puissent bénéficier des dispositions du texte précité.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que la situation des chauffeurs de taxi artisans qui ont adhéré à l'assurance volontaire du régime général comme la loi du 6 juillet 1956 leur en avait ouvert la possibilité, se présente d'une façon très particulière en matière de retraite complémentaire. En effet, pour bénéficier de la retraite complémentaire prévue au profit des salariés et anciens salariés par la loi n° 72-1223 du 23 décembre 1972 portant généralisation de la retraite complémentaire, l'assuré doit être affilié à l'assurance vieillesse du régime général à titre obligatoire, ce qui n'est pas le cas des chauffeurs de taxi artisans. Par ailleurs, les mesures prises en faveur des artisans dans ce domaine, qui ont abouti à la création du régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse des artisans, par le décret n° 78-351 du 14 mars 1978, ne concernent que les personnes déjà affiliées au régime de base d'assurance vieillesse des artisans, ce qui n'est évidemment pas le cas non plus des chauffeurs de taxi artisans qui ont refusé leur affiliation à ce régime pour adhérer à l'assurance volontaire du régime général. Cette situation n'a pas échappé à l'attention du ministre de la santé et de la sécurité sociale et les conditions dans lesquelles une solution serait susceptible d'intervenir sont actuellement à l'étude. Il s'agit toutefois d'un problème particulièrement complexe et qui ne peut trouver une solution favorable aux intéressés en l'état actuel de la législation.

Retraites complémentaires (professions artisanales).

13506. — 10 mars 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale à quel moment les artisans cotisants du régime général de la sécurité sociale pourront obtenir les avantages du décret du 14 mars 1978 dont bénéficient les assujettis à la Cancava.

Sécurité sociale (bénéficiaires).

21475. — 23 octobre 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale quand les artisans cotisants du régime général de la sécurité sociale et les conducteurs de taxi assurés volontaires à la sécurité sociale pourront obtenir les avantages du décret du 14 mars 1978 dont bénéficient les assujettis à la Cancava.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que la situation des chauffeurs de taxi artisans qui ont adhéré à l'assurance volontaire du régime général, comme la loi du 6 juillet 1956 leur en avait ouvert la possibilité, se présente d'une façon très particulière en matière de retraite complémentaire. En effet, pour bénéficier de la retraite complémentaire prévue au profit des salariés et anciens salariés par la loi n° 72-1223 du 23 décembre 1972 portant généralisation de la retraite complémentaire, l'assuré doit être affilié à l'assurance vieillesse du régime général à titre obligatoire, ce qui n'est pas le cas des chauffeurs de taxi artisans. Par ailleurs, les mesures prises en faveur des artisans dans ce domaine, qui ont abouti à la création du régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse des artisans par le décret n° 78-351 du 14 mars 1978, ne concernent que les personnes déjà affiliées au régime de base d'assurance vieillesse des artisans, ce qui n'est évidemment pas le cas non plus des chauffeurs de taxi artisans, qui ont refusé leur affiliation à ce régime pour adhérer à l'assurance volontaire du régime général. Cette situation n'a pas échappé à l'attention du ministre de la santé et de la sécurité sociale, et les conditions dans lesquelles une solution serait susceptible d'intervenir sont actuellement à l'étude. Il s'agit toutefois d'un problème particulièrement complexe qui ne peut trouver une solution favorable aux intéressés en l'état actuel de la législation.

Sang et organes humains (centres de transfusion sanguine).

21041. — 12 octobre 1979. — M. Gérard Bapt attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'aggravation des difficultés de fonctionnement que rencontrent les centres de transfusion sanguine, dont le rôle est si précieux sur le plan régional pour la santé publique. Ceux-ci sont en effet confrontés aux nécessaires dépenses d'équipement et à la charge supplémentaire découlant de l'application de la circulaire 316/DH/4 du 28 février 1979 qui doit aboutir à la satisfaction de l'aspiration légitime des personnels des C.T.S. de voir leurs salaires et indemnités alignés sur ceux du secteur hospitalier public. Il lui demande en conséquence quelles dispositions financières il compte proposer au Parlement pour permettre aux centres de transfusion sanguine d'assurer dans de bonnes conditions leur mission de service public.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale est préoccupé par les difficultés de trésorerie rencontrées par les établissements de transfusion sanguine. Cette question vient d'être examinée par la commission consultative de la transfusion sanguine, et plusieurs solutions sont à l'étude. Il faut rappeler que les charges de ces établissements doivent normalement être couvertes au moyen du tarif de cession des produits sanguins, dont les prix sont fixés de manière à assurer les recettes nécessaires correspondantes. A cet égard, certains centres ont signalé qu'une baisse des recettes due à une diminution des commandes serait intervenue en 1980, annulant ainsi partiellement l'augmentation accordée ; une enquête est en cours pour déterminer l'importance de cette diminution et les correctifs qui devraient, de ce fait, être appliqués aux tarifs de cession des produits sanguins. Par ailleurs, il faut souligner que les disparités constatées entre les divers centres tiennent souvent moins aux moyens de financement qu'à des problèmes locaux de statut, d'une part, et de gestion, d'autre part, suivant la rigueur à laquelle s'astreignent les centres dans ce domaine. Enfin, en ce qui concerne les difficultés pouvant naître des délais de règlement des hôpitaux, des instructions ont été données chaque fois que le ministère de la santé et de la sécurité sociale a été saisi afin que les centres de transfusion sanguine puissent assurer leur mission de service public dans des conditions satisfaisantes.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

21748. — 30 octobre 1979. — M. Claude Coulais expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les délais d'attribution de l'allocation versée aux handicapés adultes sont souvent très longs, ce qui place les familles de ces derniers dans une situation difficile puisqu'ils sont tenus, n'étant pas assujettis à la sécurité sociale, de prendre une assurance volontaire pendant la durée d'instruction du dossier par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel. Il lui signale notamment que les effectifs dont dispose cette commission semblent souvent insuffisants et lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à cette situation.

Réponse. — Aux termes de l'article 14 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel sont chargées d'apprécier si l'état de santé des personnes handicapées justifie l'attribution d'allocations, de se prononcer sur l'orientation des intéressées et de proposer les mesures propres à faciliter leur insertion sociale et professionnelle. En raison du nombre élevé de dossiers soumis à l'examen de ces commissions ainsi que de l'importance des travaux d'exécution qui en résulte, diverses mesures ont dû être prises afin de permettre aux Cotorep d'assurer leurs missions dans des conditions satisfaisantes. En égard aux besoins des commissions environ 330 nouveaux agents permanents ont été affectés en 1978 et 1979 aux secrétariats des Cotorep. Ce personnel s'est ajouté aux 161 agents déjà en fonction auprès des anciennes commissions départementales d'orientation des infirmes et à plusieurs centaines de vacataires recrutés dans le cadre du plan d'action gouvernementale en faveur des jeunes. Les effectifs des secrétariats ont ainsi été portés à plus de 1 200 personnes, soit l'équivalent d'environ 1 000 agents à plein temps. Par ailleurs, les crédits destinés à la rémunération des membres des équipes techniques, auxquels il revient d'instruire ces dossiers, ont progressé d'environ 20 p. 100 en 1979 tandis que le montant du budget de fonctionnement (matériel, locaux...) des commissions est demeuré à un niveau très élevé. Cet effort sera poursuivi en 1980 comme en témoigne, d'une part, la conversion des emplois de vacataires en postes d'agents de bureaux titulaires, qui assurera aux commissions des effectifs plus stables, d'autre part, l'augmentation de près du tiers des crédits de fonctionnement ; l'ensemble des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel devrait en conséquence être désormais en état de fonctionner normalement. Les mesures de simplification actuellement à l'étude des dispositions de la législation en faveur des personnes handicapées, qui visent en particulier à alléger sensiblement certaines des procédures en cours devant les Cotorep, devraient en outre accroître de façon notable l'efficacité de ces commissions. Par ailleurs, en application du nouvel article L. 253 du code de la sécurité sociale tel qu'il résulte de la loi n° 79-1130 du 28 décembre 1979 relative au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés, la personne qui cesse de relever soit à titre personnel soit en qualité d'ayant droit d'un régime obligatoire d'assurance maladie conserve le bénéfice de ses droits aux prestations pendant une période de douze mois. Cette mesure permet de régler notamment les difficultés auxquelles se heurtent de nombreux jeunes handicapés qui, à compter de leur vingtième anniversaire, perdaient le bénéfice de toute protection sociale du chef de leurs parents sans pour autant percevoir immédiatement l'allocation aux adultes handicapés et recouvrer de ce fait une couverture contre le risque maladie. Désormais, le maintien des droits sociaux pendant une durée de douze mois devrait permettre de mettre fin à cette situation, les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel devant être en mesure pendant cette période d'instruire les demandes d'allocation formulées par les handicapés.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (hôpitaux).

21808. — 30 octobre 1979. — M. Maurice Niles attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la disparition des bureaux d'accueil des hôpitaux. Implantés dans les hôpitaux publics, ils permettent d'établir pour les usagers relevant du régime général, les prises en charge pour les malades hospitalisés, les bulletins d'information pour les consultants, les prises en charge pour les placements en convalescence, l'attribution des bons de transport. Le retrait des bureaux d'accueil des hôpitaux aurait des conséquences très préjudiciables pour les patients. Cela entraînerait une multiplication des démarches pour les familles, un isolement encore plus grand pour les malades isolés, l'élimination de toute forme de convalescence. Ce projet remettrait en cause toutes possibilités de soins et les premières victimes seraient les plus démunis.

En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le maintien des bureaux d'accueil dans les hôpitaux publics.

Réponse. — S'il a pu se produire qu'un bureau d'accueil ait rencontré quelques difficultés de fonctionnement, à titre tout à fait exceptionnel, il n'est pas question de supprimer ces bureaux, bien au contraire. Leur développement a toujours été envisagé dans un souci d'humanisation en vue de permettre des contacts plus faciles notamment entre les hôpitaux et les assurés sociaux. Certes, en 1974, l'utilisation de l'attestation annuelle d'ouverture des droits avait présenté au départ quelques difficultés mais une simplification des procédures de prise en charge a été réalisée par suite des progrès intervenus dans la couverture du risque maladie après la parution de la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 relative à la généralisation de la sécurité sociale. Des instructions précisant les modalités d'utilisation de cette attestation annuelle, données par la circulaire 2221 du 17 octobre 1978, ont apporté, outre un allègement certain des tâches administratives des services chargés de constituer les dossiers des hospitalisés, une amélioration réelle des relations entre le malade et l'hôpital. Contrairement à ce que craint l'honorable parlementaire, les mesures prises contribueront à accélérer les procédures de prises en charge en favorisant les malades les plus démunis.

Handicapés (logement).

23937. — 15 décembre 1979. — M. Lucien Richard attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la non-affectation par les caisses d'allocations familiales, du crédit de 30 millions de francs qui avait été voté dans le budget 1979, et dont l'objectif était d'alimenter les aides personnelles pour l'aménagement du logement des handicapés. Il observe que, faute d'une délibération du conseil d'administration de la caisse nationale d'allocation familiales autorisant le déblocage de ce crédit inscrit au fonds d'action sociale, aucune application ne peut être donnée à l'article 54 de la loi d'orientation pour les handicapés de 1975. Il estime que cette situation qui aboutit à priver une catégorie d'ayants droit particulièrement défavorisés du bénéfice d'une subvention votée par le Parlement, est un non-sens politique aussi bien que juridique, et qu'il appartient au ministre de la santé de prendre toute initiative de nature à y mettre fin. Sans se prononcer sur le point de savoir s'il y a bien lieu de fournir à la caisse nationale d'allocations familiales des garanties concernant la pérennité de ce crédit, il lui demande ce qu'il envisage de faire pour que la distribution des trente millions de francs soit assurée dans les meilleurs délais.

Handicapés (logement).

24016. — 19 décembre 1979. — M. François Autain appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés auxquelles se heurtent les handicapés pour obtenir une aide personnelle pour l'adaptation de leur logement. Il lui fait observer que les caisses d'allocations familiales rejettent actuellement de nombreuses demandes ou les étudient sous forme de secours, aucun décret fixant les conditions d'application de l'article 54 de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975 n'ayant été publié à ce jour. Il lui demande donc quelles mesures urgentes il compte prendre pour mettre fin à cette situation et permettre aux caisses d'allocations familiales de bénéficier des crédits nécessaires à l'attribution de ces aides.

Handicapés (logement).

24430. — 7 janvier 1980. — M. Hautefer expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'article 54 de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des handicapés prévoyait des aides personnelles qui devaient être versées par les caisses d'allocations familiales dans le cadre de l'action sociale. Elles pouvaient être accordées dans le cas d'équipements spéciaux (adaptation des logements, prise en charge de matériel nécessaire à la communication, etc.). Des crédits avaient été votés s'élevant à 30 millions de francs. Or, la C.A.F. de la Haute-Garonne n'a, à ce jour, reçu aucun crédit de la caisse nationale, ni aucun texte d'application à ce sujet. En fait, il apparaît que des difficultés administratives bloquent ces crédits, entraînant par conséquent le rejet des demandes d'aides particulières qui émanent de handicapés. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que soient effectives les améliorations prévues par la loi.

Handicapés (logement : Haute-Garonne).

24767. — 14 janvier 1980. — M. Gérard Bepi attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'article 54 de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des handicapés. Cet article prévoyait le versement, par les caisses d'allocations familiales,

dans le cadre de l'action sociale, d'aides personnelles aux handicapés qui en font la demande pour l'acquisition ou la réalisation d'équipements spéciaux, nécessaires à une meilleure intégration. Or, les demandes faites dans la Haute-Garonne n'ont pas pu être satisfaites, les caisses d'allocations familiales n'ayant reçu aucun crédit à cet effet. Il lui demande de lui faire connaître les raisons qui s'opposent à l'application de la loi, et quelles mesures il compte prendre pour que les demandes faites en ce sens par les handicapés soient satisfaites.

Handicapés (logement).

25885. — 11 février 1980. — M. Paul Chapel appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés d'application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées. Conscient des efforts réalisés par le Gouvernement dans ce domaine, il s'interroge néanmoins sur le délai dans lequel les aides personnelles, prévues à l'article 54 de la loi, attribuées notamment pour l'adaptation d'un logement et pouvant être prises en charge au titre de l'action sanitaire et sociale par les caisses gestionnaires de l'allocation aux handicapés adultes. Actuellement, malgré l'annonce d'un crédit de 300 000 francs, aucune caisse n'a reçu d'instruction des instances nationales et les nombreuses demandes présentées par les handicapés restent sans solution. Il lui demande quelles sont les mesures envisagées pour résoudre cette question.

Handicapés (logements).

26172. — 18 février 1980. — M. Jean-Charles Cavallé fait observer à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'article 54 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoyait des aides personnelles à leur intention (comme, par exemple, l'adaptation de leur logement) et décidait que ces aides seraient prises en charge par les caisses gestionnaires de l'allocation aux handicapés adultes. Or, à ce jour, et malgré l'annonce d'un crédit de 300 000 francs, aucune caisse n'a reçu d'instruction des instances nationales et les nombreuses demandes présentées par les handicapés restent sans solution. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer dans quel délai l'application des mesures annoncées deviendra effective.

Handicapés (logement).

26224. — 18 février 1980. — M. Jean-Yves Le Drian rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'article 54 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoyait des aides personnelles à leur intention, ces aides personnelles attribuées notamment pour l'adaptation d'un logement pouvant être prises en charge au titre de l'action sanitaire et sociale par les caisses gestionnaires de l'allocation aux handicapés adultes. Or, à ce jour, malgré l'annonce d'un crédit de 300 000 francs, aucune caisse n'a reçu d'instruction des instances nationales et les nombreuses demandes présentées par les handicapés restent sans solution. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour que les handicapés puissent enfin bénéficier des dispositions de la loi.

Handicapés (logement).

26263. — 25 février 1980. — M. Gilbert Faure appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés que rencontrent les intéressés pour se faire accorder par les caisses d'allocations familiales (ou de mutualité sociale agricole) « les aides personnelles répondant à des besoins divers » prévues par l'article 54 de la loi du 30 juin 1975. Il lui demande, en conséquence, de lui communiquer le bilan des mesures prises en application de l'article 54 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975.

Handicapés (logement).

26712. — 3 mars 1980. — M. Aimé Kergueris appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que l'article 54 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoyait des aides personnelles à leur intention. Ces aides, attribuées, par exemple, pour l'adaptation des logements, pouvaient être prises en charge au titre de l'action sanitaire et sociale par les caisses gestionnaires de l'allocation aux handicapés adultes. Or, à ce jour, malgré l'annonce d'un crédit de 300 000 francs, aucune de ces caisses n'a reçu d'instructions de ses services et les nombreuses demandes présentées par les handicapés restent sans réponse. Il lui demande donc quelles mesures il envisage de prendre pour résoudre au plus vite ces problèmes.

Handicapés (logement).

26907. — 3 mars 1980. — M. Antoine Gissinger attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'application de l'article 54 de la loi d'orientation des handicapés prévoyant la prise en charge des aides personnelles aux handicapés adultes par les caisses d'allocations familiales. Dans l'attente de l'arrêté fixant les modalités d'application, un crédit de 30 millions de francs était réservé pour 1979 afin que les C.A.F. puissent « expérimenter » la prise en charge de ces aides. Il semble que la non-application de l'arrêté déterminant les modalités d'application de l'article 54 de la loi du 30 juin 1975 ait empêché la ventilation de ce crédit de 30 millions de francs. Il lui demande les délais de parution de l'arrêté ainsi que le montant des crédits prévus pour 1980 destinés à permettre la prise en charge desdites aides personnelles.

Handicapés (logement).

30099. — 28 avril 1980. — M. Charles Miossec rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la loi n° 75-134 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, prévoit en son article 54 que des aides personnelles aux personnes handicapées pourront être prises en charge, au titre de l'action sanitaire et sociale des caisses gestionnaires de l'allocation aux handicapés adultes. Ces aides personnelles pourront notamment avoir pour objet d'adapter définitivement le logement aux besoins spécifiques des handicapés de ressources modestes. Les modalités d'application de cette aide sont fixées par arrêté ministériel. Or, à ce jour, aucun décret d'application n'a été publié. Il lui demande donc quel est l'état de préparation des textes et à quelle date il prévoit de les publier.

Réponse. — En application de l'article 54 de la loi d'orientation du 30 juin 1975 les aides personnelles aux personnes handicapées peuvent être prises en charge par les caisses gestionnaires de l'allocation aux adultes handicapés au titre de l'action sanitaire et sociale. Un crédit de 30 millions de francs a été inscrit pour l'octroi de ce type d'aide au budget 1980 du fonds d'action sociale de la caisse nationale d'allocations familiales et des instructions relatives à l'utilisation de ces crédits ont été diffusées aux caisses d'allocations familiales le 21 avril 1980. Une grande liberté a été laissée à ces organismes tant dans l'appréciation de la situation financière des demandeurs que dans leur choix des aides qui peuvent être accordées soit sous forme de prêts, soit sous forme de subventions. Dès à présent, les caisses d'allocations familiales sont donc en mesure d'instruire les dossiers dont elles sont saisies. Les modalités d'octroi des aides personnelles ne pourront faire l'objet d'un arrêté conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi d'orientation du 30 juin 1975 qu'ultérieurement. Il est apparu en effet indispensable avant d'élaborer ce texte de disposer d'éléments d'information suffisamment précis sur la nature des besoins des personnes handicapées et seul l'examen des demandes adressées aux caisses durant une période de quelques années permettra de recueillir ces éléments.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Indre-et-Loire).

24516. — 14 janvier 1980. — M. Gilbert Millet rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, au cours du premier trimestre 1980, est prévue l'ouverture de l'hôpital Trousseau à Chambray, en Indre-et-Loire. Des services du centre Bretonneau (hôpital de Tours) doivent être transférés dans ce nouvel établissement. Pour permettre le fonctionnement normal de l'hôpital Trousseau de Chambray, il serait nécessaire de créer 700 emplois. La création de ces emplois a été, par ailleurs acceptée par le ministre de la santé. Or, aujourd'hui il ne serait plus question que de 500 postes et la direction de l'administration de l'hôpital semble ne pas être sûre de les obtenir. Cette situation compromettrait l'ouverture de l'établissement Trousseau à Chambray. De plus, aujourd'hui, on envisage le licenciement de quatre-vingt-dix auxiliaires de l'hôpital de Tours, sous prétexte des transferts des services au nouvel établissement. Ces mesures, s'inscrivant dans la politique d'austérité du Gouvernement, constituent la mise en cause du droit à la santé de la population et sont inacceptables. Il lui demande : 1° de débloquer d'urgence les crédits nécessaires pour la création de 700 emplois et pour la titularisation des quarante auxiliaires dont le poste est menacé de fermeture.

Réponse. — L'ouverture de l'hôpital Trousseau au centre hospitalier régional et universitaire de Tours va permettre de transférer certains services précédemment installés au centre Bretonneau et d'offrir ainsi à la population de meilleures conditions d'accueil et de soins, au sein d'un ensemble hospitalier dont le rayonnement

régional doit s'affirmer. Les créations d'emplois nécessaires à la mise en service du nouvel établissement ont fait l'objet d'un examen attentif qui a conduit à autoriser 550 emplois nouveaux qui viendront s'ajouter aux 80 emplois créés en 1979. Les moyens supplémentaires accordés au centre hospitalier régional de Tours permettront d'assurer correctement le fonctionnement des services pour lesquels ont été pris en compte des niveaux élevés d'activité qui seront atteints progressivement. Par ailleurs, les agents auxiliaires qui remplissent les conditions exigées par le statut de personnels hospitaliers pourront éventuellement être titularisés, en fonction des emplois disponibles, lors des créations d'emplois décidées.

Adoption (réglementation).

24619. — 14 janvier 1980. — M. Gilbert Barbier attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'attitude des directions départementales des affaires sanitaires et sociales en matière d'adoption. Il lui expose que certaines de celles-ci pendant des délais qu'elles semblent fixer sous leur propre autorité refusent d'enregistrer des demandes de couples et leur conseillent de s'adresser à des œuvres privées. Alors que le Parlement vient d'adopter un projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse et sa prévention, alors que des enfants orphelins de pays dévastés par la guerre et la famine comme le Cambodge souffrent atrocement et que la France recueille des enfants réfugiés, la mission des services publics compétents est de diffuser une large information sur la procédure d'adoption et d'essayer de résoudre au mieux le problème du couple et la solitude de l'enfant. C'est pourquoi il lui demande de prendre les mesures nécessaires afin que les D. D. A. S. S. s'acquittent de ce rôle le plus humainement possible avec pour souci l'efficacité.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale précise à l'honorable parlementaire que les délais de réponse aux demandes d'adoption ainsi que la clôture des listes d'attente dépendent principalement du nombre des enfants adoptables dans les départements, et non de critères arbitraires différents selon les directions départementales des affaires sanitaires et sociales. En cas d'impossibilité pour les services de l'aide sociale à l'enfance de satisfaire les candidats à l'adoption et dans un but de meilleure information des demandeurs, les directions départementales des affaires sanitaires et sociales communiquent à ceux-ci des listes d'œuvres privées d'adoption. Il faut rappeler que d'une manière générale il existe une disproportion croissante entre le nombre d'enfants adoptables et celui des candidats à l'adoption; ceci explique que les procédures soient de plus en plus longues. D'autre part, l'honorable parlementaire évoque la situation difficile et parfois dramatique des mineurs du Sud-Est asiatique et souhaite que les candidats à l'adoption puissent les prendre en charge. Or, ces mineurs ne sont pas le plus souvent adoptables. Il n'est pas envisageable de soustraire par une adoption un enfant à sa famille, cette dernière étant susceptible de le rechercher dans l'avenir et de le reprendre. Toutefois, ces jeunes sont parrainables et les directions départementales des affaires sanitaires et sociales à ce sujet ont procédé à une information efficace : c'est ainsi que 4 000 candidatures ont été retenues; or les effectifs des jeunes pouvant en bénéficier ne sont que de 211.

Sécurité sociale (cotisations).

24691. — 14 janvier 1980. — M. Philippe Séguin appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur certaines conséquences des initiatives prises de plus en plus fréquemment par les U. R. S. S. A. F. en vue de réintégrer dans l'assiette des cotisations les primes, indemnités ou « troisièmes mois » versés aux personnels communaux et départementaux par l'intermédiaire d'associations créées par les collectivités locales. Les réintégrations ne concernent en effet que les agents non titulaires — relevant du régime général — puisqu'en ce qui concerne les titulaires — relevant du régime spécial des fonctionnaires — l'assiette des cotisations ne peut être constituée que des sommes soumises à pension. Il n'insistera pas sur le fait que cette discrimination s'ajoute à la liste de celles que provoque (entre communes, entre départements, entre agents d'une même collectivité, etc.) le développement anarchique — et en toute illégalité — d'un système de rémunérations parallèles, voire occultes, qui n'a à ce jour suscité apparemment qu'indifférence de la part des services compétents du ministère du budget et du ministère de l'intérieur en dépit d'interventions répétées de la Cour des comptes. Il lui demande simplement de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre, s'agissant des réintégrations en cause, pour mettre un terme à une situation aussi paradoxale et aussi profondément injuste.

Réponse. — L'assujettissement aux cotisations du régime général de sécurité sociale des primes, indemnités ou gratifications versées aux agents non titulaires des collectivités locales par l'intermédiaire d'associations résulte de l'application au cas particulier des dispositions générales de l'article L. 120 du code de la sécurité sociale et de l'interprétation jurisprudentielle qu'en a donné la cour de cassation. Un arrêt rendu en assemblée plénière le 28 janvier 1972 conduit, en effet, à soumettre à cotisations entre les mains de l'employeur, les sommes versées à son personnel par un comité d'entreprise ou un comité d'entraide des lors qu'elles sont financées par l'employeur et n'ont pas le caractère d'une aide ou d'un secours exceptionnel. Les organismes de sécurité sociale ont, dès cette époque, été invités à recouvrer les cotisations afférentes aux sommes versées au personnel non titulaire des collectivités locales dans des conditions notamment de régularité et de généralité, excluant ce caractère de secours. S'agissant du principe du versement des rémunérations litigieuses, la réponse à la question posée relève de la compétence des ministres de l'intérieur et du budget.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (médecine : Voi-de-Marne).

25389. — 4 février 1980. — M. Jean-Louis Beaumont attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur certains faits qui se déroulent au préjudice d'étudiants du C. H. U. Henri-Mondor à Créteil. En effet, des étudiants du C. E. S. d'anesthésie-réanimation, ayant effectué leur stage dans le département Anesthésie-Réanimation 2, se sont vu, d'une part, interdire en 1979 l'accès aux examens de fin de première et de deuxième année, tant en juin qu'en septembre, malgré la validation de leur stage et, d'autre part, « non admis à être corrigés » lors du C. E. S. national, alors que certains d'entre eux avaient pu se présenter l'année précédente et que leur stage 1979 était valide. Il semblerait, par ailleurs, que des pressions aient été exercées sur eux pour qu'ils quittent le département Anesthésie-Réanimation dans lequel ils étaient régulièrement inscrits pour leur stage. Il lui demande donc ce qu'il compte faire afin de mettre fin à ces agissements.

Réponse. — Aux termes de la réglementation actuelle du C. E. S. d'anesthésie-réanimation, chacune des deux premières années d'études est sanctionnée par : un contrôle régulier et continu des connaissances par les responsables des enseignements théorique et pratique; une notation de stage; un examen de fin d'année consistant en une épreuve théorique. L'admission dans l'année d'études supérieures est subordonnée à l'obtention de la moyenne à chacune des épreuves. La validation de stage n'est donc pas le seul critère ouvrant l'accès aux examens de fin d'année. D'autre part, seuls les étudiants ayant validé un stage de quarante-six semaines sont admis à se présenter aux épreuves écrites de l'examen national de troisième année du C. E. S. Un certain nombre d'étudiants du C. H. U. de Créteil n'ayant pas en 1979 rempli cette exigence, leur candidature, acceptée à titre conditionnel, n'a pas été retenue. Il est rappelé, par ailleurs, qu'en cas d'échec, la validation des stages ne reste pas acquise.

Professions et activités paramédicales (laboratoires d'analyses de biologie médicale).

25415. — 4 février 1980. — M. Antoine Gissinger attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le cas d'une personne qui, profitant de l'absence d'un secrétaire dans un laboratoire, a dérobé des volets de facturation de laboratoire et s'est fait rembourser près de 1,7 million de francs par la sécurité sociale. Il s'étonne de l'ampleur de ce détournement et demande les mesures qui ont été prises pour récupérer le montant des remboursements, les sanctions qui ont été décidées (en particulier l'exclusion du régime de protection de la sécurité sociale) ainsi que les dispositions envisagées pour obtenir un contrôle plus efficace de la part du personnel.

Professions et activités paramédicales (laboratoires d'analyses de biologie médicale).

33025. — 7 juillet 1980. — M. Antoine Gissinger s'étonne auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 25415 publiée au Journal officiel des questions de l'Assemblée nationale du 4 février 1980 (p. 345). Plus de quatre mois s'étant écoulés depuis la parution de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème exposé, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il attire son attention sur le cas d'une personne qui, proli-

tant de l'absence d'une secrétaire dans un laboratoire, a dérobé des volets de facturation de laboratoire et s'est fait rembourser près de 1,7 million de francs par la sécurité sociale. Il s'étonne de l'ampleur de ce détournement et demande les mesures qui ont été prises pour récupérer le montant des remboursements, les sanctions qui ont été décidées (en particulier l'exclusion du régime de protection de la sécurité sociale) ainsi que les dispositions envisagées pour obtenir un contrôle plus efficace de la part du personnel.

Réponse. — La fraude à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire a conduit la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne à déposer deux plaintes, les 1^{er} mars 1978 et 12 octobre 1978. Cette caisse s'est, en outre, constituée partie civile le 24 novembre 1978 et 21 mai 1979. Le juge d'instruction chargé de l'affaire a ordonné une expertise, actuellement en cours, afin de déterminer la nature et le degré des responsabilités encourues et des fraudes commises par l'assurée sociale ainsi mise en cause. Il est, par ailleurs, précisé que des sanctions ont été prises, au niveau de la caisse considérée, à l'encontre des agents dont les défaillances ont été établies. Des instructions rappelant et précisant les dispositions à mettre en œuvre pour déceler les fraudes et les irrégularités ont, en outre, été diffusées par cette même caisse à l'ensemble de son personnel qui a été ainsi sensibilisé sur la nécessité d'une vigilance constante au niveau du contrôle de l'attribution et de la liquidation des diverses prestations.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

25900. — 11 février 1980. — M. Yves Le Cabeclec rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'article 54 de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975, en faveur des personnes handicapées, prévoit que des aides personnelles, prises en charge au titre de l'action sanitaire et sociale des caisses gestionnaires de l'allocation aux handicapés adultes, pourront être attribuées aux personnes handicapées, et qu'elles pourront, notamment, avoir pour objet d'adapter définitivement le logement aux besoins spécifiques des handicapés de ressources modestes. Il lui signale qu'à ce jour, bien qu'un crédit de 300 000 francs ait été annoncé pour l'attribution de ces aides personnelles, aucune caisse n'a reçu d'instruction des instances nationales pour leur mise en œuvre, et que les nombreuses demandes présentées par des handicapés demeurent en instance. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que ces dispositions entrent effectivement en vigueur dans les meilleurs délais possibles.

Réponse. — En application de l'article 54 de la loi d'orientation du 30 juin 1975 les aides personnelles aux personnes handicapées peuvent être prises en charge par les caisses gestionnaires de l'allocation aux adultes handicapés au titre de l'action sanitaire et sociale. Un crédit de 30 millions a été inscrit pour l'octroi de ce type d'aide au budget 1980 du fonds d'action sociale de la caisse nationale d'allocations familiales et des instructions relatives à l'utilisation de ces crédits ont été diffusées aux caisses d'allocations familiales le 21 avril 1980. Une grande liberté a été laissée à ces organismes tant dans l'appréciation de la situation financière des demandeurs que dans leur choix des aides qui peuvent être accordées soit sous forme de prêts, soit sous forme de subventions. Dès à présent les caisses d'allocations familiales sont donc en mesure d'instruire les dossiers dont elles sont saisies. Les modalités d'octroi des aides personnelles ne pourront faire l'objet d'un arrêté conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi d'orientation du 30 juin 1975 qu'ultérieurement. Il est apparu en effet indispensable avant d'élaborer ce texte de disposer d'éléments d'information suffisamment précis sur la nature des besoins des personnes handicapées et seul l'examen des demandes adressées aux caisses durant une période de quelques années permettra de recueillir ces éléments.

Prestations familiales (allocations prénatales et postnatales).

26332. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les abus pouvant résulter d'une utilisation partielle ou d'une interprétation tendancieuse de certains renseignements de caractère social figurant dans le fichier Gamin (Gestion automatisée de médecine infantile) et destinés à la protection maternelle et infantile. L'objectif de surveillance sanitaire des jeunes enfants prévus par la loi du 15 juillet 1970 qui rend obligatoire l'établissement de certificats au cours des visites médicales post-natales est tout à fait louable, mais à cette condition que le dépistage des enfants dits « à risques » ne s'exerce pas d'une façon simpliste et aveugle, qui aurait pour conséquence de marginaliser l'enfant dans le contexte social en voulant lui assurer une prévention efficace sur le plan médical. Or, il semble que les critères retenus pour assurer ce dépistage ont un caractère sommaire et par conséquent inadéquat. Afin d'éviter un tel dérapage de la surveillance sanitaire des jeunes enfants, M. Charles Miossec demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale : 1° s'il ne lui paraît pas nécessaire que les mentions contenues dans

les certificats qui font l'objet d'un traitement informatisé soient beaucoup plus complètes et donc plus nuancées réduisant ainsi l'interprétation pas trop subjective des informations y figurant ; si, dès lors qu'il s'agit d'une application informatique étendue à l'échelle nationale, une instance de contrôle chargée d'en vérifier l'exploitation ne doit pas être désignée ; 3° si des premières conclusions peuvent être tirées après expérimentation dans quelques départements de ce programme national de traitement par ordinateur d'informations médicales qui étaient jusqu'alors propriété des parents.

Réponse. — Les certificats de santé de l'enfant ont été institués par la loi du 15 juillet 1970. Le contenu de chacun de ces trois certificats a été mis au point par des commissions de travail réunissant des spécialistes des problèmes d'obstétrique, de périnatalité, de pédiatrie et de pédo-psychiatrie. Avant leur diffusion, le contenu de ces certificats a été soumis à l'avis du conseil de l'ordre des médecins, de l'académie de médecine, de la commission de la protection sanitaire de l'enfance, ainsi qu'aux représentants des professions para-médicales. Le contenu des trois certificats de santé a été réexaminé et amélioré en 1979 pour répondre aux critiques et aux diverses suggestions des médecins et travailleurs médico-sociaux, en particulier certaines mentions médicales ont été simplifiées et clarifiées pour faciliter les réponses des médecins qui les remplissent et limiter dans toute la mesure du possible la part de subjectivité dans l'appréciation d'un état d'un enfant. Ces nouveaux certificats de santé ont été également soumis aux diverses instances représentatives de la profession et ils ont été diffusés au cours de l'année 1980. Il faut signaler, par ailleurs, qu'un projet d'un lexique des items médicaux des certificats de santé est en cours de réalisation. Ce document devra apporter aux médecins toutes les précisions sur l'interprétation à donner aux différentes mentions contenues dans les certificats. La direction générale de la santé et la division organisation méthode et informatique du ministère de la santé assurent le suivi des exploitations statistiques et des études épidémiologiques faites dans les départements informatisés à partir de ces documents. Le projet de constitution d'un comité scientifique consultatif chargé du contrôle et de la coordination des projets d'exploitation statistique des certificats de santé réunissant notamment des membres de l'I. N. S. E. R. M., de l'I. N. E. D., de la commission de la maternité et de la commission de la protection sanitaire de l'enfance est en cours d'étude. A noter qu'à part la profession de la mère et sa qualité de française ou d'étrangère les certificats de santé ne comportent pas de mention à caractère social mais seulement les mentions d'état civil nécessaires aux services de protection maternelle et infantile et aux caisses d'allocations familiales pour l'attribution des allocations postnatales. Des précautions très nombreuses ont été adoptées pour préserver le caractère confidentiel de ces documents, qui sont placés sous la responsabilité exclusive du médecin chef de protection maternelle et infantile du département et notamment ce dernier doit faire effacer tous les éléments d'identification avant que les enfants aient atteint six ans. Enfin, l'application de l'informatique aux certificats de santé fait actuellement l'objet d'une déclaration à la commission nationale de l'informatique et des libertés, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Les certificats de santé ont fait l'objet de thèses de médecine et de publications médicales qui sont actuellement au nombre de cinquante. Les statistiques nationales tirées du premier certificat de santé, pour les départements informatisés qui regroupent 55 p. 100 des naissances ont été publiées pour les années 1976 et 1977, celles de 1978 sont en cours d'exploitation. Les statistiques tirées des deuxième et troisième certificats de santé sont également en cours d'exploitation et permettent notamment d'apprécier l'état de vaccination des enfants pour ces différentes tranches d'âge, les besoins en matière de mode de garde. Enfin, des études statistiques plus limitées géographiquement et plus affinées, mettent en évidence l'intérêt des certificats de santé pour la connaissance des enfants non connus des services de protection maternelle et infantile et nécessitant néanmoins une prise en charge particulière par ce service ; ceci a été démontré par l'étude portant sur 6 000 enfants de la région parisienne en 1977-1978 signalés pour la première fois à la protection maternelle et infantile par la niche d'enfants prioritaires. Dans cette catégorie d'enfants le taux de prématurité, de faible poids à la naissance, de malformations congénitales est beaucoup plus élevé que dans la population générale d'enfants nouveau-nés.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (budget).

26521. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences de la procédure du budget global pour les établissements publics hospitaliers. Il note que cette décision gouvernementale aura de lourdes conséquences sur le fonctionnement des

établissements hospitaliers. Le budget global ne peut pas réellement prendre en compte les besoins des services des hôpitaux. La fonctionnarisation risque de s'accroître au niveau des chefs de services. Par ailleurs, le conseil d'administration perd une grande partie de son autonomie. Il propose que le budget soit établi sur proposition du conseil d'administration et après avis des responsables médicaux sans affectation de crédits globaux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — L'expérimentation d'une nouvelle formule tarifaire dite du budget global a été autorisée par la loi n° 78-11 du 4 janvier 1978. Elle est actuellement appliquée dans les trois établissements et sera prochainement étendue à d'autres établissements en vertu de la loi n° 79-1130 du 28 décembre 1979. Le budget global consiste à assurer à l'établissement une garantie de ses ressources qui ne sont plus liées à la réalisation d'un certain nombre de journées; la détermination de l'enveloppe globale de crédits dont le financement est assuré, sans saturation, par douzièmes par les caisses de sécurité sociale intervient en fonction de critères d'activité qui tiennent compte des évolutions de prix et de salaires, ainsi que des progrès thérapeutiques. Il appartient au conseil d'administration de se prononcer sur les choix qui permettent d'établir cette enveloppe. Par ailleurs, il apparaît souhaitable à travers les expérimentations déjà engagées de poursuivre la mise en œuvre de budgets de services négociés avec chacun des chefs de services et qui répondent au principe fixé par la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970, portant réforme hospitalière, d'une meilleure association des médecins à la gestion des établissements. Il est trop tôt pour se prononcer sur le résultat des expériences qui, par ailleurs, ne préjugent pas des propositions qui pourraient être soumises au Parlement au cours de l'année 1981.

Handicapés (carte d'invalidité).

26691. — 3 mars 1980. — M. Arnaud Lepercq attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que, lors de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés et de l'allocation compensatrice, aucune précision n'est donnée pour la carte d'invalidité si les intéressés n'ont pas sollicité celle-ci en même temps. Ainsi, dans la plupart des cas, les Cotorep se prononcent en premier lieu sur les allocations et dès leur attribution sur les cartes d'invalidité; ce qui demande encore des démarches et des délais importants, avec instruction complète du nouveau dossier. Dans l'intérêt de tous, et alors que les Cotorep rencontrent des difficultés pour étudier les nombreux dossiers qui leur sont soumis, il pense qu'il serait plus judicieux, lors de l'attribution des allocations précitées, et puisque le taux d'invalidité est mentionné, qu'il soit indiqué clairement également la possibilité d'obtenir la carte d'invalidité et que cette notification soit suffisante pour l'établissement des cartes d'invalidité par les services de l'action sanitaire et sociale. En conséquence, il demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, la suite qu'il entend réserver à cette suggestion.

Réponse. — La délivrance de la carte d'invalidité n'est pas liée à l'octroi de l'allocation aux adultes handicapés; ainsi, la demande de cet avantage peut être faite indépendamment de toute autre demande d'allocation, voire d'orientation. Il reste qu'il serait tout à fait regrettable que les demandes de divers avantages se succèdent, entraînant, chaque fois, une nouvelle instruction et à cet égard les réflexions de l'honorable parlementaire sont tout à fait dignes d'intérêt. S'il paraît difficile de s'engager dans la voie d'un octroi systématique de la carte d'invalidité à toute personne handicapée qui, à l'occasion de l'examen d'une autre demande, apparaîtrait en remplissant les conditions, le requérant devant formuler explicitement par écrit une demande de carte d'invalidité, il est en revanche essentiel d'informer l'intéressé dès le stade de la constitution de son dossier, ainsi que cela a été souligné dans les diverses circulaires relatives au fonctionnement des commissions départementales de l'éducation spéciale et des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel. Le rôle de l'équipe technique de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel consiste à examiner la situation d'ensemble de chaque requérant; à déterminer les prestations auxquelles il peut prétendre, qu'il s'agisse d'allocation ou de carte d'invalidité et à informer l'intéressé des divers avantages existants, de façon qu'il soit en mesure d'en formuler les demandes.

Santé publique (tétanos).

26723. — 3 mars 1980. — M. Michel Barnier appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les problèmes liés à la protection de la population française vis-à-vis du tétanos. Les milieux médicaux paraissent d'accord — et en particulier la Société nationale de transfusion sanguine — pour

estimer que cette protection passe par une vaccination de la population dès l'enfance, renouvelée tous les cinq ans. Cette vaccination pourrait être rendue obligatoire et il devrait être remis à chaque vacciné une carte attestant de cette vaccination. Faute d'une telle action, on est obligé de recourir à l'injection de gamma globuline antitétanique (2 millions de doses annuelles), ce qui représente une dépense annuelle de 80 millions de francs. Il rappelle qu'il existe 600 cas de tétanos chaque année dans notre pays.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale informe l'honorable parlementaire que le problème du tétanos dans notre pays et, en particulier, la protection de la population par la vaccination ne lui ont pas échappé. En effet, depuis 1972, des campagnes de vaccination facultative des adultes ont été menées dans les départements et touchent actuellement une soixantaine d'entre eux. Durant cette période, 859 000 vaccinations ont été effectuées; à la fin de 1980, on peut estimer à 1 million le nombre de personnes qui auront bénéficié de cette mesure dont la dépense est inscrite au budget de l'Etat. Ces dispositions ont entraîné, pour les sept dernières années une diminution de 20 p. 100 du nombre de cas déclarés et de 35 p. 100 du nombre de décès. Cette action de sensibilisation est, en priorité, destinée aux personnes âgées qui n'ont pas été soumises à l'obligation vaccinale au cours de leur enfance ou qui n'ont pas subi les rappels nécessaires à la conservation d'une bonne protection immunitaire. Actuellement, la politique de prévention du tétanos qui est engagée passe, d'une part par l'information et la sensibilisation du corps médical, afin qu'il soit toujours préféré une vaccination tétanique, protégeant mieux et plus longtemps (dix ans avec le vaccin tétanique adsorbé), à l'injection de sérum plus coûteux, ne conférant qu'une immunité de courte durée et abusivement utilisé dans certains cas; d'autre part, par l'éducation sanitaire de la population à qui il faut faire comprendre la nécessité d'assurer, au cours de la vie, par un rappel décennal, la protection acquise au cours de l'enfance grâce aux vaccinations obligatoires. Dans cette optique, le ministère de la santé et de la sécurité sociale s'apprête à diffuser à l'ensemble du corps médical un guide sur la prévention du tétanos, qui sera suivi d'une vaste campagne d'information destinée au public pour atteindre l'objectif de faire diminuer, voire disparaître, la mortalité due au tétanos, par la vaccination des 30 millions d'adultes estimés actuellement non protégés. Cette mesure, qui a été préférée à l'instauration d'une obligation toujours mal ressentie, allie à l'avantage de faire appel au bon sens des Français celui d'éviter la lourdeur des contrôles que nécessiterait cette même obligation. Enfin, une carte de prévention du tétanos est diffusée à tous les médecins par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales; elle permettra à son détenteur, grâce à l'information sur sa situation vaccinale, d'être mieux et plus rapidement traité par son médecin, qui la lui aura remise.

Logement (allocations de logement).

26755. — 3 mars 1980. — Mme Edwige Avice appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conditions d'attribution de l'allocation de logement. En effet, le logement doit répondre à certaines normes, parmi lesquelles une norme de superficie, établie en fonction du nombre des occupants. Si la surface du logement est inférieure à la norme, le logement est considéré comme « surpeuplé » et l'allocation de logement supprimée. A Paris, où les F 5 sont rares, et où la situation du logement, très tendue, ne permet pas aux familles de déménager, il n'est pas rare que la naissance d'un nouvel enfant se traduise par la suppression de l'allocation de logement. C'est pourquoi elle lui demande s'il envisage d'intervenir pour mettre un terme à cette politique antifamiliale.

Réponse. — L'allocation de logement a pour objet d'aider les familles à se loger dans des conditions de salubrité et de peuplement satisfaisantes. Ce caractère incitatif de la prestation auquel les familles et leurs représentants sont très attachés est concrétisé par l'existence de normes minimales de superficie modulées en fonction de la taille de la famille auxquelles doit répondre le logement pour ouvrir droit à l'allocation. Ces conditions de superficie et de peuplement ont été assouplies par le décret n° 78-751 du 13 juillet 1978 pour tenir compte des variations dans le temps, et sur l'ensemble du territoire des normes de la construction ainsi que les difficultés rencontrées par les familles au niveau local pour se procurer un logement conforme. Depuis le 1^{er} juillet 1978, le logement doit présenter une surface habitable globale au moins égale à 25 mètres carrés pour un ménage sans enfant ou deux personnes, plus 9 mètres carrés par personne en plus dans la limite de 79 mètres carrés pour huit personnes et plus. Il est par ailleurs précisé que l'allocation est, en application de l'article L. 537-2 du code de la sécurité sociale et du décret n° 58-1010 du 24 octobre 1958, main-

tenue de droit pendant une double période de deux ans aux allocataires dont le logement vient à se trouver en état de surpeuplement à la suite d'une naissance ou de la prise en charge d'un ou plusieurs enfants ou d'un proche parent. De même, la prestation peut être attribuée à titre exceptionnel, sur décision du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales concernée et pour une période de deux ans renouvelable une fois aux personnes dont le logement est au moment de la demande inférieur aux normes de superficie (art. 22 du décret n° 72-533 du 29 juin 1972 modifié).

Sécurité sociale (équilibre financier).

26785. — 3 mars 1980. — M. Lucien Pignion attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'évolution du financement de la sécurité sociale. Selon les premières estimations du ministère de la santé, l'excédent s'éleverait à 3,14 milliards de francs pour l'année 1979; cette information est-elle exacte? Si tel est le cas, quelles sont les mesures envisagées pour supprimer le point supplémentaire de cotisation réclamé dans le courant de l'année 1979.

Réponse. — Le rapport qui a été présenté à la commission des comptes de la sécurité sociale, lors de sa séance du 20 juin 1980, et transmis ensuite au Parlement, contient les résultats comptables pour 1979 des principaux régimes de sécurité sociale, et les prévisions qu'il est actuellement possible d'effectuer pour 1980 et 1981 en ce qui concerne le régime général, sur la base des tendances actuelles. L'honorable parlementaire y trouvera toutes précisions sur les questions qui l'intéressent.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Bouches-du-Rhône).

27130. — 10 mars 1980. — M. Georges Lazzarino expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale les faits suivants: l'assistance publique de Marseille a pris la décision de licencier 314 étudiants en médecine faisant, dans ses services, fonction d'infirmiers. L'assistance publique de Marseille justifie cette mesure par l'embauche envisagée d'infirmières diplômées d'Etat. Or, 123 postes d'infirmières diplômées d'Etat seulement doivent être pourvus sur tout Marseille, alors que plus de 150 étudiants « faisant fonction » ont d'ores et déjà reçu leur lettre de licenciement, lequel prendra effet dans les jours prochains. En outre, les cliniques privées auraient également reçu l'ordre de ne pas embaucher d'étudiants en médecine faisant fonction d'infirmiers, sauf en période de congés. Cela signifie pour les intéressés qu'il leur faudra interrompre leurs études, faute de ressources. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces licenciements n'aient pas lieu; qu'un statut spécifique aux étudiants soit créé, qu'il leur soit accordé davantage de bourses et que des indemnités journalières soient instituées. Ainsi, les études des étudiants concernés ne seraient-elles pas irrémédiablement compromises, en même temps que les hôpitaux de l'assistance publique de Marseille pourraient faire face à leurs besoins en personnel infirmier.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que de l'enquête entreprise il ressort que le nombre d'étudiants en médecine faisant fonction d'infirmier licenciés par le centre hospitalier régional a été de 90 au 15 mars 1980 et de 68 au 15 avril 1980. Ces étudiants étaient occupés de façon partielle. Leur utilisation n'était qu'un palliatif et correspondait à un besoin en personnel infirmier impossible à satisfaire, compte tenu du faible nombre d'infirmiers titulaires du diplôme d'Etat, sollicitant un recrutement dans un hôpital public. Or, la situation depuis le recrutement de ces étudiants a considérablement évolué du fait de la progression des diplômés d'Etat d'infirmier délivrés annuellement (14 171 en 1976, 15 983 en 1977 et 18 216 en 1978), qui doit permettre de retrouver des effectifs quantitativement plus nombreux et qualitativement mieux formés. L'administration du centre hospitalier régional de Marseille a donc pu procéder en un premier temps au recrutement de 179 élèves infirmiers et en un second temps, au recrutement de 35 infirmiers. Elle n'éprouve donc plus la nécessité d'avoir recours à des étudiants en médecine, faisant fonction d'infirmiers. Enfin les étudiants en médecine exerçant la profession d'infirmier sur des postes fixes dans les cliniques se trouvent dans une position irrégulière et l'ont toujours été. C'est seulement dans le cadre du fonctionnement du service public hospitalier, sous la responsabilité du chef de service, que des étudiants en médecine désirent se préparer à leurs tâches hospitalières futures ont été autorisés à dispenser régulièrement des soins infirmiers aux malades. Dans les établissements d'hospitalisation privés ne participant pas au service public, c'est seulement dans la mesure où il existe une vacance temporaire (maladie, congé annuel, maternité, etc.) contrariant le bon fonctionnement de l'établissement que des étudiants en médecine ayant validé

leur quatrième année peuvent être chargés, à titre tout à fait provisoire, de remplacer telle ou telle infirmière nominativement désignée. En ce qui concerne leurs ressources, les étudiants hospitaliers perçoivent une indemnité qui est actuellement fixée ainsi: pour les étudiants de D.C.E.M.3, 7 025 francs; pour les étudiants de D.C.E.M.4, 8 020 francs; pour les stagiaires de fin d'études, 9 035 francs. En outre des bourses d'études sont attribuées par le ministère des universités. Il est ajouté que les étudiants licenciés par le centre hospitalier régional de Marseille pourront obtenir le bénéfice de l'allocation pour perte d'emploi.

Sécurité sociale (politique de la sécurité sociale).

27546. — 17 mars 1980. — M. Didier Bariani appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conclusions du rapport au Président de la République sur l'information économique et sociale, concernant « la protection sociale et les transferts ». En effet, si les chiffres globaux de la protection sociale sont connus, le système d'information demeure totalement insuffisant, tant sur l'effet des mesures prises que sur les populations bénéficiaires. Dans ces conditions, il lui demande s'il entend prendre les mesures qui permettraient d'obtenir une meilleure connaissance de l'impact des politiques sociales.

Réponse. — Au cours des dernières années, les moyens d'information sur la protection sociale se sont considérablement développés. En particulier, au document « retraçant l'effort social de la nation », se sont ajoutés les « comptes de la protection sociale », comptes satellites de la comptabilité nationale. Enfin, la commission des comptes de la sécurité sociale, créée par un décret du 22 mars 1979, se réunit deux fois par an pour prendre connaissance des rapports qui lui sont présentés par le ministre de la santé et de la sécurité sociale. Les procès-verbaux des débats de la commission sont ensuite transmis au Parlement en même temps que ces rapports. Le rôle de la commission, qui comprend des représentants du Parlement, des partenaires sociaux, des régimes de sécurité sociale et des administrations concernées, est de faire progresser la connaissance des résultats et des perspectives d'évolution, à l'aide des éléments d'information tirés de l'analyse et de la synthèse des comptes des différentes branches et des divers régimes. Mais les faiblesses soulignées par le rapport sur l'« information économique et sociale » résident, en réalité, dans la difficulté d'étudier les mécanismes de la protection sociale du point de vue des bénéficiaires et non pas des institutions. En effet, l'établissement des statistiques est un sous-produit de l'activité administrative des institutions et la complexité du système de protection sociale, qui se veut adapté aux besoins et aux cas particuliers de chacun, est telle qu'une même personne, ou un même ménage, dispose très souvent d'avantages provenant d'institutions multiples. La prise en compte globale de la situation des personnes ne peut se faire que par fusion des fichiers des institutions ou par enquête directe auprès des ménages. Ces deux types d'opérations sont onéreuses et exigent des délais très longs. De plus, la fusion des fichiers pose le problème de la sauvegarde de l'autonomie des institutions et de la protection des libertés individuelles. Toutefois, le ministère de la santé et de la sécurité sociale s'efforce, dans le cadre des institutions et des réglementations existantes, de poursuivre la mise en œuvre des systèmes les plus adaptés à cette amélioration de nos connaissances.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

27705. — 17 mars 1980. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation actuelle et sur le devenir des conducteurs ambulanciers des établissements publics qui doivent obtenir l'agrément de leurs véhicules. Actuellement, les hôpitaux font appel exclusivement aux transports privés pour les transferts, admissions et sorties des malades. En effet, bien que devant remplir les mêmes conditions que dans le secteur privé, les conducteurs ambulanciers des hôpitaux publics n'ont pas encore obtenu l'agrément de leur véhicule. Dans l'attente de cet agrément et suivant la loi n° 70-315 du 10 juillet 1970 (art. L. 51-1 du code de la santé publique) qui a institué un agrément uniquement pour les entreprises privées de transport sanitaire, les remboursements ne sont plus pris en considération par les caisses de sécurité sociale. Il est rappelé que les conducteurs ambulanciers possèdent le C.C.A. (certificat de capacité d'ambulancier) et tous les permis et ont de plus effectué un stage « radio ». Il faut remarquer qu'en plus des tarifs réduits des services publics, ce personnel hospitalier assure sur place une permanence vingt-quatre heures sur vingt-quatre heures et peut être accompagné d'un personnel complémentaire (infirmière, docteur, réanimateur) sans pour cela engager ses responsabilités en matière d'assurances. Les véhicules des hôpitaux publics remplissent

les conditions exigées pour l'agrément et sont munis, de plus, de matériels amovibles appartenant à leur établissement (incubateurs, oxygène, etc.). Il lui demande de bien vouloir accorder aux véhicules des établissements publics l'agrément qu'ils souhaitent en sauvegardant l'avenir des conducteurs ambulanciers. Il lui demande également quelles mesures il compte prendre pour assurer dans de meilleures conditions l'avenir et la sécurité du secteur public en cette matière.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les services ambulanciers des établissements d'hospitalisation publics sont dispensés de formalités de l'agrément prévu par la loi n° 70-615 du 10 juillet 1970. L'article L. 51-1 de cette loi réserve cet argument aux entreprises privées de transports sanitaires. En revanche, les droits et obligations définis par le règlement d'administration publique prévu audit article L. 51-1 sont applicables aux services publics assurant des transports sanitaires (art. L. 51-3 de la loi). Il convient toutefois d'améliorer les conditions de prise en charge par les organismes d'assurance maladie des transports effectués par les ambulances hospitalières. Des instructions sont en cours d'élaboration et devraient répondre à la question exprimée par l'honorable parlementaire.

Assurance vieillesse : régime général (montant des pensions).

27825. — 24 mars 1980. — M. Maurice Ligot appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des retraités du régime général de la sécurité sociale qui ont fait liquider leur pension avant 1975, et plus particulièrement de ceux dont la pension avait été établie avant le 1^{er} janvier 1972 et qui n'ont pu, de ce fait, bénéficier des dispositions de la loi du 31 décembre 1971. En effet, pour ces personnes, les bases de calcul de leur pension sont nettement moins avantageuses : le salaire de référence est celui des dix dernières années au lieu des dix meilleures années ; 120 trimestres sont pris en compte au lieu de 150 trimestres ; le taux est de 40 p. 100 du salaire au lieu de 50 p. 100. Le Gouvernement a, certes, accordé aux intéressés trois majorations forfaitaires successives, mais malgré ces majorations, la différence de traitement entre les deux catégories de retraités reste importante et est ressentie à juste titre comme une injustice. En conséquence, au moment où tous les retraités, sans distinction, vont être astreints au versement d'une cotisation d'assurance maladie, il lui demande si le Gouvernement a l'intention de prendre les mesures nécessaires à un rattrapage intégral en faveur des retraités ayant fait liquider leur pension avant le 1^{er} janvier 1975.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que pour des raisons essentiellement financières et de gestion (car il faudrait que les caisses procèdent dossier par dossier à une nouvelle liquidation, ce qui alourdirait considérablement les tâches de ces organismes et entraînerait un allongement des délais d'instruction des nouvelles demandes de pensions), les avantages de vieillesse liquidés sous l'empire d'une ancienne réglementation ne peuvent pas faire l'objet d'une nouvelle liquidation, compte tenu des textes intervenus postérieurement. Le Conseil d'Etat a d'ailleurs remarqué que lorsque l'application rétroactive d'un texte augmenterait son incidence financière, il appartient au législateur de faire l'arbitrage entre ses préoccupations de justice sociale en faveur des bénéficiaires et les considérations d'ordre économique ou sociale qui commandent de limiter la charge des prélèvements fiscaux ou autres que rendra nécessaires la mesure nouvelle ; par ailleurs, il ne faut pas non plus, dans le choix de la solution, ignorer les difficultés éventuelles de mise en œuvre pratique. Il convient de souligner à cet égard, qu'en raison des incidences financières très importantes de la loi du 31 décembre 1971, il n'a pas paru possible de lui faire prendre son plein effet dès 1972 et qu'elle n'a ainsi pu être mise en application que par étapes échelonnées au cours de la période transitoire de 1972 à 1975. Le régime général n'aurait donc pu supporter la charge supplémentaire qui aurait résulté d'une application rétroactive de la loi susvisée, et il ne saurait évidemment être envisagé de lui imposer maintenant une telle charge en l'état actuel du budget de la sécurité sociale. Cependant, la situation des pensionnés qui n'ont pu bénéficier ou n'ont bénéficié que partiellement de cette loi, a retenu toute l'attention des pouvoirs publics. C'est ainsi que les retraités dont la pension a été liquidée antérieurement au 1^{er} janvier 1972 sur la base de la durée maximum d'assurance applicable à l'époque ont bénéficié de trois majorations forfaitaires de 5 p. 100 ; quant à ceux dont la pension a été liquidée en 1972 et qui totalisaient le maximum de trimestres d'assurance afférent à cette année, deux majorations de 5 p. 100 ont été appliquées à leur prestation. Le forfait accordé a été, en général, plus élevé que ne l'exigeait la moyenne des durées d'assurance des intéressés. S'agissant des retraités dont la date d'entrée en jouissance de leur pension est comprise entre le 1^{er} janvier 1973 et le 1^{er} janvier 1975 et qui, en conséquence, n'ont pas bénéficié de ces majorations forfaitaires, il est rappelé qu'ils ont obtenu, en application du décret du 29 décembre 1972, la prise

en compte de leurs dix meilleures années pour la détermination du salaire annuel moyen ayant servi de base au calcul de leur pension. Il n'est pas possible actuellement de majorer forfaitairement leur pension ni d'accorder une nouvelle majoration forfaitaire aux retraités dont la pension a été liquidée antérieurement au 1^{er} janvier 1973 en raison, non seulement, du surcroît de charges immédiat qui en résulterait pour le régime général de la sécurité sociale, mais aussi de celui qu'entraînerait des demandes analogues émanant d'autres catégories de retraités qui n'ont pu bénéficier des récentes réformes intervenues dans ce régime.

Logement (allocations de logement).

28026. — 24 mars 1980. — M. Gérard Braun appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les problèmes soulevés par les conditions d'octroi de l'allocation de logement. Aux termes de la réglementation actuellement en vigueur, l'attribution de l'allocation de logement n'est consentie qu'à certaines catégories sociales : les jeunes de moins de vingt-cinq ans ; les jeunes ménages sans enfant mariés depuis moins de cinq ans ; les familles ayant des enfants à charge et percevant pour eux des prestations familiales ; les handicapés adultes reconnus par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel. Toutes les autres catégories de vingt-cinq à soixante ans en sont exclues, ainsi : les célibataires, les veufs, les familles n'ayant plus d'enfant à charge et qui ne sont pas handicapés. Or, parmi ces exclus, certaines situations sont particulièrement dramatiques : celles des personnes isolées, en chômage ou en maladie, qui n'ont que peu ou pas de ressources. La législation ancienne permettait à toute personne dont les ressources étaient insuffisantes de percevoir, après enquête, l'allocation de logement au titre de l'aide sociale. Cet avantage n'existe plus depuis le transfert à la C. A. F. de la plupart des allocations d'aide sociale. Il est non seulement souhaitable, mais nécessaire que chaque individu puisse avoir la possibilité de se loger décemment même si ses ressources sont temporairement ou définitivement réduites. C'est pourquoi il lui demande de promouvoir l'élargissement du droit à l'allocation de logement à toutes les catégories sociales, en particulier aux cas précis signalés. Ces dispositions auraient, en effet, l'avantage de résoudre de nombreux cas sociaux, en évitant l'escalade de l'endettement et certaines expulsions toujours pénibles.

Réponse. — L'aide personnalisée au logement instituée par la loi n° 77-3 du 3 janvier 1977 modifiée peut être attribuée à toute personne ayant ou non des enfants ou personnes à charge qui, notamment, est locataire d'un logement dont le bailleur a conclu une convention avec l'Etat, ou accède à la propriété de son logement au moyen des prêts définis par les articles R. 331-31 à R. 331-76 du code de la construction et de l'habitation. Le champ d'application de cette prestation économique, généralisée à l'ensemble du territoire métropolitain à compter du 1^{er} janvier 1978 est donc essentiellement défini par la nature du logement occupé dans le secteur locatif et par celle de prêts dans le secteur de l'accession à la propriété. Par conséquent, les personnes isolées dont le logement est éligible à l'aide personnalisée au logement peuvent bénéficier de cette prestation quel que soit par ailleurs leur statut familial et qu'ils aient ou non des enfants ou personnes à charge. Par contre, le champ d'application de l'allocation de logement visée à l'article L. 510 du code de la sécurité sociale est, s'agissant d'une prestation familiale financée comme telle, défini par l'article L. 536 dudit code en fonction du statut familial ou de la présence d'enfants ou de personnes à charge. De même le champ d'application de l'allocation de logement instituée par la loi du 16 juillet 1971 modifiée, prestation à caractère social financée par le fonds national d'aide au logement (F.N.A.L.) dont les recettes sont constituées par une cotisation employeur de 0,10 p. 100 assise sur le salaire plafonné et une subvention d'équilibre du budget du ministère de l'environnement et du cadre de vie, est défini par l'article 2 de ladite loi selon le critère de l'âge, du handicap ou de la nature de l'activité professionnelle. Il n'est pas envisagé de modifier le champ d'application de ces prestations qui, à terme, sont appelées à être progressivement remplacées par l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) dont le financement est en partie assuré par une contribution du fonds national des prestations familiales et du F.N.A.L., représentant les allocations de logement qui auraient été versées en l'absence de réforme.

Femmes (chefs de famille).

28115. — 24 mars 1980. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation préoccupante des enfants des femmes chefs de famille. Les conditions de vie qui sont faites à beaucoup de familles dans la société actuelle ne donnent pas les moyens de répondre aux besoins des enfants et ce manque de moyens est encore plus vivement ressenti par les enfants des familles de mères seules. De plus, les hausses incessantes des prix diminuent le pouvoir d'achat des familles

monoparentales qui requièrent une aide supplémentaire de la part des pouvoirs publics. C'est pourquoi, se faisant l'écho des revendications du syndicat des femmes chefs de famille, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que l'année internationale de l'enfant, proclamée en 1979, soit aussi en 1980, celles des « enfants à risques ».

Réponse. — Le Gouvernement est particulièrement conscient des nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les femmes chefs de famille qui doivent assurer seules l'éducation et l'entretien de leurs enfants. C'est pourquoi des efforts ont déjà été accomplis et vont être poursuivis dans les prochaines années pour améliorer la situation des femmes isolées. Sur le plan financier, la loi du 9 juillet 1976 leur assure un minimum de ressources permettant de faire face temporairement à leur situation. En effet, l'allocation de parent isolé leur garantit, pendant un an au moins et, le cas échéant, jusqu'au troisième anniversaire du dernier enfant, une allocation dont le montant est égal à la différence entre leur revenu familial et un minimum fixé actuellement à 1898 francs par mois pour une personne ayant un enfant à charge, cette somme étant augmentée de 474,50 francs par enfant supplémentaire. Pour l'octroi du complément familial, qui est servi à 170 000 familles monoparentales, un abattement forfaitaire sur leurs ressources est consenti aux personnes seules. Par ailleurs, le taux de l'allocation d'orphelin a été majoré de 50 p. 100 au 1^{er} janvier 1978. Parmi les mesures envisagées, l'institution dans le cadre de la sécurité sociale d'un régime d'assurance vie obligatoire devrait assurer pendant une certaine période un revenu minimum garanti aux veuves sans ressources suffisantes. Enfin, les femmes chefs de famille ayant au moins trois enfants bénéficieront du revenu minimum garanti.

Pharmacie (officines: Sarthe).

28236. — 24 mars 1980. — **M. Bertrand de Malgret** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'utilité de maintenir en zone rurale les pharmacies, en l'absence de pharmacies à proximité. En effet, elles constituent un élément de sécurité et de confort pour la population, notamment pour les retraités. Il lui demande quelle est sa politique générale dans ce domaine. S'agissant du cas particulier de la pharmacie de Poncé-sur-le-Loir, dans la Sarthe, qui doit prochainement fermer, alors même que la municipalité voisine de Ruillé-sur-Loir sollicite la création d'une pharmacie, il lui demande de hâter les études engagées, afin que le choix soit rapidement fait entre la réouverture de la pharmacie et la création d'une pharmacie. Ainsi pourrait être évitée l'interruption, récemment décidée, de la vente de produits pharmaceutiques dans ce secteur.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que si l'exercice de la pharmacie pouvait se justifier à une époque où les communications dans certaines régions isolées demeuraient difficiles, le développement des transports individuels et collectifs permet maintenant un approvisionnement normal des médicaments sur la plus grande partie du territoire. L'octroi d'une autorisation d'exercice de la pharmacie ne peut donc répondre qu'à une situation tout à fait particulière. Dans le secteur mentionné par l'honorable parlementaire, aucune demande de création d'officine n'a été présentée à l'autorité préfectorale.

Logement (allocation de logement).

28403. — 31 mars 1980. — **M. Arnaud Lepercq** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le refus du bénéfice de l'allocation de logement aux personnes locataires dans un village-retraite, et ce sur la base de la circulaire n° 61SS du 25 septembre 1978. Il souligne que, si effectivement ladite réglementation vise les personnes logées dans un village-retraite, elle ne semble cependant concerner que celles répondant à un statut juridique bien particulier, c'est-à-dire celles qui ont versé à leur entrée dans les lieux un capital global ou fractionné dans le temps, mais fixé d'avance. Aussi estime-t-il injuste et injustifiée l'application de ce texte à toutes les personnes qui elles, comme tout locataire, ont signé un bail d'occupation des lieux et qui, à ce titre, sont soumises aux droits et obligations qui en résultent, et notamment au délai de préavis si elles veulent quitter les lieux. En conséquence, il lui demande de bien vouloir réexaminer ce problème afin d'y apporter une solution équitable qui ne pénalise aucunement les locataires de villages-retraite.

Réponse. — La circulaire n° 61-SS du 25 septembre 1978, intervenue en accord avec les départements ministériels concernés, n'a fait que tirer les conséquences de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971 et de ses textes d'application ainsi que de l'interprétation qui en était donnée par les tribunaux. Toutefois, il est apparu, à la lumière de certains cas particuliers, que la situation juridique des personnes âgées résidant en village-retraite pouvaient, parfois, entrer dans

le cadre des textes existants. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale est donc intervenu auprès des autres ministres concernés et, notamment, du ministre de l'environnement et du cadre de vie, dont le budget assure l'équilibre du fonds national d'aide au logement créé par la loi précitée, en vue d'un nouvel examen de la situation au regard de l'allocation de logement des personnes concernées.

Prestations familiales (allocations familiales).

28570. — 31 mars 1980. — **M. Edmond Alphandery** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la qualité d'enfant à charge, au regard des prestations familiales, s'apprécie pour les enfants dépassant de moins de six mois l'âge de la scolarité et pour les apprentis de moins de dix-huit ans en tenant compte d'un seuil de rémunération inférieur à la base mensuelle de calcul des allocations, fixée actuellement à 949 francs. Il lui demande si cette base, pour évolutive qu'elle soit, lui paraît constituer un critère convenable de l'état de dépendance ou d'indépendance d'un adolescent vis-à-vis de sa famille.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que la loi n° 79-1130 du 28 décembre 1979 relative au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés a notamment prolongé jusqu'à dix-sept ans, pour les enfants à charge non salariés, et de dix-huit à vingt ans pour les apprentis, l'âge limite de versement des prestations familiales dans des conditions fixées par décret. A cette occasion, le Gouvernement a décidé de relever le seuil de rémunération maximum autorisé et de le fixer en fonction du S.M.I.C. Désormais, ouvriront droit aux prestations familiales les enfants et les jeunes énumérés à l'article L. 527 nouveau du code de la sécurité sociale, particulièrement les apprentis, dont la rémunération est inférieure à 55 p. 100 du S.M.I.C. Il a, en effet, été considéré qu'au-delà de cette limite un enfant ne pouvait plus être véritablement considéré comme étant à la charge de ses parents. Cette mesure qui a fait l'objet du décret n° 80-356 du 14 mai 1980 (applicable au 31 décembre 1979) est largement favorable aux familles puisqu'elle situera la rémunération limite à un niveau plus élevé que la base mensuelle des allocations familiales, soit, au 1^{er} mai 1980, 1 302,22 francs, au lieu de 949 francs, et que cette dernière n'est revalorisée qu'une fois par an, ce qui est différent pour le S.M.I.C. L'ensemble de ces mesures — prolongation de l'âge limite, relèvement de la rémunération maximum — constitue à cet égard une amélioration importante de la situation des familles ayant un enfant apprenti à charge.

Santé publique (orthophonie).

28828. — 7 avril 1980. — **M. Gérard Bapt** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la volonté affirmée par la fédération nationale des orthophonistes de mettre en place des structures de prévention, et de dépistage des troubles de la voix, de la parole et du langage. En matière de santé, les avantages d'une politique de prévention de dépistage sont évidents. L'intégration d'orthophonistes dans des équipes pluridisciplinaires, est, à ce sujet, éloquent et encourageante pour l'avenir. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faciliter et intégrer les orthophonistes dans les structures de prévention et de dépistage déjà existantes (P.M.I., dispensaires, C. A. M. S., hôpitaux...).

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'il n'existe pas, dans l'état actuel des connaissances médicales, de moyens de prévention des troubles de l'articulation et du langage chez le jeune enfant. Les actions menées actuellement portent essentiellement sur un dépistage précoce en vue d'une rééducation orthophonique des enfants atteints. La recherche systématique des troubles du langage et de l'articulation est prévue dans les bilans de santé des enfants de trois à quatre ans, faits en consultation de la protection maternelle et infantile ou dans les écoles maternelles. Ce dépistage de masse est réalisé de façon rapide par le médecin de protection maternelle et infantile. Celui-ci adresse ensuite les cas suspectés à l'orthophoniste qui effectue des examens détaillés permettant au médecin de préciser son diagnostic, et prend en charge les enfants atteints après prescription médicale ; compte tenu de la longueur d'un bilan orthophonique il n'est pas possible de la prescrire d'emblée et à titre systématique à tous les enfants de trois à quatre ans. Les orthophonistes n'interviennent donc que pour la confirmation d'un dépistage et pour le traitement. En ce qui concerne les centres d'action médico-sociale précoce, qui sont des centres de traitement ambulatoire des enfants atteints de handicaps divers et les centres psycho-médico-pédagogiques, les équipes pluridisciplinaires comportent de façon habituelle une orthophoniste chargée de la rééducation de l'articulation et du langage des enfants présentant des troubles à ce niveau. Dans le domaine de la psychiatrie, notamment, les orthophonistes participent déjà largement aux activités de secteur, soit en exerçant à temps complet dans une équipe pluridisciplinaire, dans un centre

hospitalier spécialisé ou dans un service de psychiatrie d'un hôpital général, soit, à temps partiel, pour le compte d'un département, dans les consultations de dispensaire d'hygiène mentale, par exemple. Le rôle que jouent les orthophonistes est essentiel et ne peut que se développer à l'avenir au sein des équipes de secteur. Dans les établissements hospitaliers publics, les orthophonistes sont plus particulièrement affectés dans les services O.R.L. où ils contribuent aux soins de rééducation, cependant ils participent à la prévention et au dépistage dans le cadre des consultations externes de ces services.

Assurance vieillesse : généralités (allocations non contributives).

28843. — 7 avril 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des retraités qui perçoivent le minimum vieillesse, qui correspond actuellement à 50 p. 100 du S.M.I.C. Il lui demande ce qu'il compte faire pour relever rapidement ce taux et permettre ainsi aux retraités de percevoir un minimum pour assurer leur subsistance.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que le minimum vieillesse connu, au cours de ces dernières années, une progression importante, plus accélérée même que celle des pensions et du S.M.I.C. Fixé à 5200 francs par an au 1^{er} janvier 1974, il a atteint 14600 francs au 1^{er} décembre 1979, soit une augmentation de 180 p. 100 en cinq ans. Par ailleurs, une majoration exceptionnelle de 200 francs a été attribuée, en application du décret n° 79-811 du 20 septembre 1979, à toutes les personnes bénéficiaires à la date du 1^{er} septembre 1979 de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, en application des articles L. 685 et L. 685-1 du code de la sécurité sociale, ainsi qu'aux personnes bénéficiaires à cette date de l'allocation viagère aux rapatriés âgés. Une nouvelle majoration, d'un montant de 150 francs, a été attribuée à toutes les personnes ayant bénéficié à la date du 1^{er} février 1980 de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité au titre de l'invalidité et de la vieillesse, ainsi qu'aux bénéficiaires, à cette date, de l'allocation viagère aux rapatriés âgés. Enfin, une nouvelle revalorisation du minimum vieillesse interviendra le 1^{er} juin 1980 en anticipant sur celle primitivement prévue au 1^{er} juillet 1980, compte tenu des circonstances économiques actuelles.

*Pétrole et produits raffinés
(taxe intérieure sur les produits pétroliers).*

29030. — 7 avril 1980. — M. Alain Léger attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des personnes handicapées contraintes à utiliser un véhicule pour assurer leurs déplacements. Ces personnes qui disposent très souvent de revenus très modestes connaissent les plus grandes difficultés pour faire face à la hausse du prix de l'essence. Certains devront même limiter fortement leurs sorties pour ne pas amputer leur budget et seront amenés à ne plus pouvoir quitter leur domicile, ne pouvant utiliser les transports en commun. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que les handicapés aient droit eux aussi au carburant détaxé qui leur permette d'utiliser leur véhicule pour leurs besoins médicaux et courants.

Réponse. — La logique de la politique menée par le Gouvernement en faveur des personnes handicapées consiste à leur assurer les moyens de s'insérer le mieux possible dans la société. Pour ce faire, plutôt que de multiplier les mesures ponctuelles d'exonérations ou de franchises diverses, qui ont l'inconvénient de constituer les personnes handicapées en un groupe spécifique, les pouvoirs publics ont décidé de procéder par une politique de revalorisation des ressources globales des intéressés, qui leur permette de faire face aux dépenses particulières qu'ils doivent exposer, notamment pour exercer une activité professionnelle. C'est pourquoi il n'est pas envisagé d'accorder sous forme de dégrèvements fiscaux ou de contingents de carburant à prix réduit une partie de l'aide aux personnes handicapées. Mais, en cas d'impossibilité d'utiliser les transports en commun, les frais de déplacements automobiles peuvent être pris en compte pour l'octroi de l'allocation compensatrice pour frais professionnels. Il faut également noter que les personnes handicapées peuvent, si elles remplissent certaines conditions, bénéficier de la gratuité de la vignette automobile ; les titulaires des macarons G.I.C. et G.I.G. bénéficient, quant à eux, de facilités de stationnement.

Prestations familiales (montant).

29153. — 14 avril 1980. — M. Christian Pierret attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le problème de la revalorisation des prestations familiales. L'augmentation actuelle de ces prestations, une fois par an, pénalise en effet très

sérieusement les familles étant donné l'augmentation des prix qui atteint 12 p. 100 par an. Il lui demande, afin d'améliorer le pouvoir d'achat des familles, d'étudier la possibilité d'une revalorisation des prestations familiales au moins deux fois par an, voire mieux encore une revalorisation trimestrielle.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que, conformément à l'article 1544 du code de la sécurité sociale, la base mensuelle de calcul des allocations familiales peut être revalorisée une, deux ou plusieurs fois par an pour tenir compte de la hausse des prix et garantir la participation des familles au progrès de l'économie. Le législateur n'a pas fixé de règle contraignante au Gouvernement, qui décide de la revalorisation des prestations familiales compte tenu des priorités qu'il a définies en matière d'aides aux familles, d'une part, et de la situation financière de la sécurité sociale, d'autre part. A cet égard, il est rappelé à l'honorable parlementaire que les efforts financiers récents ont conduit à un relèvement de la base mensuelle de calcul des allocations familiales de 11,6 p. 100 au 1^{er} juillet 1979 (10,5 p. 100 au titre des prix, augmenté de 1,5 p. 100 au titre du pouvoir d'achat), à la modification du montant des allocations familiales versées au troisième enfant, de manière à garantir au minimum 1000 francs aux familles de trois enfants bénéficiaires du complément familial, aux majorations exceptionnelles de l'allocation de rentrée scolaire, du complément familial et de l'allocation de logement, pour tenir compte de la hausse des prix de l'énergie. Pour 1980, le Gouvernement procède, d'une part, à une revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales au 1^{er} juillet de 15,2 p. 100 (soit 13,7 p. 100 au titre des prix et 1,5 p. 100 au titre du pouvoir d'achat), d'autre part, à un nouveau relèvement du montant des allocations familiales perçues par les familles nombreuses. Le Gouvernement entend ainsi doubler pour ces dernières la progression du pouvoir d'achat de leurs allocations familiales. Ces deux mesures constitueront une dépense de trois milliards de francs, à laquelle doit s'ajouter la mise en œuvre de la majoration des allocations postnatales en faveur du troisième enfant. En conséquence, il n'est pas envisagé d'étudier dans l'immédiat la possibilité d'une revalorisation pluriannuelle des prestations familiales ainsi que le souhaiterait l'honorable parlementaire.

Santé publique (hygiène alimentaire).

29181. — 14 avril 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la publicité qui vise à encourager une consommation excessive de médicaments ou d'aliments très riches en sucre ou en matières grasses de plus en plus déconseillés à un grand nombre de personnes. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour limiter ce type de publicité.

Réponse. — Le contrôle de la publicité faite en faveur des produits alimentaires est un contrôle de conformité et de qualité du produit, relevant de la compétence du ministère de l'Agriculture. Toutefois, conscient de la nécessité d'amener la population à un plus juste équilibre nutritionnel, en particulier en limitant la consommation excessive de sucre et de graisses d'origine animale, pouvant avoir une incidence sur certaines maladies cardiovasculaires ou l'obésité, le ministère de la santé développe depuis 1977 une information spécifique auprès du public. L'objectif est de rendre plus responsable chacun d'entre nous à l'égard de sa santé par une meilleure connaissance des aliments consommés afin de « manger juste ». Le contrôle de la publicité en faveur des médicaments est prévu par les articles L. 551, L. 552, L. 556, R. 5045 et suivants du code de la santé publique ; il vise à prévenir une publicité excessive ou erronée en faveur des médicaments et à garantir la qualité de l'information ainsi diffusée auprès du corps médical ou pharmaceutique et du public. Dans ce contexte, la commission de contrôle de la publicité, appelée à se pencher sur la question du bien-fondé de l'indication de la teneur en sucre sur le conditionnement des spécialités pharmaceutiques, a estimé que cette précision ne présentait pas d'utilité pour le public en raison de la saveur même des formes galéniques à forte concentration en sucre, telles les sirops par exemple. Dans ces cas, les diabétiques ou tous autres utilisateurs pour qui le sucre est déconseillé, sont toujours très conscients de cette présence. En ce qui concerne les formes dans lesquelles la présence de sucre n'apparaît pas avec une telle évidence, les quantités sont à l'inverse négligeables, compte tenu des doses ingérées dans l'alimentation, y compris en cas de régime hypocalorique ou hypoglycémique.

Assurance maladie maternité (prestations).

29280. — 14 avril 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la nécessité de considérer l'alcoolisme comme une maladie de longue durée si l'on veut donner à tous ceux qui en sont les victimes le maximum

de chances d'espérer une guérison véritable et une bonne réinsertion professionnelle et sociale. A notre époque, il n'est plus acceptable que la volonté et le courage de se guérir soient, pour les catégories sociales les plus démunies, mis en échec en raison de l'insuffisance de la prise en charge financière. En conséquence, il lui demande de bien vouloir envisager les conséquences immédiates d'une reconnaissance de l'alcoolisme comme maladie de longue durée, et de faire en sorte que la prise en charge à 100 p. 100 du ticket modérateur des cures de désintoxication et des post-cures médicales requises, devienne effective dans les plus brefs délais.

Réponse. — L'honorable parlementaire est informé que dans un certain nombre de cas, la réglementation de sécurité sociale permet à l'assuré d'être remboursé de l'intégralité des frais correspondant aux soins prodigués. L'exonération du ticket modérateur s'applique, notamment, dans le cadre d'une hospitalisation d'une durée supérieure à trente jours et dans celui d'une affection nécessitant un traitement prolongé et une thérapeutique coûteuse. En outre, les caisses primaires d'assurance-maladie peuvent prendre en charge sur leur fonds d'action sanitaire et sociale la participation de l'assuré dans tous les cas où l'insuffisance de ses ressources, compte tenu des charges familiales et des dépenses occasionnées par la maladie, le justifie. En conséquence, les malades en cure de désintoxication sont susceptibles de bénéficier des mesures susvisées. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait, par ailleurs, observer que les centres d'hygiène alimentaire et les dispensaires d'hygiène mentale sont mis à la disposition des malades alcooliques pour les traitements ambulatoires et pour l'aide médico-sociale de post-cure, sans qu'aucun paiement du ticket modérateur ne soit réclamé à ces malades.

Drogue (lutte et prévention).

29330. — 14 avril 1980. — M. Joseph-Henri Maujōan du Gasset demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il est exact que l'utilisation de substances hallucinogènes a augmenté, récemment, en secteur rural.

Réponse. — Selon les informations reçues, l'utilisation de substances hallucinogènes dénoncée par l'honorable parlementaire a été signalée en secteur rural où l'on a constaté une curiosité accrue et l'emploi localisé par les intoxiqués de certains végétaux poussant à l'état sauvage et renfermant des principes actifs à effet hallucinogène. Cette forme d'abus est suivie avec attention afin de prévenir autant que possible son extension.

Professions et activités paramédicales (infirmiers et infirmières : Dordogne).

29305. — 14 avril 1980. — M. Lucien Dufard attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des infirmiers (ères) diplômés depuis janvier 1980. A Périgueux, sur une promotion de 64 infirmiers (ères) : dix-sept ont été embauchés à l'hôpital de Périgueux, un à l'hôpital de Bergerac, un à l'hôpital de Nontron ; trente-deux ont trouvé du travail dans divers services publics ou privés du département ou hors département ; treize sont encore sans emploi, à ce jour, malgré un manque évident de personnel infirmier. D'autre part, il semble que les contrats de promotion professionnelle ne soient plus une garantie d'emploi. En effet, les hôpitaux de Périgueux et de Bergerac ont refusé d'embaucher des infirmières sous contrat. En conséquence, il lui demande de prendre les dispositions nécessaires pour que cesse une telle situation.

Réponse. — Il est tout d'abord précisé que les infirmiers diplômés d'Etat ayant accompli leurs études au titre de la promotion professionnelle à Périgueux ont tous été recrutés par les établissements qui leur ont accordé le bénéfice de cette promotion. Sur les soixante-quatre élèves diplômés en janvier 1980 du centre hospitalier de Périgueux, trente et un ont été recrutés dans le secteur public, treize dans le secteur privé et neuf exercent librement leur profession. En mars 1970, onze infirmiers étaient toujours à la recherche d'un emploi. Cependant, à la mi-mai, quatre seulement étaient inscrits au chômage. Par ailleurs, il est à signaler que des emplois leur ont été proposés hors du département. Ainsi, la situation n'est sensiblement améliorée. Il n'en reste pas moins nécessaire d'exercer au plan national un contrôle vigilant sur le nombre d'admissions prononcées dans les écoles d'infirmiers, afin d'éviter que le nombre de diplômés délivrés chaque année ne soit supérieur aux besoins. Tel a été l'objet de la circulaire D. G. S./26/P. S. 2 du 28 mai 1980 qui a prescrit aux autorités locales d'établir, dans chaque région, une programmation rigoureuse des effectifs entrant dans les écoles à la prochaine rentrée.

Chômage : indemnisation (allocation pour perte d'emploi).

29341. — 14 avril 1980. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'inadaptation — et sur ses conséquences — des modalités de recrutement des agents temporaires des centres hospitaliers qui effectuent des remplacements de congés annuels ou de maladie. Les agents recrutés temporairement dans ces conditions peuvent bénéficier, lorsqu'ils ont effectué 1 000 heures de travail pendant une année, d'une allocation pour perte d'emploi quand leur contrat de travail expire. Dans le secteur privé, cette allocation est payée par l'Assedic, organisme auprès duquel l'employeur a cotisé. Dans le secteur public, en revanche, c'est l'hôpital qui paie l'allocation. Il en résulte que les établissements hospitaliers cherchent par un contrôle très strict du temps d'emploi, à échapper au paiement de l'allocation. Les travailleurs temporaires sont les premières victimes de cette situation. Les hôpitaux tendent à employer en effet des personnes n'ayant pas encore travaillé, ou à débaucher celles qui atteignent 963 heures de travail. De même, les demandeurs d'emploi dans d'autres secteurs ne sont pas recrutés dans les hôpitaux sur des postes de remplacement en raison de cette barre des 1 000 heures de travail. Il apparaîtrait plus juste sur le plan du fonctionnement hospitalier, plus favorable également aux demandeurs d'emploi, que les hôpitaux aient la faculté de s'affilier et de cotiser auprès des Assedic. Cela permettrait un recrutement du personnel de remplacement sans arrière-pensée financière. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — En matière d'indemnisation du risque chômage, tous les agents publics non titulaires, qu'ils soient agents de l'Etat, des collectivités locales ou de leurs établissements publics, sont soumis au même régime. Il ne peut donc être envisagé d'adopter des dispositions particulières pour les agents des établissements hospitaliers publics.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

29432. — 21 mars 1980. — M. Gilbert Barbier attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la réglementation relative aux conditions de reprise du travail du personnel des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics à la suite d'un congé de longue durée. Il lui expose que ces congés de longue durée « ne sauraient être accordés ou renouvelés qu'après avis du comité médical départemental chargé d'examiner les fonctionnaires de l'Etat ». Or, il arrive fréquemment que cet organisme émet un avis de reprise à mi-temps, ce qui est profitable à l'intéressé et à son administration. Mais si les agents se trouvant en congé de longue durée bénéficient de l'article L. 856 du code de la santé publique, c'est-à-dire s'ils conservent pendant les trois premières années l'intégralité de leur traitement, au contraire, lorsqu'ils reprennent une activité à mi-temps leur situation est appréciée d'après le décret n° 76-370 du 22 avril 1976 relatif aux modalités d'application du régime de travail à temps partiel des agents des établissements d'hospitalisation publics qui précise que « les agents exerçant leurs fonctions à mi-temps perçoivent 50 p. 100 du traitement afférent, de l'indemnité de résidence, et du supplément familial de traitement afférent à leur emploi, grade classe et échelon ». Comme ce texte ne prévoit aucune exception, il apparaît que les agents sont incités pécutairement à rester le plus longtemps possible en congé de longue durée et à ne reprendre leur travail que lorsqu'ils sont aptes à assumer des fonctions à temps plein ou à faire un sacrifice financier dénué de cause pour le bien de la collectivité. Il lui demande, en conséquence, de prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette anomalie en ne lésant ni les intérêts des agents, ni ceux de la collectivité.

Réponse. — Lorsqu'un agent hospitalier titulaire est autorisé, après avis du comité médical, à reprendre ses fonctions à temps partiel après un congé de longue durée, ses droits à rémunération sont appréciés conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n° 76-370 du 22 avril 1976. Si l'intéressé exerce ses fonctions à mi-temps, il perçoit 50 p. 100 du traitement, de l'indemnité de résidence et du supplément familial afférents à son emploi, grade, classe et échelon, ou 75 p. 100 de ses émoluments ainsi définis, s'il est autorisé à travailler à trois quarts de temps. Il n'en reste pas moins que, comme l'indique l'honorable parlementaire, un agent hospitalier titulaire qui reprend ses fonctions à temps partiel avant d'avoir épuisé la totalité de ses droits à congé de longue durée rémunéré à plein traitement, soit trois ans, gagne moins en travaillant qu'en ne travaillant pas. Ce problème fait actuellement l'objet d'une étude en ce qui concerne les fonctionnaires de l'Etat. Les agents des établissements d'hospitalisation publics bénéficiant en règle générale des mêmes avantages que les agents de

l'Etat, de nouvelles dispositions pourraient être envisagées à leur profit, dans l'hypothèse où la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'Etat viendrait à être modifiée.

Assurance maladie maternité (cotisations).

29433. — 21 avril 1980. — M. Gilbert Barbier s'étonne auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de l'ampleur de l'augmentation des cotisations d'assurance maladie des vétérinaires praticiens français depuis 1978. Il lui demande de bien vouloir lui préciser leur ventilation ainsi que les mesures qu'il compte prendre de manière concertée avec les organismes professionnels afin de ne pas laisser se détériorer la situation des vétérinaires praticiens français dont le triple rôle économique, social et humanitaire est particulièrement important, dans le milieu rural notamment.

Réponse. — Le décret n° 79-203 du 12 mars 1979 a, pour tous les assurés relevant du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles, déplaçonné un certain nombre de points de cotisation, à l'image des mesures prises dans d'autres régimes et, notamment, dans le régime général. Il s'en est suivi, pour les professions dont les revenus sont supérieurs au plafond, un effort contributif accru dont le Gouvernement mesure pleinement l'importance. Mais cet effort de solidarité était indispensable à l'équilibre et à la survie même du régime; à défaut, et compte tenu du rythme d'augmentation des dépenses, un déficit important aurait été enregistré en 1979. Cette situation n'était pas propre au régime des travailleurs non salariés. Les salariés du régime général ont dû faire face au 1^{er} janvier 1979 à un déplaçonnement partiel d'ampleur globale supérieure et se sont vus demander, à partir du 1^{er} août 1979 et pour dix-huit mois, une contribution exceptionnelle de 1 p. 100 du salaire; la situation financière rééquilibrée du régime des travailleurs non salariés non agricoles a permis de dispenser ceux-ci de cette contribution exceptionnelle, qui a été demandée à tous les autres régimes. Il convient, du reste, de rappeler que dans le régime des non-salariés certaines règles viennent atténuer la proportionnalité entre cotisations et revenus du fait de l'existence de deux plafonds. Le premier fixe le taux plein, le second détermine le seuil au-delà duquel aucune cotisation n'est appelée. La différence est importante par rapport aux autres régimes dans lesquels une partie des cotisations est complètement déplaçonnée et porte donc sur l'intégralité des revenus. Les professions libérales sont ici nettement favorisées par rapport aux salariés moyens et supérieurs. Il n'en demeure pas moins que l'essentiel est désormais de modérer la progression des dépenses. Le Gouvernement s'est engagé sur cette voie par un ensemble de mesures qui visent les causes réelles de la croissance des dépenses et qui porteront progressivement leurs effets.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

29438. — 21 avril 1980. — M. René Feit exprime à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale son inquiétude face à la diminution progressive du nombre d'établissements qui pratiquent des accouchements. Cette situation, qui résulte tant de la baisse rapide de la natalité que de la concentration des équipements spécialisés en un très petit nombre de localités sur le territoire national, et en particulier dans certains départements comme la Dordogne, risque de s'aggraver encore par la fermeture de nombreuses maternités, tout particulièrement dans les régions déjà défavorisées à faible densité de population; c'est ainsi que d'ores et déjà de nombreuses localités sont distantes de plus de cinquante kilomètres de la maternité la plus proche. Il lui expose que, dans les conditions actuelles et par suite des nouvelles dispositions en vigueur en matière d'interruption volontaire de grossesse qui prévoient l'ouverture de nouveaux centres sur l'ensemble du territoire national, il apparaît qu'il deviendra bientôt plus facile de recourir à l'I.V.G. que d'accoucher. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour aider au maintien d'une densité satisfaisante de maternités, dans le but de lutter efficacement contre la baisse démographique inquiétante de notre pays, et s'il ne lui paraît pas opportun de moduler l'implantation de centres d'I.V.G. en fonction du nombre d'accouchements enregistrés dans les maternités dans les zones particulièrement touchées par la chute de la démographie.

Réponse. — Globalement, dans la France entière, le nombre de lits de gynécologie-obstétrique est passé de 33 354 en 1974 à 32 584 en 1978, ce qui représente une diminution de 2,3 p. 100; cette diminution de lits n'a pas fait apparaître un manque d'équipement puisque les coefficients d'occupation des services de gynécologie-obstétrique restent faibles, notamment dans le département de la Dordogne; ces coefficients, pour les trois secteurs de ce département, sont de 53 p. 100, 32 p. 100 et 28 p. 100; le coefficient d'occupation moyen pour la France entière est de 66 p. 100.

Les fermetures qui sont intervenues ont affecté plus particulièrement les maisons d'accouchement privées de petite capacité; le décret n° 72-162 du 21 février 1972, en fixant les normes minimales de capacité, d'équipement et de personnel, a incité les responsables de ces établissements à se regrouper et permis ainsi une amélioration très sensible des conditions de l'accouchement. D'ailleurs, les femmes enceintes mieux informées désertent les établissements qui ne permettent pas d'assurer une surveillance de la grossesse et de l'accouchement telle qu'on la conçoit en 1980. Elles préfèrent s'adresser aux services d'obstétrique correctement équipés et dotés de personnels spécialisés rompus aux techniques modernes. Cette évolution de comportement liée aux progrès de l'éducation sanitaire, peut entraîner, pour quelques services réputés, une suroccupation des lits le plus souvent saisonnière. La réduction de la natalité ne paraît donc pas liée à la capacité d'accueil des maternités et encore moins à une concurrence que les lits occupés par les interruptions volontaires de grossesse feraient aux lits d'obstétrique. En effet, les services de gynécologie-obstétrique comportent deux secteurs distincts: la gynécologie et l'obstétrique. En outre, dans de nombreux hôpitaux, les unités d'interruptions volontaires de grossesse sont entièrement distinctes de ces services. Dans ces conditions, la fixation de quotas en pourcentage des accouchements pour le nombre de lits d'interruptions volontaires de grossesse apparaît beaucoup trop rigide et, à la limite, dangereuse puisqu'elle conduirait à considérer comme normale et définitive l'intervention d'un nombre prédéterminé d'interruptions volontaires de grossesse.

Prestations familiales (allocations familiales).

29557. — 21 avril 1980. — M. Michel Aurillac rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que l'article 7 de la loi n° 79-1130 du 28 décembre 1979 a modifié les dispositions de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale. Le nouveau texte a pour effet de prolonger le service des allocations familiales jusqu'à vingt ans pour les enfants à charge placés en apprentissage, ainsi que pour ceux qui sont en stage de formation professionnelle au sens du livre IX du code du travail. Les conditions d'application du texte doivent être fixées par un décret en Conseil d'Etat. Plus de trois mois après la promulgation de la loi du 28 décembre 1979, le décret en cause n'a pas encore été publié. Il lui demande quand ce texte paraîtra, il souhaiterait également savoir s'il contiendra des dispositions relatives aux enfants à charge qui suivent un apprentissage à caractère agricole.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que le texte d'application de l'article L. 527 nouveau du code de la sécurité sociale fait l'objet du décret n° 80-256 du 14 mai 1980. Ce texte fixe à 55 p. 100 du S. M. I. C. le seuil de rémunération maximum autorisé pour qu'un enfant soit considéré comme à charge. Il apporte une double amélioration à la réglementation précédente: ce seuil se situe à un niveau plus élevé que celui de la base mensuelle des allocations familiales, soit actuellement 1 302,22 francs au lieu de 949 francs et il suivra les revalorisations successives du S. M. I. C. alors que la base mensuelle des allocations familiales est revalorisée généralement une fois par an. Ce seuil de rémunération s'applique à toutes les catégories d'enfants énumérées à l'article L. 527 du code de la sécurité sociale et en particulier aux enfants qui suivent une formation d'apprenti à caractère agricole. Il est en outre précisé que le décret précité prend effet au 31 décembre 1979 afin que la prolongation de l'âge limite de versement des prestations familiales et le relèvement de la rémunération maximum autorisée entrent en vigueur de façon simultanée au profit des familles.

Etablissements d'hospitalisation de soins et de cure (personnel).

29654. — 21 avril 1980. — M. Christian Pierret attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation injuste dont sont victimes les personnels hospitaliers d'encadrement (surveillant(e)s des services médicaux, surveillant(e)s généraux, infirmier(e)s généraux et généraux adjoints) titulaire du certificat cadre-infirmier. Il apparaît en effet, au moins à l'assistance publique de Paris, que les aides-soignant(e)s devenu(e)s infirmier(e)s par promotion professionnelle sont intégré(e)s dans leur nouveau grade à leur ancien échelon alors qu'auparavant ils l'étaient sur la base de leur ancien indice. Si cette initiative est heureuse dans la mesure où elle récompense les efforts accomplis pour suivre une formation professionnelle complémentaire, elle devrait également bénéficier aux infirmier(e)s ayant suivi la formation des écoles de cadres. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cesse cette injustice.

Réponse. — Il est tout d'abord précisé que les aides-soignants ayant obtenu le diplôme d'Etat d'infirmier ne sont pas, actuellement, « intégrés dans leur nouveau grade à leur ancien échelon alors qu'auparavant ils l'étaient sur la base de leur ancien indice ».

comme l'indique l'honorable parlementaire. En fait, les intéressés sont reclassés dans leur nouveau grade en prenant en compte une fraction de l'ancienneté acquise dans leur emploi d'origine, conformément aux dispositions du décret n° 73-215 du 27 février 1973, alors qu'auparavant ils étaient classés à un échelon comportant un indice égal ou immédiatement supérieur à celui précédemment détenu. Cette règle du maintien d'une fraction de l'ancienneté acquise leur permet d'être reclassés à un indice supérieur à celui qu'ils auraient atteint selon l'ancienne réglementation. Il convient de remarquer que les dispositions du décret du 27 février 1973 s'appliquent non seulement aux aides-soignants devenus infirmiers, mais également à tous les agents du niveau des catégories C et D nommés à certains emplois du niveau de la catégorie B. Ces dispositions sont étroitement démarquées de celles dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat de même niveau. En revanche, lorsqu'un infirmier est promu surveillant, il ne peut bénéficier du maintien d'une fraction de l'ancienneté acquise, et est classé à un échelon comportant un indice égal ou immédiatement supérieur à celui détenu précédemment. Cette règle est également étroitement démarquée de celle applicable aux fonctionnaires. Le fait que l'agent soit titulaire du certificat cadre-infirmier lui permet d'être nommé surveillant au bout de cinq ans au lieu de huit ans, mais les règles de classement dans l'emploi de surveillant sont identiques, que l'infirmier soit ou non titulaire du certificat-cadre. La différence que l'on peut constater entre les deux modalités de classement citées ci-dessus s'explique par le fait que compte tenu des différences entre les échelles de rémunération afférentes aux emplois des niveaux C et D et celles afférentes aux emplois de niveau B, dans la plupart des cas, lorsque des agents de niveau C ou D accèdent à des emplois de niveau B, la règle du classement à indice égal a pour conséquence de classer tous les intéressés au premier échelon de leur nouvel emploi, quelle que soit leur ancienneté dans leur emploi d'origine; c'est le cas des aides-soignants nommés à un emploi d'infirmier. En revanche, les emplois d'infirmier, surveillant et surveillant-chef sont tous trois du niveau de la catégorie B et les échelles de rémunération afférentes à ces trois emplois sont relativement proches; il n'est donc pas nécessaire d'appliquer la règle du maintien d'une fraction de l'ancienneté acquise, le classement à indice égal ou immédiatement supérieur permettant déjà aux intéressés, dans la plupart des cas, d'être nommés, dans leur nouvel emploi, à un échelon supérieur au premier échelon, selon l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans l'emploi d'origine. Il ne peut donc être envisagé de modifier les règles actuellement applicables dans ce domaine aux agents hospitaliers publics; en tout état de cause, ces règles ne pourraient être modifiées que dans le cas éventuel où les textes applicables aux fonctionnaires de l'Etat seraient aménagés.

Médecine (médecine scolaire).

29586. — 21 avril 1980. — M. Jean-François Mancel appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'absolue nécessité d'assurer la vérification de l'état de santé des enfants fréquentant les établissements scolaires par des visites médicales périodiques. Actuellement, une seule visite a lieu lors de l'entrée au cours préparatoire, la seconde vérification se situant lorsque l'enfant entre en classe de sixième. Aucune autre visite systématique n'intervient en principe entre ces deux examens médicaux, pas plus qu'un bénéfice des enfants fréquentant l'école maternelle. Or la prévention des maladies et des handicaps s'avère particulièrement nécessaire, tout d'abord pour l'enfant à qui des chances supplémentaires sont données de ce fait pour la poursuite d'une scolarité normale, mais aussi sur le plan des dépenses de santé supportées par la collectivité, dépenses qui seront naturellement moins élevées si elles concernent un dépistage, lequel évite des traitements éuratifs souvent très onéreux. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir, en liaison avec son collègue M. le ministre de l'éducation, prendre les dispositions qui s'imposent, en prévoyant notamment des médecins scolaires et du personnel paramédical en nombre suffisant, afin que des visites médicales soient organisées systématiquement, tout d'abord lors de l'entrée à l'école maternelle et ensuite au cours du cycle élémentaire, au minimum deux fois, en cours élémentaire première année et en cours moyen deuxième année, par exemple.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale partage entièrement les préoccupations de l'honorable parlementaire quant à l'importance du dépistage des handicaps chez l'enfant. Cependant, il tient à lui rappeler que le dépistage de toute anomalie sensorielle, motrice ou mentale est d'autant plus efficace qu'il est précoce. C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'est organisée, au titre de la protection maternelle et infantile, conformément à l'article L. 164 du code de la santé publique, une surveillance sanitaire et sociale préventive pour tous les enfants jusqu'au début de l'obligation scolaire. Le décret n° 73-267 du 2 mars 1973 portant application des articles L. 164-1 et L. 164-2 du code de la santé publique a fixé les examens de santé obli-

gatoires donnant lieu à la délivrance de certificats de santé aux huitième jour, neuvième mois et vingt-quatrième mois. Le dépistage des handicaps est poursuivi par la protection maternelle et infantile à l'occasion du bilan de trois-quatre ans effectué dans les écoles maternelles avec le concours du service de santé scolaire, surtout en milieu rural. Le dépistage des handicaps est encore la préoccupation essentielle des médecins de santé scolaire lorsqu'ils effectuent le bilan de six ans dont bénéficient les enfants à l'entrée à l'école élémentaire. Pour les handicaps qui pourraient ne se révéler que tardivement, leur dépistage devrait pouvoir être effectué lors des deux autres bilans de santé effectués par la santé scolaire (en C.M. 2, en sixième et à l'occasion de toute décision d'orientation). Mais la prévention que doit assurer ce service paraît devoir s'orienter beaucoup plus, d'une part, vers un développement des actions d'éducation pour la santé en fonction des besoins de chaque département et, d'autre part, vers une surveillance de l'hygiène des différents milieux de vie de l'enfant.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

29783. — 21 avril 1980. — M. Louis Darinot attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le cas d'une jeune femme employée temporairement dans un établissement hospitalier. Fin 1979, elle passe avec succès des tests d'aide soignante et elle est autorisée à suivre des cours à partir du début 1980. En février, elle signale à la D.A.S.S., dont elle dépend, qu'elle attend un deuxième enfant et lors d'une réunion du comité technique de l'hôpital son cas est étudié. La décision qui est alors prise par la D.A.S.S. l'est en application de dispositions réglementaires qui s'imposent à elle; cette jeune femme est rayée de l'école des aides-soignantes, perd également le bénéfice de son entrée et reste donc employée temporaire alors qu'elle avait, avec beaucoup de bonne volonté, essayé d'apprendre un métier. En conséquence, il lui demande si cette situation scandaleuse est légale et si la nouvelle politique qui tend à favoriser la natalité et à améliorer le sort des femmes qui travaillent n'est pas pour ce cas particulier remise en cause.

Réponse. — Il est indiqué à l'honorable parlementaire que le cas de la jeune femme employée temporaire dans un établissement hospitalier public a été examiné par le conseil technique du centre de formation d'aides-soignants; ce conseil a estimé que le congé de maternité de seize semaines auquel l'intéressée est en droit de prétendre va réduire d'un tiers la scolarité d'une année pour la préparation au certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-soignante: cette jeune femme ne peut donc se présenter à l'examen final du C.A.P. d'aide-soignante. Toutefois, les tests subis fin 1979 restent valables pour son admission à la formation d'aide-soignante à la scolarité suivante.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers (Vienne)).

29524. — 21 avril 1980. — M. Jacques Santrol attire une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la gravité de la situation que connaît actuellement le centre hospitalier régional de Poitiers par suite des mesures discrétionnaires et irrationnelles prises par le ministère concernant l'attribution d'effectifs supplémentaires liés à l'ouverture du nouvel hôpital. En dépit d'une grande volonté de concertation, de la venue, sur place, de plusieurs inspecteurs généraux, la demande formulée par le conseil d'administration de 607 agents a été ramenée arbitrairement à 280 agents, sans aucune justification, ni explication, et pour un nombre de lits actifs sensiblement identique. Cette décision conduit à démanier de façon alarmante les services logistiques, techniques et généraux, et à maintenir, sans aucune possibilité d'amélioration, le ratio agent-lit observé actuellement dans les services médicaux. Face à cette décision, le conseil d'administration, à la majorité de ses membres, a refusé de cautionner l'ouverture du nouvel hôpital et demandé au ministre de prendre ses responsabilités en donnant l'ordre écrit à la direction générale de procéder à cette ouverture, ordre qui n'a toujours pas été donné, malgré les délibérations, les courriers et un télégramme envoyé le 3 avril à l'initiative du conseil d'administration réuni en séance extraordinaire. Les syndicats F.O., C.G.T. et C.F.D.T. ont déclenché une grève de dix-jours dont le ministère supporte l'entière responsabilité. Il lui demande donc: 1° de revenir sur sa décision et d'accorder les postes qui lui étaient demandés; 2° de communiquer au conseil d'administration les rapports des différents inspecteurs généraux, en application de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1979 qui stipule que le président du conseil d'administration et le directeur de l'établissement sont tenus informés des conclusions des contrôles; 3° de manière générale, de considérer les institutions hospitalières mises en place par le législateur, comme le conseil d'administration et le comité technique paritaire, comme des institutions pleinement responsables.

Réponse. — Les problèmes posés par l'ouverture en 1980 du nouvel établissement du centre hospitalier régional de Poitiers, notamment les moyens en personnel nécessaires ont été examinés avec une attention particulière à l'occasion du budget 1980. Il a été tenu le plus grand compte des propositions résultant des interventions de la mission d'assistance technique et de l'inspection générale des affaires sociales diligentées en fin 1979, ainsi que des délibérations prises par le conseil d'administration de cet établissement. La création de 260 postes venant s'ajouter aux 250 postes accordés lors du budget primitif 1979 au titre de l'ouverture du plateau technique de la Milétrie, a été autorisée. Cette dotation complémentaire doit permettre un fonctionnement normal du nouvel hôpital grâce, notamment à un redéploiement des effectifs affectés dans les services transférés de l'ancien hôpital et qui, en ce qui concerne les seuls personnels d'hospitalisation au « lit du malade », s'élevaient déjà à 813 agents. Elle assure par ailleurs l'amélioration sensible du taux d'encadrement du centre hospitalier régional de Poitiers. En effet, les mesures mentionnées ci-dessus portent l'effectif budgétaire de l'établissement à 2 860 agents, à l'exclusion des postes inscrits aux budgets annexes pour 2 133 lits (contre 2 600 agents pour 2 035 lits en 1979). Ces décisions tiennent compte à la fois des directives gouvernementales en matière d'évolution des dépenses hospitalières et des besoins particuliers rendus nécessaires par la modernisation du centre hospitalier régional de Poitiers. Il a ainsi été possible d'assurer le devenir de cet établissement et son rayonnement régional avec une augmentation des prix de journée raisonnable, alors que les propositions initiales comportaient des prévisions d'augmentation des prix de journée voisines de 50 p. 100.

Sécurité sociale (action sanitaire et sociale).

29832. — 28 avril 1980. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la façon dont est déterminé le plafond de ressources limitant le droit à bénéficier de la prime de vacances versée aux familles par les caisses d'allocations familiales. Compte tenu du montant de ce plafond fixé à 2 300 francs de ressources par mois, les familles de trois enfants se trouvent de fait écartées du bénéfice de cette prime, y compris lorsque l'un des parents est seul à travailler et ne gagne que le S. M. I. C., puisque les allocations familiales sont comptabilisées comme ressources. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à une situation tout particulièrement pénalisante pour les familles de trois enfants.

Réponse. — Les bons vacances sont des prestations d'action sociale versées par les caisses d'allocations familiales. Aucune instruction ministérielle n'en fixe les conditions d'attribution. Celles-ci sont définies par le conseil d'administration des caisses d'allocations familiales. En effet, la réglementation d'action sociale, telle quelle résulte notamment des dispositions du décret n° 68-327 du 5 avril 1968, a accordé aux caisses une large autonomie dans le domaine de l'action sociale. C'est ainsi que la plupart des conseils d'administration des caisses d'allocations familiales fixent un plafond de ressources, de telle sorte que les demandes de bons vacances qui leur sont présentées n'exèdent pas leurs possibilités financières. En conséquence, le ministre de la santé et de la sécurité sociale ne peut contraindre un conseil d'administration à adopter des règles spécifiques dans ce domaine.

Baux (baux d'habitation).

29838. — 28 avril 1980. — M. Pierre Godetroy attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés rencontrées par de nombreuses familles dans le règlement de leurs loyers. Il lui demande s'il ne serait pas possible pour les plus modestes résidant dans des logements I.L.M., de demander aux caisses d'allocations familiales d'effectuer le versement de l'allocation logement aux organismes propriétaires. Cette mesure, qui tiendrait compte également des possibilités contributives des familles, serait exceptionnelle, et pourrait intervenir, après enquête préalable, auprès des services sociaux. Seule la part différentielle serait alors à acquitter et sa mise en recouvrement serait plus tolérable pour les familles à petit revenu, dont l'allocation logement trouve parfois une autre affectation. Cette mesure pourrait peut-être contribuer à la résorption des retards de paiement des loyers en permettant le suivi par les services sociaux des familles momentanément en difficulté.

Réponse. — L'allocation de logement visée à l'article L. 510 du code de la sécurité sociale est une prestation familiale qui est versée au bénéficiaire. Toutefois, pour tenir compte des situations telles que celle décrite par l'honorable parlementaire, l'article 11 du décret n° 72-533 du 29 juin 1972 modifié, prévoit qu'à défaut de paiement total ou partiel du loyer dans les quinze jours suivant sa date d'exigibilité pour les termes d'une périodicité égale ou supérieure à trois mois ou pendant deux termes consécutifs pour les termes d'une périodicité inférieure à trois mois, le bailleur peut

obtenir de l'organisme payeur le versement entre ses mains de l'allocation au lieu et place de l'allocataire. Toutefois, cette procédure est limitée dans le temps : le versement de l'allocation de logement est effectué entre les mains du bailleur jusqu'à la reprise intégrale des paiements par le locataire et l'apurement des créances anciennes mais au plus tard, sauf dérogations, jusqu'à la fin de l'exercice au cours duquel le bailleur a fait opposition et éventuellement de l'exercice suivant si le droit à l'allocation peut être ouvert pour cet exercice. En revanche, dans le cadre de la réforme de l'aide au logement mis en place par la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977, l'aide personnalisée au logement, en application de l'article R. 351-27 du code de la construction et de l'habitation, est versée au bailleur lorsque le bénéficiaire est locataire, à l'établissement financier prêteur lorsque le bénéficiaire est accédant à la propriété.

*Départements et territoires d'outre-mer
(départements d'outre-mer : prestations familiales).*

29935. — 28 avril 1980. — M. Pierre Lagourgue attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que dans les départements d'outre-mer la répartition des allocations familiales est assujettie à un critère d'activité alors qu'en métropole, depuis 1979, cette obligation a été supprimée et que toutes les familles ayant des enfants ont droit à cette allocation en totalité. Il lui rappelle, de plus, que cette carence entraîne un transfert de charges du budget de la sécurité sociale vers le budget de l'aide sociale qui, pour permettre la survie des familles privées d'allocations familiales, doit leur attribuer des allocations mensuelles dont une partie est à la charge du département. D'autre part, cette pratique est contestée par les ministères de la santé et de la sécurité sociale et du budget qui auraient l'intention d'augmenter la participation des collectivités locales à cette aide sociale à l'enfance. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas, dans un souci de justice sociale, et pour éviter que des décisions lourdes de conséquences soient prises par son ministère et celui du budget, de supprimer dans les départements d'outre-mer tout critère d'activité pour l'attribution des prestations familiales et en particulier les allocations familiales.

Réponse. — Les prestations familiales sont servies dans les départements d'outre-mer aux salariés, aux marins-pêcheurs, aux exploitants agricoles ainsi qu'aux personnes dans l'incapacité d'exercer une activité professionnelle. Cette catégorie a été largement étendue au cours de ces dernières années et les prestations familiales sont désormais servies aux malades, invalides, retraités, travailleurs involontairement privés d'emploi et femmes seules ayant deux enfants à charge. Par ailleurs, la condition d'activité professionnelle a été particulièrement alléger et désormais les prestations familiales sont versées aux ménages ou personnes justifiant de 90 jours d'activité dans l'année précédente ou dix dans le mois. L'allocation de parent isolé, quant à elle, est servie sans condition d'activité professionnelle. L'ensemble de ces mesures, associé à l'introduction de toutes les nouvelles prestations créées en métropole dans les départements d'outre-mer a conduit à un effort financier considérable, triple de celui consenti en métropole depuis 1974. En 1980, cet effort se traduit par la mensualisation des allocations familiales (représentant une croissance de 15 p. 100 de la masse des prestations familiales versées dans les départements d'outre-mer) et la mise en œuvre du revenu minimal familial. La suppression de toute condition d'activité professionnelle et notamment l'extension des prestations familiales aux employeurs et travailleurs indépendants pour lesquels le Gouvernement met en place actuellement une couverture sociale en matière de maladie et de vieillesse, pose de difficiles problèmes qui font à l'heure actuelle l'objet des réflexions du Gouvernement.

Prestations familiales (allocation d'orphelin et allocations familiales).

29932. — 28 avril 1980. — M. Marc Lauriol attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation de la veuve au regard de l'allocation orphelin. Trois hypothèses sont envisageables : 1° la veuve a des enfants et travaillait du vivant de son mari : les frais de garde qui étaient supportés par les deux salaires ne le sont plus que par un seul ; 2° la veuve a des enfants et ne travaillait pas du vivant de son mari : elle doit alors trouver un emploi et supporter des frais de garde, avec des moyens limités à son seul salaire, généralement peu élevés faute d'une qualification suffisante ; 3° la veuve n'a qu'un seul enfant à charge : elle n'a, dans ce cas, aucun droit aux allocations familiales. Il lui demande s'il ne serait pas juste, d'une part, d'augmenter de façon substantielle l'allocation orphelin fixée au 1^{er} janvier 1980 à 213 francs mensuels pour tenir compte des frais de garde des enfants qui peuvent éventuellement se prolonger au-delà de l'âge de trois ans (jours de congé scolaire, vacances) ; d'autre part, d'étendre le champ d'application des allocations familiales aux veuves ayant un seul enfant à charge. Ces ressources seraient

d'autant plus justifiées que les recettes de la caisse nationale d'allocations familiales sont excédentaires par rapport aux dépenses et sont régulièrement virées au profit d'autres régimes.

Réponse. — L'allocation d'orphelin est accordée à toute personne veuve pour chacun de ses enfants pour prendre en compte les charges spécifiques qu'elle doit assumer, notamment les frais de garde qui sont les siens lorsqu'elle exerce une activité professionnelle. Cette prestation, revalorisée de 50 p. 100 au 1^{er} janvier 1978 s'élève actuellement à 213,50 Francs par enfant et par mois. Le Gouvernement n'envisage pas une nouvelle majoration de cette prestation, estimant prioritaire à l'heure actuelle d'aider les personnes veuves à retrouver une activité professionnelle après la mort de leur conjoint. En ce sens, après avoir créé l'allocation de parent isolé, le Gouvernement a déposé devant le Parlement un projet de loi créant une assurance veuvage qui améliore considérablement la situation des personnes veuves ayant des enfants à charge.

Prestations familiales (conditions d'attribution).

30131. — 28 avril 1980. — **M. François Léotard** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions restrictives touchant à la nature des revenus de certains allocataires pour l'attribution de diverses prestations familiales. Il apparaît, en effet, qu'en ce qui concerne par exemple l'attribution du complément familial l'abattement forfaitaire prévu par le décret n° 77-1253 du 16 novembre 1977 sur les revenus d'un ménage n'est applicable que si les deux conjoints ou concubins exercent une activité professionnelle productrice de revenus, ce qui exclut ceux d'entre eux qui perçoivent un revenu de remplacement comme par exemple une pension d'invalidité. Ainsi, à niveau de revenus équivalent un ménage dont l'un des conjoints est invalide ne pourra prétendre au complément familial du fait que ses ressources dépassent le plafond ouvrant droit à attribution, l'abattement forfaitaire n'ayant pu être opéré. Il lui demande dans quelle mesure il ne lui paraîtrait pas opportun de reconsidérer la réglementation en vigueur pour remédier à ces disparités qui pénalisent certains ménages dont la situation est déjà difficile.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que le législateur, par l'institution d'un abattement spécial en cas de double activité professionnelle pour l'attribution du complément familial (art. 533 du code de la sécurité sociale) a entendu prendre en compte les frais supplémentaires incombant aux deux conjoints travaillant à temps plein et notamment le financement d'un mode de garde quotidien et permanent des enfants. En conséquence, il n'est pas envisagé d'étendre le droit à l'abattement sur ressources au cas évoqué par l'honorable parlementaire.

Logement (allocations de logement).

30184. — 12 mai 1980. — **M. Pascal Clément** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le refus opposé à un requérant lors d'une demande d'attribution d'allocation logement pour un logement loué à un de ses ascendants ou de ses descendants. Il lui demande si dans l'interprétation de l'article premier du décret d'application n° 72-526 du 29 juin 1972 de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971, une distinction ne pourrait être faite entre mise à disposition à titre gratuit ou à titre onéreux.

Réponse. — L'article 1^{er} dernier alinéa du décret n° 72-526 du 29 juin 1972 modifié relatif à l'allocation logement à caractère social prévoit que le logement mis à la disposition d'un requérant même à titre onéreux par un de ses ascendants ou descendants n'ouvre pas droit au bénéfice de la prestation. Cette disposition se justifie par les difficultés de preuve du paiement d'un loyer entre proches parents, paiement auquel est subordonnée pour les locataires, l'ouverture du droit à la prestation en application de l'article 2, 1^{er} alinéa, de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971. Une réflexion visant à rechercher le moyen de nature à permettre aux organismes débiteurs de s'assurer du paiement effectif du loyer et tenant compte de la spécificité de l'allocation logement sociale — prestation financée par une cotisation des employeurs venant en déduction de la contribution patronale à l'effort de construction ainsi que par une subvention de l'Etat — a été entreprise en collaboration avec les différents départements ministériels concernés. Toutefois, il n'a pas paru possible jusqu'à présent de modifier la réglementation.

Personnes âgées (établissements d'accueil : Côte-d'Or).

30422. — 12 mai 1980. — **Mme Edwige Avice** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'incendie de l'hospice de Saint-Jean-de-Lozne, en Côte-d'Or, dans lequel vingt-huit personnes âgées ont péri. Elle lui demande quelles dispositions ont été prises pour qu'une enquête soit ouverte afin de rechercher les causes et les responsabilités de cette catastrophe, et pour que la sécurité des personnes âgées soit assurée dans des établissements semblables.

Réponse. — Vous avez appelé mon attention sur l'incendie survenu dans la nuit du 21 au 22 avril 1980 à l'hospice Saint-Jean-de-Lozne (Côte-d'Or). Une inspection générale, diligentée à ma demande le lendemain même a permis de recueillir de premières informations sur les causes probables et le déroulement du sinistre. Les constatations faites à cette occasion rendent vraisemblable l'imputation de l'origine de l'incendie à une intention criminelle. Plusieurs foyers ont, en effet, été découverts dans le bâtiment touché, le plus important ayant été créé par l'apport de matériaux très combustibles. L'inspection générale a pu constater que les éléments immobiliers, conformes par ailleurs aux prescriptions réglementaires de sécurité incendie, ont bien résisté à la propagation du feu. Sous réserve de vérifications plus approfondies, le nombre élevé des victimes serait explicable soit par la température des gaz, soit par la toxicité des fumées dégagées par l'incendie, soit encore par la combinaison de ces deux effets. Ces explications ne peuvent être envisagées qu'en tant qu'hypothèses jusqu'à l'issue de la procédure d'instruction judiciaire actuellement en cours. A ce terme, il sera possible de procéder à l'analyse détaillée des éléments disponibles. Cette analyse permettra, si le besoin s'en faisait sentir, de renforcer les mesures en vigueur en matière de sécurité des établissements susceptibles de présenter des risques analogues. En ce qui concerne le contrôle de la toxicité des produits soumis à combustion j'ai, sans attendre, demandé à mes services d'étudier le problème et de faire part à mon collègue de l'intérieur de leurs observations sur une modification éventuelle du règlement de sécurité, contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Drogue (établissements de soins : Aude).

30607. — 12 mai 1980. — **M. Pierre Guidoni** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation du centre de post-cure des ex-toxicomanes des Campets à Portel (Aude). Cette institution reçoit de la D. D. A. S. S. extérieure au département de l'Aude des notifications supprimant la prise en charge des jeunes, dépendant de leur région, ce qui met son budget gravement en déficit. La seule solution serait de renvoyer 200 jeunes et, avec les 60 qui resteraient agréés, d'en faire vivre une centaine. Mais les animateurs du centre refusent à juste titre de choisir ceux qui doivent être rejetés et renvoyés à l'usage de la drogue donc à la mort, à la prison ou en psychiatrie. Ils envisagent donc le sabotage de l'institution alors qu'ils espéraient pouvoir recevoir cette année 500 jeunes. Ils s'indignent à juste titre qu'après que l'administration ait longuement insisté sur la nécessité de l'aide aux ex-toxicomanes, elle saborde ouvertement l'action qui se révélait particulièrement efficace. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier rapidement à cette situation et permettre au centre de post-cure des ex-toxicomanes de fonctionner de façon satisfaisante.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale tient à préciser à l'honorable parlementaire qu'une confusion s'est établie, s'agissant de trois établissements gérés par l'association Le Patriarche, et tient à apporter les précisions suivantes : le centre sanitaire de moyen séjour pour toxicomanes de La Boère (Haute-Garonne) est autorisé à fonctionner depuis 1976 pour trente lits de post-cure ; le centre d'hébergement de La Mothe dans le même département est également agréé depuis 1976 pour trente lits. Enfin, le centre d'hébergement des Campets à Portel a reçu par arrêté du 6 novembre 1976 l'autorisation provisoire d'accueillir quinze toxicomanes. Les D. D. A. S. S. extérieures qui auraient procédé à des prises en charge directes avec l'association en question sont tenues de les honorer.

Sang et organes humains (politique et réglementation).

30714. — 12 mai 1980. — **M. Charles Miossec** signale à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** les incohérences qu'il relève en matière d'encouragement au don bénévole du sang. En effet, alors que le sang devient chaque jour de plus en plus nécessaire pour sauver des vies humaines et qu'un effort d'information et d'incitation doit être fait pour sensibiliser de nouveaux donateurs bénévoles, des mesures que l'on pourrait presque qualifier de dissuasives sont prises, annihilant en partie les efforts de propagande en faveur du don du sang. C'est ainsi que le nombre de dons à effectuer pour obtenir le diplôme « d'argent » de donneur bénévole a été porté de cinq à dix dons, mais surtout la barre pour l'obtention du diplôme « or » est passée à cinquante dons, ce qui dans bien des cas est pratiquement inaccessible. Il lui demande, en conséquence, de lui indiquer : 1° les raisons du relèvement du nombre de dons pour l'obtention des diplômes de donateurs bénévoles ; 2° les incidences précises, s'il y en a, sur le budget de la sécurité sociale d'une part, de la nation, d'autre part ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour revenir à une situation plus normale et encourager ainsi réellement le don bénévole du sang.

Réponse. — Les nouvelles conditions d'attribution du diplôme de donneur de sang bénévole résultant des dispositions de l'arrêté du 3 juillet 1979 ont été prises après avis de la commission consul-

tative de la transfusion sanguine qui comporte deux représentants de la fédération française des donneurs de sang bénévoles. A la suite du congrès de Lisieux, la fédération française des donneurs de sang bénévoles a modifié sa position et souhaite que les conditions d'attribution des diplômes et insignes soient à nouveau revues avec notamment l'institution d'un insigne or délivré aux personnes ayant consenti vingt-cinq dons. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale étudie attentivement ces nouvelles propositions qui lui paraissent dès à présent tout à fait acceptables pour donner satisfaction aux donneurs de sang.

Départements et territoires d'outre-mer (Martinique : santé publique).

30767. — 19 mai 1980. — M. Victor Sablé expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale les faits suivants: Il y a en Martinique des serpents en nombre important, les trigonocéphales, genre de crotales, appelés bothrops des Antilles et dont la morsure entraîne la mort dans la demi-heure qui suit. De nombreux accidents, dont certains mortels, sont à déplorer chaque année, faute d'un sérum spécifique pour lutter contre le venin de ce serpent. Il lui demande donc de bien vouloir demander à l'Institut Pasteur de mettre en fabrication ce sérum afin que chaque dispensaire communal en soit pourvu pour le traitement immédiat des morsures du trigonocéphale.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale rappelle à l'honorable parlementaire que, sur les trois espèces de serpents présents en Martinique, seul le bothrops lanceolatus est venimeux. Une quinzaine d'individus sont mordus chaque année par ce serpent. Compte tenu de la réputation de gravité de ces morsures, la quasi-totalité des sujets mordus est acheminée vers les établissements hospitaliers. Un protocole thérapeutique, destiné essentiellement à lutter contre le syndrome de coagulation intravasculaire, a été mis au point, permettant ainsi d'améliorer le pronostic de ces morsures. La létalité ne dépasse guère 5 p. 100 actuellement. En ce qui concerne la sérothérapie antivenimeuse, l'Institut Pasteur Production ne fabrique pas le sérum antibothrops lanceolatus, étant donné notamment les difficultés en approvisionnement en venin. Toutefois, un sérum antivenimeux polyvalent est actuellement disponible en Martinique. Il s'agit d'un sérum lyophilisé d'origine équine fabriqué par un laboratoire aux U.S.A. La plupart des hôpitaux publics en ont une réserve suffisante et les officines pharmaceutiques peuvent s'approvisionner auprès de la coopérative pharmaceutique de la Martinique qui en importe une cinquantaine d'ampoules chaque année.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Somme).

31123. — 26 mai 1980. — M. Maxime Gremetz attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la décision prise d'interdire la pratique de prélèvement de globules blancs dans le service spécialisé pour traiter les malades du sang du centre hospitalier régional d'Amiens et universitaire. Ce service ouvert à Amiens en 1977 répond à un besoin et à une nécessité puisque les Picards atteints de maladies de sang qui avaient à faire aux services spécialisés de Paris ou de centres régionaux voisins, pouvaient ainsi être soignés sur place pour la grande majorité. L'interdiction de prélèvement de globules blancs et de la préparation des transfusions dans le service même revient en fait à condamner en partie l'activité du service des maladies de sang : puisque les prélèvements ne peuvent être assurés par le centre de transfusion départemental et qu'il est impossible, compte tenu de l'éloignement et des délais de transport, de se procurer ces cellules sanguines dans les centres voisins. Cette décision qui condamne à terme le fonctionnement d'un service important, résultant d'ailleurs de recherche et de progrès rendus nécessaires par l'évolution des besoins de santé, est inacceptable. Elle représente un recul, une atteinte au droit à la santé, une atteinte à l'égalité de tous devant le droit de se soigner, une nouvelle difficulté pour le centre hospitalier régional d'Amiens et des menaces sérieuses quant à son devenir. C'est pourquoi il demande que la mesure qui frappe le service des maladies de sang soit annulée, que le centre hospitalier régional ait les moyens de remplir correctement sa mission, que les Picards puissent avoir le droit élémentaire de se soigner au pays, de bénéficier de la qualité d'équipement et de personnels, qui représentent de véritables progrès au service de l'homme et dont chacun doit pouvoir bénéficier.

Réponse. — En vertu de l'article L. 667 du code de la santé publique, la préparation du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés ne peut être effectuée que dans les établissements agréés par le ministre chargé de la santé, c'est-à-dire les centres et postes de transfusion sanguine. Il est donc illégal, pour un service hospitalier, de pratiquer des prélèvements sur des donneurs en vue de se procurer des concentrés de leucocytes. De plus, la préparation de ces concentrés exige une technique particulière de prélèvement, dite cytophèrese, qui implique une prémédication du

donneur bénévole par des dérivés corticoïdes et des anticoagulants; cette contrainte a conduit le ministre chargé de la santé à fixer des règles rigoureuses destinées notamment à garantir la sécurité du donneur sur le plan médical et à le protéger contre les indications thérapeutiques abusives de concentrés de leucocytes; dans le même souci de limiter la fourniture de ces produits aux cas vraiment justifiés, l'autorisation de les préparer n'a été donnée qu'à un nombre restreint de centres de transfusion sanguine. En l'occurrence, le centre hospitalier régional d'Amiens doit s'adresser aux centres de Lille ou de Rouen qui répondront à ses demandes, dans les conditions prescrites et dans le délai de douze heures suivant le prélèvement, à respecter pour l'utilisation du produit.

Pharmacie (personnel d'officines).

31382. — 26 mai 1980. — M. Antoine Gissinger attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les modalités d'accès à la profession de préparateur en pharmacie. Le décret n° 79-554 du 3 juillet 1979 permet, depuis la rentrée 1979, aux titulaires du brevet d'études professionnelles préparatoires aux carrières sanitaires et sociales et aux étudiants en pharmacie de préparer le brevet professionnel de préparateur en pharmacie. Une troisième voie, à partir d'une formation initiale cotenue par l'apprentissage, est envisagée. Une commission professionnelle consultative qui siège auprès du ministre de l'éducation a été mise en place pour étudier la création d'un C.A.P. d'employé en pharmacie et l'on a prévu la possibilité de signer, dès fin 1979, des contrats d'apprentissage. Il lui demande de lui faire connaître les conclusions de l'étude et désire savoir si cette troisième solution a pu être mise en place.

Réponse. — Le certificat d'aptitude professionnelle d'employé en pharmacie a été créé par arrêté du 25 avril 1980, paru au Journal officiel du 9 mai. Le règlement d'examen et le programme paraîtront dans le bulletin officiel du ministère de la santé et de la sécurité sociale. Ils seront également publiés dans la brochure éditée par le centre national de documentation pédagogique. Il est précisé à l'honorable parlementaire que, dans l'attente de la parution de ce certificat d'aptitude professionnelle, le ministre du travail a autorisé ses services à procéder à l'enregistrement provisoire de contrats d'apprentissage, en vue de l'acquisition du diplôme en deux ans; il y a eu environ 250 contrats ainsi enregistrés.

Pharmacie (produits pharmaceutiques).

31393. — 26 mai 1980. — M. Arnaud Lepercq appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur sa question écrite n° 8488 du 14 novembre 1978 concernant les formalités liées à la délivrance de seringues en pharmacie et à laquelle il lui fut répondu le 10 février 1979 « dans le cadre de la recherche des simplifications administratives souhaitées par le Gouvernement, une étude va être entreprise afin d'évaluer l'intérêt actuel de ces dispositions ». Aussi lui demande-t-il de bien vouloir, si possible, lui faire connaître les résultats de cette étude.

Réponse. — Il est porté à la connaissance de l'honorable parlementaire que les conclusions de l'étude effectuée en vue d'une simplification des formalités administratives concernant la délivrance des seringues en pharmacie seront soumises à la prochaine séance de la session permanente de la commission interministérielle des stupéfiants.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Vaucluse).

31314. — 9 juin 1980. — M. Fernand Marin attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les problèmes graves que soulèvent, à Orange et dans la région environnante, l'état de vétusté ou l'insuffisance des installations de l'hôpital d'Orange. Incapable de faire face aux besoins de la population, cet établissement est en outre totalement inadapté à la situation que crée, notamment en matière de sécurité et de secours d'urgence : d'une part, l'existence des installations nucléaires du Tricastin; d'autre part, la circulation routière dans une zone qui se caractérise notamment par l'un des plus forts pourcentages d'accidents en France. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre : soit pour mettre le terme définitif à cette situation que permettrait la construction d'un nouvel hôpital; soit, dans l'immédiat et dans cette attente, pour permettre la réalisation des travaux et des installations qui ne sauraient être différés, à savoir : la création d'un dépôt d'Orange et d'un véritable C.T.S.; la création d'un laboratoire; la mise en place d'un service de secours d'urgence; le financement, par l'Etat et non par recours à l'emprunt, des équipements médicaux déjà définis par le personnel médical; le transfert de la buanderie de l'hôpital au V 120.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait savoir à l'honorable parlementaire que la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur n'a pas retenu l'hôpital d'Orange au nombre de ses

priorités pour 1981. Toutefois, dans le cadre de la programmation indicative pour le VIII^e Plan, la région mentionne dans une première tranche de priorités le plateau technique, pour un montant non encore chiffré, et, dans une seconde tranche, l'humanisation de l'hôpital-hospice. Par ailleurs, toute proposition de construction d'un nouvel hôpital ne pourrait être retenue que dans la mesure où le projet tiendrait compte des directives relatives à la réduction des capacités hospitalières et respecterait les règles fixées par la circulaire du 27 mai 1980 pour assurer la compensation des charges sur les budgets futurs provoquées par les investissements nouveaux.

Etablissements d'hospitalisation, de soins ou de cure (personnel).

31837. — 9 juin 1980. — M. Louis Mexandeau expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale l'intérêt que suscite chez les intéressés la possibilité d'étendre le travail à trois quarts de temps au personnel administratif et au personnel des services généraux. En effet, les décrets n° 74-99 du 7 février 1974 et 76-730 du 22 avril 1976 permettent à certains personnels hospitaliers (et en particulier aux mères de famille) de choisir le mi-temps ou le trois quarts de temps, ce qui leur permet de concilier la prise en charge des enfants et une activité professionnelle statutaire. Mais la liberté de choix est limitée aux personnels affectés dans les services de soins (infirmières, aides-soignantes, agents des services hospitaliers), à l'exclusion des agents des services administratifs et généraux. Or les problèmes qui se posent à ces différentes catégories sont identiques en ce qui concerne la présence souhaitable d'un des parents à l'entrée et à la sortie de la classe de leurs enfants en bas âge. Une demande de mise en disponibilité ne peut constituer une solution car la diminution des ressources qu'elle entraînerait serait insupportable dans une période de difficultés économiques. C'est pourquoi le régime de travail de six heures par jour pendant cinq jours chaque semaine peut constituer une solution positive dans l'attente d'une réduction de la semaine de travail sans diminution de salaire. En lui indiquant que ce vœu qui émane de très nombreuses mères de famille travaillant dans les services hospitaliers de Caen a fait l'objet de lettres au ministre en avril et en novembre 1979 et que ces lettres sont, jusqu'à ce jour, restées sans réponse, il lui demande de bien vouloir prendre au bénéfice de ces personnes une décision qui corresponde à l'équité. Il lui demande en outre de bien vouloir lui indiquer s'il envisage de pérenniser au bénéfice des pères, et mères de famille les mesures contenues dans la note du 14 septembre 1978 qui permettent aux pères et mères de famille de s'absenter le mercredi.

Réponse. — C'est pour faciliter l'emploi de certaines catégories de personnel en maintenant la qualité de la continuité des soins que le décret n° 76-370 du 22 avril 1976 a prévu la possibilité, pour les intéressés, de travailler à trois quarts de temps, par dérogation aux dispositions générales en vigueur dans la fonction publique. Il ne peut être envisagé d'étendre à d'autres catégories d'agents cette mesure. La possibilité de s'absenter le mercredi a été offerte à certains fonctionnaires en service au ministère de la santé et de la sécurité sociale et au ministère du travail et de la participation à titre expérimental dans l'attente de la publication des textes législatifs et réglementaires actuellement en cours d'élaboration. Dès la publication de ces textes, une étude sera entreprise pour déterminer dans quelles conditions cette mesure pourrait être étendue aux agents relevant du livre IX du code de la santé publique.

TRANSPORTS

Mer et littoral (pollution et nuisances : Bretagne).

28371. — 31 mars 1980. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le ministre des transports sur le naufrage du *Tonio*. Les « marées noires » sont de fréquences trop nombreuses pour que l'on puisse régulièrement invoquer une prétendue « fatalité ». Par ailleurs, le naufrage du *Tonio* a, cette fois-ci, entraîné la mort de plusieurs hommes de l'équipage. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour accroître la réglementation et faire strictement respecter les normes de sécurité et de navigation.

Réponse. — Si on ne peut attribuer à la seule fatalité les accidents qui ont provoqué les trop nombreuses « marées noires » qu'a connues la Bretagne ces dernières années, il n'existe pas non plus de remède miracle pour les éviter. La prévention, en ce domaine, passe en réalité par l'accroissement de la sécurité de la navigation maritime. Cet accroissement s'obtient par l'addition de mesures qui ne sont pas nécessairement toutes spectaculaires, mais auxquelles doivent adhérer non seulement les navires français mais également tous les navires qui passent devant nos côtes. A cette fin, la France mène une action à la fois pour ses propres navires et auprès des organisations internationales. Au plan interne, l'arrêté du 24 avril 1981 est allé au-delà de la simple adaptation à la régle-

mentation française de la convention Solas de 1974, par exemple en devant largement la date d'application de certaines dispositions arrêtées par l'O.M.C.I., notamment en ce qui concerne la sécurité des pétroliers et l'obligation de la présence à bord d'une installation de gaz inerte. Au plan international, la France mène une action vigoureuse portant, d'une part, sur l'amélioration du dispositif de sécurité de la navigation en Manche, d'autre part, sur l'équipement des navires et leur contrôle dans les ports. L'amélioration de la circulation dans la Manche devrait se traduire, sous peu, par un ensemble de mesures destinées à remodeler les dispositifs de circulation en vigueur et à améliorer les aides à la navigation. En ce qui concerne l'équipement des navires, l'objectif, à l'instar de ce qui a été fait pour les navires français, est de hâter l'entrée en application des dispositions adoptées par l'O.M.C.I., notamment pour les dispositifs à gaz inerte, les ballasts séparés ou le lavage des citernes, ainsi que de renforcer l'équipement des navires, particulièrement ceux qui circulent en Manche. Dans le même temps, la recherche d'une harmonisation et d'une intensification du contrôle des navires dans les ports se poursuit. Déjà, un tel dispositif existe dans le cadre de l'accord de La Haye pour la mer du Nord : il convient d'en étendre l'application à la Manche et à l'ensemble de la sécurité du navire. A ces fins, la France prépare activement l'organisation, à Paris, d'une conférence internationale sur la nécessité des transports maritimes qui pourrait se tenir en décembre 1980.

Permis de conduire (réglementation).

30687. — 12 mai 1980. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre des transports sur les conditions d'application du décret n° 78-189 du 13 février 1978 qui rend gratuits les permis médicaux que doivent subir les titulaires des permis F, P, L et T. C. ainsi que les contrôles pratiqués à l'instigation des préfets. Ayant en effet eu connaissance de certaines situations dans lesquelles les personnes concernées ont dû s'acquitter du règlement de visite médicale, il lui demande de bien vouloir confirmer la gratuité de ces contrôles médicaux ainsi que les mesures qu'il compte prendre pour permettre l'application de ces dispositions réglementaires.

Réponse. — Les dispositions du décret n° 78-189 du 13 février 1978 prises en application de la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, ne concernent que les seules personnes qui conduisent des véhicules des catégories A1, A2, A3, A4 ou B, spécialement aménagés pour tenir compte de leur infirmité, titulaires du permis de conduire de catégorie F et qui sont astreintes à des contrôles médicaux pour obtenir le renouvellement périodique de la validité de leur titre. Dans ces conditions, ne peuvent être dispensés du versement des honoraires des médecins des commissions départementales les candidats au permis de conduire et les conducteurs qui passent la visite médicale pour d'autres raisons, en vertu des articles R. 127 et R. 128 du code de la route et de l'arrêté du 31 juillet 1975 fixant les modalités d'établissement, de délivrance et de validité des permis de conduire. C'est notamment le cas des conducteurs de poids lourds et de transport en commun qui sont tenus de se soumettre à des visites médicales régulières en vue du renouvellement de la validité de leur permis; il convient toutefois de rappeler que, grâce aux conventions collectives des transports, la très grande majorité des conducteurs salariés n'a pas à supporter les frais occasionnés par ces contrôles médicaux, qui sont à la charge des employeurs.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

31185. — 26 mai 1980. — M. Pierre Jagoret appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des militaires employés au nettoyage des côtes polluées par la marée noire du *Tonio*. Les lieux de cantonnement étant distincts des garnisons habituelles, la S. N. C. F. se refuse à faire bénéficier les militaires des réductions habituellement accordées pour les déplacements entre le domicile et la garnison. Il lui demande si, en tant que ministre de tutelle de la Société nationale des chemins de fer, il n'estime pas opportun de donner sans retard les instructions nécessaires afin qu'il soit mis fin à cette manière de faire et que les cantonnements provisoires soient traités sur le même plan que les garnisons habituelles. Il serait regrettable qu'une application excessive de la lettre des textes pénalise nos jeunes soldats dont les efforts sont unanimement appréciés.

Réponse. — Il semble que les difficultés rencontrées par les militaires chargés du nettoyage des côtes polluées par la marée noire du *Tonio*, lors de leurs déplacements en train, résultent d'une méconnaissance, de la part des commandants de détachements, des textes des instructions militaires relatives à l'emploi de la carte S. M. A. En effet, pour que les agents des gares puissent délivrer des billets comportant une réduction de 75 p. 100, il suffit que les autorités militaires portent, au recto de la carte, le nouveau lieu de départ dans la case prévue à cet effet. Les chefs de détache-

ments peuvent aussi délivrer des permissions « modèle Z » qui donnent aux appelés la possibilité de bénéficier du tarif militaire. La direction régionale de la S.N.C.F. de Rennes s'est rapprochée des unités militaires concernées pour leur rappeler ces dispositions.

Français : langue (défense et usage).

31491. — 2 juin 1980. — M. Maxime Kallinski demande à M. le ministre des transports quelles dispositions il compte prendre afin que chaque avion commandé comporte des planches de bord dont les inscriptions soient rédigées en français. Il lui demande, d'autre part, s'il confirme l'appréciation de l'administration de l'aviation civile selon laquelle la loi du 31 décembre 1975 ne s'applique pas aux modes d'emploi des avions. Si la réponse est positive, le ministre envisage-t-il, par le dépôt d'un projet de loi, d'étendre les dispositions législatives en vigueur aux inscriptions des postes de pilotage.

Réponse. — Les planches de bord des avions civils sont constituées pour leur plus grande partie d'instruments. A l'intérieur de ceux-ci sont inscrites des abréviations, qui sont, le plus souvent il est vrai, d'origine anglo-saxonne, mais qui sont comprises dans tous les pays et qui satisfont aux réglementations en la matière. Par contre, les manuels de vols, documents de base des pilotes et mécaniciens, sont toujours, comme les compagnies l'exigent rédigés en français. Ces manuels sont les véritables modes d'emploi des appareils, alors que les indications portées sur la planche de bord ne sont que des repères. Il n'y a donc pas de violation de la loi du 31 décembre 1975 dans ce cas précis. Compte tenu du caractère très schématique des indications sur planche de bord, il n'est pas envisagé de déposer un projet de loi qui étendrait à ces inscriptions les dispositions législatives en vigueur. Enfin, il est assuré que les services compétents veillent avec la plus grande attention à ce que, conformément aux règlements de certification, toutes les indications situées dans la cabine à l'usage du personnel navigant commercial et des passagers, soient rédigées en français.

Poissons et produits de la mer (ports de pêche : Hérault).

31577. — 2 juin 1980. — Mme Myriam Barbera attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation du port de Sète, premier port de pêche français de la façade méditerranéenne. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre l'implantation d'un véritable port de pêche à Sète.

Réponse. — L'extension du port de pêche de Sète a fait l'objet, au cours de ces dernières années, de plusieurs esquisses ou avant-projets et, plus récemment, le service maritime local a étudié un projet de modernisation des installations de la pêche, à réaliser éventuellement dans le cadre du plan décennal du grand Sud-Ouest. Cette opération comportant la construction d'appontements et d'une halle de mareyage, devrait cependant s'accompagner de divers travaux d'urbanisme, dont le coût serait vraisemblablement plus important que celui de l'opération strictement portuaire. Aussi apparaît-il prématuré de retenir dès maintenant une telle action et il convient de souligner qu'en tout état de cause, le lancement à Sète d'une opération de grande envergure dans le domaine des installations portuaires destinées à la pêche reste subordonné impérativement, d'une part, au règlement, par les professionnels de la pêche, du différend financier existant entre eux et la chambre de commerce et d'industrie, et, d'autre part, à la réalisation d'une étude sur l'avenir de la pêche, préisant les perspectives de croissance de cette activité, à entreprendre à l'initiative des professionnels concernés et avec l'aide de l'assemblée consulaire. Si les résultats de cette étude se révélaient favorables, il conviendrait d'entreprendre alors une étude de la modernisation desdites installations, travaux auxquels les professionnels devraient être en mesure de participer de façon significative.

Constructions navales (commerce extérieur).

31804. — 9 juin 1980. — M. Guy Hermier rappelle à M. le ministre des transports qu'au cours du colloque « Océan-Expo » qui s'est tenu à Bordeaux le président de la Compagnie navale algérienne de navigation a indiqué que son pays est prêt à commander quatorze méthaniers et quatorze transporteurs de gaz-pétrole liquide (G.P.L.). L'Algérie demande simplement des crédits sur vingt à vingt-cinq ans contre sept à huit actuellement, selon les règles O.C.D.E. Les demandes de l'Algérie, en ce qui concerne le financement, n'ont rien d'exorbitant. En effet, la R.F.A. et le Japon ont accordé des crédits sur trente ans au taux de 3 p. 100 avec un délai de grâce de dix ans au Pakistan pour la construction de six cargos de 15 000 T.P.L. Il y a donc une chance à saisir pour notre pays pour nos chantiers confrontés à de graves difficultés. Il serait préjudiciable que de telles commandes échappent à nos chantiers de construction navale qui ont joué un rôle de pionnier

dans la construction de méthaniers et des transports de G.P.L. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin que des négociations s'engagent rapidement avec le Gouvernement algérien pour que nos chantiers bénéficient des commandes de navires dont a besoin la flotte de ce pays.

Réponse. — La Compagnie nationale algérienne de navigation (C.N.A.N.) s'est à plusieurs reprises adressée aux chantiers français pour développer sa flotte. C'est ainsi que la C.N.A.N. a passé aux chantiers français toutes ses commandes de méthaniers, et leur a également commandé un certain nombre de navires spécialisés tels que des navires rouliers ou des navires transporteurs de charges lourdes; pour ces commandes, la C.N.A.N. a bénéficié des meilleures conditions de crédit existant à l'époque. Les chantiers français sont actuellement en relation avec la C.N.A.N. en vue de nouvelles commandes; rien n'indique toutefois que l'on doive assister dans des délais brefs à des commandes de navires transporteurs de C.N.L. par l'Algérie. En effet, la politique de vente de gaz naturel liquéfié est depuis le début de cette année, en cours de redéfinition par les autorités algériennes; en outre, la flotte algérienne de C.N.L. n'est pas aujourd'hui utilisée en totalité. S'agissant des problèmes de financement, il convient de souligner que les conditions de crédit évoquées dans la question correspondent au cas particulier des aides attribuées par quelques pays industrialisés, dont la France, aux pays les plus démunis de ressources. Ainsi, pour le Bangla Desh, la France a proposé, dans le cadre d'un protocole financier l'achat d'un cargo de 13 500 T.P.L. avec un financement extrêmement attractif comportant 25 p. 100 de prêts à des conditions très favorables, 35 p. 100 de dons et 40 p. 100 de crédits garantis. Bien évidemment de tels financements ne peuvent, en raison de leur coût, être accordés qu'à un nombre limité de pays et, en général, pour des montants inférieurs aux prix des méthaniers.

S.N.C.F. (personnel : Meurthe-et-Moselle).

32137. — 16 juin 1980. — M. Antoine Porcu attire l'attention de M. le ministre des transports sur un cas flagrant d'atteinte aux libertés. Le 30 avril dernier, lors de la traditionnelle vente du muguet, un militant communiste de l'entretien S.N.C.F. d'Heillecourt s'est vu infliger un 7 P. 1. Cette demande d'explication constitue une menace pouvant se concrétiser par une sanction pécuniaire. La sanction est d'autant plus inacceptable que ce militant communiste a été sanctionné alors qu'il était aux vestiaires en dehors de ses heures de travail. Une telle mesure de répression vise en fait à porter atteinte à un militant communiste qui appela à lutter contre le démantèlement de l'entretien et pour le maintien du plein emploi. Pourtant les travailleurs ne se sont pas laissés intimider par ces menaces de la direction. En effet déjà la majorité du personnel de l'entretien a manifesté son indignation devant cette mesure répressive et injustifiée en signant la pétition adressée à la direction générale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour exiger de la direction régionale de la S.N.C.F. la levée des menaces de sanctions qui pèsent sur ce cheminot et que soit mis fin à la répression contre les cheminots qui luttent pour la défense des revendications de leurs camarades à l'entreprise.

Réponse. — Le cas évoqué concerne en fait un agent de la division du budget de la région S.N.C.F. de Nancy qui a indûment pénétré, alors qu'il était en congé, dans les bâtiments de la direction régionale afin de s'installer dans le couloir donnant directement accès aux locaux de travail où il a procédé irrégulièrement à une vente de muguet. L'intéressé qui, par ailleurs, n'assure aucune fonction syndicale ou représentative, a ainsi délibérément contrevenu aux dispositions réglementaires qui interdisent nettement aux agents de se livrer à des manifestations de quelque nature qu'elles soient dans les emprises du chemin de fer. Il est en outre à souligner que, d'une manière générale, aucune vente ou souscription, même à but philanthropique, n'est admise dans les locaux de la S.N.C.F. non ouverts au public. L'infraction commise par l'agent a été sanctionnée dans le cadre de la procédure disciplinaire régulière, par un rappel à l'ordre, mesure qui constitue la plus bénigne des punitions prévues par le statut des cheminots.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

Contrats de travail (priorité d'embauchage).

21218. — 17 octobre 1979. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre du travail et de la participation si les dispositions de l'article L. 122-19 du code du travail accordant un droit de priorité d'embauchage durant une année à compter de sa libération du service national à un salarié dans l'établissement où il travaillait avant son départ aux armées impliquent : 1° Qu'il doit s'agir d'un emploi ressortissant de la même catégorie professionnelle ou s'il peut concerner des fonctions différentes. A titre d'exemple, un cuisinier dans un hôtel restaurant peut-il obtenir

priorité, à défaut d'embauchage dans cette catégorie, dans un autre emploi tel que portier ou commis de bar; 2° Qu'il doit s'agir du même employeur, ou que le salarié garde la priorité en cas de cession intervenue durant son absence; 3° Que ledit salarié possédait, le cas échéant, une certaine ancienneté (au minimum 1 an de présence) et si une convention collective peut valablement prévoir cette condition d'emploi minimale.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire relative aux conditions d'application du droit de priorité d'embauchage dont bénéficie le salarié libéré du service national appelle les précisions suivantes : 1° l'article L. 122-19 doit s'interpréter à la lumière des termes de l'article L. 122-18, puisque ces deux textes visent à permettre la réinsertion professionnelle du jeune dans l'entreprise où il était employé avant son départ au service national. Or, l'article L. 122-18 prévoit la réintégration soit dans l'emploi antérieur soit dans un emploi ressortissant à la même catégorie professionnelle. Cette limitation du droit de réintégration se justifie par le fait que le contrat initial a été conclu en vue de l'exercice d'un certain type d'activité et que c'est à ce même type d'activité seulement que le salarié peut prétendre lors de sa réintégration. S'il en allait autrement, le contrat reprendrait sur des bases entièrement différentes du point de vue de la nature de l'emploi occupé et la disposition du dernier alinéa de l'article L. 122-18 ne serait plus justifiée. Par analogie, l'article L. 122-19 doit être entendu comme ouvrant une priorité d'embauchage pour un emploi de la même catégorie professionnelle que l'emploi occupé avant le service national. Un ancien cuisinier ne pourrait donc s'en prévaloir pour obtenir un emploi de portier; 2° lorsque la cession intervient pendant l'année suivant la fin du service national, c'est-à-dire pendant la période correspondant au droit de priorité à l'embauchage, il y a lieu de considérer que le salarié peut se prévaloir de ce droit à l'égard du nouvel employeur par application de l'article L. 122-12. Bien qu'il ne s'agisse pas, à proprement parler, d'un contrat en cours, le droit dévolu par le salarié est un droit en cours et dérivé directement d'un contrat antérieur. La modification juridique de l'employeur ne doit donc pas avoir pour effet de faire disparaître ce droit; 3° aucune disposition du code du travail ne restreint le bénéfice des droits ouverts par l'article L. 122-19 à une condition d'ancienneté minimale. Les conventions collectives ne pouvant comporter, selon l'article L. 132-1, que des dispositions plus favorables aux travailleurs que celles des lois et règlements en vigueur, il en résulte qu'elles ne sauraient soumettre l'application de ce texte à une condition restrictive qu'il ne prévoit pas.

Entreprises (charges sociales).

22188. — 9 novembre 1979. — **M. Louis Besson** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la concurrence que des employeurs occasionnels peuvent faire déloyalement à des professionnels permanents. Si les artisans du bâtiment doivent supporter des charges sociales, non seulement au titre des cotisations de sécurité sociale, mais également au titre des caisses de chômage, intempéries et congés payés en application des articles L. 223-16 et L. 731-1 et suivants du code du travail, la jurisprudence établie par un arrêt du 2 mars 1939 de la cour de cassation conduit à dispenser les employeurs occasionnels dont l'activité personnelle ne relève pas du secteur du bâtiment de toutes ces charges complémentaires qu'acquittent pourtant les employeurs permanents, au prétexte que ce n'est pas l'activité demandée au salarié occasionnel qui détermine les charges de l'employeur occasionnel mais la raison sociale de l'employeur occasionnel. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour faire cesser cette anomalie et rétablir dans ce secteur d'activité de saines conditions de concurrence.

Réponse. — Le champ d'application de la législation sur le chômage intempéries qui découle de la loi du 21 octobre 1946 se réfère à la nomenclature des activités économiques. Ainsi le régime d'indemnisation du chômage intempéries prend en compte le critère de l'activité économique exercée par l'entreprise et non pas l'activité du salarié. De ce fait, une personne qui occupe occasionnellement un salarié du bâtiment doit le déclarer à la sécurité sociale et à l'Assedic dont les champs d'application prennent en compte l'activité du salarié lui-même. Par contre, le salarié ne doit pas être déclaré à la caisse de congés payés du bâtiment dont le champ d'application se réfère à l'activité de l'entreprise. C'est ainsi que l'employeur occasionnel d'un ouvrier du bâtiment doit le déclarer à la sécurité sociale et à l'Assedic mais pas à la caisse de congés payés puisque l'entreprise n'a pas son activité principale dans le secteur du bâtiment.

Emploi et activité (offres d'emplois)

22880. — 24 novembre 1979. — **M. Marcel Tassy** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des demandeurs d'emploi qui se trouvent dans la même situation que **Mme R...**, c'est-à-dire des travailleurs privés d'emploi qui, après

avoir obtenu un diplôme clôturant le stage F.P.A. obtenu sur proposition de l'A.N.P.E. ne se voient proposer que des emplois à durée déterminée. Les employeurs, considérant l'âge de ces candidats, en l'occurrence quarante-deux ans, comme un obstacle majeur à un contrat à durée indéterminée les privant ainsi d'un travail stable et permanent. Il lui demande de bien vouloir préciser quelles perspectives s'offrent aux nombreux travailleurs qui se trouvent dans cette situation.

Réponse. — Les stagiaires de formation de l'association pour la formation professionnelle des adultes trouvent, dans une proportion de 70 p. 100, un emploi dans les trois mois qui suivent leur sortie de stage. Ce chiffre doit être modulé, d'une part, en fonction de la spécialisation acquise, qui correspond le plus souvent à un désir de l'intéressé lui-même, et d'autre part, de la localisation géographique de la demande d'emploi exprimée par le stagiaire. De plus, les offres d'emplois stables peuvent être assorties d'exigence d'ancienneté ou d'expérience, alors que les candidats ayant obtenu un diplôme de l'A.F.P.A. ne remplissent effectivement pas toujours ces conditions. Dans ce cas, des expériences temporaires dans la nouvelle qualification leur permettent d'acquérir un début de pratique professionnelle. Cependant, il est précisé à l'honorable parlementaire que l'article L. 311-4 du code du travail dispose notamment qu'« il est interdit de faire publier dans un journal, revue ou écrit périodique une insertion d'offres d'emploi ou d'offres de travaux à domicile comportant la mention d'une limite d'âge supérieure exigée du postulant à un emploi soumis aux dispositions du code du travail ». Par ailleurs, le Gouvernement, tout en veillant à ne pas favoriser un développement excessif du recours par les entreprises à des formes de travail précaire, a, par la loi du 3 janvier 1979, entendu substituer à une construction jurisprudentielle parfois nuancée, une définition légale du contrat de travail à durée déterminée, pour en préciser le régime juridique, la formation, l'exécution et la rupture. En outre, si l'utilisation du contrat à durée déterminée permet à l'entreprise de moduler les temps d'embauche en fonction de ses besoins et constitue par là un élément de souplesse de l'appareil économique, en contrepartie, et à la différence du contrat de travail à durée indéterminée, le salarié est assuré d'une sécurité d'emploi durant la durée convenue de l'exécution du contrat, du fait de l'impossibilité théorique des parties de se séparer avant le terme fixé sauf à engager leur responsabilité contractuelle. Pour ce qui concerne le cas évoqué par l'honorable parlementaire, il lui est demandé de bien vouloir préciser l'identité de l'intéressée afin que sa situation puisse être examinée.

Travail (droit du travail).

22810. — 13 décembre 1979. — **M. Roland Huguet** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la sanction, consistant en deux jours d'exclusion de l'entreprise, dont a été victime un travailleur parce qu'il distribuait des tracts relatifs aux élections prud'homales sur les lieux de travail. Il lui demande si cette sanction est justifiée et quelles mesures il compte prendre pour remédier à ce genre de situation.

Réponse. — Le ministre du travail et de la participation ne peut se prononcer sur l'affaire qui lui est soumise en l'absence de renseignements précis sur les circonstances de fait qui l'ont entourée. Il appartient d'ailleurs au salarié qui conteste la sanction disciplinaire prise à son encontre de saisir le tribunal compétent qui se prononcera souverainement après avoir vérifié et apprécié tous les éléments de l'espèce au regard des principes qui régissent l'exercice du pouvoir disciplinaire par le chef d'entreprise.

Emploi et activités (entreprises : Ile-et-Vilaine).

25104. — 28 janvier 1980. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation de l'emploi à Redon (Ile-et-Vilaine). Cette ville de 10 000 habitants connaît un chômage trois fois supérieur à la moyenne nationale. Depuis 1975 les fermetures d'entreprises se succèdent. Le b'n peut s'établir ainsi : dans l'industrie textile (Riffaud-Mikael) : 140 licenciements; dans le bâtiment (Ricordel, Tince, Quelard) : 200 licenciements; dans le machinisme agricole, la S.N.E.T. Garnier a cessé ses activités en juillet 1979 après avoir compté près de 1 000 travailleurs en 1970 puis 480 après 1975; dans la construction navale avec l'U.M.M. : 30 licenciements. De nombreuses entreprises ont licencié du personnel ou diminué leurs effectifs : Flaminaire (briquets) : 250 licenciements en 1977-1978; S.R.P.I. (téléphone) : 167 licenciements en 1979; Bic (briquets) : 80 travailleuses à domicile licenciées; La Laiterie moderne : 18 licenciements; Cahours (machines à bois) : 20 licenciements; Dubois (haute couture) compte aujourd'hui une cinquantaine d'ouvrières en moins; Duval (plastique) : 20 licenciements. Aujourd'hui, de nouvelles entreprises sont menacées : S.E.M.E.S. (bois) : 150 ouvriers, qui vient de déposer son bilan; S.R.P.I. (téléphone) : 230 ouvrières et ouvriers qui n'ont

plus de travail depuis décembre 1979. La Laiterie moderne : une centaine d'employés dont l'avenir est incertain. Cette impressionnante « série noire » pour Redon est le résultat des divers plans de restructuration au niveau national et international préconisés par le Gouvernement (industrie du bois, textile, construction navale, etc.) ainsi que la politique d'austérité qui entraîne la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs des villes et des campagnes (bâtiment, briquets, machinisme agricole) dans une région où les salaires sont déjà les plus bas de la gamme. Certaines entreprises ont également été victimes de la politique économique européenne de la France et de la volonté du Gouvernement de favoriser les investissements à l'étranger (machinisme agricole, etc.) ou des choix effectués nationalement pour ce qui concerne la technique du téléphone. Sur les quatre cantons de la zone A.N.P.E. de Redon, les demandeurs d'emplois étaient 2 455 en septembre 1979, soit 18,19 p. 100 de la population active salariée et trois fois plus que pour l'ensemble de la France. Le taux de chômage des travailleurs de plus de quarante ans a progressé de 49 p. 100 en un an (ces travailleurs ont peu de chance de retrouver un emploi). Les coupures d'électricité sont en augmentation de 50 p. 100 dans certains quartiers populaires en 1979 par rapport à la même période en 1978. Plus de 10 p. 100 des locaux d'H.L.M. ont un retard de loyer de plus de trois mois, contre 7 p. 100 pour le département. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser une situation devenue insupportable pour les populations de la région de Redon.

Réponse. — La situation de l'emploi à Redon est détériorée depuis qu'un certain nombre d'entreprises connaissant des difficultés financières ont jugé nécessaire de recourir à des licenciements. Un certain nombre de licenciements procèdent de mutations qui touchent globalement certains secteurs de l'économie française, et que l'évolution technologique rend inévitables. Ainsi en est-il du secteur de la téléphonie. Cependant, un certain nombre d'aspects positifs permettent d'estimer qu'un redressement de la situation de l'emploi pourrait intervenir. Ainsi, à (35) Langon, une nouvelle unité de production des Etablissements Rove a été inaugurée le 18 mars 1980 par le secrétaire d'Etat au travail manuel. A Redon, une antenne de la Bibliothèque nationale sera implantée dans les deux années à venir. De même à Redon, le Chromage industriel de l'Ouest, créé au milieu d'année 1979, emploie actuellement une vingtaine de salariés. A (44) Saint-Nicolas-de-Redon, un centre Leclerc a été créé en août 1979, créant soixante emplois. A (56) Rieux, l'unité des Laboratoires Yves Rocher, de La Gacilly, ouverte en mai 1979, occupe 210 personnes. A (56) Saint-Jacut-les-Pins, les Etablissements Kelt-Marine, de Vannes, implantent une unité de fabrication de bateaux de plaisance, dont l'activité débuterait en fin 1980, entraînant la création de soixante-cinq emplois. Les services du travail suivent avec la plus grande attention la situation de l'emploi dans le bassin de Redon.

Emploi et activité (Agence nationale pour l'emploi).

27304. — 10 mars 1980. — M. Henri Darras appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation, après la publication du décret relatif au statut de l'Agence nationale pour l'emploi, sur l'importance du rôle de ces agences qui ne doit pas se limiter au seul dénombrement des chômeurs. Tous les efforts doivent être tentés pour qu'au contraire l'A.N.P.E. soit un grand service public de l'emploi capable d'intervenir efficacement dans la réinsertion des travailleurs et des jeunes privés d'emploi. De nombreux problèmes restent posés et parmi ceux-ci : l'amélioration des conditions de travail du personnel, l'augmentation des effectifs et des crédits, l'amplification des moyens techniques mis à leur disposition, leur permettant d'accomplir une mission délicate mais importante dans la solution du problème du chômage. Il demande en conséquence à M. le ministre les dispositions qu'il compte prendre en ce sens.

Réponse. — Il est porté une attention particulière et constante aux problèmes d'organisation et de fonctionnement des unités de l'Agence nationale pour l'emploi, tant il est évident qu'elles constituent l'élément moteur du service public de placement. Il s'agit du choix judicieux de leur lieu d'installation, de la fixation de leur taille et de leur nombre dans une zone donnée, compte tenu du volume de la population salariée, de l'importance relative des mouvements migratoires quotidiens, de la densité des implantations d'entreprises. Il s'agit enfin de la détermination des effectifs globaux et catégoriels de personnels, de la formation de ceux-ci, de l'équipement immobilier et de l'utilisation d'instruments techniques nécessaires. Ce sont autant de facteurs qui conditionnent le rapprochement des unités des usagers, la qualité et le suivi des contacts avec ces derniers, l'aptitude à répondre aux besoins exprimés par des prestations concrètes et diversifiées, la connaissance des options et comportements sur le marché du travail, les filières professionnelles, les modifications des qualifications, les inadéquations entre l'offre et la demande d'emploi. Des efforts ont été faits dans tous ces domaines notamment en application du programme d'action prioritaire n° 10 du VII^e Plan et

accentués au cours d'un redéploiement de l'A.N.P.E. pour privilégier face à la conjoncture les opérations de placement. C'est ainsi que les accroissements successifs depuis ces dernières années ont abouti au 31 décembre 1979, à 619 unités (340 agences locales de l'emploi et 279 antennes) et 8 408 agents dont 3 171 professeurs-placiés, 321 chargés d'information, 517 conseillers professionnels, 2 749 agents administratifs; en outre, le personnel opérationnel vient d'être renforcé par le recrutement de 500 cadres ayant une bonne expérience d'entreprise, qui sont spécialisés dans les relations avec les employeurs et les organismes professionnels dans le but de faciliter et d'intensifier la prospection et le recueil des offres d'emploi; parallèlement sont mis en œuvre des supports techniques de traitement de l'offre et de la demande tels le répertoire opérationnel des métiers et emplois et principalement, des systèmes informatiques devant couvrir à terme l'ensemble du territoire national non seulement en ce qui concerne les statistiques du marché de l'emploi mais surtout en vue d'assurer une aide complète aux unités dans leurs tâches de gestion totale en temps réel de l'offre, de la demande et du placement. Aussi les résultats obtenus par l'A.N.P.E. lors du second semestre 1979 traduisaient-ils une nette progression par rapport à la même période de l'année antérieure : 612 767 offres collectées soit une augmentation de 8,9 p. 100; — 363 611 placements effectués soit un progrès de 6,1 p. 100. Cette tendance s'est très sensiblement accrue pendant tout le premier trimestre 1980 : à titre indicatif, au cours du mois d'avril dernier la progression, comparativement à la période correspondante de 1979, a été de 25,1 p. 100 pour les offres enregistrées et de 20,1 p. 100 pour les placements réalisés. Des améliorations décisives sont légitimement attendues de la réforme de l'établissement. D'une part, les unités vont être peu à peu déchargées des lourdes charges administratives liées à l'indemnisation du chômage et à la garantie des droits sociaux et pourront, de la sorte, se consacrer essentiellement à leurs missions de prospection des offres, d'information, de conseil professionnel, d'orientation et d'insertion ou de réinsertion des demandeurs dans la vie active. D'autre part, la participation des partenaires sociaux aux responsabilités aménagées au sein des nouvelles structures de l'A.N.P.E. ainsi qu'une déconcentration plus poussée, devront permettre la souplesse, la cohérence et l'adaptation aux réalités géographiques, démographiques, et socio-économiques de l'ensemble du dispositif de régulation du marché de l'emploi et de ses interventions. Ces perspectives imposent des transformations profondes en ce qui concerne les méthodes et les moyens d'action permettant d'atteindre les objectifs fixés. Enfin, l'effort budgétaire consenti par le Gouvernement à l'A.N.P.E. est poursuivi; ainsi la dotation est-elle de 932 millions de francs en 1980, contre 860 en 1979.

Bâtiment et travaux publics (réglementation).

28579. — 31 mars 1980. — M. Sébastien Couepel expose à M. le ministre du travail et de la participation que, conformément aux dispositions de l'article R. 324-1 inséré dans le code du travail par l'article 1^{er} du décret n° 79-492 du 13 juin 1979 « tout entrepreneur travaillant sur un chantier ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire doit, pendant la durée de l'affichage du permis, afficher sur le chantier son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse... » Il lui demande de bien vouloir préciser si, dans ce texte, le mot « entrepreneur » désigne chaque entreprise travaillant sur le chantier, ou seulement le maître de l'ouvrage tel que, par exemple, un groupement d'artisans en G.I.E., une société ou un promoteur responsable de l'ensemble du chantier.

Réponse. — Le décret du 13 juin 1979 portant obligation d'affichage sur les chantiers ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire des nom, raison sociale et adresse des entrepreneurs y travaillant, a notamment pour but de faciliter la lutte contre le travail clandestin. Ses dispositions doivent permettre l'identification des entrepreneurs employant les personnes occupées sur les chantiers. L'affichage de l'identité du maître de l'ouvrage, qui peut ignorer l'identité des ouvriers employés sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit d'un entrepreneur faisant effectuer le travail en sous-traitance ou d'un particulier auquel doit revenir l'ouvrage, serait sans intérêt en matière de répression du travail clandestin, sauf s'il était établi que le donneur d'ouvrage a eu personnellement recours à des travailleurs clandestins. C'est donc l'identité de chaque entreprise travaillant sur le chantier qui doit figurer sur les panneaux prévus par le décret du 13 juin 1979.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

28969. — 7 avril 1980. — M. Robert-André Vivien signale à M. le ministre du travail et de la participation le cas suivant : l'ancien P. D. G. d'une société anonyme détenant actuellement 90 p. 100 des actions de cette société envisage de céder progressivement ses actions à son fils qui lui succéderait à la tête de l'entreprise afin

de pouvoir se consacrer personnellement uniquement à la promotion des exportations, ce qui lui vaudrait d'être rémunéré à la commission. Il lui demande si cette personne pourrait être considérée, sur le plan fiscal, comme V. R. P. salarié, mais qu'elle aurait également la qualité d'ancien P. D. G. de la société pour laquelle elle travaillerait, qu'elle en demeurerait l'actionnaire principal et qu'elle serait le père du nouveau P. D. G. de la société en question.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire qu'il n'existe aucune disposition législative ou réglementaire interdisant à un ancien dirigeant d'une entreprise d'en devenir le salarié, dès lors qu'il n'exerce plus aucun pouvoir de mandataire social au sein de l'entreprise. Sous cette réserve, rien ne s'oppose à ce qu'il bénéficie du statut de voyageur, représentant, placier, s'il remplit les conditions précisées par les articles L. 751-1 et suivants du code du travail. Il n'en demeure pas moins que les tribunaux ont toujours la possibilité de disqualifier cette relation du travail s'ils estiment qu'elle constitue un moyen de se soustraire à des dispositions législatives ou réglementaires. D'autre part, il appartient aux services du ministre du budget de se prononcer, en fonction du cas d'espèce, sur la question de savoir si cette situation constitue une tentative de fraude à la législation fiscale.

Chômage : indemnisation (allocations).

29404. — 21 avril 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des cadres âgés sans emploi. A compter d'un certain âge (cinquante-cinquante-cinq ans), les possibilités d'un reclassement stable des intéressés s'avèrent très minces. Afin de maintenir ou de renouveler les indemnités de chômage, ou d'accorder la garantie de ressources à l'âge de soixante ans, les Assedic exigent qu'il leur soit fourni les preuves de la recherche active d'un emploi. Pour satisfaire à cette obligation, les cadres font état du recours à n'importe quelles annonces, alors que le moyen le plus efficace de reclassement passe par le jeu des relations, lequel ne laisse pas ou peu de traces écrites. D'autre part, l'éventualité d'un refus du prolongement des indemnités est une source d'anxiété qui s'ajoute au désarroi des intéressés. Plutôt que de contraindre les cadres au chômage à apporter la preuve, par des moyens douteux et démoralisants, de la recherche d'un emploi rétribué, il apparaîtrait souhaitable que les intéressés puissent être orientés vers des activités bénévoles (civiques, sociales, culturelles...) ouvrant droit, sur présentation de certificats les attestant, à la perception de leurs indemnités. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître l'accueil susceptible d'être réservé à cette suggestion, laquelle devrait naturellement, si elle était retenue, donner lieu à une étude approfondie, pour tenir compte de la diversité des cas pouvant se présenter.

Réponse. — Il convient de noter en premier lieu que le régime d'assurance chômage n'indemnise le chômage que lorsque celui-ci est total, c'est-à-dire lorsqu'il entraîne un arrêt complet d'activité pour le travailleur privé d'emploi. Cette règle d'incompatibilité entre l'exercice d'une activité professionnelle et le bénéfice des allocations découle de l'article 45 du règlement annexé à la convention du 27 mars 1979 : « Le service des allocations doit être interrompu le jour où l'intéressé retrouve une activité professionnelle salariée ou non ». Cette règle est applicable même si cette activité ne procure que peu voire pas de ressources. Du point de vue de la réglementation du régime d'assurance chômage, il convient de distinguer, d'une part, une activité réduite s'apparentant à une forme d'utilisation particulière des loisirs même si celle-ci procure quelques ressources occasionnelles et, d'autre part, une activité réduite présentant certaines caractéristiques d'une activité professionnelle. Le maintien des allocations peut être décidé à la demande des intéressés et sous réserve que l'ensemble des autres conditions exigées pour le versement des allocations soient satisfaites. Pour l'appréciation de ces demandes, il doit être tenu compte de la nature et de l'importance de l'activité, des conditions d'exercice de cette activité, du montant des rémunérations, qu'il s'agisse d'un salaire, d'honoraires, de commissions ou de piges. En cas de décision favorable, le travailleur sans emploi a droit aux allocations de base pour les journées de chômage constaté. Les règles énoncées ci-dessus sont applicables aux bénéficiaires de l'allocation spéciale visée à l'article 5 du règlement annexé à la convention du 27 mars 1979. En ce qui concerne la garantie de ressources, il convient de faire la distinction, entre les personnes licenciées et les personnes démissionnaires. Dans le cas des personnes licenciées, si l'activité est véritablement occasionnelle et réduite, le maintien de la garantie de ressources peut être autorisé par la commission paritaire. Dans tout autre cas, le bénéfice de la garantie doit être suspendu, mais le service des allocations de base peut être repris avec application du système de décalage et à condition que le chômeur se soumette à nouveau au contrôle des services publics compétents. La commission paritaire peut être consultée à l'avance pour les bénéficiaires de la garantie de ressources qui envisagent de prendre une activité réduite. Dans le cas des per-

sonnes démissionnaires, la reprise d'une activité professionnelle, salariée ou non salariée, interrompt totalement le versement de la garantie; le versement est repris dès la cessation de l'exercice de cette nouvelle activité. Si un allocataire du régime exerce une activité professionnelle sans qu'une décision du directeur départemental du travail et de l'emploi ou de la commission paritaire de l'A.S.S.E.D.I.C. ait décidé l'octroi ou le maintien des prestations, le service des allocations devrait être interrompu et les prestations indûment perçues remboursées. Dans ce cas, la commission paritaire de l'A.S.S.E.D.I.C. peut, en application de l'article 46 du règlement, prononcer une remise totale ou partielle des sommes indûment perçues. Il appartient aux intéressés de faire appel auprès de cette instance et, éventuellement, le fonds social peut décider d'une intervention si les intéressés sont aux prises avec des difficultés financières particulières. Toutefois, il convient de noter qu'en ce qui concerne la question particulière évoquée par l'honorable parlementaire concernant le bénévolat, l'Unedic n'étant pas compétente pour modifier le règlement du régime d'assurance chômage, la suggestion faite sera portée à la connaissance des organisations signataires de la convention du 31 décembre 1958.

Travail (travail noir).

29519. — 21 avril 1980. — M. Roland Huguet appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le problème du travail clandestin. Ce type d'activité aurait, en 1978, concerné plus de 800 000 personnes, soit à p. 100 des travailleurs. Son chiffre d'affaires serait de 80 milliards de francs. Il occasionnerait une évocation fiscale de 150 millions de francs au titre de la T. V. A. et une perte de 250 millions de francs pour la sécurité sociale. M. Roland Huguet demande donc à M. le ministre du travail et de la participation si le Gouvernement envisage de prendre des dispositions qui sortiraient le « travail au noir » de la clandestinité en le rendant intéressant à tous égards plutôt que d'accentuer sans résultat significatif la répression.

Réponse. — Dans le cadre de la lutte poursuivie contre le travail clandestin, un certain nombre de mesures ont été récemment prises par le Gouvernement : obligation d'affichage sur les chantiers de l'identité des entreprises y travaillant, en vue de faciliter les contrôles (décret n° 79-102 du 13 juin 1979); réalisation d'une campagne d'information télévisée et remise d'une lettre de mise en garde contre les inconvénients du travail clandestin lors de la délivrance du permis de construire; organisation d'opérations coordonnées de contrôle dans les départements. Toutefois, certaines difficultés persistent dans l'application des textes prohibant le travail clandestin. C'est pourquoi, en vue de réduire les abus consécutifs à cette forme de fraude, le conseil des ministres du 12 mars 1980 a créé un groupe national de lutte contre le travail clandestin. Ce groupe qui s'est réuni pour la première fois le 30 mai 1980 a notamment pour objet de faire toutes propositions utiles pour une éventuelle réforme de la législation dans ce domaine.

Formation professionnelle et promotion sociale (établissements).

29757. — 21 avril 1980. — M. Marcel Rigout attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur l'urgente nécessité d'ouvrir de véritables négociations avec les représentants du personnel des centres A.F.P.A. Des dangers mortels pèsent sur ce service public si des mesures ne sont pas prises dans les meilleurs délais. L'insuffisance du budget 1980 identique à celui déjà très faible de 1979 ne permettra pas d'atteindre les objectifs proclamés, notamment l'ouverture de sept centres nouveaux. Il lui demande ce qu'il entend faire pour surmonter cette situation et s'il est résolu à négocier sans délai avec les représentants du personnel.

Réponse. — L'association nationale pour la formation professionnelle des adultes est une institution tripartite, constituée de représentants des pouvoirs publics, des syndicats de travailleurs et des organisations d'employeurs et à ce titre, elle entretient des contacts permanents avec les milieux professionnels au sein de ses instances délibérantes et consultatives. Pour ce qui concerne les conditions de fonctionnement ou de dispositif de formation, le directeur général de l'association est seul compétent pour mener des négociations avec les représentants du personnel. Par ailleurs, il faut signaler que le budget de fonctionnement de l'A. F. P. A. connaît une augmentation de 13,4 p. 100 en 1980 par rapport à l'année précédente. L'importance des moyens mis à la disposition de l'association devrait donc permettre d'assurer le fonctionnement des centres de formation existants et d'ouvrir des centres dont la construction avait été autorisée puis entreprise au cours des dernières années. Il en est ainsi pour les centres d'Ajaccio, Thionville, Cholet, Roiffé, Bordeaux-Pessac, Saint-Ouen-l'Aumône, Mantes-Magnanville et Doué-la-Fontaine.

Emploi et activité (politique de l'emploi : Poitou-Charentes).

29964. — 28 avril 1980. — **M. Philippe Marchand** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'aggravation prévisible de la situation de l'emploi au cours du VIII^e Plan. Une récente étude de **M. N. S. E. E.** montre qu'en l'absence de tout changement au niveau de la politique économique et sociale, notre pays continuera de perdre 20 000 emplois par an avec en perspective un volume de plus de 2 millions de chômeurs en 1985. Dans certaines régions l'évolution est particulièrement inquiétante. En effet, seulement six régions de programme verront le nombre de leurs emplois s'accroître légèrement tandis qu'il diminuera dans les seize autres. Ainsi, de 1975 à 1985, le Poitou-Charentes aura enregistré une perte nette de 27 000 emplois. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation désastreuse.

Emploi et activité (politique de l'emploi : Lorraine).

30256. — 5 mai 1980. — **M. Yvon Tondou** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'aggravation prévisible de la situation de l'emploi au cours du VIII^e Plan. Une récente étude de **M. N. S. E. E.** montre qu'en l'absence de tout changement au niveau de la politique économique et sociale, notre pays continuera de perdre 20 000 emplois par an avec, en perspective, un volume de plus de 2 millions de chômeurs en 1985. Ceci est d'autant plus préoccupant que les tendances décrites dans une précédente étude de **M. N. S. E. E.**, effectuée en 1975, aussitôt démentie par les pouvoirs publics, se sont, malheureusement révélées exactes. Dans certaines régions, l'évolution est particulièrement inquiétante. En effet, seulement six régions de programme verront le nombre de leurs emplois s'accroître légèrement, tandis qu'il diminuera dans les seize autres. Ainsi, de 1975 à 1985 la Lorraine aura enregistré une perte nette de 59 000 emplois. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation désastreuse et empêcher que les aggravations de la situation de l'emploi décrites dans cette étude se réalisent.

Réponse. — Il convient de ne pas donner une importance excessive à des exercices de projection d'emploi à moyen terme, alors que les bases de ces projections sont particulièrement fragiles, tant au niveau des modèles utilisés qu'au niveau de l'appréciation de ce que sera l'évolution économique réelle à des horizons aussi éloignés que 1985. Ce point de vue prudent est conforté par les évolutions constatées au cours des dernières années : malgré un environnement pourtant peu favorable, l'économie française a créé 201 000 emplois supplémentaires de 1973 à 1979 (647 000 créations nettes d'emplois salariés non agricoles). Le Gouvernement est cependant conscient des difficultés que provoque pour l'emploi l'évolution démographique de notre pays, c'est-à-dire l'arrivée chaque année de 250 000 personnes supplémentaires sur le marché du travail. Il poursuivra donc une politique active de l'emploi : soutien de l'activité économique, restructuration de certaines branches industrielles, développement des industries du futur, action systématique en faveur de la formation professionnelle, renforcement de l'efficacité de l'agence nationale pour l'emploi, action en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes par la mise en œuvre du pacte pour l'emploi, action en faveur de la création d'entreprise notamment par les salariés privés d'emploi, poursuite de la politique nationale de solidarité en faveur des régions les plus menacées en matière de perte d'emploi.

Etrangers (logement).

31216. — 26 mai 1980. — **M. Jean-Pierre Pierre-Bloch** indique à **M. le ministre du travail et de la participation** qu'il existe un problème important dans les hôtels, garnis, meublés, qui hébergent en particulier des travailleurs immigrés, dont les propriétaires peuvent être considérés comme des marchands de sommeil. Certains de ces locaux sont vétustes et non entretenus au détriment de la législation et de toute règle d'hygiène. Les tarifs sont souvent supérieurs à leur catégorie et les prix ne sont pas affichés. Le nombre des occupants est souvent en surnombre. Les services, fournitures de draps, chauffage, ménage dans les chambres et parties communes, ne sont pratiquement pas faits. Le nombre de W.-C., douches, lavabos, est souvent insuffisant et non entretenu. Il serait souhaitable que le ministre de l'intérieur rappelle aux préfets la stricte application des lois en vigueur et en particulier les lois n^{os} 73-548 du 27 juin 1973 et 76-632 du 13 juillet 1976, relatives à l'hébergement collectif. Que compte faire le Gouvernement pour que cette législation soit appliquée.

Réponse. — Une enquête est en cours visant à faire le bilan de l'application pour Paris de l'ensemble des moyens réglementaires existant pour lutter contre les mauvaises conditions d'hébergement, en hôtels meublés et en garnis. Une réponse sera apportée à la question de l'honorable parlementaire dès réception des renseignements demandés.

Formation professionnelle et promotion sociale (personnel).

30304. — 5 mai 1980. — **M. Alain Bonnet** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation extrêmement préoccupante des personnels de l'A.F.P.A. La pénurie de crédits budgétaires se fait cruellement sentir dans de nombreux centres. Cette situation était d'ailleurs prévisible, puisqu'à l'évidence la reconduction pure et simple des crédits 1979 pour 1980 ne permettait pas d'augmenter les effectifs, d'améliorer les conditions de travail et, d'une manière plus générale, de sauvegarder les missions essentielles de ces organismes. Ne pense-t-il pas, en conséquence, qu'il serait indispensable de prévoir un complément budgétaire dans les plus brefs délais.

Réponse. — La progression des crédits attribués, tant en fonctionnement qu'en investissement, à l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes depuis trois années s'est inscrite tout à fait normalement dans le cadre des directives données par le Premier ministre lors de la préparation des différentes lois de finances, les crédits destinés à l'A.F.P.A. figurant en effet sur les chapitres 43-71 et 66-71 du budget du ministère du travail et de la participation. Ainsi, le budget de fonctionnement de l'A.F.P.A. connaîtra une progression de 13,4 p. 100 au titre de 1980 par rapport à l'exercice précédent. Quant au programme d'équipement, qui s'élevait à 113,3 millions de francs en 1978, il atteindra 123,9 millions de francs en 1980. L'A.F.P.A. sera donc en mesure de poursuivre la modernisation de son dispositif et, par un effort d'amélioration de sa gestion, d'accroître sa productivité afin de répondre à la diversité de la demande de formation.

Etrangers (cartes de travail).

31257. — 26 mai 1980. — **M. Nicolas About** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la redevance exigée pour la constitution de dossiers de demandes de carte de travail pour les réfugiés politiques. Cette redevance, due à l'office national d'immigration par tout employeur de main-d'œuvre étrangère, paraît inadmissible lorsque celui-ci est représenté par une commune ayant consenti à un effort de solidarité humaine pour l'accueil de réfugiés. Il lui demande dans quelle mesure il pourrait prendre des dispositions afin d'exonérer les collectivités locales des frais de constitution de dossiers pour régulariser la situation de ces réfugiés politiques.

Réponse. — Les municipalités ainsi que, d'ailleurs, l'ensemble des personnes publiques, sont soumises, en cette matière, aux mêmes obligations que les employeurs de droit privé. Il n'est pas possible de les soustraire à cette obligation réglementaire, prévue par l'arrêté du 4 septembre 1975 qui fixe le taux des remboursements forfaitaires à verser à l'office national d'immigration pour couvrir les frais de contrôle en France de certaines catégories de réfugiés ainsi que les frais d'introduction et de contrôle en France de leurs familles. Par ailleurs, il convient de faire remarquer à l'honorable parlementaire que le montant de la taxe due à l'office national d'immigration à l'occasion de l'embauche de ces étrangers est extrêmement modeste au regard des frais réellement engagés par l'office. Cependant, de nouvelles dispositions viennent d'être adoptées relativement à l'accès au travail des étrangers ayant obtenu le statut de réfugié : ceux-ci seront désormais dispensés, à ce titre, d'autorisation de travail et, en conséquence, leurs employeurs ne seront plus, à l'avenir, assujettis à la redevance en cause.

Travail (contrats de travail).

31404. — 26 mai 1980. — **M. Bernard Dorcier** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le fait que certains employeurs demandent la présentation du dossier scolaire à toute personne postulant dans leur entreprise. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cesse et surtout ne se généralise pas cette pratique intolérable qui porte atteinte à la personnalité même de l'individu.

Réponse. — Il apparaît au ministre du travail et de la participation, à la lumière de la jurisprudence de la cour de cassation, que les renseignements et pièces demandés lors de l'embauche ont pour but de permettre à l'employeur d'apprécier les qualités du salarié au regard de l'emploi qu'il sollicite et ne peuvent concerner des domaines sans lien direct et nécessaire avec l'activité professionnelle qui fait l'objet du contrat de travail. C'est au regard de ce principe et, dans chaque cas, en fonction de la nature de l'emploi proposé ou des perspectives d'avenir qu'il comporte que doit être apportée une réponse à la question de savoir si un employeur peut exiger du candidat à cet emploi la production de son dossier scolaire. Dans l'hypothèse où l'honorable parlementaire aurait connaissance de cas particuliers à ce propos, les services

du ministre du travail et de la participation les examineront, à sa demande, avec la plus grande attention. Cependant, en toute hypothèse, seuls les tribunaux judiciaires auraient compétence pour trancher d'éventuels litiges en la matière.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

31509. — 2 juin 1980. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des enseignants étrangers dans les universités. La circulaire du ministère du travail (n° 07-065 du 19 juillet 1977) fixe à trois ans la période totale durant laquelle les lecteurs étrangers peuvent enseigner sous le couvert de l'autorisation provisoire de travail. Or, la grande majorité de ces lecteurs étrangers exercent leur activité pendant une période beaucoup plus longue avec l'accord des universités qui les renouvellent régulièrement dans leur poste. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour abroger la limitation à trois ans de l'autorisation provisoire accordée aux lecteurs étrangers.

Réponse. — Compte tenu de la situation particulière des lecteurs de langues nommés dans le cadre d'échanges internationaux, ces étrangers bénéficient d'une procédure simplifiée ne comportant pas d'intervention de l'office national d'immigration et le paiement par l'employeur d'une redevance et aboutissant à la délivrance automatique sur simple présentation de l'arrêté de nomination, d'une autorisation provisoire de travail valable trois ans. Ces dispositions, prises dès 1976 en collaboration avec le ministre des universités, semblent aujourd'hui ne plus correspondre exactement à la situation des lecteurs de langues au sein des universités. C'est pourquoi, conscients de ce problème, les services concernés envisagent une réforme de ces instructions visant à une prolongation de la validité de l'autorisation provisoire de travail accordée à cette catégorie d'étrangers.

Transports fluviaux (bateliers).

31996. — 16 juin 1980. — **M. Michel Rocard** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le conflit qui oppose les navigants salariés de la flotte classique sur le Rhône à certains armateurs qui cherchent à étendre le régime des équivalences à certaines catégories de marinières qui échappent jusqu'ici à leur application. Des sanctions ont été prises contre ceux des travailleurs qui voulaient s'opposer à ces mesures contraires aux avantages acquis. Il lui demande donc : 1° quelles mesures il compte prendre pour rappeler aux armateurs les dispositions légales en vigueur et en assurer le respect ; 2° s'il n'envisage pas d'intervenir pour obtenir la levée des sanctions ; 3° quelles sont les intentions des pouvoirs publics, vis-à-vis des salariés de la batellerie, en matière de diminution de la durée du travail.

Réponse. — Le ministre du travail et de la participation a déjà été informé de l'existence du conflit mentionné par l'honorable parlementaire, mais il ne semble pas que le litige opposant les marinières du Rhône à leur direction porterait sur une extension du régime des équivalences à des salariés qui n'y étaient pas soumis jusqu'ici. Quoi qu'il en soit, les services de contrôle locaux — c'est-à-dire l'inspection du travail des transports — ont été chargés d'intervenir et de veiller au respect des dispositions réglementaires et conventionnelles applicables à cette branche d'activité. Il convient de préciser que le secteur de la batellerie fluviale est régi par la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures, suivant les dispositions du décret du 30 juillet 1937 qui prévoit une équivalence selon laquelle soixante-trois heures de présence étaient réputées correspondre à quarante heures de travail effectif. Des accords intersyndicaux, intervenus le 22 novembre 1973 et le 27 septembre 1977, ont réduit successivement cette durée à soixante et une heures trente, puis à cinquante-sept heures, et ont déterminé les conditions dans lesquelles les salariés de cette branche ont droit au repos hebdomadaire, alors qu'ils sont placés, par l'article L. 221-1 du code du travail, alinéa 2, en dehors du champ d'application de la législation relative audit repos. Ainsi, aux termes de ces accords, il ne peut être dérogé à l'attribution de quarante-huit journées de repos par an, indépendamment des quatre semaines du congé annuel légal ; d'autres jours de repos sont prévus à l'occasion des fêtes légales (dix) et par application de la loi du 16 juillet 1976 sur le repos compensateur en matière d'heures supplémentaires.

Ameublement (commerce).

32292. — 23 juin 1980. — **M. Roger Durouze** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'insuffisance de la réglementation en matière de fermeture dominicale des magasins d'ameublement. Cette insuffisance, périodiquement génératrice d'incidents, résulte des dispositions du code du travail, et notamment de l'article L. 221-97 qui laissent aux préfets le soin

d'apprécier l'opportunité de prendre un arrêté de fermeture dominicale généralisée dans leur département. Il en résulte un déplacement de la clientèle vers les zones où les magasins d'ameublement sont ouverts, ce qui fausse les règles de la concurrence. Mais cela entraîne surtout pour le personnel une obligation de travail dominical sans nécessité réelle ainsi que la preuve en est apportée dans les départements de l'Est de la France où la fermeture dominicale est partout de règle pour les commerces en cause. Les syndicats des personnels concernés et la grande majorité des chefs d'entreprise du commerce de l'ameublement sont favorables aux mesures de fermeture le dimanche, sans pour cela pouvoir obtenir que soient pris les arrêtés préfectoraux correspondants. En conséquence, il lui demande quelles sont les justifications à cette non-application de la loi sur le repos dominical et quelles mesures il envisage de prendre pour y remédier.

Réponse. — L'article L. 221-5 du code du travail prévoit que le repos hebdomadaire doit être octroyé le dimanche. Cette règle s'applique sans restriction aux magasins d'ameublement. Il n'y pourrait être dérogé que sur autorisation donnée par arrêté préfectoral pris en application de l'article L. 221-6. Mais cette autorisation ne peut être accordée que s'il est établi que le repos simultané, le dimanche, du personnel de l'établissement considéré compromet le fonctionnement normal de celui-ci ou préjudicie au public. Lorsqu'ils ont eu à connaître de la question, les tribunaux administratifs n'ont jamais admis que l'une ou l'autre de ces conditions était remplie dans le cas des magasins dont il s'agit. Le Conseil d'Etat a confirmé cette jurisprudence. Par conséquent, les commerces susvisés qui ne peuvent fonctionner sans l'aide d'un personnel salarié sont dans l'obligation de fermer le dimanche. Cette obligation est parfois renforcée par un arrêté préfectoral pris en exécution de l'article L. 221-17 du code du travail sur la base d'un accord intersyndical confirmant la règle du repos dominical. Mais cette mesure vise surtout, en somme, à imposer la fermeture du dimanche des établissements concernés, même dans le cas où ils pourraient ouvrir sans employer du personnel. Il apparaît donc, en conclusion, que les textes sont suffisants, compte tenu de l'interprétation qu'en ont retenue les tribunaux, pour assurer la cessation de toute activité dominicale des commerces en cause, l'ouverture de certains d'entre eux ne pouvant se produire que dans une situation conventionnelle que le service de l'inspection du travail est chargé de constater, s'il y a lieu. L'honorable parlementaire est invité à faire connaître les cas qui auraient éventuellement échappé à leur vigilance. Une intervention sera aussitôt prescrite.

Participation des travailleurs (participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises).

32309. — 23 juin 1980. — **M. Yvon Tondou** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur le fait que certaines sociétés françaises qui emploient plus de cent salariés utilisent des moyens que réprovoque la loi pour contourner les obligations qui leur sont faites par l'article L. 442-12 du code du travail. Elles concernent les accords de participation dans les conditions fixées par l'article 217-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, modifiées par l'ordonnance n° 67-695 du 17 août 1967. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que toutes les entreprises concernées par la participation se trouvent dans l'obligation de se soumettre à ces mesures sociales, afin que les travailleurs ne se voient pas spoliés de cet avantage.

Réponse. — L'article L. 442-12 du code du travail a pour but de régler le cas des entreprises qui n'ont pas signé en temps opportun l'accord de participation prévu à l'article L. 442-2 dudit code. La réserve spéciale de participation est alors obligatoirement placée en comptes courants bloqués pour huit ans et portant intérêt au taux de 5 p. 100. Le placement en actions, auquel semble faire allusion l'honorable parlementaire en se référant aux dispositions de l'article L. 217-1 de la loi sur les sociétés commerciales — dispositions qui ont pour unique objet de permettre aux entreprises qui font participer leurs salariés aux fruits de l'expansion par l'attribution de leurs propres actions de procéder, sous certaines conditions, à leur achat en bourse — ne peut résulter que d'un accord librement négocié entre les dirigeants de l'entreprise et les représentants dûment mandatés des salariés, qu'il s'agisse des représentants syndicaux ou des membres du comité d'entreprise. Il n'apparaît donc pas que ces sociétés utilisent ainsi des moyens que réprovoque la loi pour contourner leurs obligations en matière de participation.

UNIVERSITES

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (fonctionnement).

28486. — 31 mars 1980. — **M. Louis Le Penec** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur le fait que tous les personnels des établissements d'enseignement supérieur, en particulier ceux à vocation scientifique et technique, sont soumis à des risques qu'il

conviendrait d'éviter par l'organisation d'un service de médecine du travail permettant d'assurer une protection contre les accidents du travail, une prévention contre les maladies professionnelles et, en général, une surveillance médicale permanente. Il lui demande s'il est envisagé d'appliquer le décret n° 79-231 du 20 mars 1979 sur l'organisation des services médicaux du travail aux personnels des universités, en tenant compte, dans les modalités d'application de ce texte, des structures qui peuvent déjà exister dans ce domaine au sein de l'éducation et du caractère spécifique de ce secteur de la fonction publique. Il lui demande, en outre, si la création de comités d'hygiène et de sécurité associant le personnel aux tâches de protection contre les risques professionnels et veillant à l'application des prescriptions législatives et réglementaires en matière d'hygiène et de sécurité, est prévue, et de lui indiquer si une négociation avec les organisations syndicales des personnels des universités est envisagée sur ces problèmes (réf. est faite au code du travail dans la circulaire n° 77-U 110 du 21 novembre 1977).

Réponse. — Les dispositions du code du travail qui organisent les services médicaux du travail ne sont pas applicables à la fonction publique. Cependant, l'administration centrale des universités encourage les initiatives à vocation scientifique et technique appuyées par les services de la médecine préventive universitaire. Les établissements d'enseignement supérieur ouverts au public et comportant des installations à risques élevés sont soumis à des réglementations strictes dont le président ou le directeur de l'établissement doit surveiller l'application efficace après consultations des personnels concernés et des agents chargés de la sécurité.

Recherche scientifique et technique
(Centre national de la recherche scientifique).

29759. — 21 avril 1980. — M. Robert Vizet attire l'attention de Mme le ministre des universités sur la préparation des élections au comité national de la recherche scientifique. Des engagements avaient été pris en novembre dernier permettant la réintégration dans le collège C des agents classés en I-B, ainsi que la représentation des chercheurs A, B et des ingénieurs, techniciens et administratifs dans les comités sectoriels. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin que ces engagements soient tenus et que la représentation des personnels dans les instances du C.N.R.S. soit assurée à tous les niveaux, en premier lieu en rétablissant dans leur droit légitime et antérieur tous les techniciens et administratifs.

Réponse. — Aux termes des textes réglementaires actuellement en vigueur (décret n° 79-780 du 10 septembre 1979 modifié par le décret n° 79-954 du 7 novembre 1979), la qualité d'électeur au comité national du centre national de la recherche scientifique n'est conférée qu'aux chercheurs et ingénieurs du C.N.R.S., appartenant au groupe A des personnels I.T.A. Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 13 du décret n° 79-778 du 10 septembre 1979, « les comités sectoriels sont composés des présidents des sections correspondantes du comité national et en nombre égal, de personnalités scientifiques désignées par le ministre chargé des universités après avis du ministre chargé de la recherche ».

Recherche scientifique et technique
(Centre national de la recherche scientifique; Paris).

30157. — 5 mai 1980. — M. Lucien Villa attire l'attention de Mme le ministre des universités sur les menaces qui pèsent sur les deux centres de documentation du C.N.R.S. (C.D.S.T. et C.D.S.H.), 26, rue Boyer, à Paris (20^e). Les 3 et 4 juillet 1979, le directeur du C.N.R.S. avait réservé une part très grande de ses travaux à l'étude de la documentation scientifique et technique dans notre pays. Il avait conclu au rôle préminent des centres de documentation du C.N.R.S. et reconduit le C.D.S.T. Le directeur adjoint au C.N.R.S. avait assuré les représentants du personnel que le C.N.R.S. soutiendrait les centres de documentation, les développerait et maintiendrait leurs caractères essentiels, et notamment la pluridisciplinarité. Or, le constat fait aujourd'hui est en flagrante contradiction avec les orientations qui avaient été définies: depuis juillet 1979, aucune mesure d'application des orientations décidées par le directeur n'a été prise et la situation se dégrade chaque jour; les postes vacants sont systématiquement bloqués; une politique de licenciement des hors-statuts se met en place sans qu'à aucun moment il soit envisagé de créer des postes en contrepartie; or ces hors-statuts représentent un cinquième des effectifs du C.D.S.T. qui, sans eux, sera voué à la paralysie; la bibliothèque est menacée de démantèlement; la direction commerciale, créée depuis moins d'un an, est supprimée. Devant la gravité de la situation, le personnel s'interroge et proteste contre les projets de démantèlement du C.D.S.T. S'associant pleinement aux préoccupations et aux revendications du personnel du C.N.R.S., il lui demande: 1° que soient appliquées

les orientations définies par le directeur du C.N.R.S. les 3 et 4 juillet 1979; 2° que soit reconnu clairement le potentiel scientifique et technique que représente le C.D.S.T. dans l'organisation de la documentation en France et sur le plan international; 3° d'accorder au C.D.S.T. les moyens d'assurer son service public de qualité; 4° de reconnaître les droits du personnel et ses compétences, qui doit être obligatoirement consulté avant toute décision le concernant.

Réponse. — La création des centres de documentation du C.N.R.S. a constitué une innovation de la plus grande importance et une contribution essentielle pour le développement de la recherche non seulement au C.N.R.S. mais encore dans les autres instituts publics de recherche ainsi que dans le secteur privé. Afin de vérifier la parfaite adéquation de ses centres de documentation aux besoins de la communauté scientifique, la direction générale du C.N.R.S. a entrepris des enquêtes et lancé des consultations au cours des derniers mois: elles n'ont encore donné lieu à aucune conclusion adoptée par la direction, encore moins à des décisions. Par ailleurs, le blocage des postes vacants d'I.T.A. est l'application de dispositions qui concernent l'ensemble du C.N.R.S. et qui tendent à retarder les nominations dans les postes vacants afin de permettre, en particulier, l'examen concerté avec les représentants du personnel des demandes de mutation et de réintégration qui pourraient être satisfaites par ces postes. De même, il n'est procédé à aucun licenciement de « hors statut »: la seule mesure qui puisse en être rapprochée concerne des vacataires de plus de 70 ans qui effectuaient certains travaux de rédaction. En ce qui concerne la bibliothèque, une réorganisation du service a été rendue nécessaire à la suite de l'octroi à la demande d'un organisme syndical d'une décharge totale de service pour la bibliothécaire en chef. Enfin, s'il est vrai que le poste de directeur commercial n'a pas été pourvu, ce report ne conduit en aucune manière à un démantèlement du service.

Bourses et allocations d'études
(bourses d'enseignement supérieur).

31196. — 26 mai 1980. — M. Louis Mexandeau demande à Mme le ministre des universités de bien vouloir lui indiquer le nombre global de bourses pour la préparation au concours de l'agrégation du second degré qui ont été accordées au titre de l'année scolaire 1979-1980, ainsi que la ventilation de ces bourses par catégorie suivant les académies. En outre, il lui demande de lui faire connaître le nombre de professeurs certifiés, par spécialité, qui ont bénéficié de cette bourse d'agrégation au titre de l'année scolaire 1976-1977.

Réponse. — La répartition des bourses d'agrégation accordées au titre de l'année universitaire 1979-1980 a été effectuée selon les indications du tableau ci-après.

Bourses d'agrégation
accordées au titre de l'année universitaire 1979-1980.

	DROIT, sciences économiques.	LETTRES	SCIENCES	DISCIPLINES artistiques.	TOTAL
Aix-Marseille	7	124	67		198
Amiens	1	11	2		14
Besançon		24	5		29
Bordeaux	3	62	11		76
Caen		12	5		17
Clermont-Ferrand		14	6		20
Dijon	1	24	7		32
Grenoble	15	61	54		130
Lille	7	68	14		89
Limoges		9	2		11
Lyon		35	11		47
Montpellier	8	73	16		97
Nancy-Metz		26	11		39
Nantes		19			19
Nîmes		25	12		37
Orléans-Tours		12			12
Paris	22	327	67	15	431
Créteil		3	13		16
Versailles		53	11		70
Poitiers	4	17	8		29
Reims	2	10	5		17
Rennes	1	32	16		49
Rouen		14			14
Strasbourg		23	6		29
Toulouse	2	72	28		82
Total général.....	73	1 149	374	15	1 624

En ce qui concerne la deuxième partie de la question, les statistiques sur les bourses d'agrégation attribuées en 1976-1977 ne permettent pas de distinguer les professeurs certifiés des autres bénéficiaires.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

31510. — 2 juin 1980. — M. Lucien Villa attire l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation des enseignants étrangers dans les universités. La circulaire du ministère du travail (n° 07-066 du 19 juillet 1977) fixe à trois ans la période totale durant laquelle les lecteurs étrangers peuvent enseigner sous le couvert de l'autorisation provisoire de travail. Or, la grande majorité de ces lecteurs étrangers exercent leur activité pendant une période beaucoup plus longue avec l'accord des universités qui les renouvellent régulièrement dans leur poste. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour abroger la limitation à trois ans de l'autorisation provisoire accordée aux lecteurs étrangers.

Réponse. — Les difficultés rencontrées par certains lecteurs de langues étrangères de l'enseignement supérieur pour obtenir le renouvellement de leur autorisation provisoire de travail au-delà de trois années n'ont pas manqué de retenir l'attention du ministre des universités. Des discussions sont actuellement engagées avec les services compétents du secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs immigrés et manuels) en vue de modifier la réglementation considérée.

QUESTIONS ECRITES

pour lesquelles les ministres demandent
un délai supplémentaire
pour rassembler les éléments de leur réponse.

N° 32579 Jean Seiflinger ; 32644 Joseph Franceschi ; 32716 Nicolas About ; 32826 Jean-Louis Masson ; 32827 Jean-Louis Masson ; 32950 Joseph-Henri Maujouan du Gasset ; 32956 Michel Debré ; 33012 Jack Ralite.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans les délais réglementaires.

AFFAIRES ETRANGERES

N° 32259 Robert Montdargent ; 32314 Jean-Pierre Delalande ; 32351 Pierre Bas ; 32352 Pierre-Bernard Cousté ; 32353 Emmanuel Hamel ; 32381 Pierre Mauger ; 32389 Jean-Pierre Cot ; 32397 Bernard Derosier ; 32454 Pierre-Bernard Cousté ; 32484 Robert Montdargent ; 32538 Alain Léger ; 32539 Alain Léger.

AGRICULTURE

N° 31087 Charles Millon ; 31091 Rémy Montagne ; 31125 Alain Léger ; 31126 Alain Léger ; 31157 Daniel Benoist ; 31158 Louis Besson ; 31159 Jean-Michel Boucheron ; 31167 Claude Evin ; 31189 Jean Laurain ; 31191 Georges Lemoine ; 31219 Jean-Pierre Bechter ; 31246 Louis Dariot ; 31275 André Lajoinie ; 31292 Xavier Denlau ; 31306 Henri Moulle ; 31349 Maurice Masquère ; 31358 Michel Rocard ; 31369 Francis Geng ; 31420 René Feit ; 32249 André Lajoinie ; 32293 Gilbert Faure ; 32294 Gilbert Faure ; 32300 Pierre Guidon ; 32318 Pierre Lagourgue ; 32322 Roger Fenech ; 32324 Robert Fabre ; 32339 Gilbert Millet ; 32342 Hubert Bassot ; 32347 Joseph-Henri Maujouan du Gasset ; 32359 Alain Mayoud ; 32363 Michel Barnier ; 32377 Didier Julia ; 32392 Louis Darinot ; 32408 Jacques-Antoine Gau ; 32418 Pierre Lagorce ; 32419 Martin Malvy ; 32422 Jacques Mellick ; 32442 Claude Wilquin ; 32468 Gustave Ansart ; 32471 Pierre Giraudot ; 32476 André Lajoinie ; 32502 Xavier Denlau ; 32511 Maurice Tissandier ; 32551 André Tourné.

ANCIENS COMBATTANTS

N° 32321 Loïc Barvard ; 32382 Pierre Mauger ; 32394 André Delehedde ; 32402 Laurent Fabius ; 32431 Lucien Pignion ; 32443 Claude Wilquin ; 32541 Louis Maisonnat.

BUDGET

N° 32262 René Visse ; 32265 Jacques Godfrain ; 32268 Claude Labbé ; 32286 Jean-Michel Boucheron ; 32308 Jacques Lavedrine ; 32333 Paulette Fost ; 32343 Henri Baudoin ; 32348 Joseph-Henri Maujouan du Gasset ; 32371 Paul Gascher ; 32376 André Jarrot ; 32404 Gilbert Faure ; 32420 Martin Malvy ; 32430 Christian Pierret ; 32432 Charles Pistre ; 32434 Alain Richard ; 32435 Jacques Santrot ; 32441 Alain Vivien ; 32444 Claude Wilquin ; 32497 Maurice Sergheraert ; 32498 Maurice Sergheraert ; 32508 Jean-Louis Masson ; 32512 Maurice Tissandier ; 32521 Pierre Lataillade ; 32527 Xavier Hunault ; 32534 René de Branche ; 32555 Francis Geng ; 32560 Pierre Bas.

COMMERCE ET ARTISANAT

N° 32242 Daniel Barlay ; 32244 Jacques Chaminade ; 32250 Alain Léger ; 32281 Pascal Clément ; 32305 Marie Jack ; 32412 Alain Hauteceur.

COOPERATION

N° 32542 Louis Odru.

CULTURE ET COMMUNICATION

N° 32335 Jean Jarosz ; 32426 Rodolphe Pesce ; 32438 Dominique Tadel.

DEFENSE

N° 32275 Aimé Kergueris ; 32289 Jean-Pierre Cot ; 32307 André Laurent ; 32387 Jean-Pierre Chevenement.

ECONOMIE

N° 32266 Pierre-Charles Krieg ; 32291 Roger Duroure ; 32311 Robert Fabre ; 32343 Charles Ehrmann ; 32353 Pierre-Bernard Cousté ; 32354 Pierre-Bernard Cousté ; 32355 Pierre-Bernard Cousté ; 32374 Olivier Guichard ; 32375 Olivier Guichard ; 32390 Louis Darinot ; 32424 Louis Mexandeau ; 32428 Louis Philibert ; 32494 Joseph-Henri Maujouan du Gasset ; 32500 Michel Debré ; 32540 François Leizour.

EDUCATION

N° 31145 Jean-Louis Masson ; 31254 Robert Fabre ; 31279 François Leizour ; 31287 Jean Bonhomme ; 31310 Maurice Andrieu ; 32258 Fernand Marin ; 32282 Gérard Bapt ; 32295 Gilbert Faure ; 32299 Pierre Forgues ; 32306 Pierre Lagorce ; 32310 Joseph Vidal ; 32329 Paul Balmigère ; 32334 Edmond Garcin ; 32349 Joseph-Henri Maujouan du Gasset ; 32378 Claude Labbé ; 32385 Alain Chenard ; 32395 André Delehedde ; 32405 Pierre Forgues ; 32406 Joseph Franceschi ; 32414 Charles Hernu ; 32417 Pierre Joxe ; 32423 Joseph Mellick ; 32437 Jacques Santrot ; 32446 Claude Wilquin ; 32469 Jacques Brunhes ; 32472 Pierre Girardot ; 32474 Pierre Goldberg ; 32479 Alain Léger ; 32485 Robert Montdargent ; 32524 Joseph-Henri Maujouan du Gasset ; 32526 Joseph-Henri Maujouan du Gasset ; 32530 Paul Balmigère ; 32535 Adrienne Horvath ; 32536 Parfait Jans ; 32537 Emile Jourdan ; 32543 Louis Odru ; 32548 Jack Ralite ; 32549 Jack Ralite ; 32550 Jack Ralite.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

N° 31077 Pierre-Bernard Cousté ; 31092 Rémy Montagne ; 31221 Jean-Pierre Bechter ; 31238 Gérard Longuet ; 31239 Gérard Longuet ; 31250 Joseph Franceschi ; 31264 Jean Fontaine ; 31276 Chantal Leblarc ; 31324 André Delehedde ; 31333 Jacques-Antoine Gau ; 31396 Jean-Michel Boucheron ; 32269 Jean-François Mancel ; 32272 Hélène Missoffe ; 32276 Robert Héraud ; 32277 Robert Héraud ; 32328 Julien Schwartz ; 32335 Pierre Goldberg ; 32364 Michel Barnier ; 32379 Claude Labbé ; 32413 Alain Hauteceur ; 32427 Rodolphe Pesce ; 32429 Louis Philibert ; 32433 Charles Pistre ; 32482 Louis Maisonnat ; 32483 Georges Marchais ; 32522 Jean-François Mancel.

FONCTION PUBLIQUE

N° 32287 Claude Labbé.

INDUSTRIE

N° 32251 Joseph Legrand ; 32254 Louis Maisonnat ; 32260 André Tourné ; 32279 Adrien Zeller ; 32331 Jacques Brunhes ; 32356 Pierre-Bernard Cousté ; 32357 Christian Wucci ; 32393 Henri Darras ; 32411 Gérard Haesebroeck ; 32447 Claude Wilquin ; 32456 Pierre-Bernard Cousté ; 32456 Pierre-Bernard Cousté ; 32470 Bernard Deschamps ; 32473 Pierre Girardot ; 32477 André Lajoinie ; 32490 René Reubon ; 32491 André Soury ; 31501 Michel Debré ; 32531 Jacques Brunhes ; 32546 Louis Odru ; 32557 Alain Mayoud ; 32559 Pierre Bas.

INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

N° 31127 Alain Léger ; 32544 Louis Odru.

INTERIEUR

N° 32245 Jacqueline Chonavel ; 32247 Jacques Jouve ; 32261 René Visse ; 32270 Jean-Louis Masson ; 32284 Louis Besson ; 32288 Jean-Michel Boucheron ; 32312 Jean Foyer ; 32365 Michel Barnier ; 32366 Michel Barnier ; 32367 Michel Barnier ; 32383 René Tomasini ; 32398 Bernard Derosier ; 32435 Alain Richard ; 32439 Ivan Tondon ; 32445 Claude Wilquin ; 32458 Pierre-Bernard Cousté ; 32467 François Massot ; 32486 Robert Montdargent ; 32492 Roger Fourneyron ; 32495 Joseph-Henri Maujoui du Gasset ; 32525 Joseph-Henri Maujoui du Gasset.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

N° 32283 Guy Bêche ; 32285 Louis Besson ; 32523 Didier Bariani.

JUSTICE

N° 31419 Georges Delfosse ; 32253 Louis Maisonnat ; 32317 Edouard Frédéric-Dupont ; 32344 Jean Bégault ; 32384 Gérard Bapt ; 32386 Alain Chenard ; 32399 Bernard Derosier ; 32409 Jacques-Antoine Gau ; 32416 Gérard Houteer ; 32487 Gisèle Moreau ; 32509 Jean-Louis Masson.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

N° 31148 Michel Noir.

RECHERCHE

N° 32459 Pierre-Bernard Cousté ; 32460 Pierre-Bernard Cousté.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

N° 31352 Jacques Mellick ; 32240 Paul Balmigère ; 32246 Jacqueline Fraysse-Cazalis ; 32252 Joseph Legrand ; 32256 Louis Maisonnat ; 32263 André Bord ; 32273 Henri Mouille ; 32278 Pierre-Bernard Cousté ; 32280 Adrien Zeller ; 32296 Gilbert Faure ; 32297 Gilbert Faure ; 32301 Roland Hugué ; 32330 Paul Balmigère ; 32346 Alain Madelin ; 32350 Marcel Papet ; 32368 Michel Barnier ; 32373 Daniel Goulet ; 32396 André Delehedde ; 32400 Bernard Derosier ; 32407 René Gaillard ; 32461 Pierre-Bernard Cousté ; 32462 Pierre-Bernard Cousté ; 32463 Claude-Gérard Marcus ; 32454 Francis Autain ; 32466 Claude Evin ; 32478 André Lajoinie ; 32480 Alain Léger ; 32499 Christian Laurisergues ; 32506 Pierre-Charles Krieg ; 32513 Jean-Louis Beaumont ; 32515 Emile Bizet ; 32529 Gustave Ansart ; 32534 Georges Hage ; 32545 Louis Odru ; 32553 Henri Torre.

TRANSPORTS

N° 31271 Jacques Chamnade ; 31371 Henri Ferretti ; 32298 Gilbert Faure ; 32302 Roland Hugué ; 32303 Roland Hugué ; 32319 Pierre Lagourgue ; 32323 Emile Muller ; 32340 Louis Odru ; 32493 Emile Koehl ; 32496 Joseph-Henri Maujoui du Gasset ; 32503 Alain Gérard ; 32504 Jean-Louis Goasduff ; 32507 Mare Lauriol ; 32510 Claude Pringalle ; 32556 Joseph-Henri Maujoui du Gasset.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

N° 32241 Jean-Jacques Barthe ; 32257 Louis Maisonnat ; 32271 Jean-Louis Masson ; 32290 Bernard Derosier ; 32304 Roland Hugué ; 32316 Bernard Marie ; 32351 Jack Ralite ; 32372 Daniel Goulet ; 32391 Louis Darinot ; 32401 Bernard Derosier ; 32533 Dominique Frelaut ; 32547 Louis Odru.

UNIVERSITES

N° 31405 Bernard Derosier ; 32239 Paul Balmigère ; 32264 Claude Dhinnin ; 32532 André Duroméa.

Rectificatifs

I. — Au Journal officiel (Assemblée nationale, questions écrites) n° 29 du 21 juillet 1980.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 3070, 2^e colonne, 9^e ligne de la question n° 33746 de M. Xavier Hunault, au lieu de : « Il lui demande en conséquence, quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour remédier à cette situation insupportable », lire : « Il demande en conséquence à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour remédier à cette situation insupportable. »

II. — Au Journal officiel (Assemblée nationale, questions écrites) n° 70 du 25 août 1979.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 6859, 1^{re} colonne, 1^{re} ligne de la question de M. Claude Labbé, au lieu de : « 11978 », lire : « 11980 ».

III. — Au Journal officiel (Assemblée nationale, questions écrites) n° 26 du 30 juin 1980.

Page 2787, 2^e colonne, 50^e ligne de la réponse à la question n° 26505 de M. Pierre Weisenhorn, au lieu de : « Celle-ci est donc d'embranchement ou de prolongement... », lire : « Celle-ci est donc fondée à refuser l'utilisation de ses voies à un chemin de fer d'embranchement ou de prolongement qui ne répondrait pas aux normes définies par ces textes. »

IV. — Au Journal officiel (Assemblée nationale, questions écrites) n° 27 du 7 juillet 1980.

Page 2913, 1^{re} colonne, 1^{re} ligne de la question de M. Lucien Richard, au lieu de : « 27855 », lire : « 27893 ».

1^{re} ligne de la réponse de la même question, au lieu de : « Deuxième réponse », lire : « Réponse ».

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.	
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.	Téléphone	Renseignements : 575-62-31
Assemblée nationale :					
03	Débats	72	282	} Administration : 578-61-39	
07	Documents	260	558		
Sénat :					
05	Débats	56	162	TELEX	201176 F DIRJO - PARIS
09	Documents	260	540		
N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindra une bande d'envoi à votre demande.					
Pour expédition par vole aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.					

Le Numéro : 1 F.